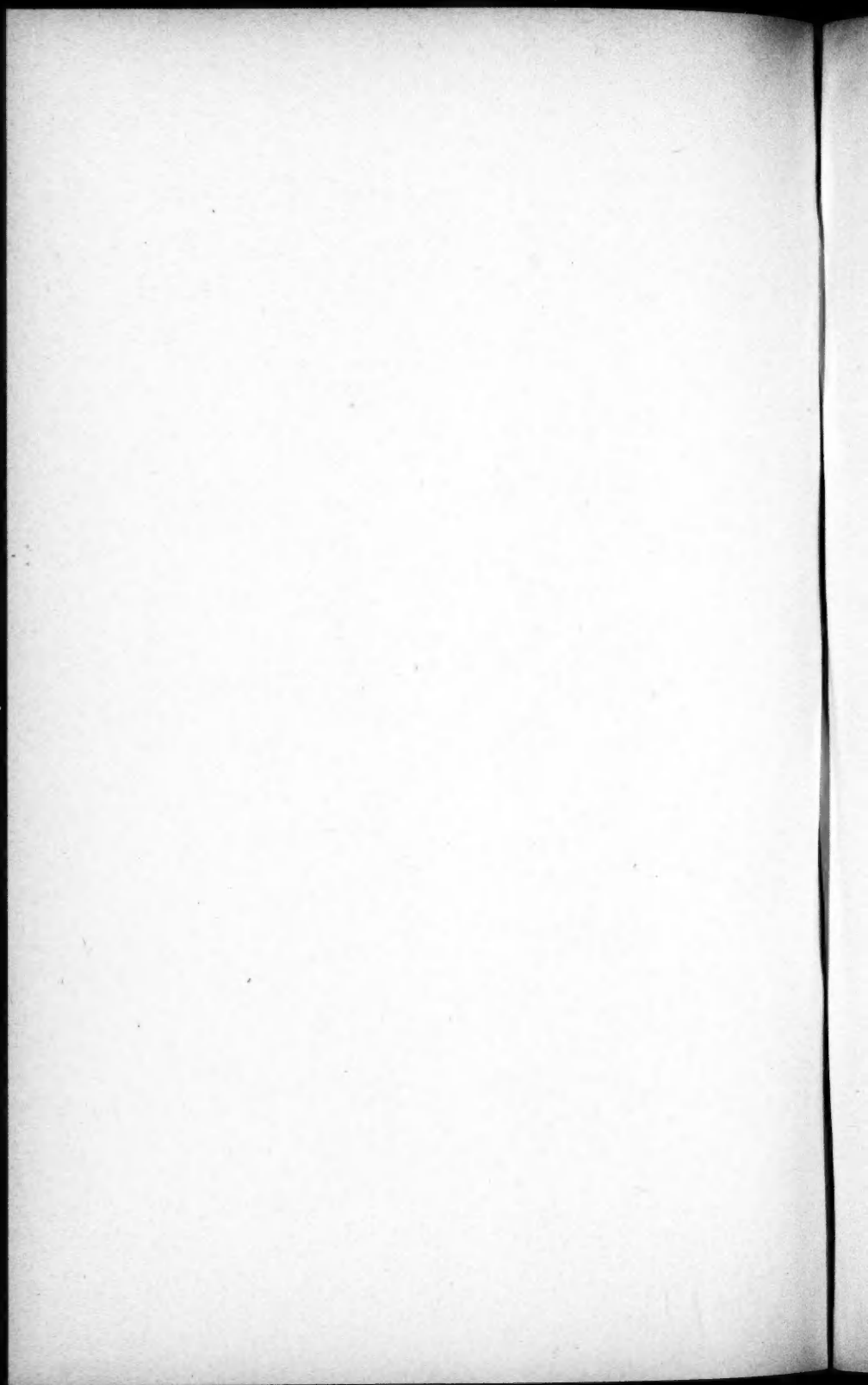


REVUE
HISTORIQUE



REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET SÉBASTIEN CHARLÉTY

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, de Orat., II, 15.

SOIXANTE-TROISIÈME ANNÉE

TOME CENT QUATRE-VINGT-TROISIÈME

Juillet-Décembre 1938

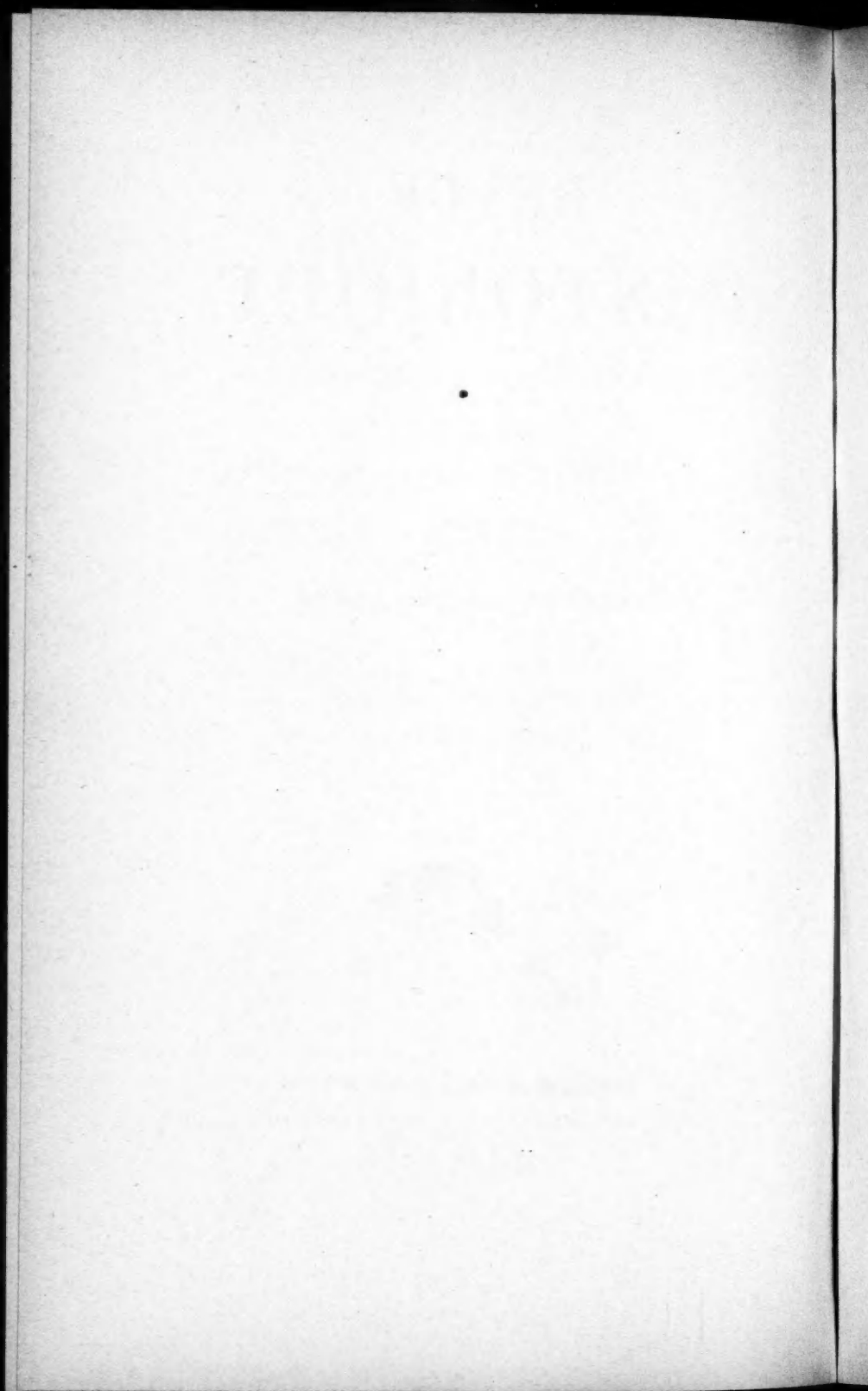


LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, VI^e

PARIS

—
1938



LE « DE ORDINE PALATHI » D'HINCMAR

Il n'est guère jusqu'à présent d'historien des institutions carolingiennes qui n'ait fait un large usage du fameux traité que l'archevêque de Reims Hincmar nous a légué sur l'organisation du palais au temps de Charlemagne et de son fils Louis le Pieux¹. Ceux mêmes qui, en l'étudiant, ont éprouvé quelque défiance n'ont pu résister d'ordinaire au désir d'en tirer les principaux éléments d'un exposé du régime politique et administratif dans l'empire carolingien durant les premières années du ix^e siècle.

Le fait que l'opuscule d'Hincmar date de l'année 882 et que les souvenirs du début du siècle s'étaient alors fortement estompés aurait peut-être arrêté plus d'un critique si l'auteur n'avait pris la précaution de nous dire qu'il avait puisé sa science dans l'œuvre d'un de ses devanciers, cousin de Charlemagne, l'abbé de Corbie Adalard, mort en 826, et qu'il s'était même en partie borné à la recopier telle quelle, pour la mettre sous les yeux du petit roi Carloman, fils de Louis le Bègue, qui saurait, espérait-il, en tirer d'utiles enseignements.

Ce renvoi à un traité dont nul, sauf Hincmar, n'a jamais fait mention, a d'ordinaire suffi à rassurer tout le monde, encore que les auteurs familiers avec la littérature du Moyen Age sachent ce que valent trop souvent de telles références. Mais tenons l'assertion pour exacte et, plutôt que d'épiloguer sur le plus ou moins grand crédit qu'il sied en général d'accorder aux dires d'un prélat dont on n'ignore ni les partis pris ni les réticences, plaçons-nous en face du texte, prenons-le en lui-même et tentons d'en préciser la portée.

1. Nous suivons l'édition de Maurice Prou : Hincmar, *De ordine palatii*, texte latin traduit et annoté par Maurice Prou (Paris, 1884, in-8°, fasc. 58 de la *Bibliothèque de l'École des Hautes-Études, sciences philologiques et historiques*). L'édition nouvelle, sans commentaire et sans traduction, donnée, pour les *Monumenta Germaniae historica*, par V. Krause, au tome II des *Capitularia regum Francorum* (Hanovre, 1897, in-4°), p. 517-530, ne l'a pas remplacée.

* * *

Observons d'abord que, si Hincmar se réfère à un traité composé jadis par Adalard, c'est seulement au moment d'entamer le second tiers de son propre opuscule (§ 12) ; et, quand il en vient là, il a déjà, dans les pages qui précèdent, exposé avec une parfaite clarté sa pensée personnelle — une pensée qui n'est point neuve au surplus, car, à l'heure où il parle, il a, depuis quelque dix ans, eu l'occasion de l'exprimer en mainte circonstance, parfois en termes presque identiques. Et il ne s'en cache pas, puisqu'il prend soin de rappeler (§ 5) ce qu'il a dit à ce sujet au mois d'avril 881, lors d'un synode tenu sous sa présidence en l'église Sainte-Macre, à Fismes. S'adressant en cette occasion à Louis III, frère aîné de Carloman, il avait insisté, devant les évêques assemblés, sur les devoirs des rois envers l'Église et sur la nécessité pour eux de les remplir fidèlement s'ils voulaient être forts. Or tel est encore le thème qu'il développe au début de son livre.

Il est vieux, déclare-t-il — en 882, il est septuagénaire — et ses souvenirs remontent jusqu'aux temps glorieux où « le royaume » — c'est-à-dire l'État franc, le *regnum Francorum*, dont l'idée demeure inséparable de l'Empire, — frappait par sa grandeur et son unité (*amplitudine et unitate regni*), cette unité dont le souvenir le hante et dont, depuis des mois, il travaille à refaire une réalité. A la conférence de Gondreville, en Lorraine, au mois de juin 880, grâce à ses efforts, un rapprochement a pu de nouveau s'opérer entre tous les Carolingiens ; une action commune a été décidée contre le comte de Provence Boson, cet usurpateur qui, bien qu'étranger à leur dynastie, n'a pas craint de se faire proclamer roi et d'entamer la conquête de l'ancienne « Lotharingie », sur laquelle tous les héritiers authentiques de Charlemagne se reconnaissaient des droits. Contre lui, ce miracle s'est accompli : les armées des quatre Carolingiens alors régnants se sont unies sous le commandement de trois d'entre eux, Charles le Gros, Louis III et Carloman, et d'un représentant du quatrième, Louis le Jeune, retenu dans son royaume par la maladie, et ces quatre armées ont marché toutes ensemble pour tenter de mettre l'usurpateur à la raison¹.

L'idée carolingienne a ainsi repris corps et, dans le royaume de France, Hincmar en est demeuré l'apôtre convaincu. Mais ses espoirs

1. Sur ces événements, bornons-nous à citer R. Poupardin, *Le royaume de Provence sous les Carolingiens* (1901), p. 114 et suiv.

ont été vite déçus. Il ne s'est pas laissé éblouir, comme tant de ses contemporains, par l'éclatante victoire de Louis III sur les Normands à Saucourt, en août 881 : c'est à peine si, dans ses *Annales*, il y fait une vague et dédaigneuse allusion¹. Un an après (août 882), Louis III est mort d'un stupide accident, suivant de peu dans la tombe son cousin de Germanie Louis le Jeune, décédé en janvier 882. Deux Carolingiens survivent seuls : Charles le Gros et le frère de Louis III, le petit Carloman, un enfant de seize ans. C'en est fait du « royaume des Francs » si la situation, troublée à l'intérieur et menaçante aux frontières, n'est pas au plus tôt rétablie. Les Francs vont-ils s'abandonner ? A quoi était donc due leur puissance de jadis ? Et pourquoi cette ruine ?

C'est pour répondre à ces questions angoissantes et indiquer, avant que de mourir, le remède à tant de maux, qu'Hincmar — il s'en explique en préluant (§ 1) — reprend une dernière fois la plume. Témoin, au temps de sa jeunesse, de la grandeur du « royaume », quand ce royaume constituait un tout ; familier des hommes qui alors gouvernaient l'Église ; formé à leur école, tenant d'eux « la tradition » (*traditionem majorum suorum*) ; ayant, après la mort de Louis le Pieux, été de ceux qui s'employèrent à maintenir « la concorde » entre ses successeurs, c'est-à-dire, à défaut d'unité, l'union, il s'estime plus qualifié que tout autre pour dégager des exemples du passé les leçons qui permettront peut-être de sauver ce qui reste de l'État franc et de préparer un avenir moins sombre.

Il commence donc par un rappel des principes sur lesquels est fondé l'État. Au sommet de la hiérarchie temporelle, il place, naturellement, le roi ; mais c'est pour ajouter aussitôt qu'au-dessus de lui est le Roi des rois (*Rex regum*) et que, dans tous ses actes, le roi doit garder présente à l'esprit la parole du Psalmiste (II, 10-12) : *Et nunc reges intelligite, erudimini qui judicatis terram. Servite Domino in timore et exultate ei cum tremore. Apprehendite disciplinam, nequando irascatur Dominus et pereatis de via justa.* (« Et maintenant, rois, comprenez, soyez instruits, vous qui jugez la terre. Servez Dieu avec crainte et réjouissez-vous en lui, en tremblant. Suivez ses préceptes, de peur que le Seigneur ne s'irrite et que vous ne sortiez de la voie juste. ») En d'autres termes, le roi est le chef, mais il ne l'est qu'à la condition d'agir selon la volonté de Dieu (§ 2).

Or qui donc ici-bas a qualité pour faire connaître et interpréter la

1. *Annales Bertiniani*, ann. 881, éd. Waitz (dans la collection des *Scriptores rerum Germanicarum in usum scholarum*), p. 152.

volonté de Dieu, sinon les évêques, « qui aujourd'hui occupent dans l'Église la place que le Christ assigna jadis aux douze apôtres »? A côté des rois, ils ont un rôle décisif à jouer : ainsi que l'atteste l'étymologie de leur nom (*episcopi*), ils sont des veilleurs, des guetteurs, au sens où l'entendait le prophète Ézéchiél¹, quand, chargé par l'Éternel de ramener son peuple dans le droit chemin, il déclarait qu'il avait reçu de lui mission de veiller sur la maison d'Israël et d'en être le guetteur. Les évêques, eux aussi, doivent faire le guet, afin de dépister l'ennemi qui menace les rois et, suivant l'exemple d'Ézéchiél, les ramener bon gré mal gré dans les voies du Seigneur (§§ 4-5).

Porte-parole de Dieu, chargés de veiller sur les rois, les évêques sont soumis à des lois qui n'émanent point de l'autorité des hommes, mais ont été « promulguées par Dieu » lui-même (*divinitus promulgatas*). Ces lois, qu'il n'est permis à nul d'enfreindre, indiquent tout ensemble les règles d'accès à l'épiscopat et les règles de vie et de conduite imposées à quiconque appartient à l'« ordre sacerdotal ». Violer une de ces lois serait s'attaquer au Seigneur en personne (§ 7). Tous les laïcs, rois et ministres inclus, ne peuvent que s'y conformer strictement (§ 8), et c'est aux rois de donner ici l'exemple s'ils ne veulent point lever contre Dieu même l'étendard de la révolte (§ 9).

Ainsi recruté, ainsi soumis à la seule discipline des lois divines, l'épiscopat doit pouvoir compter sur les rois pour remplir en toute liberté son office. Car, si le roi a la mission de diriger les autres, comme son nom de *rex* l'indique², c'est parce que Dieu lui a donné la force de « porter les fardeaux de son peuple » (*ad portanda multorum onera, ipsum veluti fortiozem solidavit*), tâche impossible s'il ne s'appuie constamment sur Celui dont il tient le pouvoir et sans le secours de qui il ploiera sous le faix (§ 10).

Voilà, selon l'archevêque de Reims, les principes qui ont permis aux premiers rois carolingiens de fonder la grandeur de leur empire. Et si ces principes ne sont pas nouveaux, si Hincmar, redisons-le, les a lui-même déjà exposés à mainte reprise avant 882 dans toute une série de lettres et d'opuscules qui ont fait de lui le grand théoricien de la monarchie selon l'Église, jamais encore ni lui ni nul autre ne les avait formulés avec une pareille rigueur. S'effaçant toujours derrière les textes, qu'il copie même souvent sans les citer, Hincmar a su construire une sorte

1. *Ézéchiél*, XXXIII, 7.

2. « Nomen enim regis intellectualiter hoc retinet ut subjectis omnibus rectoris officium procuret » (§ 6).

de politique selon l'Écriture qui ne manque pas de grandeur, mais qui renverse définitivement au profit de l'Église les positions adoptées par un Charlemagne et même par un Louis le Pieux.

* * *

Car jusqu'alors l'archevêque de Reims seul a parlé, tout en faisant parler les textes ; la doctrine qu'il a présentée est la sienne. Mais il entend ne pas s'enfermer dans des généralités, et il en vient tout aussitôt à la deuxième partie de sa tâche, qui est ou veut être un exposé précis de l'organisation du gouvernement, telle, affirme-t-il (§ 12), que l'a jadis décrite le sage Adalard dans son petit livre sur le palais royal, *De ordine palatii* : car c'est à partir d'ici qu'il va s'abriter derrière cette autorité et se confiner, à l'en croire, dans le métier de pur copiste ou tout au moins de pur adaptateur.

A la suite d'Adalard, il nous introduit donc au palais des plus anciens rois carolingiens. La première place y était occupée, dit-il (§ 13), par un personnage qu'usant d'une terminologie qui lui est propre, il nomme l'« apocrisiaire » (*apocrisarius*), et qui n'est autre, il le reconnaît bientôt lui-même (§ 16), que celui auquel les actes officiels et les auteurs du IX^e siècle donnent le nom d'archichapelain. Mais cette substitution de mots n'est pas, chez Hincmar, le résultat d'une fantaisie : il en joue avec adresse pour établir entre l'archichapelain, chargé par le roi franc de la direction de sa chapelle, et le personnage qui, sous ce titre réel d'apocrisiaire, représentait le Souverain pontife à la cour byzantine, une assimilation dont il va tirer argument. Comme à la cour des empereurs d'Orient, les papes ont eu, selon lui, leurs apocrisiaires à la cour franque — dès le temps de Clovis, affirme-t-il même, sans s'interdire à ce propos de recopier un passage d'une *Vie de saint Remi* écrite par lui quelques années avant et que, pour cause, Adalard eût eu quelque peine à connaître (§ 14). Ces « apocrisiaires » du palais franc, évêques ou parfois prêtres, voire simples diacres — c'est toujours Hincmar qui parle —, il se garde bien de dire quand ils ont cessé d'être les représentants du pape ; mais il affirme avec une belle assurance qu'ils étaient, dès le temps d'Adalard, devenus les représentants de l'autorité épiscopale. En tout cas, leur choix aurait toujours été subordonné au consentement des évêques (§§ 14-15) : c'est dire qu'ils n'étaient pas les officiers du roi. Leur rôle était autre : ils étaient les « gardiens » du roi, les « gardiens de son palais » (*palatii custodes*).

Entendez par là qu'ils avaient, comme tous les évêques, à garder les rois de l'Ennemi qui menace le salut de leurs âmes (§ 16).

Soumis aux évêques, surveillé en leur nom par ce singulier ange gardien qu'était l'« apocrisiaire », le roi de ces temps héroïques qu'avait vécus Adalard reconnaissait à ce personnage une véritable suprématie sur tous les clercs de son palais, sans en excepter l'archichancelier, sous le contrôle de qui travaillait un personnel docile d'employés « sages, intelligents, dévoués, inaccessibles à la vénalité, incapables de divulguer les secrets qu'on leur confiait » (§ 16). On le voit, c'était l'âge d'or.

Car, sous la houlette de l'apocrisiaire, qui donc, au palais, eût seulement songé à se départir du rôle qui lui était assigné ? Qui eût osé ne pas s'acquitter avec exactitude de son service ? Chacun d'ailleurs, sans acception de personne ni de lieu d'origine, n'avait-il pas la certitude de pouvoir accéder aux charges dont son mérite le rendrait digne (§§ 17-18) ? Aussi suffit-il ici à Hincmar d'énumérer rapidement (§ 16) les charges diverses qui existaient alors au palais — celles de chambrier, de comte du palais, de sénéchal, bouteiller, connétable, maître des logis, veneurs, fauconnier, etc. Leurs titulaires n'ont d'importance à ses yeux, semble-t-il, que comme satellites de l'apocrisiaire et ne valent d'être cités que dans la mesure où ils obéissaient bien à son impulsion.

Tout, au palais, se ramenait donc à ce puissant personnage dont, en matière ecclésiastique, l'autorité éclipsait toutes les autres. Il n'était pas une affaire concernant le clergé qui ne passât par ses mains ; pas une qu'il ne réglât lui-même s'il le pouvait ; pas une, dans le cas contraire, qui ne fût soumise au roi avec son avis motivé (§ 19). Nul, au palais, ne pouvait prendre position sur un problème intéressant la religion sans lui en avoir référé (§ 20).

Or bien peu de problèmes se posaient dont on pût dire qu'ils n'intéressaient ni la religion ni la société ecclésiastique, car la loi de l'Église l'emportait toujours en cas de doute, « la loi du siècle devant être sacrifiée » au besoin pour assurer « la justice divine » (§ 21), et le but visé par les officiers du palais étant de fournir au roi, libéré par eux des soucis d'ordre matériel, le moyen de se donner sans réserve à l'œuvre de Dieu (§ 22).

* * *

Les développements qui suivent sur la façon dont les titulaires des divers emplois civils s'acquittaient de leurs fonctions (§§ 23-28) par-

ticipient du même caractère idyllique et tendancieux que les précédents. Du sénéchal, du bouteiller, du connétable, Hincmar nous dit, toujours sous le couvert d'Adalard, qu'ils agissaient tous en tel accord que jamais le moindre heurt ne se produisait : chacun était averti à temps de ce qu'il avait à faire ; le logement, le ravitaillement étaient assurés avec exactitude, sans que, n'oublie-t-il pas de souligner, « fussent opprimés les gens des domaines » (§ 23), ceux des Églises, bien entendu, non moins que ceux du roi.

Même entente, même étroite liaison entre les services des veneurs et du fauconnier ; jamais le moindre retard, le moindre flottement dans l'exécution de leurs tâches ; chacun savait, là encore, de manière précise, ce qu'on attendait de lui et le faisait avec tact et intelligence : *Cum eadem unanimitate secundum temporis qualitatem admonere studebant qualiter ea quae ad singulorum ministeriorum curam pertinebant ut opportuno tempore et non tarde considerarentur..., sed et hoc et illud... ita semper cum mensura et ratione ordinaretur ut quantum non prodesset non esset* (§ 24).

Le nombre des officiers était si bien calculé que, même en tenant compte de ceux qui étaient en mission, quiconque venait à la cour, depuis l'ambassadeur jusqu'au plaideur et au pauvre, était certain de trouver l'accueil souhaité (§ 25), car, du plus grand au plus humble, tous s'acquittaient ponctuellement de leur devoir, et à tout emploi vacant un successeur qualifié (*congruus et utilis*) se trouvait toujours à point nommé (§ 26). Partout, enfin, régnait une atmosphère de cordiale camaraderie, au point qu'un officier momentanément sans affectation au palais était sûr d'y être hébergé et nourri par ses collègues en place (§ 27) et que le premier trait qui frappait le visiteur était l'allégresse avec laquelle tous se consacraient à leurs besognes, « joyeux et rians, l'esprit vif et dispos », *cum iucunditate et hilaritate, prompta et alacri mente* (§ 28).

* * *

Qu'Hincmar ne limite point son rôle à celui d'un simple témoin ou plutôt d'un simple écho des vieux usages dont Adalard lui aurait fourni le détail, on commence, pensons-nous, à s'en apercevoir, et l'on jugera même sans aucun doute qu'on aurait pu depuis longtemps en faire la remarque. Mais, avec une robuste confiance qu'on voudrait pouvoir partager, la majorité des historiens continuent de suivre presque aveuglément notre auteur.

Car Hinemar ne s'arrête pas en si bonne voie, et, après cet exposé flatteur de l'organisation générale du palais au temps de Charlemagne et de Louis le Pieux, il en vient — se réclamant encore d'Adalard, dont il prétend respecter jusqu'au plan — à l'analyse détaillée du mécanisme gouvernemental : régime des assemblées (§§ 29-30), choix des conseillers et tenue des conseils (§§ 31-33), élaboration et promulgation des capitulaires (§§ 34-35).

A première vue, il semble ici atteindre à plus de rigueur, et c'est la partie de son livre qu'on cite le plus volontiers. Elle n'est pourtant pas sans soulever de multiples difficultés, dont Maurice Prou, dans le commentaire qu'il a joint à son édition, n'est point parvenu à triompher. Les textes qu'il allègue, par exemple, pour établir la réalité d'une double session annuelle de l'assemblée générale sous le règne de Charlemagne visent en fait des réunions d'une tout autre nature¹; ceux qu'il cite à l'appui des détails concernant l'élaboration des capitulaires valent pour le temps de Charles le Chauve, non pour celui de son grand-père. Mais, plutôt que d'entamer à ce sujet une discussion minutieuse, observons que nous sommes là encore en pleine idylle : un mécanisme d'assemblées parfaitement réglé ; des décisions prises en pleine liberté d'esprit (*non ex potestate, sed ex proprio mentis intellectu vel sententia*) ; un programme de délibérations méticuleusement arrêté d'avance et tenu néanmoins secret ; des conseillers d'une exemplaire discrétion, incapables de sacrifier les intérêts généraux aux intérêts particuliers et inaccessibles à la corruption, comme à la flatterie ou à la menace ; des capitulaires dont le roi avait demandé l'inspiration à Dieu, mais dont le texte était, article par article, librement discuté et accepté par les grands du royaume — clercs et laïcs se répartissant les questions selon leur stricte compétence, tandis que le roi allait parmi la foule s'enquérir des sentiments et des besoins de chacun... Tableau enchanteur proposé par l'archevêque de Reims aux méditations de Carloman !

Et, pour qu'on ne l'accuse pas d'avoir embelli à plaisir la vérité et d'avoir plus songé aux réformes à faire qu'à l'évocation du passé, Hinemar tient à conclure par la phrase qui suit : « Voilà ce que les écrits et les paroles des anciens m'ont appris touchant l'organisation du palais et le gouvernement du royaume, et ce que j'ai vu moi-même dans mon adolescence » (§ 37).

1. Voir l'édition Prou, p. 72, n. 1, et 76, n. 1.

2. Notamment p. 88 et 89, notes.

* * *

Peut-être observera-t-on que, dans cette conclusion, Adalard est un peu perdu de vue, ou plutôt qu'il se trouve finalement confondu dans la foule anonyme des « anciens » (*seniores*), dont Hincmar, au moment de prendre congé du lecteur, évoque ici, en bloc, le témoignage. Mais qui ne voit à quel point le passé vient opportunément étayer les vues présentées par l'auteur au début de son livre? Tout s'ordonne à merveille autour des idées qu'il a résolu d'exposer à nouveau, en leur donnant plus de relief encore que dans ses écrits précédents, et ce merveilleux accord autorise peut-être quelques doutes sur l'exactitude de sa référence au *De ordine* d'Adalard, ou tout au moins sur la fidélité avec laquelle il aurait suivi ce petit livre, si jamais il a existé.

Comment contester, en tout cas, que le *De ordine* d'Hincmar ne soit un écrit à ce point tendancieux qu'il y aurait vraiment quelque naïveté à vouloir l'exploiter comme un document valable pour le temps de Charlemagne? Reconnaissons-y plutôt l'exposé d'une thèse chère à l'archevêque de Reims et qui peut se résumer en peu de mots : l'Empire carolingien a été grand jadis parce que les rois francs se sont montrés dociles aux avis de ceux qui étaient le mieux placés pour les diriger dans la voie du salut, à savoir les évêques, porte-parole du Roi des rois. Depuis lors, la volonté divine a été méconnue, et les pièces de ce mécanisme admirablement agencé qu'était « le royaume », au temps où tout reposait en fin de compte sur la sagesse divine, ont été comme brouillées par un malin génie. Que chaque chose soit remise à sa place, que chacun soit remis à son rang, et le royaume carolingien renaîtra de ses cendres.

Tel est le suprême avertissement qu'avant de descendre au tombeau Hincmar a voulu jeter à la face du monde ; tel est le sens, telle est la portée du livre que nous devons à sa plume et qui constitue comme son testament politique.

LOUIS HALPHEN,
Professeur à la Sorbonne.

LA VÉNALITÉ DES CHARGES AU XVII^e SIÈCLE

LES OFFICES DE LA FAMILLE NORMANDE D'AMFREVILLE

(1584-1656)

On ne peut répondre le plus souvent aux questions que soulève la vénalité des charges publiques en France que par des généralités ou des « inductions psychologiques¹ ». En effet, les historiens ont habituellement traité des offices d'après les édits royaux, quelquefois restés lettre morte, souvent modifiés dans l'application ; les écrits des juristes, soucieux de définir le droit plus que d'établir le fait ; les mémoires du temps, fondés sur des on-dit, déformés par la passion ou l'éloignement. On ne peut serrer la réalité de plus près que par le dépouillement des arrêts du Conseil d'État siégeant en finances, qui se réservait la connaissance du contentieux en matière d'offices, et par l'exploration des archives locales. Je voudrais montrer ici, à propos d'une famille normande, quel genre de réponses les fonds locaux peuvent nous donner.

La famille d'Amfreville, nom d'une seigneurie située près de Valognes en Basse-Normandie, a compté, dans la première moitié du XVII^e siècle, trois présidents à mortier au parlement de Rouen. Elle nous est connue par cinq liasses et par trois registres devenus possession publique après l'émigration du chef de la famille au moment de la Révolution, et conservés aux archives de la Seine-Inférieure, série E, Poerier d'Amfreville. Les registres sont des terriers du XVIII^e siècle. Des liasses, deux concernent exclusivement le XVIII^e siècle et ne renferment guère que des comptes et des baux. Mais trois sont pleines de lettres de provision,

1. G. Pagès, *La vénalité des offices dans l'ancienne France*, dans *Revue historique*, t. CLXIX, année 1932, p. 5. Article fondamental sur la question.

actes de réception, lettres patentes, reçus, attaches, certificats, arrêts et actes de partage de succession¹.

Ces papiers nous instruisent sur la carrière, la fortune et les relations de trois personnages. Le premier est Jacques Poerier d'Amfreville, qui, après avoir exercé plusieurs offices, fut reçu président à mortier au parlement de Rouen en 1609. Il eut plusieurs enfants, dont trois garçons. L'aîné, Adrien Poerier, baron d'Amfreville, fut d'épée. Le second, Jacques Poerier d'Amfreville, sieur du Theil, comte de Cizay (dans le Perche), obtint la survivance de l'office de président à mortier en 1623 et l'exerça à partir de 1629. Cette même année, il fut con-

1. Liasse Nicolas et Jacques Poerier :

Actes de réception de l'office de président et lieutenant général civil et criminel au bailliage de Cotentin, 1592.

Lettres de provision de l'office de président à mortier au parlement de Rouen, 6 novembre 1609.

Actes de réception du 30 janvier 1610.

Actes d'érection de la terre d'Amfreville en baronnie, janvier 1615.

Lettres patentes du Roi de promesse d'office, 29 juillet 1623.

Lettres de confirmation de pension, décembre 1629, juin 1633.

Attaches du bureau des Finances de Rouen aux provisions de l'office de président, 1629.

Lettres patentes de prolongation d'exercice d'office résigné, 1629.

Actes de partage de succession de Jacques d'Amfreville, 6 et 15 juillet 1630.

Procuration pour résigner un office de président au Parlement, janvier 1629.

Mémoire du revenu de fief de Lisle, 1630.

Certificats de service militaire, 1635-36-39-48-50.

Commandements d'huissier aux propriétaires des contrôles et petits sceaux de Valognes et Alençon, 1641-55.

Actes de garde des sceaux, 1640-42.

Actes de don de la charge de capitaine de Fontaine-le-Bourg, 1647-49.

Lettres privées d'Harcourt, 1650-51.

Actes de réception de l'office de conseiller au Parlement, 1654.

Douaire de Marguerite Grisel, 1654.

Contrat de mariage, 1657.

Reçus de l'annuel, 1621-29.

Liasse généalogie :

Acte de réception en l'office de lieutenant général particulier civil et criminel en l'Amirauté de France au siège général de la Table de marbre du Palais à Rouen, 1620.

Rôle des gentilshommes volontaires de la province de Normandie, 1636.

Contrat de mariage de Marie Poerier, 29 septembre 1636.

Acte de réception comme avocat, 1650.

Copie et annulation d'une clause de préemption pour un office, 1650.

Liasse partages :

Attache du bureau de Finances de Rouen aux provisions de l'office de conseiller au Parlement, 1653.

Lettres patentes de confirmation d'office, 1654.

Quittances de la taxe de résignation et marc d'or, 1655.

Lettres de provision de l'office de conseiller au Parlement, 1656.

seiller d'État. Le cadet, Nicolas Poerier d'Amfreville, baron de Lisle, servit dans l'armée et reçut du Roi plusieurs missions importantes. Adrien n'eut qu'une fille. Jacques mourut sans enfant, en 1655. Nicolas eut, entre autres, Adrien d'Amfreville, sieur de Fontenay; Jacques d'Amfreville, sieur de Franqueville. Ce dernier fut conseiller au Parlement, puis suivit la carrière des armes. Adrien de Fontenay fut soldat, ensuite conseiller au Parlement par résignation de son frère, enfin, par « nomination » de ce dernier, héritier de Jacques de Cizay, président à mortier au parlement de Rouen en 1656.

Voilà des gens qui offrent matière à bien des constatations intéressantes.

I. — COMMENT LES AMFREVILLE ONT ACHETÉ ET TRANSMIS LEURS OFFICES

Nous trouvons d'abord quelques renseignements sur la façon dont fut appliqué dans les provinces l'édit de Paulet du 16 décembre 1604¹, qui consacre l'hérédité des offices en offrant aux officiers dispense de la clause des quarante jours. On sait que le Roi, propriétaire éminent des fonctions publiques, a pris l'habitude de laisser les officiers en disposer. Lui-même, depuis longtemps, en vend. En conséquence, les acheteurs d'offices peuvent démissionner de leurs charges en indiquant au Roi leur successeur, qui peut être un membre de la famille ou un étranger. C'est ce qu'on appelle résigner. Celui qui démissionne est le résignant, le successeur désigné est le résignataire. Le Roi accepte toujours successeur et démission, à condition d'y trouver son profit; le résignataire doit lui verser une taxe égale au quart de la valeur de l'office estimé en Conseil d'État siégeant en finances. Le Roi donne l'office au résignataire au moyen d'un acte appelé lettre de provision. Mais il est de son intérêt royal de recouvrer l'office pour le revendre et toucher le prix de la charge tout entier au lieu du quart. Le Roi met donc une condition supplémentaire : le résignant doit survivre quarante jours après la résignation, sinon il reprend l'office. De même si l'officier n'a pas résigné. En cas de maladie à évolution rapide, de mort subite, la famille de l'officier perd la somme, souvent importante, que représente l'office. L'Édit de Paulet offre aux officiers le moyen d'échapper à la clause des quarante jours².

1. Arch. nat., E 7 C, fol. 49 r^o et suiv.

2. Cette clause n'a pas dû gêner Jacques d'Amfreville lorsque, en 1592, il succéda à son beau-

Si l'officier verse pendant deux ans avant sa résignation, chaque année, un droit égal au soixantième de la valeur de l'office, il est dispensé de la clause des quarante jours. L'office même est conservé à la veuve et aux héritiers qui peuvent le vendre, et le nouveau possesseur ne paie une taxe que du huitième de la valeur de l'office au lieu du quart. Le Roi, lui, trouve, entre autres bénéfices, celui d'un revenu plus régulier des offices. L'hérédité des offices étant assurée, vendeur et acquéreur avaient un égal avantage. Le droit annuel, comme on appelle la taxe du soixantième de la valeur de l'office, eut un grand succès. Le prix des offices monta. Mais la vénalité avait mauvaise réputation. Sur la demande des États généraux de 1614, le Roi envoya à ses cours souveraines un édit pour supprimer le droit annuel et la vénalité des offices et les réduire au nombre porté par les ordonnances de Blois. Les officiers protestèrent. L'hérédité, renforcée par le droit annuel, avait fait monter le prix des offices. Si on les remboursait selon l'évaluation de 1604, déjà inférieure au prix courant, on allait les ruiner. Devant le vide de ses caisses, le Roi renvoya l'application de l'édit au 1^{er} janvier 1618, moyennant un secours de ses officiers¹. La suppression de l'annuel, à défaut de celle de la vénalité, fut réalisée. Mais, dès 1620, il était rétabli². Et il a dû être renouvelé périodiquement sans discontinuer³. Tel est le régime juridique que tout le monde connaît. Voyons ce que les Amfreville ont fait en réalité.

1^o La transmission de l'office était l'objet d'abord de tractations entre officiers qui agissent comme si l'office était une propriété immobilière. Bigot nous apprend⁴ que Jacques d'Amfreville traita de son office avec Georges de la Porte pour 100,000 livres. Georges de la Porte, comme pour toute autre propriété, mit une clause de préemption. Il voulut réserver à ses enfants une chance de recouvrer sa dignité. Il fit signer à Jacques d'Amfreville une promesse de les préférer à tous acheteurs s'il venait à vendre la charge. Cette chance restait

père en l'office de lieutenant général. Les offices de judicature étant réputés non vénaux à cette époque, la clause de quarante jours ne s'insérait pas dans les lettres de provision. C'est un édit de Rouen de 1597, art. 10, qui a rendu la clause obligatoire pour tous les offices. Cf. Loyseau, t. XII, p. 135.

1. Bibl. nat., fonds Dupuy, ms. 91, fol. 174.

2. Reg. secrets du parl. de Rouen, 15 juillet 1620, sur décl. du Roi, 25 juillet 1620.

3. Malgré les désirs de Richelieu qui a, sur ce point, changé d'avis, comme il l'explique dans son *Testament*.

4. Alexandre Bigot de Monville, ancien des présidents à mortier de Rouen par intérim, promu président, 1666-1670, auteur d'un *Recueil des officiers qui ont composé le Parlement*. Bibl. de Rouen, Mart. Y. 24-1, fol. 90 v^o.

bien minime, puisque Jacques en exceptait ses propres enfants, déjà nés, qui, à tous, seraient préférés.

Jacques d'Amfreville préféra à tous son second fils, Jacques de Cizay. Dès 1622, pour lui permettre un mariage avantageux, il lui promit son état de président. Les frères de Jacques de Cizay donnèrent leur consentement à ce démembrement anticipé de la succession¹. Cizay versa l'annuel régulièrement. La liasse des papiers, qui témoigne de la régularité des opérations par lesquelles l'office de Jacques d'Amfreville passa à Cizay, contient six reçus de l'annuel, échelonnés de 1621 pour 1622 à 1626 pour 1627, dûment signés des trésoriers et remplis par les commis, et des collations de reçus de 1627 pour 1628 et 1628 pour 1629 faites sur les originaux par un secrétaire du Roi et de ses finances et jointes aux lettres de provision de Cizay du 15 octobre 1629. Dans le règlement de la succession de Jacques d'Amfreville, mort peu de jours après sa résignation, règlement daté du 6 juillet 1630, Cizay opère une contre-offensive contre son frère aîné, Adrien d'Amfreville, qui lui cherchait chicane, et, pour l'amener à des concessions, lui réclame sa part de 1,600 écus (4,800 livres) « ... payés par le seigneur de Cizay pour le droit annuel dudit office de président pour la conservaon d'iceluy, au moyen duquel il s'y estait fait pourvoir... ». L'office était taxé 600 livres pour le droit annuel. 4,800 livres font huit paiements, ce qui nous ramène à l'année précédant le contrat de mariage. Donc, à cette date, cet office était la part désignée du second fils de Jacques d'Amfreville; sans doute le mariage était-il décidé. Plus tard, en 1651, lorsque Jacques de Cizay, sans enfant, entrevit la possibilité de transmettre l'office à un de ses neveux, il redemanda la promesse de son père au descendant de la Porte. Alors elle pouvait avoir effet, puisque Cizay n'aurait pas un de ses fils pour successeur. Le descendant de la Porte ne la retrouva pas, mais il la déclara nulle et renonça à tous les droits qu'elle lui conférait.

Un des neveux de Cizay, Jacques de Franqueville, en 1652, acheta 46,000 livres la résignation d'un certain Pierre de Tiremois pour un office de conseiller au Parlement².

2° Les accords entre officiers étaient suivis de la résignation du possesseur de l'office; mais ils avaient été le plus souvent précédés du paiement de l'annuel par celui-ci. Georges de la Porte l'avait payé. Jacques d'Amfreville le paya pour transmettre l'office à son fils aîné.

1. Arch. de la Seine-Inférieure. Hérîtages, 2^e série, 19 mars 1622, contrat de mariage.

2. Bigot, II, 2, XI, fol. 250 r^o.

Jacques de Franqueville le versa aussi pour que l'office allât à son frère, Adrien de Fontenay.

Les documents ne donnent aucune indication sur ce que fit Jacques de Cizay. Un témoignage contraire est dans son acte de réception de 1620 en l'office de lieutenant général et particulier, civil et criminel, en l'Amirauté de France, « ... par le décès de maître Jean de la Faye, dernier possesseur... ». Cette formule s'emploie lorsque l'annuel n'est pas payé. Il s'agit d'un office de moindre importance. On n'en peut guère conclure que ces charges-là passaient plus souvent d'une famille à une autre. Peut-être ce Jean de la Faye était-il célibataire, peut-être avait-il des raisons de ne pas se soucier de ses héritiers.

Le paiement de l'annuel était facilité par la présence au chef-lieu de la généralité d'un commis du trésorier des parties casuelles. Il était porteur de quittances imprimées avec des blancs à remplir suivant chaque cas, signés chaque année du trésorier en exercice ; de 1621 à 1629, de Ligny, Servien, Martineau, Désormeau. Le commis les remplissait et les donnait aux officiers contre versement du droit. Lorsqu'il ne vint pas, en 1624, les trésoriers généraux de France du bureau des Finances de Rouen commirent le contrôleur général des Finances de leur généralité à la recette du droit pour l'année 1625. Habituellement, le droit annuel était acquitté en décembre pour l'année suivante. Les seules exceptions pour la période sont les années 1621, où il fut payé en mars pour l'année courante, et 1622, où il fut versé en janvier. Sans doute, la déclaration royale qui rétablissait l'annuel, datée du 25 juillet 1620, était-elle trop tardive pour permettre l'installation du commis, et décembre bien près de mars pour demander à nouveau la taxe. Pendant les fermes des parties casuelles (1604-1612)¹, le commis du fermier était installé en janvier et dans la première quinzaine de février.

3^o Le résignant, qui avait payé l'annuel, passait ensuite une procuration pour résigner. Il se présentait devant deux tabellions royaux avec deux témoins et désignait un procureur. Celui-ci était chargé de remettre l'office aux mains du Roi, du chancelier, du garde des sceaux ou de leur représentant, en faveur de l'acquéreur ou de l'héritier et non d'un autre. Les tabellions se transportaient ensuite chez le garde du scel des obligations de la vicomté et ce dernier délivrait des lettres authentiques.

Il arrivait qu'un officier héritant un office ne l'exerçait pas et le trans-

1. Cf. Pagès, *art. cité*.

mettait à un autre par simple nomination au Roi. Ce fut le cas de Jacques de Franqueville, héritier de Jacques de Cizay, son oncle, et qui nomma son frère, Adrien de Fontenay, pour le faire pourvoir à sa place.

Alors le résignataire versait la taxe de résignation et le marc d'or¹ à deux trésoriers différents. Les quittances, comme celles de l'annuel, étaient enregistrées au contrôle général des Finances. Les parties casuelles réunissaient, en une liasse reliée d'un cordon frappé d'un sceau de cire jaune, les reçus de l'annuel, les quittances de taxe de résignation et marc d'or et l'acte de résignation. Elles y joignaient les lettres de provision.

Les lettres de provision portent les raisons qu'a le Roi d'accepter la nomination : services et valeur du résignant et du résignataire, « ... et autres bonnes considérations à ce nous mouvans... », les droits du nouveau pourvu ; les conditions : parenté, religion, âge, service ; l'ordre à la cour de Parlement de le recevoir et aux présidents et trésoriers généraux de France de le payer de ses gages depuis la date des provisions. Le Roi y ajoutait parfois des lettres spéciales de recommandation expresse ou de dispense d'âge.

Dans le courant de l'année, le pourvu se faisait recevoir devant la cour de Parlement, après que celle-ci eut examiné tous les papiers et que le premier avocat général eut certifié qu'il remplissait les conditions requises. Après quoi, les trésoriers généraux de France de la généralité examinaient les lettres de provision et l'acte de réception, donnaient leur consentement et commandaient aux receveurs et payeurs des gages des officiers de la cour de Parlement de payer le traitement. Tout ceci avait lieu dans l'année des lettres de provision.

Alors l'officier pouvait exercer sa charge, sauf entente particulière agréée par le Roi. La veille du jour où il donna les lettres de provision à Jacques de Cizay, le 14 octobre 1629, le Roi accordait à Jacques d'Amfreville, son père, à cause de ses services et de son expérience, le droit d'exercer l'office de président et d'en prendre les gages. Pendant ce temps, le fils en porterait le titre, mais n'en ferait pas l'exercice. La mort de Jacques d'Amfreville survint peu de jours après, et ce décès prématuré ne m'a pas permis de constater si Jacques de Cizay aurait touché, lui aussi, les gages pendant cette période.

1. Droit établi par édit d'octobre 1578 et perçu sur tous les offices avant l'expédition des provisions. Cf. Marion, *Dictionnaire des Inst. de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, 1923. Le but du marc d'or était de faire toucher quelque chose au Roi à chaque mutation d'office, même lorsqu'il s'agissait d'offices à la nomination d'engagistes du domaine à qui revenait la taxe de résignation.

II. — LE RÔLE DES OFFICES DANS LA FORTUNE DES AMFREVILLE

Déterminer la part des offices dans la fortune des Amfreville est très difficile, comme, d'ailleurs, pour la plupart des officiers. Les papiers qui nous restent ne sont que des fragments des archives familiales. Beaucoup, pendant la Révolution, furent utilisés pour les gargousses des canons et les cartouches des fusils. Beaucoup furent perdus pour avoir passé par les mains d'hommes incompetents qui n'en virent pas la valeur. Mais il y a autre chose, plus grave. Ce ne peut être un hasard qui nous a conservé, pour le *xvii^e* siècle surtout, des aveux, des terriers et des papiers prouvant la noblesse et les emplois de la famille. Les archives familiales avaient fait l'objet, déjà au *xviii^e* siècle, d'un tri. Les archivistes privés n'avaient conservé que les papiers qui pouvaient être utiles. Aussi avons-nous beaucoup de comptes, de mémoires et de registres-journaux pour les années précédant immédiatement la Révolution, mais seulement, pour le *xvii^e* siècle, de rares débris ne permettant que sur certains points une approximation bien insuffisante.

Cependant, le capital que représentait l'office de président à mortier de Jacques d'Amfreville dans la fortune totale de cet officier peut être entrevu. Nous avons, d'une part, sa valeur marchande, son prix courant, qui nous sont donnés par Bigot et par le contrat de mariage déjà utilisé. D'autre part, la fortune totale de Jacques d'Amfreville nous est indiquée par deux actes de partage de succession : l'un du 6 juillet 1630 entre Adrien d'Amfreville, l'ainé, et ses frères ; l'autre du 15 juillet 1630 entre ces derniers, Cizay et Delisle. Ces deux actes nous indiquent la nature de la succession et la part en nature de chaque frère. Un troisième document nous donne des chiffres précis pour la part d'un des frères, Nicolas Delisle¹, et nous pouvons en induire alors le montant total de la succession.

1. Ce dernier document, sur qui repose toute l'évaluation, n'est pas daté. Je le place, cependant, dans l'année 1630 et même au 15 juillet 1630, après les partages. Il est certainement de la première moitié du *xvii^e* siècle ; il se trouve au milieu de pièces datées de 1635 à 1649. Son écriture est de la première moitié du *xvii^e* siècle. Son titre : « Mémoire du revenu du fief de L'Isle », l'attribue à la branche de Lisle : dans la première moitié du siècle, il ne peut s'agir que de Nicolas de Lisle, qui a vécu jusqu'après 1652. Il est parlé, dans le document, de « ... l'accord fait avec mon frere ce jourd'hui... » et, plus loin, « ... mon frere le Président... ». Il ne peut s'agir que de Jacques de Cizay, resté président jusqu'en 1655. Mais s'agit-il de l'accord du 15 juillet 1630 ? Oui, il y a correspondance entre les deux documents. Nous retrouvons dans le mémoire les parties de la succession attribuées à Nicolas par le ré-

L'office n'était pas l'essentiel de la fortune de Jacques d'Amfreville. Il en représentait au plus le quart et, si nous y ajoutons certains offices domaniaux (greffes, petits sceaux, contrôles), le tiers. Le reste, la plus grande partie, consistait en terres. Ce président du Parlement était avant tout un terrien.

En effet, sa fortune se composait en nature :

D'un office de président à mortier ;

De terres : Amfreville, le Theil, Lisle, Fontenay, Franqueville, etc. ;

De rentes foncières, hypothèques, engagements ;

D'offices domaniaux : greffes et juridictions, maîtres clercs, sceaux, présentations, contrôles.

Qu'est-ce que cela représente en capital ?

La part de Nicolas de Lisle était la suivante :

En terres	94,020 livres
En rentes foncières	27,667
En offices domaniaux	52,420 —
<hr/>	
Au total.	174,107 livres

La part de Jacques de Cizay était un peu inférieure. Il avait l'office de président à mortier, acheté, en 1609, 100,000 livres¹ ; évalué, en 1623, à 120,000 livres. Il lui revenait les sceaux et contrôles de la vicomté de Carentan, 700 livres de revenu au denier 20, soit 14,000 livres ; au total, 134,000 livres.

Je n'ai aucun chiffre sur la part d'Adrien d'Amfreville, mais on peut faire les observations suivantes : il était l'aîné et, d'après la coutume de Normandie, tout l'avantage que lui donnait son aînesse consistait dans le pouvoir de prendre par préciput le principal manoir de son père². Mais, dans ce cas, chaque puîné devait prendre autant que le manoir valait de revenu. Le total de la succession devait se trouver également partagé entre les trois frères³. En fait, les parts d'Adrien d'Amfreville et de Nicolas de Lisle furent un peu supérieures. Car on les voit se charger tous deux de payer tous les ans la part de Cizay sur la pension que les trois frères devaient à la seconde femme de leur père.

glements du 15 juillet 1630 : les terres, sauf Amfreville et ses dépendances, les engagements, les rentes foncières, les hypothèques et les autres biens immeubles. Je conclus que nous pouvons utiliser les chiffres du mémoire.

1. Bigot, *loc. cit.*

2. Houard, *Dict. de la coutume de Normandie*. Rouen, 1780, in-4°, t. III, art. Préciput, p. 513 et suiv.

3. *Ibid.*, t. IV, art. Succession, p. 276, col. 2, et 277, col. 1.

La part de Cizay était donc inférieure aux deux autres. Évaluons donc le lot d'Adrien, égal à celui de Nicolas de Lisle, environ 170,000 livres.

Nous atteindrons pour la fortune totale de Jacques d'Amfreville, vers 1629, environ 480,000 livres, sur lesquelles l'office, valant 120,000 livres, représentait environ le quart. Ajoutons 66,000 livres d'offices domaniaux, nous avons 186,000 livres de charges publiques, un peu plus du tiers et un peu moins des deux cinquièmes de la fortune.

Plus fuyantes encore sont les données sur le revenu des offices. Je n'ai rien trouvé sur les épices et sur les taxations qui s'ajoutaient aux gages et, selon l'opinion des contemporains, en dépassaient largement la valeur. J'ignore quelles sommes le Roi tira de ses offices sous forme d'emprunt forcé et dans quelle mesure elles furent remboursées ou compensées. Je ne sais pas exactement combien de fois l'annuel fut payé. Tout cela ne permet aucune conclusion. Je ne peux qu'apporter quelques chiffres de plus au dossier provisoire des historiens sur la question. L'office de président à mortier rapportait 1,200 livres de gages et 800 livres de pension accordées le 18 novembre 1609, continuées le 21 décembre 1629 et le 14 juin 1633, soit 2,000 livres. Il était taxé en Conseil d'État 36,000 livres¹; les gages et la pension, par rapport à l'estimation, faisaient un revenu de 5,55 %, un peu supérieur à celui des terres affermées qui était le denier 20 (5 %) ou le denier 25 (4 %), inférieur à celui des rentes foncières hypothéquées au denier 10 (10 %) ou au denier 14 (7 %). Ce chiffre est théorique, car la valeur de l'office était, en réalité, de 100,000 livres en 1610, 120,000 en 1629; plus tard elle s'accrut encore, puisque, en 1665, l'office est taxé en Conseil d'État 48,000 livres et que la taxe est toujours très inférieure à la valeur marchande². Il faudrait ajouter au capital engagé l'annuel, à raison de 600 livres par an (mais pendant combien d'années); le 8^e denier, 4,500 livres; le marc d'or, 540 livres; les droits de confirmation à chaque changement de souverain, les emprunts forcés sous diverses formes. En parallèle, les épices accroissaient le revenu.

L'office de conseiller au Parlement d'Adrien de Fontenay était estimé, en 1604, 18,000 livres. En 1653, Jacques de Franqueville l'acheta de Pierre de Tiremois, sieur de Hautenoé, pour 46,000 livres. L'annuel était de 300 livres, le marc d'or 540 livres, le 8^e denier 2,250 livres.

1. Estimation des offices en 1604. Généralité de Rouen. Bibl. nat., Cinq-Cents Colbert, n° 256.

2. *Mém. sur la généralité de Rouen*, de Voysin de la Noiraye, éd. Esmonin, app. V.

Citons les revenus et la valeur en capital de quelques terres affermées et de quelques offices domaniaux vers 1630 : la ferme de Pierre Malenfan, 1,375 livres de revenu au denier 25, donc 34,375 livres de capital — c'est la plus importante ; la ferme de Jean Michel, 21 livres de revenu, donc, au denier 20, 420 livres de capital — c'est la plus petite ; le contrôle de Valognes, 1,330 livres de revenu au denier 20, 26,000 livres de capital — c'est le plus gros, et le plus réduit, le greffe de Sainte-Marie, 33 livres et 660 livres.

Pourquoi les Amfreville ont-ils acquis tant de terres ? Le Roi tire de ses officiers en tout temps le plus possible d'emprunts forcés, de taxes de confirmation, de rachats d'offices de nouvelle création. Après 1648, d'autres charges s'ajoutent. L'évaluation est modifiée en Conseil. L'office de président à mortier, taxé 36,000 livres en 1604, passe à 48,000 livres. L'office de conseiller au Parlement, taxé 18,000 livres, l'est à 20,000. Ceci correspondait à l'accroissement du prix courant des offices et à la baisse de la valeur de l'argent. Mais déjà s'est accusée une tendance royale non seulement à tirer davantage des offices en les multipliant, mais à les surcharger de taxes. Par déclaration du Roi des 22 mars et 30 juillet 1648, l'annuel a été porté à 800 livres pour l'office de président à mortier, le marc d'or à 864 livres, le 8^e denier à 6,000 livres, et il s'y ajoute un droit de 2 sols pour livre (nous dirions des centimes additionnels) pour 600 livres. L'office de conseiller au Parlement en 1653, taxé 20,000 livres, paie 300 livres d'annuel, 540 livres de marc d'or, 2,250 livres de 8^e denier, 225 livres pour les sols pour livre. Ce dernier avait été moins augmenté. C'est le début de cette politique de surcharge dénoncée par Boisguillebert en 1691 et qui amène, d'après lui, les riches à fuir les charges devenues trop onéreuses depuis 1660¹.

Mais, d'autre part, les offices ont un vice. Ils ne sont pas sûrs. L'autorisation de payer l'annuel doit être renouvelée périodiquement. Sa suppression ferait perdre une grande partie de sa valeur à l'office. Lorsque, en 1615, les officiers demandent qu'on sursoie à la suppression de la Paulette, ils font valoir qu'elle a été cause qu'ils ont acheté leurs charges beaucoup plus cher. D'ailleurs, les offices peuvent être supprimés. Nous avons tendance, par ce qu'elle a duré, à considérer la vénalité des charges comme liée absolument à l'ancien régime. Au xvii^e siècle, tout le monde s'en plaint, et l'on ne parle que de sa sup-

1. Boisguillebert, *Mémoire pour faciliter et avancer la levée d'un grand nombre de charges qui sont aux parties casuelles* (Revue d'histoire moderne, 1928, p. 364-369).

pression. Le Roi rembourserait, certes, mais sur le pied de l'évaluation du Conseil, très inférieur au prix que les officiers ont mis. La perte serait énorme pour eux¹. Ceci est confirmé par le partage de succession du 15 juillet 1630 entre Jacques de Cizay et Nicolas de Lisle, « ... et d'autant que led. partage dud. seigneur ... président consiste en ung office de grand prix, lequel est de présent casuel, faisant presque un héritage entier, et en aultres chozes², lesquelles se peuvent rembourser, les sieurs frères ont respectivement renoncé à s'appeler en aucune garantie pour raison des présents partages... ». Jacques de Cizay pouvait être à peu près ruiné du jour au lendemain.

Mais, bien plus, lorsqu'il y a changement de souverain, le nouveau Roi n'est pas tenu de ratifier tous les actes de son prédécesseur. Il peut supprimer les offices sans remboursement³. C'était improbable, non pas impossible.

Comme sécurité, les offices ne valent pas la terre ; nous voyons une des raisons pour lesquelles la charge de Jacques d'Amfreville est passée au second fils et non à l'ainé, et pourquoi, en vrais Normands, les Amfreville ont recherché, comme tous les parlementaires, d'ailleurs, les bons biens au soleil.

III. — LE RÔLE SOCIAL DES OFFICES DES AMFREVILLE

Dans la première moitié du XVII^e siècle, au moyen des charges de judicature, peut-on s'élever dans la hiérarchie sociale ? La réponse est affirmative pour les Amfreville. C'étaient, à la fin du XVI^e siècle, des officiers moyens. Le père de Jacques d'Amfreville était bailli de la Haye-du-Puis. Il avait épousé la fille du bailli de Saint-Sauveur-le-Vicomte. Le frère de Jacques d'Amfreville, Julien, fut président en l'élection de Cotentin et se maria avec une fille du lieutenant général du bailli du Cotentin. Jacques d'Amfreville devint lui-même, en 1583, vicomte de Valognes et capitaine du plat pays. Puis il épousa la seconde fille du lieutenant général du bailli du Cotentin et succéda à son beau-père en 1592. Jusque-là ses fonctions restaient médiocres⁴. Mais, vers

1. Loyseau, *Offices*, t. I, chap. II, p. 23 ; chap. X, p. 119 ; t. III, chap. II, p. 296 et suiv.

2. Greffe et contrôle de Carentan, capitainerie de Fontaine-le-Bourg.

3. Loyseau, t. II, chap. VIII, p. 244 et suiv.

4. L'office de vicomte de Valognes et celui de lieutenant général civil et criminel au bailliage de Cotentin étaient taxés chacun, en 1604, 7,000 livres (estimation des offices, en 1604, pour le droit annuel. Bibl. nat., Cinq-Cents Colbert, n° 256, fol. 330 r°). Il faut peut-être multiplier ces chiffres par trois pour avoir le prix courant approximatif.

1609, il était maître des requêtes de l'hôtel du Roi¹ et, en 1610, il devint président à mortier au parlement de Rouen. C'est un personnage. Or, le résignant Georges de la Porte a des enfants, puisqu'il fait signer à Jacques d'Amfreville une promesse de leur vendre à eux seuls s'il se défait de son office. Et ceci ne répond pas à ce que nous attendrions de la Paulette de 1604, l'hérédité.

Toutefois, on ne peut tirer de ces faits des conclusions générales. Jacques d'Amfreville a porté les armes pour Henri IV pendant les guerres civiles et le Roi rappelle ce service entre tous ceux qui justifient l'érection de la terre d'Amfreville en baronnie en 1615. Le Roi a pu vouloir le récompenser et intervenir pour lui faire obtenir l'office de président. Ce qui appuie cette hypothèse, c'est que La Porte est un ancien ligueur, procureur général au temps de la Ligue, déclaré déchu de sa charge pour forfaiture par arrêt rendu à Caen le 25 juin 1591², pardonné ensuite ; d'assez mauvaise réputation, d'ailleurs : Claude Groulard le traite de dangereux brouillon³. Jacques obtint son office dans des circonstances difficiles. Il eut ses lettres de provision en novembre 1609. Le Roi venait de faire enregistrer l'édit de Nantes, le 5 août, après une longue résistance du parlement de Rouen. Tout n'était pas fini, car le Parlement, qui avait la police en Normandie, devait le faire appliquer par ses arrêts et ses édits. Le Roi a-t-il senti le besoin d'un homme sûr ? On ne peut conclure. Il nous faudrait un acte montrant l'intervention du Roi en faveur de Jacques d'Amfreville. Nous ne l'avons pas. Au moins trouvons assez de traces pour juger qu'il y a peut-être là un cas particulier et ne pas affirmer qu'au XVII^e siècle il était fréquent, malgré la Paulette, qu'un officier s'élevât de charge en charge jusqu'aux plus hautes.

Pour les descendants de Jacques d'Amfreville, la Paulette produit l'effet attendu. Au moyen de l'annuel, son second fils, Jacques de Cizay, entre, en 1629, en exercice de l'office de président à mortier au parlement de Rouen, dont son père lui avait fait obtenir la survivance dès 1623. Il avait été auparavant avocat au parlement de Rouen pendant six ans, ensuite lieutenant général aux eaux et forêts de la Table de marbre du Palais à Rouen en 1618, puis lieutenant général et particulier civil et criminel en l'Amirauté de France au siège général de la

1. Bigot, *loc. cit.* « ... Il fut m^e des requêtes de l'Hôtel du Roi ; peu après reçu, en 1610, Président au Parlement de Rouen... ».

2. A. Floquet, *Hist. du parlement de Normandie*. Rouen, 1841, t. IV, p. 261 et suiv.

3. *Voyages en cour*, chap. xvi.

Table de marbre du Palais à Rouen en 1622, peut-être président aux requêtes du Palais en 1622, enfin président à mortier. De toutes ces fonctions, les seules obligatoires pour devenir président étaient celle d'avocat à la cour pendant au moins trois ans¹ et celle de conseiller.

Jacques de Cizay, sans enfant, légua son office à son neveu, Jacques de Franqueville. Celui-ci remplissait les conditions requises. Licencié ès lois, il s'était inscrit, en 1650, comme avocat à la cour de Parlement de Rouen; en 1653, il était devenu conseiller au Parlement. Mais, lorsque l'héritage lui parvint, il s'était déjà dégoûté de la justice et s'était mis à porter l'épée.

Il nomma donc à l'office son frère, Adrien de Fontenay. Ce dernier a une carrière en dehors de toutes les règles. D'abord soldat, il succède à son frère comme conseiller au Parlement en janvier 1654, sans avoir fait le stage d'avocat. En octobre 1656, il devient président à mortier, sans avoir l'âge requis par les ordonnances. Mais, là encore, qu'on n'aille pas conclure à un assouplissement des règles qui se serait produit depuis le début du siècle. Sous Henri IV aussi, il arrivait quelquefois qu'un jeune homme succédât d'emblée à son père en un office de conseiller sans avoir l'âge. Ici, peut-être, y a-t-il cas particulier. Les Amfreville étaient très dévoués au gouvernement royal. Jacques de Cizay avait été conseiller d'État. Pendant la Fronde, retiré dans son château du Perche, il refusa d'aller servir à Rouen contre la cour². Son frère, Nicolas de Lisle, avertissait le général des armées du Roi de ce qui se passait dans la province. Le Roi, dans les lettres de dispenses d'âge, rappelle les services du père de l'aïeul et de l'oncle d'Adrien de Fontenay. Donc, l'office de président une fois dans la famille y a été conservé. Le cas de Jacques d'Amfreville n'était peut-être qu'une exception après la Paulette.

Nous ne pouvons savoir si les offices ont fait passer les Amfreville de la bourgeoisie à la noblesse. La leur date de 1526 et je n'ai aucune indication sur la famille à cette époque. Ils furent maintenus en leur noblesse par arrêt du parlement de Rouen en 1589, puis par les commissaires députés pour la recherche des nobles le 13 novembre 1598. A la fin du xvi^e siècle, ils sont à la fois nobles et officiers. Ce sont d'assez petits nobles : le père de Jacques d'Amfreville, seigneur de Sixemesnil et le Theil, n'est qu'écuyer. Comme l'importance des fonc-

1. Décisions du Parlement, avril 1609. Reg. secrets du Parlement. Arch. de la Seine-Inférieure, 1608-1609, fol. 288.

2. Floquet, *Ibid.*, p. 276 et suiv.

tions exercées par la famille et l'ancienneté des Amfreville dans les hautes charges, leur noblesse s'accroît. Jacques d'Amfreville, en 1615, fait ériger la terre d'Amfreville en baronnie. Jacques de Cizay, son fils, devient comte de Cizay. Adrien de Fontenay, son petit-fils, est marquis d'Amfreville. La terre était passée par mariage aux d'Harcourt, mais le nom resta dans la famille. Il y a donc coïncidence entre l'ascension dans les offices et l'ascension dans la noblesse.

Y avait-il un fossé entre les nobles d'épée et les nobles de robe? Il semble que les Amfreville se rapprochent de plus en plus des nobles d'épée après leur accès à la présidence et à la baronnie. Ils s'allient par mariage avec des familles nobles, d'abord de petite noblesse, puis de plus en plus grande. Jacques d'Amfreville épousa, en secondes noces, Marguerite Grisel, veuve de Charles de Boyvin, chevalier, seigneur de Canonville. Par ses origines, sa nouvelle femme tenait encore de près à la robe. Elle était fille de Richard Grisel, sieur et patron de Franqueville, conseiller et secrétaire du Roi, Maison et Couronne de France. Son premier mari était fils de Noël Boyvin, conseiller du Roi en son Conseil d'État et président en sa Chambre des comptes de Normandie. Elle était liée par le sang ou par amitié avec des Rouennais qui exercent de grands offices : trésoriers généraux de France, conseillers du Parlement, secrétaires du Roi, Maison et Couronne de France, receveurs généraux des traites en Normandie, tous seigneurs de quelque chose et parfois gentilshommes ordinaires de la Maison du Roi, mais qui, après tout, ne sont jamais qu'écuyers.

Toutefois, le titre de président à mortier était fort estimé et permit aux Amfreville de s'approcher un peu plus des nobles d'épée. Lorsque, en 1622, il fut question de mariage pour Jacques de Cizay, qui n'était encore que Jacques du Theil, une veuve d'un capitaine au régiment des gardes du Roi, gentilhomme ordinaire de sa chambre et chevalier de ses ordres, Geneviève du Valpontvel, dame de Saint-Aubin, la Roche-Domoût et la Chevalerie, se montra disposée à se laisser épouser. Jacques d'Amfreville remit à son fils son état de président « ... en contemplation du dit mariage, lequel autrement n'aurait esté fait ni accompli¹... ». L'année suivante, le Roi, en considération des services du père et du fils, accepta que Jacques de Cizay se fit pourvoir de l'office de président à mortier, soit au décès du père, soit par résignation de celui-ci, « ... suivant les promesses et conventions faites par ledict sieur d'Amfreville en faveur du mariage du dict sieur du Theil,

1. Arch. de la Seine-Inférieure. Hérîtages, 2^e série, 19 mars 1622, contrat de mariage.

son fils... ». Geneviève du Valpontvel devait beaucoup tenir à être présidente. Dans le contrat, Jacques de Cizay se donne le titre de premier président aux requêtes du Palais par résignation d'un sieur de Lynet. Il existe, en effet, un président aux requêtes, sieur de Lynet, Anne de Tournèbe¹. Mais ce fut Alexandre Michel, sieur de Monchaton, qui lui succéda en 1638. Anne avait été reçu en 1611. D'autre part, je n'ai rien trouvé dans les papiers des Amfreville concernant cet office. Jacques de Cizay n'a-t-il pu payer à Lynet le prix de l'office qui, d'après le contrat, n'était pas encore entièrement versé en 1622? Mais on retrouverait trace de sa réception. A-t-il fait croire à la veuve qu'il était président aux requêtes sans qu'il en fût rien? Y a-t-il eu entente entre Lynet et lui pour duper Geneviève du Valpontvel? Tout est possible. Mais, quelle que soit la solution, elle ne peut que prouver la considération attachée à ces grands offices du Parlement.

Mais, enfin, les Amfreville n'obtiennent que des veuves un peu démonétisées. Les offices ne mènent vraiment à la noblesse d'épée qu'à la condition d'en sortir. Le fils aîné de Jacques d'Amfreville, Adrien, ne fut pas officier. Il utilisa la coutume de Normandie qui lui permettait, comme aîné, de prendre par préciput tel fief ou terre noble que bon lui semblait dans la succession de son père², et il vécut en gentilhomme dans la pratique des armes et la possession du sol. Il épousa Jeanne de la Longuy. En 1636, la guerre ouverte contre l'Espagne commencée depuis peu, nous le voyons conduire à l'armée du Roi une brigade appelée de son nom, composée de gentilshommes volontaires de la province de Normandie. Le 23 novembre 1636, en Lorraine, il a ordre de prendre le commandement des brigades de noblesse licenciées. Il était donc, sans doute, reconnu par les gentilshommes comme un des leurs. Il maria sa fille, Marie d'Amfreville, dame d'Ouilly et Grainville-la-Campagne, à un descendant d'une des plus célèbres et des plus influentes familles de Normandie, messire Odet de Harcourt, chevalier, comte de Croissy, marquis de Thury, capitaine d'une compagnie de cent hommes d'armes, gouverneur pour le Roi des ville et château de Falaise, fils et héritier en partie de feu haut et puissant seigneur messire Pierre de Harcourt, vivant chevalier, marquis de Beuvron et la Motte-Harcourt, vicomte et châtelain de Fontenay, baron de Sivry-Lavaille, Clainville, Creully et autres lieux.

1. Bigot, II, VIII, fol. 74^{re}.

2. Basnago, *Comment. sur la coutume de Normandie*, 3^e éd., 1709, livre I, chap. cccxxxvii, p. 512.

Nicolas de Lisle n'est pas non plus officier et lui aussi porte les armes. Différents certificats de chefs de corps nous apprennent qu'il servit en Lorraine en 1635 avec les autres gentilshommes normands, sans doute pour l'arrière-ban ; qu'en 1639 il s'enrôla dans la compagnie de gendarmes du duc d'Orléans pour servir pendant la campagne de 1640 ; qu'en 1648 il avait servi toute la campagne comme volontaire dans l'armée de Flandre.

Son fils, Adrien de Fontenay, avant d'exercer des offices, servit dans l'armée de Flandre en 1650 comme capitaine au régiment d'infanterie de Mazarin.

Seuls les membres de la famille qui n'ont pas eu d'offices ou n'en avaient pas encore ont été soldats et ont pu s'allier par mariage à des familles qui fussent incontestablement d'épée. Il y avait différence entre noblesse d'épée et noblesse de robe. Mais il ne faudrait pas croire à un fossé entre les deux classes. De trois frères, deux furent gentilshommes et soldats, un président au Parlement et aussi comte de Cizay, donc gentilhomme malgré tout. On passait d'une classe à l'autre par gradations insensibles et relations multiples et nuancées.

Les offices ont-ils donné aux Amfreville une grande influence sociale ? Incontestablement, si l'on considère l'ensemble de leur situation. Ils possédaient de nombreuses seigneuries, Fontenay, le Theil, Franqueville ; une baronnie, Amfreville ; un comté, Cizay. Ils avaient donc au moins la basse ou la moyenne justice, peut-être la haute, car les hautes justices étaient nombreuses en Normandie. Mais, de plus, ils étaient engagistes d'offices domaniaux : gardes héréditaires des sceaux royaux des obligations de la vicomté de Valognes, gardes du scel des obligations de la vicomté de Carentan, greffiers de sceaux et présentations de Saint-Sauveur-le-Vicomte, greffiers de Sainte-Marie et de Fréville. Dans la région où ils étaient seigneurs, c'étaient leurs fermiers en ces offices qui authentifiaient les contrats et leur donnaient valeur juridique. Enfin, l'un au moins des leurs ayant toujours, après 1609, une grande charge du Parlement, on en appelait des sentences de leurs gens aux subordonnés et aux collègues de leur père et de leur frère ; on plaidait les procès les concernant devant les amis et les confrères des membres de leur famille, en un temps où la conscience professionnelle n'était pas très ferme¹.

Ils devaient donc avoir une puissance énorme, renforcée encore par leurs relations religieuses. Jacques de Cizay avait des Jésuites pour

1. Floquet, *ouvr. cité*, t. IV et V, tout remplis de constatations édifiantes.

confesseurs ; il faisait partie de leurs congrégations laïques ; il les avait comblés de biens au point qu'il fut soupçonné de partialité en leur faveur et qu'il fit l'objet, en 1631, d'une demande de récusation dans un procès où les Jésuites étaient intéressés. Il fallut, en 1632, une déclaration royale pour défendre de récuser les présidents et conseillers en raison de leur affiliation aux congrégations jésuites¹.

D'autre part, Jacques d'Amfreville, Jacques de Cizay et Nicolas de Lisle furent possesseurs de l'office privé de capitaine de Fontaine-le-Bourg, château dépendant de l'abbaye de la Sainte-Trinité de Fécamp. L'abbé de Fécamp y nommait et y pourvoyait et à son défaut le supérieur général de la congrégation de Saint-Maur. Jacques d'Amfreville l'avait acheté, mais je ne sais si les Bénédictins avaient voulu favoriser un de leurs amis ou s'il s'agissait pour eux d'une simple opération financière.

Les Amfreville ne différaient pas sensiblement des autres parlementaires, seigneurs d'une infinité de seigneuries dispersées à travers la province, alliés par mariage aux familles nobles, possesseurs de la puissance publique, propriétaires du sol, maîtres de leurs hommes, nouvelle féodalité infiniment puissante. Les pousser à bout, c'était risquer une révolte générale. Peut-être avons-nous là, autant que dans des raisons financières, le motif qui a déterminé les rois à conserver la vénalité des charges et ce grand cardinal de Richelieu à écrire que ce désordre faisait, non sans utilité, partie de l'ordre de l'État².

R. MOUSNIER,

Professeur au Lycée Janson-de-Sailly.

1. Floquet, t. IV, p. 415 et suiv.

2. Richelieu, *Testament politique*, Le Breton, 1764, t. I, p. 200-201.

MÉLANGES

NOTES

SUR

LES PORTS DE PROVENCE DU VIII^e AU X^e SIÈCLE

On connaît les thèses opposées d'Henri Pirenne et de M. Alfons Dopsch sur la vie économique à l'époque carolingienne. Notre très regretté maître estimait que, sous le rapport de l'activité commerciale, l'époque carolingienne représentait d'une manière générale, en Europe occidentale, un recul très net sur l'époque mérovingienne. Tandis que celle-ci aurait vu se poursuivre le grand commerce romain basé sur l'*intercourse* maritime entre tous les pays méditerranéens, le VIII^e, le IX^e et le début du X^e siècle n'auraient plus connu qu'une économie domaniale sans débouchés¹, dans laquelle le grand commerce ne jouait qu'un rôle accidentel ou géographiquement très limité². Le savant professeur de Vienne, que Pirenne, tout en s'opposant à ses vues, estimait beaucoup et de longue date, soutient, au contraire, qu'il n'y a pas de *Zäsur* à relever dans l'évolution économique de l'Europe au haut Moyen Age et qu'à l'époque carolingienne l'activité commerciale de l'Europe occidentale s'est plutôt intensifiée, tout en prenant parfois des orientations nouvelles³.

Pirenne était particulièrement frappé par l'arrêt total du trafic dans les ports provençaux, qui avaient été jusque-là pour une partie importante de l'Europe occidentale — et notamment pour la Gaule — la principale voie d'accès du commerce avec l'Orient⁴. La raison d'être de cet état de choses,

1. Nous préférons cette dernière expression à *Naturalwirtschaft*, qui prête à confusion, ainsi que l'a montré M. H. van Werveke, *Économie-nature et Économie-argent : une discussion* (*Annales d'histoire économique et sociale*, 1931).

2. On peut aujourd'hui se borner à renvoyer au livre posthume de H. Pirenne, publié par son fils, M. J. Pirenne, et diligemment mis au point par M. F. Vercauteren, *Mahomet et Charlemagne* (Bruxelles et Paris, 1937).

3. *Die Wirtschaftsentwicklung der Karolingerzeit vornehmlich in Deutschland* (Weimar, 1921-1922, 2 vol.) ; *Naturalwirtschaft und Geldwirtschaft in der Weltgeschichte* (Vienne, 1930).

4. La formule de Pirenne (*op. cit.*, p. 145) est trop saisissante pour que nous ne la reprodui-

notre maître la voyait dans les invasions arabes. La conquête de l'Afrique et de l'Espagne aurait fait de la Méditerranée occidentale un lac musulman; toute navigation commerciale y serait devenue impossible. Seules feraient exception les villes maritimes byzantines du sud de l'Italie, Naples, Gaète, Amalfi, protégées par les flottes byzantines et qui n'hésitent pas, d'ailleurs, à traiter avec les Infidèles; leurs navires, au surplus, font route vers l'Orient et ne hantent guère la mer Tyrrhénienne, sauf au départ et à l'arrivée. Suivant le mot d'Ibn Khaldoun : « Les chrétiens ne peuvent plus faire flotter une planche sur la mer¹. »

La décadence presque complète, au VIII^e siècle, du commerce basé sur les communications transméditerranéennes nous paraît incontestable pour ce qui concerne les pays faisant partie de la monarchie franque. Il en va de même, d'ailleurs, des aspects intellectuels et artistiques de ce qui, au VI^e siècle, subsistait encore en Gaule de la civilisation romaine. Mais la cause essentielle de cette décadence est-elle bien l'« invasion musulmane »? D'autres causes n'ont-elles pas, à côté d'elle et plus qu'elle, provoqué ou précipité cette transformation? On l'a suggéré², et nous n'avons jamais caché à notre maître que nous étions porté à le croire. Les guerres civiles de la fin du VI^e siècle, l'état de semi-anarchie qui a régné dans la monarchie mérovingienne pendant plus de la moitié du VII^e siècle et au début du VIII^e nous semblent avoir joué un rôle plus décisif que les pirateries des Arabes.

Nous nous proposons de rechercher ici, à la lumière des sources, trop rares, susceptibles de nous éclairer, dans quelle mesure la Méditerranée occidentale a été, pendant le VIII^e, le IX^e et le X^e siècle, fermée à la navigation vers les ports provençaux ou au départ de ces ports³. Les *termini a quo et ad quem* nous sont fournis, d'une part, par le diplôme de Chilpéric II pour Corbie du 29 avril 716⁴, où il est question de produits orientaux entreposés par quantités considérables dans le *cellarium fisci* de Marseille⁵; d'autre

sions pas littéralement : « Le vide se fait dans le grand port de Marseille, qui avait été jadis la principale étape de l'Occident avec le Levant. »

1. Mahomet et Charlemagne, p. 127 et suiv., 225 et suiv.

2. R. Buchner, *Die Provence in Merovingischer Zeit* (Stuttgart, 1933), p. 49, 57-58; R. La-touche, *La vallée du Rhône a-t-elle été une route d'invasion pendant le haut Moyen Age* (*Mélanges offerts à M. Nicolas Iorga*, Paris, 1933).

3. M. A. Dopsch a signalé lui-même l'intérêt de la recherche (*Naturalwirtschaft u. Geldwirtschaft*, p. 122). Sur la pauvreté de notre documentation, cf. E. Duprat, *Les relations de la Provence avec les pays du bassin occidental de la Méditerranée du V^e siècle aux Croisades* (*Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille*, t. XLVIII, 1911-1920), p. 98-99.

4. K. F. Pertz, *MM. GG., Diplomata* (in-fol.), t. I, n° 86, et mieux dans L. Levillain, *Examen critique des chartes mérovingiennes et carolingiennes de l'abbaye de Corbie* (Paris, 1902), P. J., n° 15.

5. Cf. H. Pirenne, *Le Cellarium Fisci* (*Bulletin de l'Académie royale de Belgique, classe des lettres*, 1930).

part, par l'expulsion définitive — en 972, en 973 ou en 983 — des Sarrasins de leur base fortifiée de *Fraxinetum*, sur la côte de Provence¹.

* * *

Dès le règne de Pépin III, nous rencontrons des mentions de traversées maritimes aboutissant en Provence. On ne saurait, en effet, douter que tel soit le point de débarquement du *marinum iter* que suit la mission adressée en 756 par le pape Étienne II au roi des Francs pour lui demander du secours contre les Lombards d'Aistulf². C'est à Marseille qu'abordent cette même année les ambassadeurs du βασιλεύς chargés de faire valoir les droits de leur maître sur les territoires italiens arrachés par Pépin au roi des Lombards ; eux aussi venaient de Rome par mer³.

Nous ne sommes pas renseignés sur l'itinéraire de l'ambassade franque qui se rendit à Bagdad en 765. Mais nous savons qu'elle revint, au bout de trois ans, accompagnée de délégués du calife et que leur retour en Europe se fit par Marseille ; toujours en 768, ces délégués musulmans se rembarquèrent à Marseille, afin de regagner leur pays⁴. Il ne paraît guère possible d'écarter ces faits du débat sous prétexte que musulmans ou chrétiens voyageant sous la conduite de musulmans, ne devaient point être inquiétés par les corsaires arabes : ceux-ci avaient, d'une manière générale, leurs ports d'attache en Espagne et dépendaient, par conséquent, de l'émir omayyade, le pire ennemi du calife abasside de Bagdad.

Il nous reste moins de témoignages datant du règne de Charlemagne. Et, cependant, nous savons que le port de Marseille a été utilisé de son temps. Quand, en 773, Pierre, envoyé du pape Hadrien I^{er}, se rend auprès du roi pour solliciter son aide contre Didier, il ne suit pas la voie de terre, parce que les cols des Alpes sont occupés par les Lombards. S'embarquant à Rome, il gagne Marseille par voie de mer⁵.

1. R. Poupardin, *Le royaume de Provence sous les Carolingiens* (Paris, 1901), p. 273 ; E. Duprat, *La Provence dans le haut Moyen Âge* (au t. II de *Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale*. Marseille, 1923), p. 56-58.

2. *Liber Pontificalis*, Vita Stephani II, c. 42 (éd. Duchesne, t. I, Paris, 1886, p. 452) ; *Codex Carolinus*, n° 8 (éd. Gundlach, *MM. GG.*, *Epistolae*, in-4°, t. II, p. 495 in fine).

3. *Liber Pontificalis*, Vita Stephani II, c. 43 (t. I, p. 452) : *Et pergentes marino itinere quantotius Massiliam advenerunt*.

4. *Fredegarii Continuatio*, c. 51 (éd. Bruno Krusch, *MM. GG.*, *SS. Rer. Merov.*, in-4°, t. II, p. 191) : *post tres annos ad Marsiliam reversus fuisset... Les ambassadeurs du calife sont renvoyés par le roi usque ad Marsilia, d'où Sarracini vero navale evectioe per mare redunt ad propria*. Sur ces divers textes, cf. P. Masson, *De Massiliensium negotiationibus* (Paris, 1896), p. 124-125.

5. *Annales regni Francorum*, a° 773 (éd. F. Kurze, *SS. Rer. Germ. in usum Schol.*, p. 34) : *Ibique veniens missus domni Adriani Apostolici, nomine Petrus per mare usque ad Massilia...* Le fait que ce personnage s'est embarqué à Rome est indiqué dans la version remaniée : *Romae navem conscendere et Massiliam usque per mare ire* (p. 35). Il est également fait mention

Le port de Marseille est, d'ailleurs, cité dans une charte de 781¹, et nous croyons qu'il faut rattacher à l'époque carolingienne et peut-être au règne de Charlemagne l'activité sur cette place du marchand anglo-saxon Botto². Nous savons, d'autre part, que l'on naviguait aussi sur la mer Tyrrhénienne, au départ des ports de l'Italie du Nord, avec des destinations plus lointaines. C'est de Pise qu'en 774 Adalgise, fils de Didier, ayant fui Vérone assiégée par les Francs, mit à la voile pour Constantinople³.

La navigation en Méditerranée occidentale semble être devenue plus périlleuse à partir de l'extrême fin du VIII^e et du début du IX^e siècle. Depuis 798, des flottes sarrasines partant d'Espagne attaquent la Corse et la Sardaigne et y pratiquent des ravages, sans réussir, cependant, à y prendre pied. Mais Charlemagne et plus tard Lothaire I^{er}, pour compte de son père Louis le Pieux, organisent contre les Maures des mesures de défense sur mer. Des combats navals ont lieu : en 806, une escadre franque est battue dans le voisinage de la Corse, mais, en 807, ce sont les Sarrasins qui subissent des défaites au large de la Corse et de la Sardaigne, et il en va de même, en 813, dans les eaux de Majorque. En 828, une flotte franque, après avoir patrouillé autour de la Corse et de la Sardaigne, tente même avec succès un raid contre la côte d'Afrique⁴.

Les bâtiments de commerce naviguant dans la mer Tyrrhénienne ont bénéficié de cette protection. Il leur est arrivé, néanmoins, d'être attaqués par les

du trajet maritime effectué par les envoyés pontificaux dans le *Liber Pontificalis*, Vita Hadriani, c. 22 (t. I, p. 493).

1. B. Guérard, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Victor de Marseille*, t. I (Paris, 1857), n° 83, p. 111, et mieux J. H. Albanès et U. Chevalier, *Gallia Christiana Novissima. Marseille* (Valence, 1899), n° 43, col. 36 : *super portum maris Massilię*. — Cf. L.-H. Labande, *L'Eglise de Marseille et l'abbaye de Saint-Victor à l'époque carolingienne* (*Mélanges d'histoire du Moyen Age offerts à M. Ferdinand Lot*, Paris, 1925), p. 313.

2. *Annales Petaviani*, n° 790 (éd. G. H. Pertz, *MM. GG., SS.*, t. I, p. 17) ; mort d'Andegarius : *Fuit autem ex genere Anglorum, sed pater eius, Botto nomine, negotiator fuit in urbe Massilia*.

3. *Continuatio Romana de l'Historia Longobardorum* de Paul Diacre, c. 7 (éd. L. Bethmann et G. Waitz, *MM. GG. SS. Rer. Langobard.*, in-4°, p. 201) : *... in portu Pisano navalem iter arripiens, Constantinopolim non reversurus migravit*. Sans doute cette continuation date-t-elle vraisemblablement du second quart du IX^e siècle. Si l'on n'est pas convaincu que son témoignage s'appuie sur des traditions remontant à l'époque des événements, au moins faudra-t-il admettre, dans ce cas, que le continuateur considérait à son époque — le règne de Louis le Pieux — le fait de s'embarquer à Pise pour Constantinople comme une chose possible.

Nous préférons ne pas faire usage de la lettre n° 20 du *Codex Carolinus* (éd. W. Gundlach, p. 521), où il est question de six patrices se rendant par mer de Constantinople à Rome, puis de là chez le roi des Francs, évidemment *via* quelque port provençal. Ces patrices sont à la tête d'une flotte byzantine très forte et naviguent donc dans des conditions qui les mettent à l'abri de la piraterie.

4. Nous nous permettons de renvoyer à F. Lot, C. Pfister, F. L. Ganshof, *Les destinées de l'Empire en Occident de 395 à 888* (Paris, 1928-1934), p. 467-468 et 482.

pirates : tel fut, notamment, le sort en 820 de huit bateaux marchands allant de Sardaigne en Italie, que les Sarrasins capturèrent ou coulèrent par le fond¹.

Dès la fin du règne de Louis le Pieux, la surveillance se relâche et les mesures de précaution se trouvent négligées. Conséquence évidente des troubles qui agitent la monarchie franque. La côte et les ports de Provence, qui n'avaient plus été l'objet de raids depuis le sac de Nice en 813, sont ravagés à plusieurs reprises : en 838, une flotte partie de Tarragone se jette sur Marseille ; en 842, Arles et ses environs sont pillés par les Maures, tandis qu'en 848 ce sont des pirates grecs qui mettent une fois de plus Marseille à sac. En 850, on signale des Sarrasins autour d'Arles, en 859 à l'embouchure du Rhône, en 860 à Valence ; bientôt ils s'installent dans la Camargue et font prisonnier, en 860, l'archevêque d'Arles qui tente de défendre l'« ile » contre eux².

Et, cependant, des textes prouvent qu'il y a toujours des ports en Provence et que sous Lothaire I^{er}, comme sous Louis le Pieux, des navires continuent à y entrer et à en sortir. Comment expliquer, sinon que le monastère de Saint-Victor de Marseille se fasse, le 1^{er} novembre 822, confirmer par Louis le Pieux et, le 6 février 841, par Lothaire I^{er} la concession du tonlieu de Lion sur l'étang de Berre et surtout celui des navires qui, venant d'Italie, abordent au Vieux-Port de Marseille au pied de l'abbaye³? Le fait qu'en 845 il faut un jugement pour mettre fin aux abus des agents de Robert, *vicarius* du comte

1. *Annales Regni Francorum*, a^o 820, p. 153 : *In Italico mari octo naves negotiatorum de Sardinia ad Italiam revertentium a piratis captae ac dimersae sunt*. Rien, dans le texte ou dans le contexte, ne permet de supposer qu'il s'agit ici de navires marchands des villes byzantines de l'Italie du Sud ; de même que rien ne viendrait appuyer l'hypothèse que les souverains francs se sont servis des bâtiments de guerre de ces cités pour combattre les flottes arabes. Naples, Gaète ou Amalfi n'auraient certainement pas admis que leurs escadres fussent placées sous le commandement des comtes francs de Gênes, d'Ampurias ou de Lucques.

2. Poupardin, *op. cit.*, p. 248 ; Duprat, *Provence*, p. 33-36, *Relations*, p. 118.

3. Diplôme de Louis le Pieux : Guérard, *Saint-Victor*, t. I, n^o 12, p. 13-14 ; mieux dans Albanès et Chevalier, *Gallia Christiana Novissima. Marseille*, n^o 48, col. 38-39. Diplôme de Lothaire : *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, t. VIII, p. 372-373 ; mieux dans Albanès et Chevalier, *op. cit.*, n^o 49, col. 39-40. La concession remonterait à Pépin III et aurait déjà fait l'objet d'une confirmation de la part de Charlemagne, d'après une notice de jugement du 2 juillet 845 (Guérard, *op. cit.*, n^o 26, p. 32-34 = Albanès et Chevalier, *op. cit.*, n^o 51, col. 41-42).

Le diplôme de Louis le Pieux fait explicitement mention de *tholoneum de villa quæ dicitur Leonio* et *quicquid fiscus regius exinde exigebat, tam de sale quam de aliis condicionibus, necnon et tholoneum de navibus ab Italia venientibus, quæ ad eandem ecclesiam arripere videntur*. Les termes sont repris quasi littéralement par le diplôme de Lothaire. Celui-ci ajoute l'interdiction : *neque naves, neque homines ibidem causa negotiandi venire volentes, vel ad sua revertentes extra ipsorum voluntatem quilibet transducatur*, ce qui souligne l'intérêt « actuel » de la confirmation en ce qui concerne le commerce maritime de Marseille. Sur les deux diplômes, cf. R. Buchner, *op. cit.*, p. 49, et Duprat, *Provence*, p. 115 et 182.

d'Arles, qui levalent le tonlieu *tam terrenis quam navigantibus*, prouve qu'il ne s'agissait point de la confirmation d'un droit théorique et purement traditionnel¹.

Ces observations se trouvent corroborées par un diplôme de Charles le Chauve, pour Saint-Denis, du 21 février 845. A la requête de l'abbé Louis, le roi confirme les diplômes de Charlemagne et de Louis le Pieux affranchissant du tonlieu les chariots et les bêtes de somme utilisés par l'abbaye pour assurer le transport de denrées achetées ou vendues à Marseille et dans d'autres ports ou marchés².

On peut rapprocher de nos constatations relatives à la Provence un texte ayant trait au littoral languedocien. Le 20 mai 844, Charles le Chauve, délivrant un diplôme de confirmation d'immunité en faveur de l'abbaye de Saint-Laurent en Narbonnais et de ses dépendances, notamment de Caquennes sur la mer, étend le privilège au port maritime attenant au monastère³.

Dans la seconde moitié du ix^e siècle, nous nous trouvons à nouveau en présence d'un fait permettant de croire que l'on usait des ports de Provence comme de points d'embarquement ou de débarquement. Au début de mai 878, menacé par les Sarrasins au sud de Rome et en butte à l'hostilité de Lambert de Spolète et d'Adalbert de Toscane fortement installés dans le nord de la péninsule, le pape Jean VIII se décidait à se rendre en *Francia* pour y chercher du secours auprès des souverains carolingiens. Il prit, avec sa suite, place dans trois navires rapides fournis par les Napolitains et traversa la mer Tyrrhénienne. Après avoir fait relâche à Gênes, il gagna l'embouchure du Rhône et, remontant ce fleuve, débarqua le 11 mai à Arles⁴.

1. Voir note précédente.

2. Recueil des historiens des Gaules et de la France, t. VIII, p. 454-455. Sur la date, cf. F. Lot et L. Halphen, *Le règne de Charles le Chauve*, t. I (Paris, 1909), p. 131, n. 1. L'affranchissement porte notamment sur *omnibus carris vel saugmariis, qui pro eorum utilitate ad Massiliam vel ad Petariam seu per diversos portus aut civitates, castella vel vicus publicos sive mercatus negotiandi gratia advenissent*. Nous n'avons pas réussi à identifier *Petaria*.

3. Recueil des historiens des Gaules et de la France, t. VIII, p. 457, et mieux dans Dom Devic et Dom Vaissete, *Histoire générale de Languedoc* (éd. Privat), t. II (Toulouse, 1875), Preuves, n° 111, col. 229-231 : *necnon et cum portu secus monasterium in maris littore sito*. Il s'agit sans doute d'un port de cabotage ou de pêche.

Nous préférons ne pas faire usage d'un texte cité par Duprat (*Relations*, p. 110) : le pape Léon IV demande en 852 à Lothaire d'autoriser l'archevêque d'Arles, Roland, à se rendre à Rome (extrait dans Albanès et Chevalier, *op. cit.*, Arles, 1901, n° 203, col. 84). Rien n'indique, en effet, que le voyage devait se faire par mer. Quant à l'allusion de G. Lokys (*Die Kämpfe der Araber mit den Karolingern*. Heidelberg, 1906, p. 35) à des marchands vénitiens revenant du sud de la France en 840, elle repose sur une lecture hâtive d'un texte qui ne dit rien de semblable (Giovanni Diacono, *La Cronaca Veneziana* ; éd. Monticolo, *Cronache Veneziane Antichissime*, I, p. 114). Il y est question seulement de *naves Veneticorum, quæ de Sicilia seu de aliis partibus revertébantur*.

4. Jaffé-Loewenfeld, *Regesta Pontificum Romanorum*, I² (Leipzig, 1885), n° 3137-3141 ;

La traversée effectuée par le pape ne constitue pas un exemple isolé de navigation dans la Méditerranée occidentale pendant la seconde moitié du IX^e siècle. Nous savons même que, dans les eaux de l'Italie pontificale, les mois d'avril à septembre étaient tenus pour l'époque normale de la navigation¹. On peut, d'autre part, conclure de la célèbre anecdote du moine de Saint-Gall, montrant l'inquiétude de Charlemagne en présence d'un vaisseau normand aperçu au large de la côte narbonnaise², à l'existence d'une circulation maritime dans l'ouest de la Méditerranée au temps de l'auteur. Sans quoi, celui-ci n'eût point placé dans la bouche des compagnons de Charles la supposition que le bateau était monté par des marchands juifs, africains ou bretons³.

L'extrême fin du IX^e siècle et le début du X^e nous font assister à une nouvelle aggravation de la situation. La Sicile, depuis la chute de Syracuse en 876, est pratiquement toute entière entre les mains des Sarrasins; la chute de Taormina, en 902, marque l'achèvement de la conquête. L'importance de la Sicile comme base navale, pour qui veut acquérir la maîtrise de la Méditerranée occidentale, saute aux yeux⁴. Si la Sardaigne n'est pas con-

Annales Bertiniani, a° 878 (éd. G. Waitz, *SS. Rer. Germ. in usum Scholarum*, p. 140); *Annales Fuldenses*, h. a° (éd. F. Kurze, *Ibid.*, p. 91). Autres sources indiquées par E. Dümmler, *Geschichte des Ostfränkischen Reiches*, t. III² (Leipzig, 1888), p. 76-77.

On invoquerait en vain contre ces textes le fait que les navires étaient napolitains et au nombre de trois. Cette double circonstance ne les mettait pas nécessairement à l'abri d'une agression par une flotte sarrasine.

1. En 885 ou 886, le pape Étienne V demande à l'empereur byzantin Basile I^{er} de faire croiser des navires de guerre le long des côtes pontificales à l'époque de la navigation, d'avril à septembre. L. M. Hartmann, *Geschichte Italiens*, t. III, 2 (Gotha, 1911), p. 101.

2. L. II, c. 14. Éd. G. H. Pertz (*MM. GG., SS.*, t. II, in-fol.), p. 757. Cf. W. Heyd, *Histoire du commerce du Levant au Moyen Age*, trad. franç. de Furey-Raynaud (Leipzig, 1936; réimpr.), t. I, p. 128.

3. Nous hésitons à faire état des données concernant les Juifs dits *Ar-Rādhanyya* (« Radanites »), que nous devons à un géographe arabe du IX^e siècle, admirablement renseigné, Ibn Khardādhbeh. Dans son *Livre des routes et des royaumes* (premier état : 846-847; seconde édition : 885-886), celui-ci nous parle de ces Juifs qui, s'embarquant sur la Méditerranée dans un port du pays des Francs, se dirigent vers la Syrie et de là vers l'Asie Centrale et l'Extrême-Orient, exportant des esclaves, des eunuques, des épées, des pelleteries et ramenant ensuite vers le pays des Francs des épices et d'autres produits orientaux. Il nous paraît découler du texte que ces marchands juifs naviguaient au départ des ports du littoral provençal ou narbonnais et il nous semble probable qu'ils usaient des bateaux de l'une ou l'autre ville byzantine de l'Italie du Sud (cf. plus loin, p. 36). Dans ce cas, le témoignage d'Ibn Khardādhbeh serait pour nous de la plus grande importance. Mais il n'est pas absolument impossible qu'il s'agisse de navires juifs, voire même arabes (cf. plus haut, n. 2). Le texte d'Ibn Khardādhbeh a été édité et traduit par C. Barbier de Meynard dans le *Journal asiatique* de 1865 et par M. J. de Goeje au t. VI de sa *Bibliotheca Geographorum Arabicorum* (Leiden, 1889); cf. aussi h. v° l'article de C. Van Arendonk, dans l'*Encyclopédie de l'Islam*, t. II (Leiden et Paris, 1927), p. 422.

4. Hartmann, *op. cit.*, t. III, 1 (1908), p. 161-193; t. III, 2, p. 154-159. Cf. L. Bréhier, *Les invasions barbares* (*Journal des Savants*, 1927), p. 450-451.

quise par les musulmans, ils n'en prennent pas moins pied sur ses côtes. Mais ce qui, du point de vue qui nous occupe, est bien plus grave encore, des Sarrasins d'Espagne s'établissent sur la côte provençale, dans la région de la Garde-Freinet (*Fraxinetum*), avec, sans doute, Saint-Tropez comme principal centre d'action. De là, ils ont ravagé la Provence, particulièrement la zone comprise entre Avignon, Arles et Marseille à l'ouest et le marquisat italien d'Ivrée à l'est. Les Alpes elles-mêmes sont devenues bientôt le théâtre de leurs opérations. Deux expéditions entreprises contre eux, en 931 par une flotte byzantine, en 941 à la fois par une flotte byzantine et par Hugues, marquis de Provence, n'ont pu, malgré des succès partiels, atteindre leur but¹.

Il convient de ne rien exagérer² et de ne pas perdre de vue, par exemple, que des villes comme Arles, Avignon et Marseille, solidement fortifiées, ont été mises à l'abri des attaques arabes³. Il n'en est pas moins vrai que le voisinage des pirates de *Fraxinetum* constituait pour les ports de Provence une menace permanente. On ne s'étonnera donc point de voir, par exemple, en 953, un Jean de Gorze, envoyé en Espagne par Otton I^{er}, s'embarquer sans doute à Lyon sur le Rhône, mais quitter le fleuve en cours de route et gagner Barcelone par voie de terre, au lieu de poursuivre son voyage par mer au départ d'Arles ou de Marseille⁴. Les pirateries des Sarrasins d'Espagne dans la mer Tyrrhénienne pendant la première moitié du x^e siècle sont, d'ailleurs, connues, et l'on sait que Gênes elle-même fut, en 934-935, pillée par eux⁵.

Et, cependant, les ports de Provence connaissent encore une navigation au x^e siècle, tout au moins pendant le premier quart et le début du second quart de ce siècle. En 904, le roi de Provence, l'empereur fantôme Louis l'Aveugle, donne, en effet, à l'abbaye de Saint-Victor de Marseille le fisc du Pin avec les salines, les pêcheries et le port (*et portu navium*) et la terre comtale sise devant la porte du *castrum*⁶. Quelques années plus tard, le même prince, confirmant un diplôme aujourd'hui perdu de Boson, énumère, dans

1. Poupardin, *op. cit.*, p. 249-273; Duprat, *Provence*, p. 45-55, 118-119.

2. Duprat, *Provence*, p. 47-50, 53-54; *Relations*, p. 112-113; R. Latouche, *Les idées actuelles sur les Sarrasins dans les Alpes* (*Revue de géographie alpine*, 1931).

3. Duprat, *Provence*, p. 36, 51-52; le même, dans E. Duprat et G. Rambert, *Marseille. L'évolution urbaine* (*Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale*, t. XIV, 1935), p. 72-73.

4. *Vita Johannis abbatis Gorziensis*, par Jean, abbé de Saint-Arnould de Metz, c. 118 (éd. G. H. Pertz, *MM. GG., SS.*, t. IV, p. 371). Jean de Gorze avait pour mission de réclamer l'évacuation de *Fraxinetum*. Cf. R. Holtzmann, *Kaiser Otto der Grosse* (Berlin, 1936), p. 129-130.

5. Liudprand, *Antapodosis*, l. IV, c. 5 (éd. J. Becker, *Script. Rer. Germ. in usum Scholarum*), p. 105; R. Poupardin, *op. cit.*, p. 265.

6. R. Poupardin, *Recueil des actes des rois de Provence* (Paris, 1920), n° 45. Cf. Duprat, *Provence*, p. 115.

un diplôme du 1^{er} février 921, une série de droits et de biens de l'église d'Arles : on y rencontre la mention du port d'Arles que fréquentent des Grecs et des navigateurs venant d'ailleurs ; il est également fait état du tonlieu qui s'y perçoit¹. Rapprochons, enfin, de ces textes le témoignage d'une source narrative : l'*Antapodosis* de Liudprand nous rapporte qu'en 926 Hugues, marquis de Provence, se rendant en Italie pour essayer de s'emparer de la couronne, gagnait Pise par la mer Tyrrhénienne ; il s'était évidemment embarqué dans un port provençal².

Il est aussi permis, pensons-nous, de conclure à l'existence d'une navigation dans la mer Tyrrhénienne, du fait que des flottes byzantines sont venues combattre les Sarrasins de *Frazinetum*. Ceci impliquait un intérêt de Byzance et de ses établissements du sud de l'Italie à la liberté des communications maritimes avec le littoral provençal³.

* * *

Il est temps de nous arrêter et de conclure.

Nous croyons avoir montré que la circulation maritime dans la Méditerranée occidentale au départ des ports provençaux ou à destination de ces ports n'a pas disparu aux VIII^e, IX^e et X^e siècles, en dépit des raids pratiqués par les corsaires ou les pirates musulmans⁴. Cette navigation a fortement diminué ; au X^e siècle elle est même devenue, sans doute, moins importante encore qu'au IX^e⁵. Anémiée, amenuisée, réduite, elle ne s'en est pas moins, pensons-nous, maintenue.

On dira peut-être qu'il ne s'agit pas, nécessairement, d'une navigation commerciale. A quoi nous répondrons que ceci n'est pas tout à fait exact, qu'une partie de nos textes visent une navigation commerciale. Nous ajouterons surtout que là où pouvaient passer des personnages aussi considé-

1. Poupardin, *Actes*, n° 59 : ... *portum etiam tam de Grecis quam ex aliis advenientibus hominibus necnon et tolneum simul cum moneta*... Cf. Duprat, *Provence*, p. 184. On ne voit pas sur quoi M. Buchner (*op. cit.*, p. 49-50) se fonde pour prétendre que la navigation attestée par les textes de 904 et de 921 représente quelque chose de nouveau et non pas une tradition ancienne.

2. III, 16 ; éd. Bekker, p. 81. Cf. Duprat, *Provence*, p. 46.

3. Voir plus haut, p. 35. Notre hypothèse trouve également une confirmation dans le fait que l'écrivain arabe Al'Istahri signale, à la même époque, des combats sur mer entre chrétiens et musulmans (Poupardin, *Royaume de Provence*, p. 265). Nous croyons plutôt à une navigation pratiquée, peut-être sous la forme de convois, par les villes byzantines du sud de l'Italie qu'à une navigation marseillaise — ou arlésienne — vers ces villes, comme paraît l'admettre M. Masson (*op. cit.*, p. 133).

4. Notre regretté maître admettait que quelques navires aient parfois abordé dans les ports de Provence (*Mahomet et Charlemagne*, p. 148 et 160), mais il tenait cette navigation pour quelque chose d'absolument négligeable.

5. Le point le plus bas a dû être atteint entre l'échec de l'expédition de 941 contre *Frazinetum* et la prise de cette position en 972, 973 ou 983.

rables que des ambassadeurs, des princes et que le pape lui-même, pouvaient aussi passer des navires chargés de marchandises. Les dangers n'étaient pas plus considérables pour les uns que pour les autres et, au surplus, de quels navires se seraient servis la plupart de ces voyageurs, sinon de ceux qui transportaient des produits commercables¹?

Dès lors, passant à des conclusions générales, on peut, croyons-nous, dire que l'invasion arabe a certainement été un des facteurs essentiels du recul des relations entre l'Occident et l'Orient au VIII^e, au IX^e et au X^e siècle; notre maître Henri Pirenne a eu le très grand mérite de mettre en lumière, avec toutes les ressources de son talent et de son érudition, l'importance de ce facteur et ses conséquences. Mais, si l'invasion arabe n'a pu arrêter toute navigation dans la Méditerranée occidentale, on ne saurait admettre que cette invasion ait été la cause par excellence de l'arrêt des relations entre l'Occident et l'Orient et du repliement de l'Occident sur lui-même dans les cadres d'une économie domaniale sans débouchés.

F. L. GANSHOF,

Professeur à l'Université de Gand.

LOUIS XI FONDATEUR DU SERVICE DES POSTES EN FRANCE

Dans un article récemment publié², M. Gaston Zeller a démontré d'une façon probante la fausseté d'un édit soi-disant rendu par Louis XI, sur la poste, le 19 juin 1464, et utilisé depuis Lequien de La Neufville³ par tous les historiens de la poste en France, même les plus sérieux⁴. Sans revenir sur les preuves qui ont été apportées, nous nous permettons de signaler encore quelques nouvelles raisons de suspecter cet acte : absence de l'annonce des

1. La remarque a déjà été faite par Duprat, *Relations*, p. 97-98.

2. Gaston Zeller, *Un faux du XVII^e siècle; l'édit de Louis XI sur la poste*, dans *Revue historique*, t. CLXXX (1937), p. 286-292. Dans ce travail, l'auteur signale, en outre, d'autres points obscurs de l'histoire de Louis XI, que nous nous promettons d'éclaircir dans notre thèse sur la *Politique économique de Louis XI*.

3. Lequien de La Neufville, *Origines des postes chez les Anciens et chez les Modernes*. Paris, 1708, in-12, p. 68-79.

4. Eugène Vaillé, *Pages et documents d'histoire postale*, dans *Bulletin d'informations, de documentation et de statistique du ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones*, 3^e et 4^e années (1934-1935).

signes de validation, emploi, dans le protocole final, des mots *Fait et donné*, alors que le formulaire de la Chancellerie royale¹ prévoyait seulement les termes *Donné le.....*; de plus, à l'article 14, n'est-il pas ordonné² au commis du grand maître de « cacheter d'un cachet » les paquets qu'il aura visités? Ce terme de cachet n'a jamais pu être utilisé au xv^e siècle, où le seul mot qu'on eût pu rencontrer eût été celui de sceau. Bien d'autres anachronismes pourraient être relevés, mais il ne servirait de rien, l'acte est et doit être considéré comme faux. Quelle serait donc la date approximative de sa fabrication? Comme Guillaume Blanchard dans sa *Table chronologique... des ordonnances... des rois de France*³ ne le mentionne pas dans sa première édition, parue en 1687, mais cependant en fait état dans la deuxième⁴, en 1715, et que l'acte apparaît publié *in extenso* dans le travail de Lequien de La Neufville⁵, imprimé en 1708, il a été avancé que l'on pourrait la fixer entre 1687 et 1708. De là à soupçonner l'honorable membre « de l'Académie des inscriptions et médailles », il n'y a pas loin; mais, heureusement pour sa mémoire, nous avons retrouvé cet édit dans un recueil paru à Paris, rue de la Calande, en 1664, chez Nicolas Bessin, sous le titre : *Institutions, lettres patentes, édits, déclarations et arrêts concernant les charges de Grands maîtres des couriers, contrôleurs généraux et surintendants des Postes et Relais de France et maîtres des couriers en chacune généralité de ce royaume, intendans, commissaires généraux d'icelles*⁶. « L'édit de Louis XI » a donc été rédigé antérieurement à 1664, sans doute peu auparavant. En effet, deux années plus tôt, le surintendant des postes Hiérosme de Nouveau était traduit devant la Chambre de justice pour ses exactions, et à cette date se manifestait « un profond changement dans le fonctionnement des postes » : diverses mesures étaient prises pour régulariser le service, les privilèges des maîtres des postes étaient confirmés, enfin un édit du 10 mars 1662 prévoyait la suppression des charges de maître des courriers⁷. Notre document vint tout naturellement à l'appui des revendications, qui ne manquèrent pas de se faire

1. Arthur Giry, *Manuel de diplomatique*. Paris, 1894, in-8°, p. 766.

2. Lequien de La Neufville, *Usage des postes chez les Anciens et les Modernes*. Paris, 1730, in-12, 2^e éd., p. 62.

3. Guillaume Blanchard, *Table chronologique contenant un recueil en abrégé des ordonnances, édits, déclarations et lettres patentes qui concernent la justice, la police et les finances... depuis l'année 1115 jusqu'à présent*. Paris, 1687, in-4°.

4. Guillaume Blanchard, *Compilation chronologique contenant un recueil en abrégé des ordonnances, édits, déclarations et lettres patentes des rois de France...* Paris, 1715, in-fol., t. I, col. 340.

5. Lequien de La Neufville, *op. cit.*, 1^{re} éd., p. 68-79.

6. Bibliothèque du ministère des P. T. T. Cité dans Eugène Vaillé, *Pages et documents d'histoire postale. Les textes et instructions de l'ancienne poste et les instructions générales ultérieures*, dans *Bull. d'inform... du ministère des P. T. T.*, 3^e année, n° 4 (avril 1934), p. 52.

7. Eugène Vaillé, *Pages et documents d'histoire postale. La surintendance générale des postes. Ses origines, ses attributions, ses titulaires*, dans *Bull. d'inform... du ministère des P. T. T.*, 4^e année, n° 11 (novembre 1935), p. 59-60.

jour, et tout particulièrement de celles du successeur « du grand maître des coureurs de France ». Il est donc à penser que l'édit de 1464 fut rédigé sous cette inspiration et dans ce but.

Quoi qu'il en soit, débarrassé de cet acte, qui avait gêné plus d'un historien¹ dans ses conclusions, nous allons maintenant pouvoir établir les diverses phases de l'organisation, par Louis XI, de ce service important.

Antérieurement à son règne, bien peu de documents nous renseignent sur le transport des missives royales ; nous relevons, cependant, quelques actes² de Philippe IV et de Philippe VI traitant des difficultés rencontrées par les chevaucheurs de l'écurie du roi dans leurs incessants voyages. Groupés sous les ordres du grand écuyer, ces messagers royaux accomplirent leur service avec plus ou moins d'exactitude jusqu'en octobre 1479, date à laquelle Louis XI, *voulant y donner provision pour lui et le bien de son royaume, créa et ordonna un contrôleur desdits chevaucheurs pour avoir l'œil et le regard sur eux et sur les voyages qui leur étaient ordonné de faire*. Cette décision nous est connue par deux sources différentes, corroborées elles-mêmes par d'autres documents dont nous parlerons plus loin : un mandement³ de Charles VIII adressé aux gens des comptes, en date du 27 janvier 1488 (n. st.), et une mention dans la *Compilation chronologique*⁴ de Guillaume Blanchard. Bien que nous n'ayons pu encore retrouver cet acte, nous pouvons le considérer comme la première réglementation du service des postes. Louis XI s'était pourtant préoccupé de cette question depuis quelques années, puisque ce fut grâce à ce moyen qu'il apprit, au témoignage de Commynes⁵, la défaite de Morat, advenue le 5 janvier 1477 (n. st.). Les chevaucheurs, qui, jusqu'alors, faisaient partie intégrante du service de l'écurie et dont le rôle consistait à porter chaque missive royale du lieu d'origine au destinataire, voient donc leur situation se modifier. Dès octobre 1479, Robert Paon, le contrôleur général, effectue *plusieurs chevauchées sur les champs pour asseoir et mettre lesdits chevaucheurs en postes*, et ce moyennant un traitement annuel de 330 livres⁶, aidé dans sa mission par un certain nombre de *contreroleurs des postes*, dont quelques-uns nous sont connus, tels, à Lyon, Jehan du Fay⁷ en

1. Eugène Vaillé, *La surintendance générale des postes*, p. 40.

2. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la révolution de 1789*. Paris, 1821-1833, in-8°, t. III, p. 196, et t. IV, p. 517.

3. Lequien de La Neufville, *op. cit.*, 2^e éd., p. 67-70.

4. Guillaume Blanchard, *op. cit.*, col. 340.

5. Philippe de Commynes, *Mémoires ... nouv. éd. publiée ...*, par B. de Mandrot. Paris, 1901-1903, in-8°, t. I, p. 393. D'autre part, Du Tillet, dans sa *Chronique abrégée des roys de France*, signale qu'en l'année 1477 « l'assiette des postes et le logis à trouver chevaux pour courir, furent premièrement ordonnez en France par le Roy ». Cf. J. Du Tillet, *Recueil des roys de France, leurs couronne et maison...* Paris, 1607, in-4°, p. 140.

6. Lequien de La Neufville, *op. cit.*, 2^e éd., p. 68.

7. Arch. comm. Lyon, BB 352, 25 juin 1481.

1481 et Ymbert de Varey¹ en 1482. L'innovation consista à créer sur de grandes lignes de communications des relais de chevaux et de chevaucheurs placés de sept en sept lieues², distance modifiée quelquefois pour permettre l'installation dans des villes appelées, suivant l'habitude de Louis XI, à participer aux dépenses. Nous avons pu, à l'aide de divers documents³, retrouver quelques-unes de ces lignes de postes établies entre 1479 et 1481 :

Tours-Blois-Orléans-Paris.

Tours-Villefranche-sur-Cher-Mennetou-Vierzon-Bourges.

Tours-Port-de-Piles-Châtellerault-Poitiers-Bordeaux.

Paris-Luzarches-Amiens-Doullens-Arras.

La raison d'être de ce nouveau service était le désir de Louis XI d'être renseigné exactement et rapidement de la vie du royaume et tout particulièrement des événements militaires qui se déroulaient aux frontières, en Catalogne, en Bourgogne ou en Picardie⁴. La distance pour des trajets presque identiques, Tours-Amiens et Tours-Bordeaux, approximativement 300 à 350 kilomètres, était couverte en vingt à vingt-quatre heures⁵. Naturellement, le trafic s'effectuait de jour comme de nuit ; aussi voyons-nous à Tours le trésorier de la ville payer, le 20 septembre 1480, une somme de 7 s. 6 d. à un certain Cendrin Crétore pour l'indemniser de l'achat d'une torche destinée à éclairer le guet qui se faisoit chaque nuit à la porte du pont pour recevoir les chevauchées qui s'appellent postes⁶.

La région du Sud-Est fut comprise plus tardivement dans l'organisation, c'est-à-dire seulement au moment où les affaires de Provence prirent le premier plan de la scène politique. C'est pourquoi les consuls de Lyon reçurent, le 25 juin 1481, la visite d'un chevaucheur de l'écurie, Jean Billard, venu, sur l'ordre du roi, établir place de poste en ceste ville. On lui assura que le nécessaire avait déjà été fait, mais on obtempéra cependant à ses demandes et il fut logé aux frais de la ville près de la porte Bourgneuf⁷. Quelques mois plus tard, nous trouverons, d'ailleurs, un autre chevaucheur, Pierre Jourdein d'Isodon, établi dans cette cité⁸, afin de permettre au roi de savoir et

1. Arch. comm. Lyon, CC 486, n° 30.

2. Bibl. nat., ms fr. 26097, pièce 1870.

3. Bibl. nat., ms fr., nouv. acq. 7639, fol. 110, 149 et 267, copie Fontanieu ; ms. fr. 26097, pièce 1870 ; ms. fr. 2897, fol. 70-71 ; Paul Raveau, *Les rapports entre Louis XI et le Conseil de ville de Poitiers*, dans *Bull. de la Soc. des Antiquaires de l'Ouest*, 3^e série, t. VIII (1928-1930), p. 100 ; René Béchereau, *Antiquités ou Mémoires sur Vierzon et autres villes du Berry*, publ. par P. des Chaumes, dans *Mém. de la Soc. hist., litt. et scient. du Cher*, 4^e série, t. XXXVI (1927), p. 21.

4. Bibl. nat., ms. fr. nouv. acq. 7639, fol. 110-111, copie Fontanieu.

5. Bibl. nat., ms. fr. nouv. acq. 7639, fol. 110-111, copie Fontanieu ; Paul Raveau, *op. cit.*, p. 100.

6. Arch. comyn. Tours, CC, reg. comptes, n° 44, fol. 94 v°.

7. Arch. comm. Lyon, BB 352, 25 juin 1481.

8. Arch. comm. Lyon, CC 486, n° 30.

avoir nouvelles de plusieurs pays circonvoisins comme de Provence, Savoye et Dauphiné.

Bien que les villes participassent pécuniairement à la nouvelle institution, ces fonctionnaires coûtèrent assez cher au trésor, puisque le traitement mensuel d'un chevaucheur oscillait entre 13 livres 15 sols¹ et 16 livres tournois², et que divers frais d'administration s'ajoutaient à ces premières dépenses³. Louis XI se réserva donc expressément l'usage des postes, comme il apparaît dans une lettre de François Hallé, adressée à Ymbert de Batarnay, dans laquelle l'avocat général au Parlement de Paris sollicite de son correspondant l'obtention d'un ordre formel du roi aux postes de Luzarches pour que celles-ci ne refusent plus d'accepter ses lettres concernant le roi et le bien du royaume⁴. Dans la suite, cette rigueur dut se relâcher, puisque le public commerçant utilisa tout au moins les relais royaux à défaut des chevaucheurs, dont le nombre alla en s'amplifiant en de telles proportions que Charles VIII dut les réduire de 234 à 120, chiffre maintenu par Louis XII dans une ordonnance⁵ de février 1510 (n. st.). Le service n'était pas encore monopole d'État⁶, comme on peut le constater dans cette dernière ordonnance, mais, répondant à une nécessité, utilisé fréquemment par les particuliers et source de profits importants, il ne devait pas tarder à le devenir.

Ainsi que l'on a pu s'en rendre compte au cours de cet article, l'établissement des chevaucheurs préexistait au règne de Louis XI, mais celui-ci, à l'instar de l'Italie⁷, où *premièrement la poste fut trouvée*, fit disposer dans toute la France, en des points fixes, des relais et des chevaucheurs qui, de jour comme de nuit, parcoururent les routes royales. Ces mesures furent prises entre 1477 et 1482, mais avec une impulsion toute particulière après octobre 1479, date de l'établissement du contrôleur général des chevaucheurs.

En résumé, malgré la disparition dans la documentation historique de l'édit de 1464, Louis XI reste le créateur en France d'un important rouage de l'administration.

René GANDILHON,
Archiviste d'Ille-et-Vilaine.

1. Bibl. nat., ms fr. 26097, pièce 1870.

2. Bibl. nat., ms fr. nouv. acq. 7639, fol. 110-111, copie Fontanieu.

3. Ibid., fol. 149.

4. Bibl. nat., ms fr. 2897, fol. 70-71.

5. *Ordonnances des rois de France de la troisième race...* Paris, 1723-1849, in-fol., t. XXI, p. 405.

6. Contrairement à ce qu'avance P. Boissonnade, *Le socialisme d'État. L'industrie et les classes industrielles en France pendant les deux premiers siècles de l'ère moderne, 1453-1661*. Paris, 1927, in-8°, p. 21.

7. *Ordonnances des rois de France...*, op. cit., t. XXI, p. 349.

ÉTIENNE BATHORY
ROI DE POLOGNE, PRINCE DE TRANSYLVANIE
A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT¹

Les Académies hongroise et polonaise ont entrepris d'éditer de concert un grand ouvrage historique pour commémorer le quatrième centenaire de la naissance de Báthory, l'un des plus grands rois de Pologne, précédemment prince de Transylvanie. Déjà, en 1886, à l'occasion du troisième centenaire de sa mort, le professeur Wincenty Zakrewski avait consacré une étude remarquable — en polonais — à l'histoire de ce grand souverain. Le présent ouvrage, publié en français, tient compte des nouvelles recherches à ce sujet. Il nous fournit non seulement des renseignements importants sur l'histoire des peuples polonais et hongrois au xvi^e siècle, mais il nous donne également un aperçu de l'état actuel des recherches concernant la même époque tant en Hongrie qu'en Pologne. C'est l'époque où les relations historiques entre la Hongrie et la Pologne — dont on accentue l'importance de nos jours dans les deux pays — jouèrent un rôle de tout premier ordre et où, à la fin du siècle, la même grande personnalité fut à la tête de la Pologne et d'une partie de la Hongrie.

Dans les pays de l'Europe orientale, les recherches historiques ont pris un grand essor, surtout après la guerre, et ont donné d'heureux résultats. Ceux-ci, dont une partie assez limitée a été publiée en français, ne sont pas toujours d'accord et ne donnent pas un tableau harmonieux de l'évolution historique des différents peuples ; quelquefois même, ils sont contradictoires. Jusqu'au moment où les historiens se décideront à entreprendre une « histoire comparée de l'Europe orientale », une véritable histoire scientifique, nous ne pouvons que souhaiter très sincèrement que des initiatives semblables à celle qui fit naître le présent ouvrage, rédigé par des historiens de deux pays différents, soient prises et même multipliées. Combien de problèmes se posent dans cette histoire de l'Europe orientale ! Non seulement les relations des pays les uns avec les autres, ou de tous avec le reste de l'Europe, mais aussi les traits caractéristiques, communs ou différents, de l'évolution politique, économique et sociale des peuples soulèvent des questions

1. *Étienne Báthory, roi de Pologne, prince de Transylvanie*. Cracovie, imprimerie de l'Université des Jagellons, 1935, vii-591 p. ; rédigé et édité par les Académies hongroise et polonaise.

très importantes. Parmi ces dernières, il importe d'insister particulièrement sur celle des missions historiques remplies par des nations au cours des siècles, celle de leurs efforts pour la civilisation de l'Europe entière et pour l'unité et l'indépendance de l'Europe orientale.

Se proposant de composer un livre qui, en une vingtaine d'articles écrits par des spécialistes, relaterait l'histoire des Bathory, tant en Transylvanie qu'en Pologne, les Académies des deux pays ont réussi à donner une idée presque complète des rapports historiques entre la Hongrie et la Pologne à la fin du xvi^e siècle. A notre avis, trois points de vue sont à considérer dans un résumé de cet ouvrage, comme dans l'étude de l'ouvrage lui-même. Ce sont : la formation de l'esprit et l'œuvre politique d'un grand chef politique de l'Europe orientale, le rôle historique de la Hongrie au xvi^e siècle et, enfin, celui de la Pologne à la même époque. Nous examinerons successivement les différentes parties de l'ouvrage, afin de nous rendre compte dans quelle mesure elles éclairent ces trois aspects, qui doivent intéresser particulièrement les historiens français et ceux des autres pays occidentaux.

I. — LA PERSONNALITÉ HISTORIQUE

Les chroniques hongroises des xiii^e et xiv^e siècles rappellent les hauts faits, remontant au xi^e siècle, accomplis par la famille Guth-Keled, ancêtres des Báthory, dont M. Antoine Aldásy, de l'Académie hongroise, retrace la généalogie dans le premier article du livre, accompagnée d'un tableau généalogique de Maurice Werner et une annexe de Ubul de Kállay. Les Báthory, divisés en deux branches depuis le xiv^e siècle, jouèrent un rôle très important en Hongrie à partir du xvi^e. Étienne, père du roi de Pologne, né en 1477 de la branche de Somlyó, fut, après la bataille de Mohács (1526), le partisan du roi Jean Zapolya. Voïvode de Transylvanie, il mourut en 1534. Deux de ses fils, Christophe et Étienne, furent successivement à la tête de la Transylvanie. Le dernier fut aussi roi de Pologne.

La jeunesse de ces fils nous fournit une preuve des relations étroites de la Hongrie avec la civilisation des pays occidentaux, relations ininterrompues, malgré la lutte contre la douloureuse domination turque. Mais elle est aussi un exemple caractéristique de la formation de l'esprit des chefs politiques de l'Europe orientale. Christophe parcourut l'Angleterre, la France, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne. En 1557, il fut envoyé comme ambassadeur en France. Son frère Étienne, né en 1553, après avoir voyagé dans toute l'Europe occidentale, s'inscrivit en 1549 à la célèbre Université de Padoue. M. Emeric Lukinich, de l'Académie hongroise, remarque très justement, dans un article bien documenté sur la jeunesse de Báthory, que ces premières impressions exercèrent toujours une grande influence sur les pensées de Báthory, dont les connaissances concernant la vie de la Renaissance italienne,

alors encore florissante, déterminèrent, dans une certaine mesure, ses relations diplomatiques. En vérité, à la fin du *xvi^e* siècle, la cour du prince de Transylvanie formait un centre de rayonnement de l'esprit humaniste italien. M. Émile Haraszi l'affirme dans son étude sur l'histoire de la musique hongroise et polonaise de l'époque : au temps de l'élection de Báthory, la Renaissance polonaise battait son plein. Mais, quant à l'esprit de la Renaissance de la cour princière, Báthory n'a fait que continuer, dans une mesure que les circonstances restreignaient, l'héritage spirituel de Mathias Corvin, la plus remarquable personnalité historique de l'Europe orientale à l'époque de la Renaissance. La puissance hongroise, si grande sous Mathias Corvin, affaiblie sous ses successeurs, subit une défaite fatale à la suite de la poussée turque en 1526, à la bataille de Mohács.

M. Antoine Knot nous donne des indications intéressantes sur la cour et la vie privée de Báthory en Pologne. Pendant son règne de dix ans, le roi repoussa victorieusement les attaques moscovites, mais les circonstances ne lui permirent pas de maintenir une atmosphère aussi favorable aux arts que l'était celle de l'époque antérieure. Élevé dans le milieu de la civilisation italienne, Báthory n'avait jamais oublié ses impressions, mais, dans son grand réalisme, il avait toujours devant les yeux les plans politiques et stratégiques qu'il voulait et pouvait réaliser. Ceci montre combien il avait compris les possibilités et les exigences de l'heure. Excellent administrateur, économiste et soldat, il menait une vie extrêmement active. Grâce à l'étude de M. Étienne S. Komornicki, nous connaissons l'iconographie de Báthory. Dans cet article, l'auteur a choisi un ordre de classement par types principaux des effigies, indiquant autant que possible les portraits authentiques. Le recueil contient de nombreuses illustrations qui nous montrent bien le visage allongé, les rides énergiques du front, les yeux d'un gris acier d'un des plus grands réalistes de l'époque.

II. — BÁTHORY ET LA HONGRIE AU *xvi^e* SIÈCLE

Après la bataille de Mohacs, que nous venons de mentionner et où le jeune Louis II succomba sans laisser d'héritier, les opinions se partagèrent à l'égard de la personne du futur roi de Hongrie. Ferdinand I^{er} de Habsbourg, dont on attendait une défense victorieuse contre les Turcs, fut élu roi par un grand nombre de partisans. Mais, d'un autre côté, le parti dit nobiliaire avait proclamé un roi national en la personne de Jean Zápolya, voivode de Transylvanie. Cette double élection eut des conséquences désastreuses ; elle affaiblit la défense contre les Turcs en brisant l'unité des forces. Les Turcs avançaient de plus en plus vers le nord ; ils occupèrent Buda en 1541 et, quelque temps après, ils avaient entre les mains une immense partie de la Hongrie centrale, territoire qu'ils ne cesseront d'occuper jusqu'à leur expulsion définitive, après 1686. La partie nord-ouest du pays passa sous la domi-

nation de Ferdinand, tandis qu'à l'est se posa la question de la Transylvanie, qui avait toujours fait partie intégrante de la Hongrie.

Au siècle suivant, la Transylvanie joua un rôle brillant comme foyer et défenseur de l'esprit national hongrois contre toute oppression germanique, mais il n'est pas moins vrai que c'est seulement au milieu du xvi^e siècle que son indépendance commença à se développer.

Malgré la situation créée par la double élection, les chefs politiques hongrois ne pensaient qu'à reconstituer l'unité primitive du pays. Or, Georges Martinuzzi, chef de la politique en Transylvanie, conclut un accord avec Ferdinand, selon lequel la Transylvanie devait être réunie de nouveau au royaume. Mais la question de Transylvanie dépendait avant tout de la question turque. Le sultan, se souvenant de la force d'antan, ne voulait pas en laisser rétablir l'unité et était toujours prêt à trancher la question par la voie des armes. Les esprits clairvoyants, comme Báthory, savaient bien qu'il fallait empêcher avant tout les Turcs d'envahir la Transylvanie, qu'il fallait sauver l'ancienne civilisation hongroise, horriblement mutilée dans les parties occupées. Ils savaient aussi que la Transylvanie toute seule n'avait pas assez de forces pour repousser une attaque turque en cas de conflit. C'est alors que la question de Transylvanie se posa à eux sous cette forme : il fallait s'efforcer de rétablir l'unité intégrale de la Transylvanie et du royaume, mais seulement dans le cas où le roi pourrait assurer la défense de la Transylvanie contre les armées turques.

Étienne Báthory comprit le premier ce problème, très souvent mal expliqué par quelques historiens du xix^e siècle. Revenu d'Italie, il entra au service de Ferdinand à Vienne, mais, peu après, il retourna en Transylvanie. Envoyé par le prince Jean-Sigismund, fils de Zápolya, il mena à plusieurs reprises des négociations politiques à Vienne. Mais c'est lui qui a défendu la ligne de la Tisza contre les troupes de l'empereur, parce qu'il connaissait les forces de la cour de Vienne et que, par conséquent, il savait que l'empereur ne pourrait pas défendre le pays contre les Turcs. En 1556, le sultan reconnut la Transylvanie comme une principauté élective et séparée, mais l'accord de Spira, en 1570, assura de nouveau l'unité de la Transylvanie avec la Hongrie. Or, Étienne Báthory, élu prince en 1571, s'engageait à céder la Transylvanie, à l'insu du sultan, à l'empereur Maximilien, pour réaliser l'accord ci-dessus mentionné.

D'autre part, Bathory se montrait très énergique quand il s'agissait de repousser des tentatives aventureuses qui, aidées par l'empereur comme le fut celle de Gaspard Békés, chef d'armée, ne pouvaient que mettre en péril la Transylvanie. Sa ferme volonté le rendit capable d'assurer l'évolution extérieure et intérieure de la Transylvanie. Sur son gouvernement, M. Vencel Biró a écrit des pages très remarquables consacrées à sa politique religieuse et scolaire. Il nous montre que Báthory, catholique dévoué, voulait rétablir le prestige de l'ancienne Église en Transylvanie où, la Réforme

achevée, les diverses religions (calviniste, unitaire, etc.) se partageaient le territoire. Pourtant, le prince respecta toujours les autres croyances, même lorsqu'il invita les Jésuites, qui avaient beaucoup fait pour développer l'enseignement supérieur, à s'installer en Transylvanie. Ce serait un anachronisme que de parler au ^{xvi}^e siècle de « tolérance », mais il n'en est pas moins vrai que l'antagonisme religieux fut aboli par la loi de 1573, qui, en interdisant toute innovation en matière de religion, réussit à conserver le *statu quo* et à créer un équilibre.

Élu roi de Pologne en 1575, Báthory restait toujours prince de Transylvanie, confiant le gouvernement de ce pays à son frère Christophe. C'est ainsi que, pendant une dizaine d'années, les deux pays vécurent dans une union très étroite. Les plans politiques grandioses de Báthory — suivi en Pologne par plusieurs Hongrois qui devaient jouer un rôle important, comme l'indique M. Adrien Divéky — prouvaient qu'il n'oubliait jamais le problème hongrois, qu'il avait compris si clairement et aurait seul pu résoudre, étant le seul Hongrois qui, dès le temps de Mathias Corvin, disposait des forces d'un grand empire. Sa mort prématurée l'a empêché de réaliser ses grands projets, établis d'accord avec le pape. Après avoir réussi à repousser les attaques moscovites contre la Pologne, il voulait rétablir l'unité de la Hongrie, son indépendance envers le *corpus germanicum* et expulser les Turcs. Il avait compris la mission hongroise que ses grands contemporains avaient clairement exprimée : celle de la défense de la civilisation chrétienne de l'Europe.

III. — BÁTHORY ET LA POLOGNE AU ^{xvi}^e SIÈCLE

Les efforts politiques de Báthory en Pologne, mis en lumière par plusieurs articles, nous montrent la position historique de ce pays entre deux puissances, le monde russe et le monde germanique. Or, les circonstances de son élection, dont M. Louis Szádeczky traite dans son étude, montrent les traits caractéristiques de l'organisation sociale et politique de la Pologne. La dynastie des Jagellons s'était éteinte en 1572 et, comme en Hongrie après la mort de Mathias Corvin, le pouvoir central une fois tombé, la noblesse s'efforçait de prendre en mains la direction des affaires en révisant les conditions du pouvoir royal. Alors commença en Pologne une lutte politique entre l'influence de l'empereur, qui, appuyé par l'aristocratie et par le Saint-Siège, voulait étendre sa puissance sur ce pays, et, d'autre part, la volonté de la noblesse, craignant la domination allemande. En 1573, malgré les efforts du célèbre humaniste hongrois André Dudith, ambassadeur des Habsbourg, le prince Henri de Valois fut élu roi, mais, à la nouvelle de la mort de son frère Charles IX, il quitta le pays. En 1575, une double élection eut lieu. Les aristocrates acceptèrent la maison d'Autriche, alors que, d'autre part, Báthory, prince de Transylvanie, était proclamé roi par la noblesse, à condi-

tion de prendre pour épouse la princesse Anne Jagellon. Grâce à l'énergie du nouveau roi, cette double élection n'eut pas de conséquences désastreuses. Entrant à Cracovie au printemps 1576, Báthory rétablit d'une main forte la paix et l'unité intérieure.

Si Báthory a compris, comme nous l'avons dit, le problème hongrois, il n'en a pas moins saisi la position historique de la Pologne, pays situé entre les Allemands et les Russes. Il avait même assez d'énergie et assez de talent pour accomplir la tâche qui s'offrait à lui. Déjà son élection paralysait l'influence de l'empereur, représentant alors du monde germanique. D'autre part, Báthory repoussait victorieusement les attaques du tsar, Ivan le Terrible.

Quelles étaient les conditions qui rendaient possible la réalisation de cette œuvre politique? Pour la politique extérieure, il fallait, avant tout, améliorer les relations avec le Saint-Siège, qui, défenseur de la chrétienté, appuyait les plans de l'empereur, dont il espérait l'expulsion des Turcs. M. Édouard Kuntze, dans son étude approfondie sur ce sujet, et l'abbé Thaddée Glemma, dans son article sur la catholicisme en Pologne sous le règne de Báthory, nous éclairent sur la manière dont les rapports entre le Saint-Siège et la Pologne sont devenus de plus en plus cordiaux. D'une part, il est apparu que Báthory voulait restituer à l'Église son ancienne position en Pologne, où la Réforme n'exerça jamais une aussi grande influence qu'en Hongrie. D'autre part, les grands projets d'une ligue contre les Turcs constituaient la partie la plus importante de son programme politique et il se montrait toujours prêt à défendre la chrétienté et la civilisation. A côté de cette question se posait un des problèmes les plus importants que la Pologne ait eu à résoudre au cours des siècles, celui de Gdansk (Dantzig), seul grand port de commerce, situé à l'embouchure de la Vistule, représentant, par conséquent, pour la Pologne le seul contact direct avec le commerce des pays occidentaux. M. Casimir Lepszy traite, dans une remarquable étude, des rapports de Gdansk avec la Pologne et des efforts de Báthory, qui réussit, enfin, à assurer son influence sur la ville.

Les questions occidentales résolues, Báthory tourna son attention vers le problème moscovite, qui, pour lui, était un héritage historique, légué par le dernier Jagellon. M. Jean Natanson-Leski, en examinant les changements de la frontière orientale de la Pologne à l'époque de Báthory, nous montre que, dans la première moitié du xvi^e siècle, la Moscovie mit la main sur Smolensk et qu'Ivan le Terrible n'hésita pas à se frayer un chemin à travers la Livonie pour s'ouvrir un large accès à la mer Baltique. C'est le problème de la mer, point capital de la politique moscovite et polonaise, qui fut aussi la cause immédiate des luttes. Les recherches de M. Otto Laskowski, dont l'article résume un ouvrage plus complet, nous donnent une idée des projets grandioses de Báthory et de la guerre même. En 1577, Ivan commença les hostilités en envahissant une grande partie de la Livonie. D'une

part, Báthory s'efforça d'isoler diplomatiquement son ennemi, dont il voulait, comme l'a dit le grand chancelier Zamoysky, « briser les ailes et le rejeter de la mer ». Il commença des négociations diplomatiques avec la Suède, afin d'entreprendre en commun des opérations militaires contre la Moscovie, et, d'autre part, il avait conçu le plan de gagner le concours des Tartars de la Crimée et de les engager à faire la guerre contre le tzar.

A la tête d'une armée bien organisée et fortement disciplinée, Báthory réussit à arrêter l'expansion de la puissance moscovite et même à la repousser. Dans une guerre de trois étapes, il affirma la supériorité de son talent de stratège et d'organisateur. Il menait énergiquement une action méthodique, tandis que le tzar, en pleine incertitude, dispersait ses forces. Le traité de paix de Kiwerowa Horka, en 1581, conséquence de la défaite moscovite, livrait à Báthory toute la Livonie, sauf les territoires occupés par la Suède.

Tous ces succès n'étaient possibles que sous un gouvernement fort et bien établi. Ce redressement de la politique intérieure paraît très étonnant quand on connaît les traits particuliers de l'« anarchie nobiliaire » qui, dominant l'organisation politique et sociale de la Pologne, ne pouvait être enrayée que par une individualité aussi puissante que celle de Báthory. A une époque où le roi, malgré son titre, n'était guère plus qu'un président de la « république du royaume de Pologne », Báthory a réussi à surmonter toutes ces difficultés intérieures. M. Joseph Siemienski nous donne une idée de la politique parlementaire du roi et des renseignements intéressants sur les « diétines ». Quant aux questions économiques et financières, M. Jean Rutkowski en éclaire les détails en montrant qu'à cet égard aussi l'économie de Báthory rétablissait l'ordre contre le retard de l'exercice de justice qui était une des graves conséquences de l'organisation nobiliaire. Báthory réalisa une réforme judiciaire (détaillée dans l'étude de M. Stanislas Kutrzeba) en créant une Cour suprême en 1578. Ainsi se déroule devant nos yeux le panorama de l'immense œuvre politique d'une grande personnalité historique qui, dans ses plans et dans leurs résultats, réussit à affirmer la position des pays en question vis-à-vis de l'est et de l'ouest.

Le grand ouvrage que nous venons d'analyser donne ainsi aux historiens étrangers les moyens nécessaires pour approfondir ces questions du xvi^e siècle qui, comme tous les problèmes de l'Europe orientale, sont d'un intérêt européen universel. La facile utilisation du livre est considérablement augmentée par le grand appareil bibliographique, dressé par MM. Lukinich et Lepszy, et par l'index, établi par M^{lle} Hélène d'Abancourt de Franqueville.

Malgré la diversité des articles qui le composent, l'unité de l'ouvrage a été l'objet d'une grande attention. Ces différentes études nous présentent un tableau très satisfaisant du sujet, même quand elles n'ont pas réussi com-

plètement à éviter les lacunes. Les grands aspects historiques, que nous avons cherché à voir dans ce tableau, sont mis en lumière dans l'ensemble, bien que négligés parfois dans le détail, surtout en ce qui concerne le problème de Transylvanie, que nous nous sommes efforcé de montrer, en quelques mots, sous son véritable jour. Nous ajoutons que, dans une question « dont l'importance est loin d'être limitée à la Hongrie et à la Pologne », se posent encore plusieurs problèmes de détail qui devraient être examinés pour mieux éclairer, par exemple, la situation économique de la Hongrie et celle de la population. C'est ainsi que ce grand ouvrage, très documenté, nous donne beaucoup de faits de tout premier ordre et, sur quelques points, il montre aussi la voie aux recherches ultérieures. C'est aux Académies hongroise et polonaise (dont les comités avaient à leur tête MM. Lukinich et J. Dabrowsky) qu'appartient le très grand mérite d'avoir rendu un éminent service à la science internationale en publiant ce remarquable travail.

Dominique KOSÁRY,

Professeur à l'École normale supérieure de Budapest.

LE COMTE BOGDAN DE HUTTEN-CZAPSKI

CONTRIBUTIONS A L'HISTOIRE DE L'ALSACE

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT ¹

Parmi les mémorialistes allemands modernes, Bamberger, le prince Max de Bade, le chancelier de Bulow, Eckardstein, Ernsthausen, Erzberger, les princes Clovis et Alexandre de Hohenlohe, Hertling, Lerchenfeld, Schweinitz, Valentini, Waldersee, Westarp et autres, il n'est pas de physionomie plus singulièrement caractérisée que celle du comte de Hutten-Czapski. A ses instincts à la fois féodaux, ultramontains et mondains ², à sa souplesse de courtisan, à son dédain aristocratique pour tout ce qui n'est pas la cour de Potsdam, celle du Vatican ou la caste militaire, on prendrait ce gentilhomme prussien d'origine polonaise, né au château de Smogulec en Posnanie, plutôt

1. Bogdan Graf von HUTTEN-CZAPSKI, *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*. Berlin, E. S. Mittler et fils, 1936, t. I, xii et 568 p. ; t. II, xiii et 579 p.

2. Dans une lettre qu'il lui adressa au cours de son voyage de noce, en 1886, Bernard de Bulow, alors conseiller d'ambassade à Saint-Petersbourg, l'engage à faire comme lui et à laisser là « cette vie folle de garçon, pour ne pas dire de polichinelle ». *Ibid.*, t. I, p. 133.

pour un contemporain de Frédéric-Guillaume IV que pour un sujet de Guillaume II. On le croirait formé à l'école de Radowitz¹, ami et ministre de ce monarque, ou du prince de Lichnowsky, tous deux défenseurs zélés de la cause catholique à la cour protestante de Hohenzollern, mais adversaires déclarés du cléricalisme politique, tel qu'il s'empara des catholiques allemands surtout après 1848². Loin de les approcher par ses talents et ses connaissances de la vie publique, il ne les égalait que par son zèle pour les intérêts de l'Église. Comme eux, il affectait parfois des penchants démocratiques pour faire ressortir davantage la générosité de sa caste, dont il était d'ailleurs un des rares libéraux.

Il est bien l'homme de la vieille Prusse, qui ne voit la crème de la nation que dans la noblesse de cour et dans l'armée. Il aime et défend la religion comme une des parties intégrantes de l'État. Peut-être Hutten-Czapski, sans s'en rendre compte, était-il partisan de ce système féodal et théocratique, lancé en France par Joseph de Maistre et propagé en Allemagne par Haller. L'un et l'autre croyaient, par l'application de leurs doctrines, arriver à une entente parfaite entre l'Église et l'État, menacés par le mouvement révolutionnaire. L'alliance du trône et de l'autel était la grande formule salvatrice dans ces milieux³. Elle sera, avec quelques modifications, reprise par Guillaume II et notamment par le chancelier de Bulow, avec l'arrière-pensée de faire triompher dans le monde l'impérialisme allemand à l'aide de l'ultramontanisme et, à l'intérieur, la cause des Hohenzollern avec l'appui du Centre et le retour des ordres religieux.

Mgr Montel, sujet autrichien, très influent à la cour de Rome, astucieux et rusé, agissant de préférence dans la coulisse, ainsi que le baron de Holstein à Berlin⁴, et, comme ce dernier, très antifrançais, était, ainsi que le comte Czapski, un partisan fervent d'une entente parfaite entre le Vatican et

1. Radowitz fut, comme plus tard le comte Czapski, traité de « jésuite de robe courte » dans certains milieux de la cour de Potsdam. Voir von Schweinitz, *Denkwürdigkeiten des Botschafters General von Schweinitz*. Berlin, 1927, t. I, p. 62, et Wolfgang Menzel, *Die letzten 120 Jahre Weltgeschichte, 1740-1860*. Stuttgart, 1860, t. V, p. 97, 121, 364.

2. Franz Schnabel, *Der Zusammenschluss des politischen Katholizismus in Deutschland im Jahre 1848*. Heidelberg, 1910, p. 61 et suiv., 68, 70. — Voir aussi les Entretiens de Radowitz parus sous l'anonymat : *Neue Gespräche aus der Gegenwart über Staat und Kirche*. Erfurt et Leipzig, 1851, t. I, p. iv ; t. II, p. 8, 11, 94, 208.

3. Schnabel, *op. cit.*, p. 3.

4. « Der feingebildete und kluge, verschlagen wirkende Mann... Ihm genügte es, hinter den Kulissen der grossen römischen Bühne erfolgreich zu wirken, darin ähnlich dem Geheimrat von Holstein... Nicht nur der Papst, sondern auch der sehr zurückhaltende Staatssekretär pflegten Montel die geheimsten Angelegenheiten der Kurie mitzuteilen. Montel benutzte diese aussergewöhnliche Vertrauensstellung zur Anbahnung und Pflege guter Beziehungen zu Deutschland. Seine Freundschaft mit Kopp, seine Stellung als geistlicher Beirat des österreichischen Botschafters am päpstlichen Stuhl und vor allem seine guten persönlichen Beziehungen kamen ihm dabei sehr zu statten. » *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. I, p. 210 et suiv. et 134.

Potsdam. En cela, il partageait entièrement les vues de son ami, le cardinal Kopp de Breslau. Lors d'un de ses séjours à Rome, ce dernier écrivit ces lignes significatives au chancelier de Bulow : « Vous êtes tout à fait sûr d'avoir le pape, le cardinal-secrétaire d'État (Rampolla) et les milieux dirigeants du Vatican. Ici la confiance que l'on a en vous est inébranlable. Ni les Polonais ni les Jésuites n'amèneront la curie à vous mettre des bâtons dans les roues. Les évêques de Prusse lèvent vers Votre Excellence des yeux pleins de confiance, comme vers le protecteur qui leur assurera un régime officiel d'égalité. » — Vers le même temps, Léon XIII disait au baron de Schauenbourg, fonctionnaire catholique des Affaires étrangères, reçu en audience privée à l'occasion de son mariage, « et n'oubliez pas de saluer mon ami, le chancelier Bulow »¹.

A Strasbourg, le rusé Poméranien Koeller suivit la même politique, en se servant avec succès des cléricaux et du Centre allemand comme panacée, il contribua ainsi à la germanisation de la vie politique en Alsace et en Lorraine. Le comte de Hutten-Czapski employa une tactique analogue en encourageant les tentatives agressives du remuant évêque Anzer, portedrapeau de l'impérialisme allemand en Chine. Lors de sa visite à Berlin, ce dernier déclara : « Le moment est venu où l'Allemagne doit devenir la pépinière des missions catholiques ; elle doit ouvrir ses portes aux ordres et aux congrégations dont les écoles et les séminaires donneront des résultats merveilleux. C'est au catholicisme allemand — lisez à l'Allemagne — que doit appartenir le protectorat des chrétiens d'Orient et, qui plus est, du monde entier »².

Les efforts de l'évêque Anzer furent puissamment secondés par les Pères de Steyl, fondateurs du *Palästina-Verein*. Leur zèle se manifesta surtout dans le Chan-Toung³.

Quant aux cardinaux Fischer de Cologne, Kopp de Breslau et à l'archevêque de Stablewski de Posnan, ces deux derniers amis du comte Czapski, ils se firent tous champions d'une politique impérialiste outrancière et propagateurs d'un culte de dulia envers Sa Majesté l'empereur, rappelant à la fois

1. *Mémoires du chancelier prince de Bulow*. Traduction de Henri Bloch et Paul Rogues. Paris, 1930, t. II, p. 4, 18-21, 275, 376, 410 ; t. III, p. 88. — Nombreux et influents furent les collaborateurs ecclésiastiques de Bulow en Silésie et en Pologne. Voir sur l'action germanisatrice et antipolonaise de l'Église, en particulier du cardinal Kopp et du cardinal Bertram : Vladimir Poliakov, *Le réveil national polonais en Silésie*, p. 70, 78 et suiv., et Casimir Smogorzewski, *Le plébiscite et le partage de la Haute-Silésie*, p. 271-272 et 304, dans *La Silésie polonaise. Conférences faites à la Bibliothèque polonaise de Paris*. Paris, 1932.

2. Franz Heymann, *L'impérialisme catholique et le Centre allemand*. Extrait du *Correspondant*. Paris, 1903, p. 5, et Julien de Narfon, *Pie X*. Paris, 1904, p. 47.

3. Voir, sur les agissements de l'évêque Anzer et de ses missionnaires, le chapitre que leur consacre Yves Guyot dans *Le bilan social et politique de l'Église*. Paris, 1902, p. 289-297, 307, 318.

« Charlemagne et le vieux Barberousse¹ ». En cela ces Éminences suivaient le programme pangermaniste du Centre allemand, devenu parti gouvernemental. Ultramontains et protestants allemands chantaient alors en chœur l'antienne si connue du poète Emmanuel Geibel :

Und es mag am deutschen Wesen
Einmal noch die Welt genesen.

C'est comme papaliste, comme Prussien, et non comme centriste, que le comte de Hutten-Czapski crut devoir seconder ce chœur et appuyer une pareille politique. Dans son for intérieur, il était toujours resté un adversaire convaincu de tout parti s'arrogeant le monopole de la défense des intérêts religieux, tel que le fit le Centre allemand jusqu'à l'avènement du régime hitlérien. Sous ce rapport, il partagea plutôt la manière de voir de son ancien ami, l'historien F. X. Kraus², et du cardinal Rampolla que celle du centrophile Merry del Val, fondateur de la *Correspondance de Rome*. Cette vaste entreprise de diffamation contre la nation française recevait son mot d'ordre de Berlin et n'était qu'un piètre écho de la *Central-Auskunftsstelle der katholischen Presse*. Le grand seigneur espagnol, admirateur du Centre prussien, Merry del Val, et le gentilhomme de Smogulec n'étaient pas faits pour s'entendre³. La suffisance de ce dernier ne l'empêchait pourtant pas de rester fidèle à ses nombreux protecteurs, mais le poussait parfois à une critique injuste de ses soi-disant amis d'autrefois, tombés en disgrâce en haut lieu, à Rome ou à Berlin.

* * *

Quelle toile que ces deux gros, trop gros volumes, embrassant soixante années de vie de cour prussienne et pontificale, auraient pu fournir si elle avait été brossée par un observateur plus perspicace, moins prussien, et vraiment critique; par un coloriste plus fin, tel que le fut le prince Alexandre de Hohenlohe, ou par un spectateur désabusé comme le baron d'Eckardstein, témoin des airs fanfarons de Guillaume II, de la décadence de sa cour et de son gouvernement⁴. Le comte Czapski comme écrivain

1. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. I, p. 345 et suiv., et surtout Graf E. Reventlow, *Kaiser Wilhelm II. und die Byzantiner*. Munich, 1906, p. 137, 141, 142, 146, 149. — En comparant Guillaume II à Charlemagne, les cardinaux ne firent que suivre les leçons données par le pape lui-même. Voir *Mémoires du chancelier prince de Bulow*. Traduction de Henri Bloch. Paris, 1930, t. II, p. 19.

2. F. X. Kraus a brossé un tableau de l'action néfaste et du terrorisme exercé par le Centre prussien dans son essai sur *Auguste Reichensperger*. Berlin, 1910, t. II, p. 367-426. Voir surtout p. 406 et suiv.

3. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. II, p. 74. Voir, sur Merry del Val, « créature germanophile des Jésuites », de Narfon, *op. cit.*, p. 321-325.

4. « Welch riesenhafter Unterschied bestand doch zwischen den Beratern Wilhelms I. und

n'approche pas, même de loin, le prince de Bulow. Il n'a ni le flair ni la rouerie de ce grand jongleur politique, de cet acrobate accompli qu'aucun scrupule ne gêne. Mais il partage avec lui la prolixité et surtout l'opinion par trop avantageuse qu'il a de sa personne. On fera bien de les contrôler, l'un comme l'autre, surtout pour l'époque bismarckienne, un guide sûr à la main, tel que l'est l'ouvrage si consciencieux, si documenté, *Bismarcks Entlassung*, par le savant historien de Zurich, Ernest Gagliardi¹. L'un comme l'autre auraient pu prendre comme devise cette pensée du chevalier de Boufflers : « La renommée aime qu'on lui fasse des avances ; il y a tels personnages dont elle ne saurait que dire, si eux-mêmes ne prenaient la peine de lui faire son thème². » Le chancelier de Bulow, autrefois son camarade à l'ambassade de Paris, et tout en se servant parfois de lui, ne parle guère du seigneur de Smoleuc dans ses mémoires³.

Il est tout aussi étonnant que le comte de Lerchenfeld passe entièrement sous silence l'activité du courtisan-diplomate Hutten-Czapski, pourtant son coreligionnaire⁴. Comme lui, il passa également soixante ans de vie de cour et de politique à Berlin. Ce qui distingue Lerchenfeld parmi les mémorialistes allemands modernes, c'est son objectivité relative, sa façon de confesser la décadence de la classe à laquelle il appartenait, et son jugement clair et raisonné sur les hommes et les choses de son temps, notamment sur Bulow. L'œuvre de Bismarck, la fondation de l'Empire allemand, a trouvé dans le diplomate bavarois Lerchenfeld un mémorialiste attentif et qualifié. C'est lui qui a le mieux compris que Bismarck est inintelligible si on le sépare

denen seines Enkels Wilhelms II. ! Welch himmelweite Kluft zwischen dem vornehmen und würdigen Ton am Hofe Wilhelms I. und der burschikosen, parvenuhaften, marktschreierischen Atmosphäre, welche die Person Wilhelms II. umgab ! » Hermann Freiherr von Eckardstein, *Lebenserinnerungen und politische Denkwürdigkeiten*. Leipzig, 1919-1921, 3 vol., t. I, p. 36 et 91, 106 ; t. II, p. 161, 205, 409 et suiv., 435, et surtout : « Immer klarer wurde mir, dass ich die ganzen Jahre hindurch nur gegen Windmühlen gekämpft hatte, und dass nicht die geringste Aussicht auf Besserung in dem Berliner Narrenparadies bestände. Daher reichte ich mein Abschiedsgesuch ein » (p. 412).

1. Ernst Gagliardi, *Bismarcks Entlassung*. Tubingue, 1927, t. I.

2. Arsène Houssaye, *Galerie de portraits du XVIII^e siècle*. Paris, 1848, p. 241.

3. Dans les quatre volumes de ses mémoires, Bulow ne mentionne qu'une seule fois le comte Czapski, à propos de l'entretien où celui-ci témoigna son étonnement qu'un homme comme Korfanty « eût été traité avec distinction et confiance à la chancellerie par Son Excellence Wahnschaffe et son supérieur le chancelier Bethmann-Hollweg ». *Mémoires du chancelier-prince de Bulow*. Traduction de Henri Bloch. Paris, 1930, t. I, p. 467 et suiv.

Le jugement le plus adéquat sur la politique et la personnalité du chancelier de Bulow a été formulé par le comte de Lerchenfeld. Ce diplomate bavarois est à coup sûr un des meilleurs connaisseurs de la politique de l'Empire des Hohenzollern. Il en a vu les origines, l'apogée et la débâcle. Hugo Graf Lerchenfeld-Koefering, *Erinnerungen und Denkwürdigkeiten, 1843-1925*. Berlin, E. S. Mittler et fils, 1935, 11^e éd., p. 374-383.

4. Hugo Graf Lerchenfeld-Koefering, Kgl. Bayr. Staatsrat und Gesandter am Kgl. Preuss. Hof 1843 bis 1925. *Erinnerungen und Denkwürdigkeiten*. Berlin, E. S. Mittler et fils, 1935, xx et 443 p.

du milieu dans lequel il a grandi. Comme le prince Clovis de Hohenlohe, son compatriote bavarois, Lerchenfeld estimait que Bismarck était la vivante synthèse des désirs infinis et des lointaines aspirations de l'Allemagne du XIX^e siècle. De pareilles conceptions ne pouvaient pas être celles du Prusso-Polonais et papaliste Hutten-Czapski. Peut-être est-ce pour cette raison que le comte de Lerchenfeld ne croit pas devoir mentionner l'activité politique du comte de Hutten-Czapski, d'autant plus qu'elle a été essentiellement déployée à l'époque de la décadence de l'Empire et sous l'influence du baron de Holstein, ami et protecteur de Czapski. En tout cas, le silence observé par Lerchenfeld à l'égard de l'ex-Polonais Czapski est significatif. Son jugement sur le manque de volonté et le savoir-faire de Bethmann, la sujétion de cet ami de Czapski aux volontés des militaires ne l'est d'ailleurs pas moins¹.

L'officier de cavalerie Hutten-Czapski a d'ailleurs toujours été considéré par les gens de la carrière diplomatique et administrative comme un intrus. Il en fut de même dans l'armée, où cet ancien juriste n'était guère prisé : il était surtout très mal vu par le maréchal de Waldersee².

* * *

Les mémoires du comte de Hutten-Czapski remontent au règne du pape roi Pie IX et du cardinal Antonelli, à celui du vieux Guillaume et de l'impératrice Augusta, pour descendre au régime de l'impérialisme mondial de Guillaume II, aux pontificats de Léon XIII avec Rampolla, de Pie X, de Benoît XV et de Pie XI. Quelle variété et quelle vie dans toutes ces figures si elles avaient été vues par un mémorialiste de la trempe du duc de Saint-Simon, que l'Allemagne n'a jamais eu, et non pas par une Éminence Grise en miniature, très chatouilleuse sur les préséances et très friande des cancons de la camarilla. En cela, le comte Czapski est resté le disciple fidèle de son maître admiré, le prince Clovis de Hohenlohe. Pourtant, celui-ci savait reconnaître la valeur des acteurs politiques et ne la mesurait pas d'après leurs charges, leurs costumes étincelants ou l'authenticité de leur « pedigree ». Le prince Clovis et plus encore son fils Alexandre ont très vite constaté l'inanité et la mégalomanie du petit-fils du vieux Guillaume. Son rôle de courtisan empêchera toujours le comte Czapski de suivre leurs traces. Contrairement aux Hohenlohe, il sera toujours au paradis aux genoux du vieux Guillaume et de son petit-fils, comme à ceux de Pie IX. En tout cas, les marques nombreuses du culte qu'il voue à ces personnages dans ses mémoires sont éclatantes et certainement sincères. Ne va-t-il pas jusqu'à accuser le prince de

1. *Erinnerungen und Denkwürdigkeiten*, p. 392-395. — Voir également Prinz Max von Baden, *Erinnerungen und Dokumente*. Berlin-Leipzig, 1928, p. 69.

2. Heinrich Otto Meisner, *Denkwürdigkeiten des General-Feldmarschals Alfred Grafen von Waldersee*. Berlin-Stuttgart, 1922-1923, t. II, p. 308, 371 ; t. III, p. 200, 218.

Bulow d'avoir commis « un suicide posthume » pour avoir, dans ses mémoires, osé critiquer le règne de Guillaume II, peindre sa personne d'après nature, flétrir sa fuite en Hollande et dévoiler l'incapacité de Bethmann-Hollweg, chancelier favori du dernier des Hohenzollern? Le comte de Hutten-Czapski ne pouvait pourtant pas ignorer que le chancelier Bethmann a lui-même, dans ses *Considérations sur la guerre mondiale*, reconnu son impuissance vis-à-vis d'une Allemagne pangermaniste et adonnée au culte de la force brutale¹.

Je ne dissimulerai pas que les mémoires de l'ancien courtisan prussien, devenu par la suite citoyen polonais, renferment, contrairement à ceux du prince Alexandre de Hohenlohe, du baron d'Eckardstein et du comte de Lerchenfeld, bien des longueurs, bien des passages fatigants pour un lecteur quelque peu impatient. Son goût des petits faits, ses minutieuses expositions des intrigues de cour, ses querelles sur l'étiquette, sur les droits de préséance, ses trop fréquentes mentions des riches déjeuners et dîners qu'il offrit à ses chefs hiérarchiques, à ses nombreux protecteurs et à ceux qu'il appelle ses amis, enfin ses silhouettes des habitués de l'ancien hôtel de Bredow, résidence à Berlin du vieil empereur Guillaume, de la « Bonbonnière », boudoir de l'impératrice Augusta, sont d'un intérêt très inégal. Le comte de Hutten-Czapski n'a pas su enrichir ses mémoires de ces précieuses bagatelles à la Plutarque ou à la Saint-Simon, ainsi que le fait parfois dans les siens le prince Clovis de Hohenlohe, son ancien protecteur.

* * *

On fera les mêmes réflexions en lisant l'exposé disproportionné de près de 250 pages que le courtisan-mémorialiste a consacré aux tâtonnements sans fin, aux tentatives multiples et vaines entrepris par le chancelier de Bethmann-Hollweg, et le gouverneur général de Varsovie, général Beseler, son collaborateur et ami, en vue de créer une Pologne « autonome », mais définitivement rivée à la Prusse.

Le comte Czapski partagea entièrement la manière utopiste de voir de

1. « ... auch Deutschland stand unter dem Banne der alle Welt beherrschenden Macht-ideen. » Th. von Bethmann-Hollweg, *Betrachtungen zum Weltkriege*. Berlin, 1919, t. I, p. 129. — « An den Worten, mit denen ich am 4. August unser Unrecht zugab..., halte ich auch heute fest. » P. 168. — « Der Zusammenhang ist wohl der, dass die Staatskunst in beiden Ländern nicht stark genug oder nicht willens war, die Welt durch eine grosse Tat vor einem Schicksal zu bewahren, das als gewaltiges Unwetter sichtbar am Himmel stand. » P. 191. — « Ich habe... als Sir Edward Goschen wiederholt die belgische Neutralität als den entscheidenden Punkt angab, ungeduldig ausgerufen, im Vergleich zu dem furchtbaren Ereignis eines deutsch-englischen Krieges sei der Neutralitätsvertrag doch ein *Fetzen Papier*, a scrap of paper. Mag das Wort eine Entgeissung gewesen sein, mein Blut kochte ob der wiederholten hypokritischen Betonung der belgischen Neutralität. » P. 180.

Bethmann-Hollweg, qui distinguait nettement entre une Pologne prussienne et une Pologne austro-russe¹. La première allait rester, comme par le passé, province prussienne ; la seconde, par contre, formerait à l'avenir le soi-disant nouveau royaume de Pologne et deviendrait un État confédéré de l'Empire allemand, dans le genre de la Bavière ou du Wurtemberg.

Vouloir opérer la fusion de deux éléments aussi disparates et en décrire les péripéties, c'était fournir aux historiens une nouvelle preuve de l'incapacité du gouvernement allemand et de son chancelier. Si l'auteur des mémoires avait eu cette intention, ce qui est inadmissible, il faut avouer qu'il n'aurait pas été au-dessous de sa tâche. On sait qu'un premier rapprochement germano-polonais eut lieu sous le chancelier de Caprivi. Il fut interrompu par ses successeurs, le prince Clovis et Bulow. Enfin il a été repris, dès son arrivée au pouvoir², et sérieusement développé par Bethmann-Hollweg, le général Beseler et le seigneur de Smogulec. Rattacher la Pologne au système du « Mitteleuropa », la réduire à une véritable vassalité, en se faisant le complice des ambitions germaniques cheminant vers Bagdad, tel était le rôle et le rêve du comte de Hutten-Czapski. Quel contraste entre ce Polonais rallié à la Prusse et le grand historien tchèque Palacky. Celui-ci avait déclaré nettement : « La Bohême, ce n'est pas l'Allemagne ; les Tchèques ne sont pas Allemands. Vous êtes autres que nous. Vos destinées sont d'un côté, les nôtres sont d'un autre³. » Le comte Czapski n'a jamais voulu reconnaître que cette vérité s'appliquait avec la même rigueur à son ancienne patrie, la Pologne. Lui, qui était devenu le confident de Guillaume II et l'approbateur enthousiaste des plans saugrenus du monarque, fut cruellement désenchanté lorsqu'il constata la passivité, voire même l'hostilité manifeste de la grande majorité des Polonais à l'égard du nouveau royaume prusso-polonais, création factice de l'empereur et de son chancelier⁴. Aussi, avec Guillaume II et Bethmann-Hollweg, il en fut réduit à reconnaître la justesse de la parole de

1. « Mir schwebte der Wiederaufbau eines möglichst grossen polnischen Staates vor, der ausser Kongresspolen und Wilna auch Galizien umfassen und an Deutschland dauernd eng angeschlossen sein würde, gleichzeitig eine Aussöhnung zwischen Deutschland und Polen in den preussischen Landesteilen Preussens. » *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. II, p. 277.

2. Dès 1910, le général de Prittwitz und Gaffron posa sa candidature comme futur gouverneur de Pologne. Voir E. Hauviller, *Portraits allemands d'avant-guerre. Le général von Prittwitz und Gaffron*, dans *La vie en Alsace*. Strasbourg, 1936, p. 44.

3. Louis Eisenmann, *Le problème historique de l'Europe centrale*, p. 20, et Émile Bourgeois, *Les nouvelles frontières de l'Europe centrale*, p. 46, 56, dans *Les problèmes de l'Europe centrale*. Paris, Félix Alcan, 1923.

4. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. II, p. 145, 272 et suiv. — « Gott hat uns bisher den Sieg gegeben, und das den Ereignissen um mehr als zwei Jahre vorausseilende Kaiserwort ist heute zur Kaisertat geworden... Aus diesem Grunde halte ich mich für berechtigt, an diesem für die Entwicklung der Zukunft Europas so wichtigen Tage Euer Majestät die feste Hoffnung auszusprechen, dass der neue Staat, im engen Anschluss an Deutschland, uns für alle Zeiten ein treuer Bundesgenosse sein wird. » P. 307.

Wielopolski, chef de l'administration civile en Pologne sous Alexandre II : « On peut travailler pour les Polonais, mais pas avec les Polonais¹. » Le chancelier Bernard de Bulow avait, par contre, considéré la création d'une Pologne autonome ou l'érection d'un royaume polonais comme un projet « insensé », comme « une faute monstrueuse, portant la hache à la racine de l'État prussien ». Aussi parle-t-il sans ménagements du « lamentable fiasco de l'expérience de Bethmann-Hollweg et de ses amis ». Cette manière de voir fut également partagée par le maréchal Hindenburg et le général Ludendorff². Le comte Czapski eut plus d'une occasion de se plaindre de l'attitude hostile de ces deux militaires.

* * *

Ceux qui connaissent dans le détail la jeunesse et l'éducation du comte de Hutten-Czapski, l'anglomanie de son père, Joseph-Napoléon, qui avait pris en Grande-Bretagne le nom de « Mister Chapman », l'humeur voyageuse de sa mère, sont à se demander comment ce jeune Polonais, aux allures plutôt cosmopolites, ce bachelier du lycée Bonaparte de Paris, ce jeune habitué des appartements privés de Pie IX, licencié en droit canon de Rome, cet étudiant de Vienne, reçu dans les salons des archiducs, a pu se transformer, en peu d'années, à tel point qu'on le prendrait pour un Prussien de vieille souche. Pour les théoriciens de l'hérédité psychologique et les partisans de la méthode physiologique de Sainte-Beuve sur les liens du sang et sur les observations des parents et des ancêtres, le développement final du comte Czapski et la filiation de ses idées, son attachement aux Hohenzollern protestants et aux théocrates du Vatican présentent un cas quelque peu déconcertant.

De ses souvenirs de jeunesse, il n'a gardé que ceux qui le rattachaient au Vatican. Dans ce labyrinthe, ce palais sans façade et sans entrée directe, le jeune Czapski goûta les grâces et les bontés de Pie IX. « L'impression que fit sur moi Pie IX était imposante », écrit-il. « Je dus faire effort avant de pouvoir répondre aux questions que m'adressa le grand pontife. C'était le commencement de mes relations avec le Vatican et la Ville Éternelle. Voici soixante ans qu'elles durent. Elles ont exercé une influence sur toute ma vie. » La grande faveur des « petites entrées » que lui accorda celui qu'il appelle encore aujourd'hui « le grand pontife, le Louis XIV de l'Église, un roi-soleil », les paroles que celui-ci lui adressa le 20 septembre 1870 : « *non abbi paura; non praevalerunt; Ecclesia patiens quia aeterna*³! », le touchèrent si profondément qu'il devint à partir de cette heure un serviteur à toute

1. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, p. 314.

2. *Mémoires du prince de Bulow*, t. I, p. 181, 266, 464 et suiv. ; t. II, p. 247 et suiv., 467 ; t. III, p. 24, 67, 236, 243.

3. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. I, p. 9-20.

épreuve de la cause papale, mais entièrement dépourvu de clairvoyance. Ce n'est pas lui qui aurait osé reconnaître les tares du régime pontifical, les « habiletés » du pape rouge, le cardinal Antonelli, « qui laissa un si riche héritage et une si pauvre mémoire », et faire sien le jugement du général de La Moricière, pourtant grand défenseur de Pie IX. Ce vaillant catholique bondissait en parlant des abus de l'administration romaine qu'il avait vus de près et il ajoutait : « On ne fera rien de bon à Rome tant qu'on n'aura pas pendu quatre monsignori aux quatre coins de la ville¹. » Les comtes de Falloux, de Montalembert, de Quatrebarbes, pour ne citer que quelques noms de grands catholiques français, n'étaient pas affligés de la cécité du comte prusso-polonais Czapski et de tant d'ultramontains allemands, rassemblés dans le *Pius-Verein*, dont l'évêque Raess de Strasbourg était le grand chef en Alsace française.

Les voyages annuels et les longs séjours que le comte Hutten-Czapski avait pris l'habitude de faire à Rome, à l'occasion des fêtes de Pâques, en sont une preuve, ainsi que les missions diplomatiques dont il se fit charger par le gouvernement de Berlin et le statthalter d'Alsace-Lorraine. Encore dernièrement, dans sa quatre-vingt-septième année, l'habitué de la cour pontificale se rendit à la cité du Vatican pour s'entretenir avec Pie XI qu'il connut et qu'il admira depuis 1918, alors que Mgr Ratti avait été nommé visiteur apostolique en Pologne avec résidence à Varsovie. Depuis, les relations entre le grand seigneur prusso-polonais et le pape actuel restèrent des meilleures. Et ce n'est pas sans un orgueil légitime que le fidèle serviteur de cinq papes avertit le lecteur qu'il est actuellement le seul survivant des intimes de Pie IX².

Papalin par excellence, le comte Czapski est naturellement partisan du traditionalisme intégral en matière de religion. Il se contente d'un catholicisme inconscient, servile, machinal. De ce fait, il n'a aucun besoin, ni même aucune notion d'activité intellectuelle, telle qu'on la constate parmi les intellectuels catholiques français. Il ignore complètement la puissance philosophique du grand théologien allemand Hermann Schell, pourtant autrement redoutable aux matérialistes que ceux qui se donnent pour les défenseurs attitrés de l'orthodoxie. Pour lui, tout effort de contrôle de la part de l'enseigné doit être sinon condamné, du moins asservi, réprimé, disqualifié. Son jugement faux et simpliste sur un historien de la valeur de F. X. Kraus en dit long. C'est l'écho d'un cri d'alarme poussé par quelque ultramontain ignorant.

Les appréciations peu bienveillantes du comte Czapski sur le cardinal Gustave de Hohenlohe³, élève et ami de Dollinger, adversaire du cardinal

1. Falloux, *Mémoires d'un royaliste*. Paris, 1888, t. I, p. 517, 577 ; t. II, p. 403 et suiv.

2. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. II, p. 479 et suiv. et 540. — Le comte de Hutten-Czapski vient de mourir en 1937.

3. *Ibid.*, t. I, p. 70.

Antonelli et des Jésuites, connu pour son indépendance d'esprit lors du concile du Vatican, n'étonneront personne. L'ami de Franz Liszt, du cardinal Franchi, l'appréciateur de Rosmini, le restaurateur de la Villa d'Este, le médiateur entre le Vatican et Bismarck que fut le cardinal Hohenlohe aurait mérité d'être jugé plus équitablement par le protégé de Clovis de Hohenlohe. Hélas, l'admirateur ébloui et l'adulateur constant du pape-soleil, du « Louis XIV de l'Église », comme il appelle Pie IX, l'emporta sur « l'ami » des princes de Hohenlohe¹. Il n'aurait jamais osé contredire celui qui, au concile du Vatican, se moqua de la tradition de l'Église, invoquée par le cardinal Guidi, en lui répondant trivialement : « *Ma che tradizione, la tradizione sono io* », qui traitait les évêques français de *Chiacchieroni*, d'insupportables bavards et Dupanloup de Judas². Pareille apostrophe et de tels qualificatifs lancés par Sa Sainteté ne sont pas parvenus à ouvrir les yeux à l'ancien petit protégé de Pie IX. Au contraire, il continua de rester en extase devant celui qui, en plein XIX^e siècle, a dit : « Seul j'ai la mission de conduire et de diriger la barque de Pierre, *je suis la voie, la vérité et la vie*. Il faut bien qu'on le sache, afin de ne pas se laisser tromper par la parole de gens qui se disent catholiques³. » Boniface VIII n'aurait pas mieux dit. Les contemporains romains de Pie IX disaient de lui, « le comte Mastai est toujours en adoration devant Pie IX ». Le comte Hutten-Czapski l'est également encore aujourd'hui. Il n'a aucune idée de l'incapacité, de la vanité, de l'infatuation, de l'intransigeance, de l'intolérance, du manque de charité chrétienne du pape-soleil à l'égard de tout adversaire vivant ou mort. L'expérience qu'en firent l'abbé Gratry et les amis et parents du grand leader du catholicisme libéral, Montalembert⁴, loin d'avertir l'ancien courtisan de Pie IX, le confirma dans son culte pour la personne du pape. Aussi quel abîme entre le comte prusso-polonais Hutten-Czapski et le comte français de Montalembert, j'ajouterai et le catholique libéral allemand qu'est Franz Blei. Ce connaisseur éclairé du monde du Vatican et témoin des fausses grandeurs et des misères de la cour papale⁵ a le courage de suivre l'exemple de Montalembert lorsque celui-ci dénonce l'ultramontanisme comme menant directement « à une double idolâtrie du pouvoir spirituel⁶ ».

1. Voir, sur le cardinal de Hohenlohe, F. X. Kraus, *Essays*. Berlin, 1901, t. II, p. 166, 168, 170, 173, et Dr Albert Zacher, *Kardinal Hohenlohe*, dans « *Das Freie Wort* ». Eine Auswahl von Beiträgen. Francfort, 1903, p. 151-157.

2. J. Friedrich, *Geschichte des Vatikanischen Konzils*. Bonn, 1887, t. III, p. 436 et 1114.

3. Quirinus (Döllinger), *Römische Briefe vom Concil*. Munich, 1870, p. 221.

4. *Ibid.*, p. 107, 129, 221, 277 et suiv., 288, et J. Friedrich, *Tagebuch, während des Vatikanischen Concils geführt*. Nördlingen, 1873, 2^e éd., p. 211, 269, 291, 323. — « *Giù, giù* » (descendez !), cria-t-il en pleine église à un prédicateur qui se permit une légère critique (*Ibid.*, p. 417). — Quant au « *surge et ambula* » adressé par Pie IX à un mendiant estropié à Trinità dei Monti, il ne fut pas moins grotesque (p. 387). Sur son infatuation, voir Döllinger, *J. Kleinere Schriften*. Pius IX. Stuttgart, 1890, p. 599 et suiv.

5. Franz Blei, *Menschliche Betrachtungen zur Politik*. Munich, 1916, p. 169.

6. Dans sa lettre émouvante du 28 février 1870, Montalembert écrit qu'il « salue avec la

Son attachement au Vatican devait d'ailleurs devenir fatal au comte Czapski sous le chancelier de Bismarck et contribuer à le rendre suspect aux yeux de son entourage protestant et dans les cercles libéraux. Les uns, comme le comte Waldersee, l'ont considéré comme un vrai jésuite, les autres l'ont pris pour un jésuite de robe courte¹. Cette légende en dit long sur la mentalité de certaines sphères berlinoises. Elle fut d'ailleurs toujours considérée comme dénuée de tout fondement par le prince Clovis de Hohenlohe et surtout par M^{me} Alberta de Puttkamer².

Et pourtant, dans ce Berlin protestant, libéral et antiultramontain, Czapski est arrivé à se faire sa place dans la pénombre. Il a des relations discrètes et choisies, des amitiés puissantes et sûres. Des personnages, qui sont de beaucoup ses aînés, s'en laissent imposer par ce jeune homme aux allures mystiques et que leur propre gravité attire. Les anciennes relations de sa mère avec la reine Augusta de Prusse lui valurent la haute protection de la souveraine. Il conquiert par elle les sympathies du monarque et peu à peu celles des habitués du petit palais impérial, notamment de la « Bonbonnière », appelée irrévérencieusement « Theebüchse ». La « mécanique » des petites réceptions à la Bonbonnière, pour me servir d'un terme employé par Saint-Simon, a été plus fidèlement dépeinte par le comte Waldersee que par le comte Czapski. L'impératrice infirme, presque aphone, les mains tremblantes, est introduite dans un fauteuil à roulettes. Quant aux apparitions du vieux Guillaume, à l'oreille dure, elles ne se font généralement qu'après sa sortie du théâtre³.

Comme les petites entrées au Vatican avaient produit sur lui un vrai coup de foudre et fait de lui un papalin convaincu, ainsi également l'assurance de trouver désormais un tabouret dans la Bonbonnière de l'impératrice, opéra un vrai prodige dans l'âme du jeune Polonais déraciné. Dès lors, il sera, malgré Bismarck, malgré ses adversaires protestants, malgré ses anciens compatriotes polonais, un fidèle sujet et un admirateur sans phrase de la Prusse des Hohenzollern. Il se mettra à son service avec un désintéressement remar-

plus grande admiration » Mgr Dupanloup et l'abbé Gratry, « qui ont eu le courage de se mettre en travers du torrent d'adulation, d'impoture et de servilité où nous risquons d'être engloutis. Grâce à eux, la France catholique ne sera pas restée trop au-dessous de l'Allemagne... » (reproduite par Emil Friedberg, dans *Sammlung der Aktenstücke zum ersten Vaticanischen Concil*. Tübingue, 1872, p. 118-121). — Lorsque, le 13 mars, Pie IX apprit la mort de Montalembert, il crut, devant 300 personnes, y faire allusion et remarqua : « Il (Montalembert) était un catholique libéral, c'est-à-dire qu'il n'était qu'à moitié catholique. » *Ibid.*, p. 109.

1. « Rittmeister Graf Czapski ist ein höchst bedenklicher Mann, nach meiner Ueberzeugung fanatischer Pole und Jesuit, seinerzeit Protégé der Kaiserin Augusta. » *Denkwürdigkeiten des General-Feldmarschalls Alfred Grafen von Waldersee*, bearbeitet und herausgegeben von Heinrich Otto Meisner. Stuttgart-Berlin, 1922, t. II, p. 218, et Schweinitz, *loc. cit.*, t. I, p. 62.

2. *Sechzig Jahre Politik...*, t. I, p. 107, et Alberta von Puttkamer, *Die Aera Manteuffel. Federzeichnungen aus Elsass-Lothringen*. Stuttgart-Leipzig, s. d., p. 50 et suiv.

3. Waldersee-Meisner, *loc. cit.*, t. I, p. 271.

quable, sans pourtant être dépourvu d'ambitions. Défenseur des intérêts prussiens, il restera néanmoins un adversaire convaincu des hobereaux d'au delà de l'Elbe, de leur politique tranchante et arrogante, telle qu'elle était suivie par les Heydebrand, Normann, Oldenburg-Januschau et le comte Westarp. On connaît le rôle que ce dernier joua avant et pendant la Grande Guerre. Partisan d'une guerre à outrance, il demanda l'annexion de la Belgique, celle du bassin de Briey et du département des Vosges. Les bases exorbitantes du traité de Brest-Litowsk furent jugées par lui insuffisantes, alors qu'un homme sensé comme le prince Max de Bade, ami d'Alexandre de Hohenlohe, et même l'ancien chancelier de Bulow avouent tous deux que cette paix fut une faute irréparable et fit un mal énorme à l'Allemagne, dont elle étalait aux yeux du monde entier la brutalité et l'insatiabilité¹.

Lors de l'affaire de Saverne, le comte Westarp s'érigea en défenseur passionné de la soldatesque prussienne et en accusateur public de la population alsacienne, « dont les yeux, dit-il, restent toujours tournés vers la France ». Et pourtant ce scandale militaire fut réprouvé par l'Europe entière et par les Allemands de bon sens, tel le professeur von Calker, le prince Alexandre de Hohenlohe et surtout le prince Max de Bade. Lorsque je le vis peu après à Carlsruhe, il ne me cacha pas son indignation et ajouta : « Tant que l'élément prussien dominera en Alsace, cela marchera mal. » Quelle différence entre lui et Westarp, admirateur enthousiaste du Junker-aventurier von Falkenhayn, alors ministre de la Guerre ! Pour justifier l'armée prussienne et son chef et prototype, Westarp alla jusqu'à prétendre que le terme alsacien et suisse « Wackes » (goujat, voyou) n'avait aucun caractère injurieux. Pendant la guerre et dans ses mémoires, il constate, avec satisfaction, combien le fameux général-gouverneur de l'Alsace Falkenhausen avait raison d'accuser les Alsaciens et les Lorrains d'être restés attachés à la France et de ne reculer devant aucun acte de haute trahison à l'égard de l'Allemagne². Ce témoi-

1. Prinz Max von Baden, *Erinnerungen und Dokumente*. Berlin-Leipzig, 1928, p. 189-191, 204. — C'est par F. X. Kraus, qui fut à Fribourg notre maître commun, que je fis la connaissance du prince Max. Son amitié avec le prince Alexandre de Hohenlohe, qui fut mon chef à Colmar et devint mon ami après sa disgrâce, me rapprocha encore davantage du prince de Bade. — Voir également les *Mémoires du prince de Bulow*, t. III, p. 269.

2. Graf Westarp, *Konservative Politik im letzten Jahrzehnt des Kaiserreiches*. Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft, 1934, t. I, p. 314. — Défenseur intéressé du parti conservateur, dont il était le chef, le comte Westarp manifeste une partialité qui dépasse de beaucoup celle de la plupart des mémorialistes allemands modernes. On s'en rendra facilement compte en lisant les chapitres : « Saverne et l'Alsace-Lorraine », p. 314-325 ; « Kriegsausbruch », p. 406-413 ; « Die nationale Erhebung als konservative Tat », p. 413-414 ; sur l'incapacité des Polonais de former un État et un gouvernement, p. 3, 87-91, etc., etc. — L'entente cordiale entre le centre catholique et les conservateurs en grande majorité protestants, « der schwarz-blaue Block », qui mit fin au régime du chancelier de Bulow est traitée *con amore* par le comte Westarp. Les pages qu'il lui consacre méritent d'être signalées : t. I, p. 86 et suiv., 180, 249, 251, 268, 332, 342 ; t. II, p. 171, et t. III, p. 541.

On se fera une idée du parlementaire à la fois naïf et ingénu que fut le comte Westarp en

gnage, comme celui du général von Prittwitz und Gaffron et de tant d'autres Allemands, vaut son pesant d'or¹. Il prouve que le prétendu germanisme des Alsaciens et des Lorrains, encore prôné par certains historiens d'outre-Rhin, n'est autre chose que ce que les mathématiciens allemands appellent *eine imaginäre Grösse*, une quantité imaginaire. En tout cas, cette hypothèse est loin de faire honneur à sa *Voraussetzungslosigkeit*, autrefois si chère à Mommsen, notamment lors du « cas Spahn ». On voudra se rappeler que la nomination de ce jeune germano-ultramontain à l'Université de Strasbourg avait été faite, de connivence avec le centre prussien, par le Directeur de l'Enseignement, Althoff, en vue de faciliter la propagande germano-ultramontaine en Alsace et d'étendre la domination du Centre prussien dans nos provinces restées récalcitrantes, malgré l'évêque Raess. Spahn junior devint d'ailleurs plus tard un fervent collaborateur des Junkers prussiens.

Le comte de Hutten-Czapski a trop longtemps séjourné à Strasbourg pour partager l'interprétation mensongère donnée pas Westarp du terme de Wackes, et pour faire siennes les revendications pangermanistes des Junkers prussiens. Il a toujours eu en horreur, comme ancien habitué de la « Bonbonnière », les mots et les gestes provocateurs et grossiers. Participer à sa façon aux affaires politiques et diplomatiques était sa plus grande satisfaction, mais il n'entendait nullement agir en cachette, comme le baron de Holstein, son ami.

Réconcilier le Vatican avec Potsdam, résidence réelle de la dynastie, restera toujours le grand, l'unique dessein de sa vie. C'est à sa réalisation qu'il se vouera corps et âme. Et, lorsque la couronne des Hohenzollern aura été engloutie dans la grande débâcle de 1918, le comte de Hutten-Czapski

rappelant sa fameuse interjection au Reichstag à propos de l'affaire de Saverne : « Ja zum Himmelkreuzmillionendonnerwetter, als ich noch Landrat war... » A partir de ce moment, on l'appela « der Himmeldonnerwettergraf ». *Ibid.*, t. I, p. 318.

A vrai dire, le comte Westarp n'est pas mémorialiste, mais apologiste passionné du parti « junker ». Son manque de jugement raisonnable et raisonné fait de lui un pamphlétaire, dont les historiens feront bien de se méfier. Pourtant, il faut reconnaître qu'il est très au courant de la bibliographie mémorialiste et historique de l'Allemagne contemporaine.

1. « Dans mes rapports annuels et dans mes nombreux entretiens avec Sa Majesté », déclara le général von Prittwitz und Gaffron, « je n'ai cessé de répéter : « Sire, même si vous confiez « à un ange du ciel l'administration du « Reichsland », il n'arrivera jamais à gagner les habitants des deux provinces. Avec la manière douce et bureaucratique, vous n'aboutirez à rien. « Dans ce pays, on ne peut employer que les grands moyens, à savoir l'expropriation et l'expulsion des riches. Ces éléments-là, il faut les refouler de l'autre côté des Vosges. Quant aux « petites gens, paysans et ouvriers, il s'agit simplement de les transplanter en Poméranie et « en Prusse orientale et les remplacer ici par de braves colons de chez nous. Naturellement, « il faudra faire appel à nos grands propriétaires terriens pour combler les lacunes par ici et « les inviter à ramener dans ces contrées une grande partie de leur personnel, si docile et si « dévoué à la Couronne. Ce n'est qu'en ayant recours à la colonisation systématique que vous « vous rendrez maître de l'Alsace et de la Lorraine. » E. Hauviller, *Portraits allemands d'avant-guerre. Le général von Prittwitz und Gaffron*, dans *La vie en Alsace*, 1936, p. 71.

offrira discrètement ses services aux différents régimes qui se succéderont à Berlin, sans en excepter la Prusse hitlérienne. En 1936, son idéal politique était une entente germano-polonaise. Il la voyait même réalisée « par les deux hommes que le peuple allemand et le peuple polonais ont reconnu comme leurs *Führer*... Cette entente ouvrira des voies nouvelles à la politique européenne¹ ». Telle était l'ultime profession de foi politique du seigneur de Smogulec, au seuil de sa quatre-vingt-sixième année.

* * *

Il est naturel qu'un personnage politique éprouve, dans les années de recueillement, le désir de léguer à la postérité le souvenir de son rôle et des « grandes » choses auxquelles il fut mêlé de près ou de loin. Comme presque tous les Mémoires, ceux du comte de Hutten-Czapski sont également conçus dans un dessein d'accusation ou de justification qui réduit leur valeur probante. Le propre de leur auteur, c'est d'avoir commencé pareille œuvre dès 1872. Dans le fait de ses notations quotidiennes, nous avons la garantie d'une documentation de première main. Elle fut augmentée et complétée par des notes et des rapports. Il y a encore lieu de le féliciter des précieux moyens d'informations dont il disposait, de sa liaison intime avec les deux premiers statthalters d'Alsace-Lorraine, dont il sut bien vite gagner la confiance. Par sa mère, qui fut une amie de la baronne de Manteuffel, il fit la connaissance du général et, comme attaché à l'ambassade de France à Paris, celle du prince Clovis de Hohenlohe. Il fut un collaborateur, de troisième ordre il est vrai, des deux hommes d'État, comme il le sera du chancelier Bernard de Bulow, son ancien camarade à l'ambassade de Paris, et surtout de Bethmann-Hollweg dans sa politique germano-polonaise. Par ailleurs, ses relations intimes avec l'homme le plus puissant, le plus néfaste du régime de Guillaume II, l'ancien factotum, puis le traître de Bismarck, l'espion du prince Clovis de Hohenlohe, l'âme damnée de Bulow et de Marschall², l'ennemi le

1. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. I, p. 19.

2. Dans ses souvenirs, le prince Alexandre de Hohenlohe a consacré un chapitre des plus instructifs à l'Éminence Grise des Affaires étrangères à Berlin. Voir l'édition allemande : *Aus meinem Leben*. Francfort-sur-Mein, 1925, p. 299-326, surtout les p. 304, 307-310, 325, ainsi que l'édition française de Ed. Dupuydauby, *Souvenirs du prince A. de Hohenlohe*. Paris, Payot, 1928, p. 144-171. — « Quant à Marschall », écrit le prince de Bulow, « il était complètement subjugué par Holstein, qui, avec son acharnement frisant quelquefois la manie, se mit, après la chute du grand chef, à laisser libre carrière à sa russophobie et voulut tout faire autrement que Bismarck, qu'il détestait maintenant qu'il l'avait trahi. » *Mémoires du prince de Bulow*, t. IV, p. 440. — Le comte de Lerchenfeld, à son tour, a brossé un portrait frappant de Holstein : après avoir accepté la triste mission de surveiller son chef, l'ambassadeur d'Annam à Paris, pour être agréable à Bismarck, ce « monomane politique » entra aux Affaires étrangères à Berlin pour en devenir pendant plus de quinze ans le directeur effectif, malgré l'état pathologique de son caractère. Voir Lerchenfeld, *Erinnerungen*..., p. 383-392 et 408, 422 et suiv.

plus farouche de la France, le baron de Holstein, ne sont pas faites pour prouver la perspicacité et l'objectivité, pour ne pas dire davantage, de notre mémorialiste, ni pour nous le rendre sympathique. Selon le chancelier de Bulow, Holstein jouait auprès de Bismarck le rôle que jouait auprès de Richelieu le Père Joseph. A ce propos, Bismarck avait l'habitude de dire : « A corsaire, corsaire et demi », et il ajoutait : « Holstein est un corsaire et parfaitement qualifié pour de sales commissions¹. » Trop fidèle à la devise de la comtesse Colloredo, sa protectrice, « d'avoir un faible pour les forts »², le comte Czapski ne devina qu'après la mort de Holstein une faible partie du mal que cet intrigant avait fait à la cause européenne. Il ne se repentit d'ailleurs nullement d'avoir subi son influence et se félicite d'avoir partagé son erreur avec tant d'autres³. Le comte de Lerchenfeld, puis Hamman et surtout le baron d'Eckardstein ont donné d'autres preuves de leur clairvoyance⁴. Ce dernier aimait mieux démissionner que de contribuer à la politique machiavélique de Holstein et aux velléités de mégalomanie du versatile Guillaume II⁵.

Toutes ces relations si nombreuses, ces multiples occupations comme homme de cour et enfin son métier d'officier qu'il adopta faute de mieux et surtout pour prouver son attachement à la Prusse au temps de Bismarck et du Kulturkampf, firent de lui plutôt un spectateur qu'un acteur. Certes, en entrant dans l'armée et en quittant Berlin et Potsdam, il put regretter de n'avoir plus une aussi bonne place au spectacle. Mais il y gagnait des loisirs pour noter ce qu'il avait vu et ce qu'il allait voir dans les différentes missions dont il fut chargé, alors même qu'il était dans l'armée.

Dans l'introduction qui précède les deux gros volumes de ses *Mémoires* et que nous avons des raisons de croire être les rares pages entièrement rédigées par lui, sans recours à des collaborateurs plus ou moins objectifs, souvent mal inspirés et parfois enclins à faire des retouches malveillantes, le comte Czapski expose ce qu'on pourrait appeler le *leitmotiv* de sa vie de courtisan et de politique. Il faut en prendre connaissance pour se faire une idée approximative de cette publication. Quelle que soit l'importance des interpolations regrettables, des appréciations déplacées et injustes dont le vieillard ne peut pas être toujours rendu responsable, il est certain que ses *Mémoires* seront les bienvenus chez les auteurs qui s'occuperont de l'histoire

1. *Erinnerungen...*, p. 260.

2. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. I, p. 13.

3. « Solange Holstein lebte, habe ich unter seinem gewaltigen Banne gestanden. Ich schäme mich dessen nicht, denn ich habe den Irrtum der verantwortlichen Leiter der deutschen Ausßenpolitik nach Bismarck geteilt. » *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. I, p. 558.

4. Otto Hamman, *Der neue Kurs. Erinnerungen*. Berlin, 1918, p. 55-71.

5. Von Eckardstein, *Lebenserinnerungen und politische Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 143; t. II, p. 412; t. III, p. 129. — Voir, sur la politique perfide de Holstein à l'égard de la Suisse, Gagliardi, *op. cit.*, p. 9, n. 16.

politico-religieuse de l'Europe centrale, de l'Alsace, de la cour de Rome et enfin de la politique prusso-polonaise.

Si le comte Czapski croit pouvoir se donner pour l'historien idéal, sans faveur, sans haine, nul n'est forcé de le croire sur parole. Ses *Mémoires* ne nous cachent nullement ses sentiments ; ils transparaissent assez dans sa préface et prennent parfois des formes agressives, surtout dans les pages rédigées par son aide ultramontain. Dans sa préface, nous le trouvons au naturel, lorsqu'il écrit : « De naissance noble, de nationalité polonaise, sujet prussien, catholique de religion, libéral en matière de politique, jouissant, grâce à ma fortune, d'une indépendance complète, ayant reçu une éducation cosmopolite, aimant à vivre, à m'occuper, à m'instruire et à voyager, ce sont là les éléments constitutifs de ma longue vie, tels qu'ils m'ont été légués par la nature. J'ai traversé de grandes époques historiques. Ma vie ne s'est pas seulement déroulée au tournant de deux siècles, mais de deux mondes différents. Je suis né à l'époque de la réaction et de la faiblesse allemandes, de la dépendance de l'Allemagne des empires d'Autriche et de Russie, du renouvellement de l'Empire napoléonien, à une époque où les cabinets de l'Europe observaient un silence absolu sur la question de la Pologne. Ma jeunesse se passa au moment du relèvement de la Prusse devenue prédominante en Allemagne, du réveil national des peuples de l'Europe, notamment de la Pologne et de l'Italie. J'ai vu l'Empire français au déclin de sa gloire. Je venais de terminer mes classes, lorsque je fus témoin de la déclaration de guerre à la Prusse par le duc de Gramont et Ollivier. J'assistai au moment où la porte de bronze du Vatican se ferma derrière Pie IX, entrant en captivité, et, cinquante-huit ans plus tard, je fus encore présent, lorsque Pie XI, en pleine liberté et en toute indépendance, donna de sa loge extérieure de Saint-Pierre à la population de la Ville Éternelle, rayonnante de joie et de bonheur, la bénédiction de la réconciliation. J'ai vu la fondation et la chute de l'Empire allemand, celle des Habsbourgs et des Romanovs, mais aussi la restauration d'un État polonais indépendant et puissant. Les grands événements de l'année 1870 décidèrent également de mon sort personnel et me menèrent, à peine âgé de vingt ans, à la cour du Vatican et, de ce fait, brusquement, sur la scène de la haute politique. La place privilégiée qui me fut ainsi assignée à une heure historique, j'ai tâché de la conserver depuis, comme spectateur attentif et comme aide modeste des chefs d'État (*Staatenlenker*), dans les salons du grand monde, sur le parquet des cours, dans les bureaux des ministères, dans les couloirs des parlements et sur les champs de bataille. De hautes personnalités, appartenant à des situations et à des genres différents, m'ont accordé leur confiance, sans jamais se laisser influencer ni par les attaques ni par les suspicions auxquelles j'étais en butte... Par ma naissance, je devins propriétaire de grands domaines. Mes inclinations me portaient pourtant vers d'autres champs d'action. Mon désir eût été de devenir médecin (*sic*). Pour des raisons d'utilité et d'aptitude, je fis mes études de

droit... La connaissance du droit m'a toujours été utile dans la vie... Après avoir passé l'examen de référendaire, j'entrai comme officier de l'active dans l'armée prussienne. La carrière militaire m'a, pendant plus de vingt ans, donné pleine satisfaction. J'étais encore officier de l'active lorsque je fus appelé à siéger à la Chambre des Seigneurs. Plus tard, je fus nommé capitaine du château de Posen. Ainsi, je me suis familiarisé avec la vie parlementaire et avec celle de la cour. J'ai pris une part active à l'une et à l'autre, et voué une grande activité à la première... Deux grandes idées ont dominé ma vie et mes ambitions. La première fut de contribuer à une solution satisfaisante des relations de l'Église romaine avec les puissances temporelles... Lorsque le grand homme d'État cessa la lutte, en vue de sauvegarder les intérêts allemands, j'ai collaboré selon mes modestes moyens à l'entente entre l'Église et l'État. Après bien des années, j'ai eu la satisfaction d'être témoin de la réconciliation du pape avec le royaume d'Italie et de voir reconnue la légitimité de l'État pontifical... La seconde tâche de ma vie consista à contribuer à la réconciliation de l'Allemagne avec la Pologne. J'étais convaincu que la logique immanente de l'histoire amènerait un jour la reconstitution de la Pologne, et que l'Allemagne dont j'ai vu l'essor et l'unification y prendrait une part déterminante (*sic*). Pour moi, la suppression de l'empire russe des tsars s'imposait dans l'intérêt de l'Europe ; le lien avec la Russie, ainsi que l'amitié traditionnelle germano-russe devaient être dénoncés. La guerre russo-japonaise me sembla être le moment historique pour terrasser la Russie avec l'aide de l'Angleterre et du Japon, créer dans l'est, désormais libéré, un État polonais indépendant (*sic*), rallié à l'empire allemand, et former ainsi un bastion pour la culture occidentale. Ces conceptions que quelques hommes politiques non prévenus partageaient avec moi, je ne suis pas arrivé à les faire accepter chez les hommes d'État allemands. »

C'est donc bien une Pologne tributaire et confédérée de l'Allemagne que le comte prusso-polonais de Hutten-Czapski entendait ériger et non pas un État vraiment libre et indépendant. Il insiste même sur ce caractère de sujétion, lorsqu'il ajoute :

« Par principe, j'estimais qu'il était du devoir des membres d'une minorité nationale non seulement de défendre leur nationalité, mais de se dépenser pour le salut de l'État collectif dont ils sont devenus les citoyens par la volonté de Dieu... Dès ma jeunesse, je me suis efforcé de donner, par ma manière d'agir, à mes compatriotes de Posnanie, l'exemple d'un citoyen loyal, malgré toutes les attaques et la perte de bien des relations personnelles et précieuses. Je considère comme une des périodes les plus importantes de ma vie, et durant laquelle j'avais endossé le plus de responsabilité, l'époque où le prince de Hohenlohe était chancelier de l'empire. Déjà comme lieutenant, alors que j'étais attaché à l'ambassade de Paris, j'ai su gagner sa confiance par ma franchise et mon dévouement. Le poste que j'occupai plus tard auprès de lui n'avait aucun caractère officiel. On pouvait le comparer à

celui d'un *private secretary*, tel qu'en ont les ministres anglais. En cette qualité, j'ai pris part à la vie politique et personnelle du prince ainsi qu'à son œuvre, et cela depuis que lui fut confiée la plus haute charge de l'empire jusqu'à sa mort. Durant la chancellerie de Bulow, j'ai participé aux affaires politiques, en occupant un poste de confiance auprès de Holstein qui, après la chute de Bismarck, était devenu le vrai directeur de la politique étrangère en Allemagne. Les expériences qu'il m'a été donné d'amasser sous ces deux chanceliers, j'ai pu les utiliser sous leur successeur Bethmann-Hollweg. Bien plus que ses devanciers, il m'a chargé de missions politiques. Dans de nombreuses questions, très importantes, surtout celles relatives à la politique germano-italienne, j'ai été son collaborateur et il m'a été donné d'agir en faveur de sa politique. Mes relations avec Bethmann atteignirent leur point culminant durant la guerre. Je dois à la confiance qu'il eut en moi d'avoir été chargé par lui, en 1914, d'une mission à Sinaïa, d'une autre à Rome en 1915, et enfin d'avoir été appelé au Gouvernement général de Varsovie¹. »

* * *

« Par une ironie délicate de la divine Providence », pour employer une locution chère à un habitué français de la Ville Éternelle, Mgr Duchesne, toutes les missions confiées par Bethmann-Hollweg au seigneur de Smogulec, à Sinaïa, à Rome et en Pologne, aboutirent aussi lamentablement que les nombreuses tentatives faites par le maître de la villa Malta, le prince de Bulow, en vue de gagner l'Italie à la cause de l'Allemagne et de l'Autriche². Il en fut de même des multiples efforts du « brouillon de Buttenhausen », le député du Centre Erzberger³. Tous ces échecs n'empêchent pas le comte de Hutten-Czapski de consacrer tout un chapitre à sa mission italienne et de l'appeler « le couronnement et le centre de ses randonnées diplomatiques durant les hostilités en avril 1915⁴ ». On se demande comment notre mémorialiste, en présence d'un effondrement total de toutes ses missions diplomatiques, de ses nombreuses et trop pénibles déceptions, a pu conserver un

1. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. I, p. xv-xix.

2. *Ibid.*, t. I, p. xix.

3. Benoit XV s'exprima comme suit sur Erzberger : « Pare che questo famoso Erzberger sia molto bravo nel parlamento. Ma come, per Bacco, si mescola nella diplomazia per la quale mi pare non sia adatto a fatto. » *Mémoires de Bulow*, t. II, p. 193. — « Lui non plus, il ne voulait pas croire à la possibilité d'une guerre (avec l'Italie). Passant à Vienne, quelques jours avant l'entrée en guerre de l'Italie, il alla rendre visite à la mère de mon distingué collaborateur de Stockhamern. Il entra en coup de vent dans le salon : « J'ai bien des choses à vous dire de la part de votre fils... Il a contribué à sauver la paix, maintenant tout à fait assurée. » Quand cette dame, vingt-quatre heures plus tard... lut la déclaration de la guerre de l'Italie à l'Autriche, elle écrivit à son fils : « Je reste rêveuse, quand je pense que ce brouillon de Souabe puisse jouer maintenant un rôle important à Berlin. » *Ibid.*, t. III, p. 224.

4. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. II, p. 187.

pareil optimisme et osé critiquer avec sévérité l'aigreur et les rancunes que le prince de Bulow manifesta à l'égard de certains personnages et surtout de Guillaume II¹.

A soixante-dix ans, ainsi qu'il l'assure, lorsque la divine Providence eut rattaché sa terre natale de Posnanie à la Pologne reconstituée, le comte de Hutten-Czapski cessa d'être, le 10 janvier 1920, sujet prussien. Durant cinquante ans, il avait fidèlement servi la Prusse. Désormais, il entendait se vouer à sa nouvelle patrie, la Pologne, sans toutefois renier son passé prussien². Pareil sentiment ne peut que faire honneur au seigneur de Smogulec et personne n'osera lui en faire un reproche.

Tout lecteur de ses *Mémoires* pouvait s'attendre à ce qu'il manifestât les mêmes sentiments de fidélité à l'égard de ses amis d'autrefois. Aussi est-on amèrement déçu en constatant que le comte Czapski, subissant l'influence néfaste de certain de ses collaborateurs, a autorisé l'un d'eux à publier sur F. X. Kraus et Alexandre de Hohenlohe des jugements que l'amitié condamne et que la vérité historique réfute. Un tel fait nuit gravement aux *Mémoires* du comte Czapski dans l'opinion de tout lecteur impartial.

L'ancien courtisan, officier et diplomate, que fut le comte de Hutten-Czapski n'a jamais été présomptueux au point de s'attribuer des compétences qui lui manquaient, de se faire passer pour maître en histoire, en archéologie et en théologie. Il s'est toujours gardé de porter dans le monde des jugements téméraires sur des œuvres d'érudition ou de science³, ou de faire siennes les injustices et les calomnies répandues par quelques prêtres rancuniers sur un savant catholique de la valeur de F. X. Kraus, ami de Mgr Duchesne, accusé, lui aussi, de libéralisme et de rationalisme. Bien au contraire, il entretenait toujours les meilleures relations avec Kraus, ainsi que j'ai pu autrefois en être moi-même témoin à Fribourg-en-Brisgau. Kraus était alors très bien vu par le futur empereur Frédéric, par le grand-duc et la grande-duchesse de Bade, ainsi que par le prince Clovis de Hohenlohe⁴ et le baron de Roggenbach.

Les pages sur Kraus et sur le prince Alexandre de Hohenlohe mettent à nu la mentalité des collaborateurs du comte Czapski. Elles ne sont pas à leur place dans les *Mémoires* d'un homme de cœur. Déjà la table des matières fournit une preuve de l'extrême légèreté avec laquelle les détracteurs procèdent : Kraus y figure comme prélat romain⁵.

Dans le portrait de Kraus tracé par un collaborateur du seigneur de Smogulec, on trouvera tous les stigmates de l'impuissance, de la colère, de l'intolérance, de la haine, de la paresse, de l'orgueil, du mensonge ; bref, on y dé-

1. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, p. 210.

2. *Ibid.*, t. I, p. XIX.

3. *Ibid.*, p. 71.

4. *Ibid.*, p. 125, 200, 217.

5. *Ibid.*, t. II, p. 560.

couvrira tout, sauf un signe de santé intellectuelle ou morale. « Kraus », écrit-il, « était connu pour son libéralisme en matière de questions religieuses, pour ses ouvrages plus renommés pour leur style et l'élégance de leur forme que pour leur valeur archéologique et historique. C'était d'ailleurs une nature compliquée, dévorée par l'ambition et le besoin de jouer un rôle, accessible aux séductions d'ici-bas comme un élégant abbé du XVIII^e siècle ; de plus, il était homme du grand monde et de belles manières... Nous nous étions liés d'amitié, et sa société était pour moi pleine de charme. L'Eglise combattit son modernisme (*sic*) et censura ses hérésies. Historien de Pie IX, les intransigeants le trouvèrent toujours trop libéral (*sic*). Ses relations (*sic*) avec Rosmini, le grand moine et orateur sacré, lui ont fait du tort¹. » Autant d'affirmations, autant de chimères et de contre-vérités. Pas plus que le comte Czapski n'avait les allures libertines d'un courtisan de l'entourage du Régent, pas plus Kraus n'était de ces aimables païens qui vivaient en dehors de l'Eglise et que l'on compare aux abbés du XVIII^e siècle. Je me garderai bien de supposer que le seigneur de Smogulec puisse ignorer le genre de vie des « petits collets », allant à la cour, au bal, à l'Opéra, se masquant, courant les aventures et priant parfois Dieu après le souper.

Quant aux « relations » de Kraus avec Rosmini, mort en 1855, on a quelque peine à se les figurer. Né à Trèves en 1840, l'enfant, pourtant très doué, ignorait à coup sûr l'existence même de Rosmini. La fiction de Kraus « historien de Pie IX » est tout aussi absurde ; elle prouve une fois de plus l'irresponsabilité de l'auteur des *Mémoires*. Le comte de Hutten-Czapski, ancien ami de F. X. Kraus, n'a certainement pas eu les loisirs et encore moins l'intérêt nécessaire pour lire ses nombreux ouvrages². Il s'est sans doute borné à parcourir les deux volumes des délicieux essais, qui ont fait de Kraus un des premiers essayistes d'Allemagne. Contrairement à la plupart des érudits allemands, le soin du style est poussé chez lui à un degré incomparable. Peut-être notre mémorialiste aura-t-il encore feuilleté le *standard work* de Kraus sur Dante. Cela eût d'ailleurs déjà suffi pour le convaincre que le biographe de Dante, de Rosmini, de Vittoria Colonna, de G. B. Rossi, de Gino Capponi, de Don Luigi Bruzza, de Manzoni, d'Antonio Stoppani et enfin de Cavour, n'a jamais été l'historien de Pie IX.

Tout aussi fantastique est le soi-disant modernisme de F. X. Kraus. Certes, il a été un esprit critique, un catholique libéral, antiultramontain, anticurialiste, défenseur du catholicisme religieux, adversaire du cléricisme politique et surtout des Jésuites. Il aimait à citer ce mot de Pascal : « L'Inquisition et la Société sont les deux fléaux de la vérité³. » Descendant des romantiques, il regretta les progrès du réalisme et du vérisme, mais il salua

1. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. I, p. 200.

2. Ils se montent à près de deux cents.

3. *Pensées de Blaise Pascal*. Paris, 1812, t. II, p. 188.

avec une sincère admiration le relèvement scientifique des études théologiques en France, en Allemagne, en Angleterre et en Italie. Il prit la défense d'Albert Loisy, du Père Lagrange et de son compatriote allemand Hermann Schell, mais il n'a pas été moderniste au sens précis du mot¹. Il ne s'est jamais occupé d'une façon intensive, ainsi que le firent les modernistes, d'exégèse biblique ni d'apologétique. Il n'a pas non plus été accusé de « l'agnosticisme », faussement attribué aux modernistes par les inspirateurs de Pie X. De plus, il n'a pas pu être moderniste pour la bonne raison qu'il est mort en 1901 et que l'encyclique de Pie X condamnant les doctrines modernistes ne date que du 8 septembre 1907². Enfin, le seigneur de Smogulec ignore ou feint d'ignorer que le modernisme n'est pas d'origine germanique, mais essentiellement française. Certes, l'Italie et l'Angleterre y prirent une grande part ; des hommes comme Murri et Tyrell furent des partisans convaincus de la nouvelle orientation du mouvement religieux et scientifique. Par contre, l'Allemagne et l'Autriche ne furent que bien modestement représentées par l'abbé Schnitzer, le professeur Wahrmund³ et le toujours louvoyant et opportuniste Mgr Ehrhard. Cet ex-Alsacien sut toujours évoluer à temps. Profitant des circonstances que la « Providence » lui ménagea, il fut et se déclara tour à tour Bavarois à Wurzburg, Autrichien à Vienne, Badois à Fribourg et, enfin, bon Prussien à Bonn. Il couronna son œuvre scientifique et politique en signant, lors de la Grande Guerre, le fameux manifeste des Intellectuels d'outre-Rhin. Ce geste, on le voit, n'a rien de commun avec l'œuvre des grands modernistes français, les Loisy, les Blondel, les Laberthonnière, les Fonsegrive, les Le Roy et tant d'autres⁴.

Rarement mémorialiste a reçu des faits un aussi cruel démenti que le comte de Hutten-Czapski, devenu la victime d'un ou de plusieurs de ses collaborateurs, aussi peu scrupuleux que peu charitables. En employant une comparaison un peu prétentieuse, je dirais qu'il est tombé dans l'erreur de certains peintres d'atelier. Généralement leurs détails sont exacts, par contre leur atmosphère est fautive. Mais voici que, par l'inaptitude de ses aides, le comte-mémorialiste a encore erré dans le détail, en ce qui concerne Kraus, le prince Alexandre de Hohenlohe et autres⁵.

1. E. Hauviller, *Franz Xaver Kraus. Ein Lebensbild aus der Zeit des Reformkatholizismus*. Munich. J. F. Lehmann, 1905, 21^e éd., p. 67-137.

2. *Programm der italienischen Modernisten. Eine Antwort auf die Enzyklika Pascendi dominici gregis*. Jena, 1908, p. 130-204. — Alfred Loisy, *Simple réflexions sur le décret du Saint-Office « Lamentabili sane exiit » et sur l'encyclique « Pascendi dominici gregis »*. Ceffonds (Haute-Marne), chez l'auteur, 1908, p. 140-165, et Paul Sabatier, *Les modernistes*. Paris, 1909 ; sur l'agnosticisme, p. 16, 18, 108, 114 et suiv.

3. Dr. Ludwig Wahrmund, *Katholische Weltanschauung und freie Wissenschaft*. Munich, 1908, p. 33 et suiv. — Alfred Loisy, *op. cit.*, p. 142.

4. Voir, dans *Der Elsässer : Ein grosser Elsässer. Prälat Albert Ehrhard zu seinem 76 Geburtstag* (n° 64, den 17. März 1937), un étonnant éloge de ce prélat, qui réside à Kehl.

5. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. II, p. 72.

Aussi le mémorialiste de Rome et de Potsdam peut être considéré comme le prototype de l'historiographe ultramontain. Défendre à tout prix les intérêts de la papauté, taire ou du moins cacher les tares de la curie romaine, de sa prélature et du monde « bien pensant », mais dauber sur ceux, fussent-ils ses anciens amis, qui ne partagent pas cette manière simpliste de concevoir l'histoire, c'est là le propre du seigneur de Smogulec. Militaire, juriste, courtisan et diplomate de petite envergure, il n'a jamais été à la hauteur de sa tâche, même comme simple spectateur et encore moins comme historien. Enfin, comme écrivain octogénaire, réduit à la merci de collaborateurs anonymes, encore plus ultramontains que lui, si possible, le comte de Hutten-Czapski clôt d'une façon peu brillante la liste des mémorialistes prussiens et pontificaux.

Il a toujours méconnu le devoir essentiel du mémorialiste et du biographe qui est de noter ce qu'il y a de particulier, d'individuel dans les personnages qu'il présente et ainsi de les faire comprendre. Au contraire, il s'approche des hommes d'État et des hommes politiques avec les formules qui ont cours au Vatican et à Potsdam. Il était trop de ces deux maisons pour pouvoir se dégager de l'esprit qui y règne. Sa profession, ainsi qu'on a pu le constater à maintes reprises, fut d'être courtisan. Elle l'occupa au point de l'aveugler et de l'avilir. Il préféra condamner, trahir ses amis, Kraus et Alexandre de Hohenlohe, l'un pour avoir critiqué Rome, l'autre pour avoir osé déplaire à Guillaume II en publiant les mémoires de son père. En vrai inquisiteur, le comte de Hutten-Czapski réprouve le fils d'avoir, dans ses souvenirs, touché, oh, bien discrètement, à une liaison que l'homme d'État bavarois, l'ambassadeur à Berlin, le statthalter d'Alsace-Lorraine, le chancelier de l'Empire, entretint, durant plus de trente ans, avec la baronne Hedemann, dont il eut deux enfants. Le courtisan Czapski crut de son devoir de jeter un voile pudique sur cette défaillance, en la qualifiant de « passagère¹ ». Tout autre fut l'attitude du prince de Bulow, qui s'est plu, au contraire, à priser hautement la galanterie de son ancien patron et à admirer le tact de la princesse de Hohenlohe. Voici ce qu'il en relate : « Peu de temps avant mon arrivée à Schillingsfürst, une petite scène domestique s'y était passée, qui fait bien connaître le caractère du prince et de la princesse. Celle-ci était en voyage depuis quelque temps. Mme de H..., très intime avec le prince, malgré son grand âge, vint le consoler de sa solitude ; ils étaient en conversation intime quand on annonça l'arrivée de la princesse ; Mme de H... voulut s'enfuir ; le prince, sans se départir de son calme accoutumé, lui ordonna de rester ; la princesse entra ; le prince présenta les deux dames l'une à l'autre ; Mme de H... essaya à nouveau de quitter la pièce, mais la princesse lui dit d'un ton aimable : « Ah ! non, ma chère. Qui va à la chasse perd sa place. Clovis est un

1. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. I, p. 232 et suiv. — Alexander von Hohenlohe, *Aus meinem Leben*. Francfort-sur-Mein, 1926, p. 67-70, et Denise Petit, *Ein Blatt der Liebe. Chlodwig Fürst zu Hohenlohe und seine Freundin « Alex »*, Berlin, 1911.

« papillon, quand on le tient il faut le garder. » Le prince avait près de quatre-vingts ans¹. »

Vis-à-vis de son fils Alexandre, la princesse ne tint pas le même langage. On sait qu'elle préféra séjourner sur ses terres si étendues à Werki en Russie et y chasser l'ours, plutôt que de faire salon à Berlin et de recevoir au Palais de la Chancellerie. Elle laissa ces soins à sa fille aînée, la princesse Élisabeth. Dans la petite maison de chasse de Naliboki, la princesse, si peu communicative, sortit un jour de sa réserve et dit à son fils combien de larmes la liaison de son mari avec la baronne lui avait coûté et quelle ombre elle avait jetée sur sa vie. Cette confiance, de l'avis du joyeux célibataire de Smogulew, Alexandre aurait dû l'emporter dans la tombe.

Aussi on comprend que le « prince rouge » et anticlérical que fut Alexandre de Hohenlohe ne mérita aucun ménagement de la part du comte Czapski. C'est à peine s'il parle de ses qualités et de ses mérites. Par contre, il étale, avec une *Schadenfreude* d'ecclésiastique et de célibataire endurci, « l'erreur » que commit Alexandre de Hohenlohe en épousant la princesse italienne Emmanuela, née Tricase-Molitero. Quant à l'auteur responsable, vis-à-vis du public, des *Mémoires* du prince Clovis, l'ex-Polonais l'accable des pires reproches et le traite avec une pitié hautaine qui n'a rien de chevaleresque. Et pourtant, si quelqu'un était au courant des circonstances dans lesquelles furent publiés les *Mémoires*, c'était bien le vieil ami d'Alexandre de Hohenlohe, l'ancien protégé du prince Clovis. Il savait pertinemment que l'ancien chancelier en avait confié la rédaction définitive au président du consistoire M. Curtius et lui avait laissé carte blanche. Aussi, à sa mort, le manuscrit fut-il remis au couple Curtius, qui se mit aussitôt à la tâche. Pour donner une idée de la manière singulière dont M. Curtius l'envisagea, je me contenterai de citer un fait qui en dit long.

Qu'il me soit permis, à ce propos, d'ouvrir une petite parenthèse. Comme directeur des Archives départementales du Haut-Rhin, j'avais alors pour chef hiérarchique le *Bezirkspresident* (préfet), prince Alexandre de Hohenlohe. Ce haut fonctionnaire me traita, pendant des années, plutôt en ami qu'en collaborateur et m'invita fréquemment à prendre le thé ou à déjeuner avec lui dans les beaux appartements de la Préfecture qu'il avait meublés et décorés avec plus de goût et de richesse qu'ils ne l'ont jamais été ni avant ni après lui. Comme d'habitude, son maître d'hôtel, Franz, vint un jour vers onze heures me prévenir que le prince m'attendait pour midi sans faute. A l'heure dite, je me rendis auprès de lui, dans son cabinet de travail. Je l'y trouvais, contrairement à son habitude, très agité, je dirais même irrité. « Veuillez », me dit-il, « avant le déjeuner, lire cette dernière bonne feuille que je viens de recevoir et me dire franchement ce que vous en pensez. Vous savez que Curtius s'est réservé le monopole de lire les épreuves. » Partisan peu critique de tout apaisement politique ou religieux, M. Curtius avait

1. *Mémoires du chancelier prince de Bulow*, t. I, p. 152 et suiv.

jugé à propos de clore les *Mémoires* du prince Clovis par une lettre de la princesse Élise de Salm-Horstmar, sœur cadette du chancelier. Dans cette lettre, la princesse, élevée, contrairement à ses frères, dans la religion protestante, mais convertie plus tard au catholicisme, avait cru devoir réhabiliter son frère aux yeux de Rome. Pour arriver à cette bonne fin, la pieuse princesse n'avait pas hésité dans le choix des moyens. Elle avait honoré M. Curtius, chargé par son frère de la publication des *Mémoires*, d'une lettre très suggestive. Dans cette pièce, elle l'assurait qu'elle avait eu un jour un long entretien avec son frère Clovis, au cours duquel l'ancien chancelier et ministre de Bavière s'était complètement rétracté et avait désavoué son passé politique, notamment l'attitude prise par lui, comme ministre de Bavière et ami de Döllinger, lors du concile du Vatican. Après avoir pris connaissance de cette singulière postface, je dis au prince : « Je comprends fort bien que, dans son zèle de néophyte, et peut-être invitée par son directeur spirituel, votre tante ait cru devoir agir tel qu'elle vient de le faire. Mais ce que je comprends moins, c'est que le président du Consistoire, Curtius, n'ait pas hésité à fait commettre au prince, votre père, un suicide posthume. » « C'est ce qui me révolte également », répliqua le prince Alexandre. « Mais, avant de télégraphier à l'éditeur, je tenais à avoir votre avis. Pour Curtius, la lettre de ma tante, sujette à toutes sortes de visions, pour ne pas dire davantage, est parole d'Évangile. Peut-être voulait-il aussi être très malin et prendre bonne posture dans certains milieux politiques. De toute façon, je m'oppose à la publication de cette lettre, inspirée ou dictée par quelque jésuite. »

J'ignore si notre mémorialiste a eu connaissance de l'existence de la lettre de la princesse Élise, « sœur cadette si chère au prince Clovis »¹, mais ce que je crois pouvoir assurer, c'est qu'il en aurait, en grand ami du Vatican, hautement approuvé la publication.

Trahi par des déformations, pas toujours inconscientes, des altérations sensibles, des appréciations dépourvues de bienveillance et de justice à l'égard de tout adversaire de Rome ou de Potsdam, il se serait encore élevé en inquisiteur contre Alexandre de Hohenlohe, s'il avait été informé de l'attitude prise par ce dernier à l'égard de la fameuse lettre.

L'inconscience sénile du mémorialiste de Smogulec apparaît clairement quand on voit figurer en tête de l'Introduction du tome premier des *Mémoires*, ce dicton allemand, plus que déplacé :

« Niemandem zu liebe,
Niemandem zu leide,
Der Wahrheit zur Ehre² ! »

Ernest HAUVILLER.

1. *Sechzig Jahre Politik und Gesellschaft*, t. I, p. 390.

2. *Ibid.*, p. xv.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

Hommes d'État, paraissant sous la direction de A.-B. DUFF et F. GALT.
Paris, Desclée de Brouwer, 1936-1937. 3 vol. in-8° de 623 pages, 6 planches ;
598 pages, 6 planches ; 723 pages, 6 planches. Prix de chaque volume :
60 fr.

Sur le modèle des *Menschen die Geschichte machten* de la librairie Seidel (1933), mais dans un cadre bien plus large, les éditeurs ont demandé à leurs collaborateurs dix-huit études, à base biographique, « sur la pensée, la technique et les réalisations politiques » de personnalités éminentes, allant de Philippe de Macédoine à Disraeli. Naturellement, chacune de ces notices vaut ce que vaut l'auteur. Dire que le *Philippe* est de M. Victor CHAPOT, le *Sylla* de M. Léon HOMO, le *Constantin* de M. J.-R. PALANQUE, voilà de quoi inspirer confiance aux lecteurs du tome I^{er}, qui s'arrête à Nicéphore Phocas. Les 100 pages sur Philippe, par exemple, paraissent au profane un modèle de haute vulgarisation critique. Au tome II, de *Frédéric II* à *Philippe II*, l'attention se portera, en dehors de la copieuse étude consacrée par M. DUFF à l'empereur sicilien, sur le *Saint Louis* de M. OLIVIER-MARTIN, exposé élégant et nuancé de la royauté française et chrétienne telle que Louis IX l'a conçue et telle qu'elle est restée dans l'imagination des temps ultérieurs. Il est superflu de dire avec quelle compétence M. CALMETTE a traité *Louis XI*, à propos duquel sont discutées les questions controversées. Le *Laurent* de M. Aug. RENAUDET est une délicate peinture des tyrannies italiennes, de la vie florentine, de l'avènement des Médicis, du triomphe des *Palleschi*, un vrai morceau d'histoire dont le Magnifique apparaît comme le résumé et le symbole.

Le tome III s'ouvre par la *Catherine* de M. MILIOUKOV. On y lira avec profit le *Cavour* de M. Georges BOURGIN, où la place est faite à chacune des caractéristiques et des actions du grand Piémontais, considéré comme « un moment de l'histoire de la bourgeoisie moderne : monarchie parlementaire, libre-échangeisme », indépendance envers Rome. De *Thiers*, le fin esprit qu'est M. A. DUPRONT, rompu à l'analyse psychologique par d'autres besognes, a tracé une esquisse où figurent le bien et le mal : « un parvenu, mauvais serviteur, dit-on, de toutes les dynasties qui le nourrissent. Justement, et c'est là sa gloire. » Il souligne malicieusement « cette harmonie entre le vouloir-vivre d'un homme et le triomphe d'un régime ». Biographie d'une saveur très méditerranéenne sur ce Méridional pur sang. Et que de formules d'un véritable historien comme celle-ci, à propos de Thiers en juin 48 : « Et le voilà, chaque fois que Paris remue, toujours résolu à sortir pour mener le siège. » Cela n'empêche pas M. Dupront de dresser équitablement en pied, le 15 juillet 1870, ce « petit vieillard grandi de tous les malheurs proches de la patrie ». Peu de lecteurs, je le crains, auront l'idée d'aller demander à ces pages le secret de « Mon-

sieur Thiers » ; ils auront tort. « La grandeur de M. Thiers », conclut notre auteur, « est justement, quoiqu'il ait, comme d'autres, rêvé d'uniformes, d'avoir défini par la redingote la première magistrature de la République bourgeoise. »

En revoyant ces trois volumes, on se prend à critiquer le choix de ces « hommes d'État, vrais ou faux », comme dit la préface. Pourquoi Philippe et pas Alexandre, dont l'épopée orientale a laissé une telle trace dans l'humanité? Sylla, et pas le grand César? Le Philippe II de M. ALTAMIRA, très bien ; mais on cherche en vain Charles-Quint, ô Titien ! *Michel de l'Hôpital*, de M. ANCHEL, et alors où est Catherine de Médicis? Et Richelieu? Où est Pierre I^{er}? Et Napoléon, qui fut tout de même un homme d'État? Pourquoi, à côté de Cavour, ne trouvons-nous pas Bismarck?

On répondra : il eût fallu six, dix volumes. — Reconnaissons que chacune de ces études est munie d'une sagace bibliographie et que le tout se termine par une « postface » de M. Lucien FEBVRE : *L'homme d'État ; ce qu'il est et ce qu'il n'est point*. Vigoureuse suite de réflexions, non dépourvues d'une haute ironie, sur le problème du « personnage » en histoire : « *Persona*, masque de théâtre ; il y a dans le mot de *personnage* je ne sais quoi de théâtral, en effet, de pompeux et d'apprêté ; un apprêt de coulisses, à quoi répond naturellement un apprêt d'histoire académique. » Et, comme le rôle du personnage est de plus en plus affaibli, dilué, dans nos sociétés modernes, comme le chef, grand ministre, *Duce* ou *Führer*, est en réalité « le président d'un comité d'acteurs divergents, dont il synchronise les volontés et dégage les intentions communes... », il est bon que l'histoire nous montre que, depuis tant de siècles, l'action du chef, c'est en réalité l'action de ses troupes ». Faut-il donc, à l'entrée — ou à la sortie — de cette galerie de dix-huit « hommes d'État », écrire cette parole : Il n'y a pas d'hommes d'État?

Henri HAUSER.

Paul CLOCHÉ. *Démosthène et la fin de la démocratie athénienne*, Paris, Payot (Bibliothèque historique), 1937. 334 pages et 1 carte. Prix : 36 fr.

Après avoir, il y a trois ans, étudié la politique extérieure d'Athènes depuis la fin de la guerre du Péloponnèse jusqu'à Chéronée, M. Cloché traite de Démosthène. Les deux sujets sont voisins. Assurément, le premier discours politique de Démosthène est postérieur de cinquante ans à la fin de la guerre du Péloponnèse et, pendant plusieurs années encore après ce début à la Pnyx, l'orateur est loin de jouer à Athènes un rôle dirigeant. Mais M. Cloché a bien dû consacrer son chapitre 1^{er} à l'examen du « milieu athénien au temps des débuts politiques de Démosthène » et toute la substance de ce chapitre se trouvait dans son précédent livre. Surtout, au moins à partir de 346, où est conclue la paix de Philocrate, jusqu'en 338, où se livre la bataille de Chéronée, c'est-à-dire pendant une période capitale de l'histoire d'Athènes, la coïncidence est nécessairement à peu près absolue : entre ces deux dates, en effet, tous les dits, faits et gestes connus de Démosthène ont leur répercussion, le plus souvent déterminante, sur la politique extérieure de sa patrie, et c'est pour tout ce qui concerne cette politique que se passionne l'orateur. On retrouve donc dans ce livre un exposé des ambassades de 346, des tentatives de rapprochement faites par Philippe après la paix de Philocrate, des efforts de

Démosthène pour renforcer intérieurement et extérieurement la situation d'Athènes avant la réouverture des hostilités en 340, enfin de la guerre qui aboutit à la défaite d'Athènes et de ses alliés.

Toutefois, la vie de Démosthène ne se termine pas en 338, pas plus que son influence sur la politique athénienne. Jusqu'à sa mort, en 322, une matière nouvelle s'offrait à M. Cloché. Elle est, malheureusement, moins importante en soi, car le drame de l'histoire d'Athènes est maintenant joué et le sursaut même de la guerre lamiaque apparaît dès le début sans espoir. Elle est aussi beaucoup moins bien connue, car les sources oratoires sont infiniment moins nombreuses. Si les discours sur la Couronne d'Eschine et de Démosthène datent seulement de 330, ils portent l'un et l'autre essentiellement sur des faits antérieurs à 338 : il est, au vrai, quelque peu surprenant que M. Cloché ait placé le récit, tiré de la page fameuse de Démosthène, de ce qui se passa à Athènes à la nouvelle de la prise d'Élée, au milieu (p. 239 et 258) du chapitre consacré au « procès de la Couronne » et non pas là où chacun s'attendrait à le lire, dans le chapitre qui traite de la guerre de 340-338 (la n. 2 de la p. 192 se borne à renvoyer plus loin). Il reste, pourtant, un gros morceau entièrement nouveau : l'affaire d'Harpale, sur quoi renseignent les deux discours accusateurs de Dinarque et d'Hypéride. L'important est, d'ailleurs, que la matière soit présentée sous un angle différent dans chacun des deux livres. Et c'est incontestablement le cas : il s'agit bien ici de Démosthène, de ses idées et de son œuvre ; la politique d'Athènes n'est abordée que dans la mesure — fatalement très large, si bien que le livre a pu mériter son sous-titre : « La fin de la démocratie athénienne » — où elle conditionne la politique de Démosthène et où elle est conditionnée par elle.

Si le but poursuivi est autre, la méthode de travail et d'exposition n'a pas varié. Les discours sont analysés pas à pas, à l'aide de citations nombreuses. Cela ne va pas sans quelques longueurs, car la concision n'a jamais été le propre des orateurs politiques ; avec son allure d'histoire « parlementaire » — car le tribunal de l'héliée ne diffère guère de l'*ekklèsia* —, le livre fait parfois songer à telle histoire de Vaubelle ou de Taxile Delord. Mais les résultats obtenus sont souvent fort heureux et toujours intéressants. On ne saurait nier, en effet, ni que les discours constituent la source principale et même, à l'occasion, les événements principaux de toute cette histoire, ni qu'ils n'ont pas été jusqu'ici scrutés et exploités par les historiens autant qu'ils eussent pu l'être. M. Cloché, d'ailleurs, n'en épuise certainement pas l'intérêt et laisse encore à glaner derrière lui ; à tout le moins certaines de ses argumentations sont susceptibles d'être, selon les cas, renforcées ou contestées. Le constater n'est pas le lui reprocher : comment pourrait-il en être autrement, lorsqu'on s'appuie sur une documentation aussi abondante, aussi riche en détails précieux, mais en même temps aussi contradictoire, aussi suspecte, aussi profondément influencée par des préoccupations partiales ?

C'est ainsi, par exemple, que Démosthène possède et défend, selon M. Cloché, dès le début de sa vie politique des idées arrêtées, organisées en un programme qui est, en dernière analyse, celui-là même pour lequel il combattra avec acharnement au moins jusqu'à Chéronée ; loin, notamment, de faire de lui un suivant d'Euboulos et un partisan de la paix par crainte des dépenses et des charges militaires, M. Cloché (p. 44) relève avec raison dans le premier discours prononcé à la Pnyx (sur les *Symmories* : automne 354) des indications formelles montrant que l'hosti-

lité alors manifestée par l'orateur aux impôts de guerre est seulement affaire d'opportunité. Or, il se trouve que, sur cette période des débuts de Démosthène, deux interprétations contradictoires, dont la confrontation s'impose avec celle-ci, seront prochainement, sauf erreur, l'objet d'exposés détaillés¹. L'une (R. Cohen), qui prend exactement le contre-pied de la conception qu'a présentée M. Cloché, insistera sur les contradictions indiscutables qui se rencontrent dans les premiers discours politiques de Démosthène, qualifiera de « truismes » les appels, assurément assez faciles, vainement lancés par l'orateur au courage fiscal et à l'énergie guerrière de ses compatriotes, montrera tout ce que son action, avant la paix de 346, a d'incertain et de flottant, pour conclure que, seule, cette paix, et seulement après sa conclusion, lui a révélé la voie définitive à suivre, celle de la lutte contre la Macédoine. L'autre (P. Orsini), au contraire, est propre à compléter l'argumentation de M. Cloché. Elle attirera l'attention sur les « plaidoyers politiques », surtout le *contre Androtion* et le *contre Leptine*, parfois négligés parce que discours de « logographe » ; mais, par les exemples et les lieux communs mêmes que l'orateur choisit, inconsciemment peut-être, et qu'il développe, ces plaidoyers révèlent quelles préoccupations s'imposaient à son esprit dès 355, par conséquent avant la première « harangue ». On y constate que, déjà, Démosthène aperçoit et juge bon de signaler les manœuvres corruptrices et les empiétements de Philippe de Macédoine, qu'il nomme le roi du Bosphore, Leucon, au premier rang des étrangers qu'Athènes a intérêt à ne pas s'aliéner, qu'il insiste sur l'importance que présente pour Athènes sa force maritime, qu'il n'hésite même pas à opposer les dépenses « chorégiques », c'est-à-dire théâtrales, aux dépenses d'armement : autant de thèmes qu'il ne se fera pas faute de reprendre ni d'orchestrer magnifiquement par la suite ; leur présence dans le *c. Androtion* et le *c. Leptine* prouve chez celui qui, quelques mois plus tard, va commencer à participer aux débats de l'*ekklesia*, non seulement une information sérieuse, mais aussi une réflexion qui est parvenue dès cette date à des conclusions fermes. Le lieu n'est point, ici, d'examiner de plus près ces conceptions opposées ou complémentaires. Il importe seulement de constater que chacune d'elles peut invoquer en sa faveur des textes qui, isolés, paraissent décisifs et qui appelleraient, pour qu'un choix fût possible, un long et minutieux travail d'exégèse, d'analyse et de confrontation : c'est ce travail que préparent, que commencent même à accomplir des études contradictoires de ce genre, dont l'intérêt est évident, même si elles demeurent incomplètes ou contestables. — Et ce qui vient d'être dit, à titre d'exemple, des débuts de Démosthène pourrait s'appliquer *mutatis mutandis* à tous les épisodes de sa vie.

M. Cloché n'appartient pas à l'école historique qui borne son ambition à établir comment les faits se sont produits et pourquoi ils ont été tels. S'il ne cède pas à la mode, qui fait tant de ravages en histoire ancienne, surtout à propos de la lutte entre Démosthène et Philippe, des rapprochements clairement suggérés, sinon formellement exprimés, entre le passé et le présent, il entend du moins juger les hommes et ne dissimule pas son opinion sur leur valeur morale comme sur leur valeur politique. Puisque jugements il y a, il convient de signaler que ceux de

1. On peut lire dès maintenant un résumé, d'ailleurs très sommaire, de l'une et de l'autre dans le *Bull. de l'Univ. et de l'Acad. de Toulouse* ou dans le *Bull. de la Soc. toul. d'études class.*, aux dates de mars et mai 1938.

M. Cloché échappent, cette fois, aux réserves que m'avaient paru appeler (cf. *Rev. hist.*, t. CLXXV, 1935, p. 572-573) les jugements présentés par lui sur les mêmes hommes dans son précédent livre. D'indispensables nuances ont été introduites. Eschine n'est plus systématiquement décrié. Si les conclusions partielles et la conclusion générale demeurent favorables à Démosthène, ce n'est pas sans avoir reconnu sa partialité, ses exagérations, ses injustices, ses roueries d'avocat et, sinon ses erreurs, du moins ses faiblesses. M. Cloché ne songe pas à nier, par exemple, que Démosthène a reçu des subsides perses pour susciter une révolte contre Alexandre (p. 212-213), ni « qu'il a disposé, sous une forme ou sous une autre, d'une partie des sommes apportées en Attique » par Harpale (p. 292-293). Pourtant, il ne consent pas encore à admettre que, de ces sommes irrégulièrement reçues, l'orateur ait pu détourner à son profit la moindre part. Pour l'argent d'Harpale en particulier, il se rallie (p. 296 et suiv.) à l'essentiel de l'explication proposée par G. Colin (*Rev. Ét. gr.*, 1925 et 1926 ; *Le discours d'Hypéride*...), selon qui Démosthène aurait utilisé les vingt talents dont l'absence lui était reprochée à des préparatifs militaires ou diplomatiques secrets. Mais on n'a pas l'impression que, sur cette position de repli, les admirateurs de Démosthène soient disposés à offrir une très longue ni très vigoureuse résistance. Combien plus simplement et plus humainement vraisemblable est l'hypothèse d'un Démosthène susceptible de défaillances ! Maîtres ou non de l'art oratoire, les Grecs de l'Antiquité ne doivent certes pas, pour tout ce qui touche aux affaires d'argent, être jugés selon les normes de la morale moderne : les plus clairvoyants ou les plus sincères d'entre eux, tel Polybe (XVIII, 34, 7)¹, sont les premiers à témoigner du caractère presque normal de la corruption dans leur pays.

Quant aux jugements de valeur en matière politique, les historiens ont la facilité, dont ils usent habituellement, de les porter *post eventum*, ce qui leur permet d'adopter pour étalon le succès ou l'échec. Mais nombreux sont ceux pour qui, précisément, le cas de Démosthène est une occasion d'apercevoir ce que le procédé a d'arbitraire. Ils se rabattent alors sur des remarques qui méritent, en effet, d'être faites et que ne néglige pas M. Cloché. D'une part, ils insistent sur le retard et l'imperfection des mesures financières et militaires prises par les Athéniens à la demande, si longtemps vaine, de Démosthène : que fût-il advenu si, chef unique d'Athènes comme son adversaire l'était de la Macédoine, l'orateur avait pu prendre et appliquer sur l'heure les décisions qu'il préconisait ? D'autre part, ils estiment que sa politique, dont ils se plaisent à laisser entendre qu'elle faillit donner la victoire à Athènes, était alors la seule possible pour celle-ci, si elle ne voulait pas capituler sans combattre. Mais, à dire le vrai, des raisonnements de ce genre sont fort peu convaincants. Si l'histoire apporte un enseignement, c'est celui de l'infinie complexité des situations politiques et de l'impossibilité où se trouve l'historien de les reconstituer avec assez de précision pour se sentir autorisé à distribuer équitablement louange ou blâme.

1. Renvoyant à Polybe, p. 201, n. 1, et p. 323, M. Cloché le fait d'après une édition certainement désuète : il y a longtemps, en effet, que les dix-sept chapitres que les vieux éditeurs attribuaient au livre XVII ont été justement reconnus comme les dix-sept premiers chapitres du livre XVIII. Ici et plus loin, mes références à Polybe renvoient à l'édition Büttner-Wobst. — Il serait, de même, nécessaire que M. Cloché donnât les numéros non plus de la deuxième, mais de la troisième édition de la *Sylloge inscriptionum graecarum*.

En l'espèce, il me semble importer aussi de relever qu'Athènes n'était pas toute la Grèce. En une page très remarquable bien qu'assez peu connue, à laquelle M. Cloché ne se réfère (p. 201, n. 1) que très incidemment et non pas pour ce qu'elle contient d'essentiel, Polybe (XVIII, 14) nous donne le son de cloche des non-Athéniens. C'est à tort, affirme-t-il, que Démosthène qualifiait de traîtres à la Grèce les Péloponnésiens — d'autres aussi, mais c'est à eux que s'intéresse surtout Polybe, lui-même péloponnésien — qui refusaient de prendre aux côtés d'Athènes les armes contre Philippe ; grâce à celui-ci et à son action dans la presqu'île, ces prétendus traîtres, « après avoir abaissé les Lacédémoniens, permirent à tous ceux qui habitent le Péloponnèse de respirer et de parvenir à concevoir ce qu'est la liberté » (14, 6) ; c'est Démosthène, ajoute-t-il, qui, « en mesurant toutes choses d'après l'intérêt de sa patrie et en estimant que tous les Hellènes devaient avoir les yeux tournés vers les Athéniens, faute de quoi il les appelait traîtres, c'est lui qui s'est trompé et écarté gravement de la vérité » (14, 11). Le jugement ainsi porté est d'autant plus précieux que Polybe écrivait deux siècles après ces événements, qu'il en avait connu et apprécié les conséquences, c'est-à-dire l'établissement de la domination macédonienne sur la Grèce tout entière, enfin qu'il détestait cette domination. Aussi serait-il facile, à l'aide de ce texte, de répondre aux remarques, d'ailleurs bien fluctuantes, que M. Cloché présente (p. 312 et suiv.) au sujet de l'unité de la Grèce et de ses rapports avec la lutte entre Démosthène et Philippe. En réalité, ce que Démosthène cherchait à sauvegarder, c'était la grandeur, la puissance, la richesse et, pour tout dire, l'impérialisme tant politique qu'économique d'Athènes : toutes choses que sa qualité d'Athénien lui donnait le droit, lui imposait même le devoir de défendre. Mais, par l'exemple des Confédérations maritimes du ^ve comme du ^{iv}e siècle, les autres Grecs ne pouvaient pas ignorer ce que signifiaient pour eux le maintien et le développement de la puissance athénienne. Pourquoi des historiens modernes, aveuglés par l'éclat d'une civilisation qui est, d'ailleurs, bien loin de posséder encore, dans cette deuxième moitié du ^{iv}e siècle, les qualités qui l'avaient rendue incomparable cent ans auparavant, feindraient-ils aujourd'hui de l'ignorer¹?

André AYMAR.

1. Quelques remarques, d'ordre matériel, peuvent avoir leur utilité : M. Cloché, comme dans son précédent livre, place Méthone en Thrace (p. 11) ; je continue à penser que l'expression est abusive. — Il est impossible d'affirmer qu'à Olympie Nikanor donna lecture d'un ordre d'Alexandre concernant l'octroi des honneurs divins : il y a là, sans doute, un lapsus comparable à celui de H. Berve (cf. *Rev. Ét. anc.*, 1937, p. 26, n. 4). — Mieux vaudrait éviter d'appeler l'Aréopage « la Boulè » tout court, comme il est fait p. 282 et 292 ; la formule de la p. 280 est très préférable. — Pourquoi ne donner pour ainsi dire jamais, en note, le nom, accompagné des références bibliographiques utiles, de ceux dont l'opinion est combattue ? Il n'y a aucune raison de réserver ces mentions à ceux dont on adopte les conclusions. — La fantaisie qui préside à l'orthographe des noms et mots d'origine grecque est indéfendable. Pas plus que *Clisthènes* dans certains manuels, je ne puis admettre *Démosthènes*. L'accent grave se comprend sur *héliée*, *clérrouque*, *Hègèsippos* ; mais son absence, dès lors, est inadmissible sur *héliaste*, *synégore* et surtout « *synégoros* » (p. 223), *triérarchie* et *triérarque* (sauf p. 206, l. 4 des notes, et p. 225), *Thérippidès*, *Ctésiphon*, etc. Si l'accent circonflexe marque l'oméga dans *théoricon*, *Apollodôros*, *Onétôr*, *Diodôros*, que ne le rencontre-t-on dans *hiéronnémon*, *béotarque*, *Aristophon*, *Démophon*, etc. ? Même observation pour le *k* de *Nikaia*, *Kerseleptès*, *Derkylos*, en face du *c* de *Céos*, *Cytinion*, *Lycinos*, etc. Que dire d'*Iphicratès*, *Timo-*

A. ALFÖLDI. A festival of Isis in Rome under the christian emperors of the IVth century. (*Dissertationes Pannonicae*, sér. II, fasc. 7.) Budapest, Institute of Numismatics and Archeology of the Pázmány-University, 1937. In-4°, 95 pages, 18 planches.

Un article récent de M. J. Maurice (*Les Pharaons romains, Byzantion*, t. XII, 1937, p. 81) soulignait l'intérêt des petites pièces figurant les divinités égyptiennes, qui ont été frappées de Dioclétien à Théodose. Le savant numismate les mettait en relation avec le pèlerinage au Serapeum d'Alexandrie et pensait qu'elles s'arrêtent lors de la destruction du temple ; mais il exprimait le souhait qu'on refît « une étude d'ensemble de toutes ces petites pièces ».

C'est une étude d'ensemble que, vers le même moment où M. Maurice s'exprimait ainsi, a publiée M. Alföldi. Elle est le développement d'une communication présentée à Londres, en 1936, au Congrès international de numismatique.

M. Alföldi a composé un catalogue très riche de ces pièces singulières ; il observe, d'ailleurs, que ce catalogue pourra à l'avenir s'allonger encore. Mais dès maintenant l'étude s'appuie sur une base très solide.

L'opinion de O. Voetter, selon qui ces monnaies furent frappées à Rome, non pas à Alexandrie, est confirmée par M. Alföldi de manière indubitable. Cet auteur prouve aussi qu'il faut distinguer deux séries : l'une portant au droit l'effigie des empereurs de Dioclétien à Gratien, l'autre remplaçant cette effigie par celle de Sérapis ou d'Isis ou des deux ensemble. La deuxième série prend la suite de la précédente, de 380 à 395. L'histoire de cette frappe est étudiée minutieusement ; les observations sont très instructives, ainsi l'étonnante abondance de la frappe au temps de Jovien, confirmant la politique de tolérance du prince. De la première série l'effigie de Théodose est absente.

Le seul examen de ces pièces atteste déjà quelle révolution s'est produite précisément entre 379 et 380. M. Alföldi a retracé à nouveau les grands traits de la politique des empereurs chrétiens à l'égard du paganisme ; son récit, nourri d'une connaissance parfaite des monuments et des textes, fait très bien comprendre les hésitations des empereurs, la réaction des nobles païens de Rome. C'est en janvier 379 que la politique tolérante fut condamnée définitivement : au 1^{er} janvier, Ausone donnait encore à Gratien le titre de *pontifex* ; mais, à son avènement, Théodose, le 19 janvier 379, évitait de le revêtir. La dernière émission des petites pièces avec le buste impérial est celle de janvier 379.

Notons en passant comme, au cours de son exposé, M. Alföldi résout les difficul-

thés, Callistratos, quand on trouve *Aristodème, Critobule, Aristobule* et une fois *Issos* (p. 220) pour quatre fois *Issus* (p. 218, 219, 247, 266) ? Ces remarques, et bien d'autres du même genre, pourraient être indéfiniment prolongées. De toute évidence, il faut adopter en cette matière des principes aussi simples que possible et s'y tenir. — Fautes d'impression : p. 19, l. 21 et 22 ; p. 22, l. 23 ; p. 29, l. 1 ; p. 65, l. 4 ; p. 66, l. 18 ; p. 76, l. 2 ; p. 77, l. 2 ; p. 103, l. 15 ; p. 105, l. 10 ; p. 112, l. 27 ; p. 113, l. 2 des notes ; p. 125, l. 2 des notes ; p. 127, l. 26 ; p. 141, l. 25 ; p. 143, l. 7 ; p. 148, l. 13 ; p. 200, l. 1 des notes ; p. 207, l. 19 ; p. 226, l. 29 ; p. 245, l. 1 des notes ; p. 264, l. 25 ; p. 266, l. 2 ; p. 273, l. 14 ; p. 276, l. 4 des notes (lire 281 au lieu de 304) ; p. 282, l. 4 ; p. 299, l. 5 ; p. 320, l. 35 ; p. 321, l. 12 ; p. 323, l. 6 ; p. 331, col. 1, l. 11 et l. 55 ; p. 333, col. 2, l. 3, l. 17 et l. 38.

tés qu'ont paru soulever les textes concernant l'autel de la Victoire. On s'étonne que Claudien mentionne encore, dans la curie, la statue de la Victoire sous Stilicho. Mais c'est l'autel de la Victoire, non la statue, que les empereurs ont fait enlever en 356, puis, après la réaction julienne, en 382.

Quelle est la signification de ces pièces? M. Alföldi a découvert qu'entre la fête du *navigium Isidis* (5 avril), à l'occasion de laquelle des vœux étaient formulés, et la fête des *vota publica* (3 janvier) en faveur des empereurs, il s'est produit une contamination. Il y eut en janvier comme une répétition des rites du *navigium*; ce fut l'occasion de jeter au peuple ces petites médailles qui contribuaient à la propagande en faveur des cultes égyptiens. Elles sont donc un document nouveau de cette « réaction païenne » que M. de Labriolle a retracée dans un ouvrage déjà classique. Elles attestent, en particulier, que Serapis fut pour le christianisme un ennemi bien plus redoutable que Jupiter.

Les numismates étudieront aisément les nombreux exemplaires que reproduisent les planches accompagnant l'ouvrage. Il sera désormais impossible de traiter des conflits païens au IV^e siècle sans consulter ce mémoire, qui fait revivre pour nous une des plus curieuses fêtes du paganisme expirant. En conclusion, l'éminent historien propose de considérer le carnaval comme dérivant de la procession du *carus navalis* d'Isis, mais il remet aux linguistes le soin de trancher le problème.

André PIGANIOL.

Gunnar MICKWITZ. *Geld und Wirtschaft im römischen Reich des vierten Jahrhunderts n. Chr.* Helsingfors, 1932. 232 pages. (Fasc. 2 du t. IV des *Commentationes humanarum litterarum* de la *Societas scientiarum Fennica*.)

M. Mickwitz a été attiré par l'enseignement de M. Gummerus vers les études d'histoire économique. Son mémoire (auquel a fait suite, en 1934, un travail sur *Die Systeme des römischen Silbergelds im vierten Jahrhundert*) cherche la réponse à cette question : y a-t-il eu, au IV^e siècle, régression de l'emploi de la monnaie et retour aux échanges en nature? L'opinion courante tend à répondre affirmativement; M. Mickwitz s'efforce de démontrer qu'il n'en a rien été, même en Égypte, où cependant les mouvements d'inflation ont été plus fréquents et plus prononcés que dans le reste de l'Empire. Ses raisonnements, appuyés sur une solide connaissance des sources (papyrus, Pères de l'Église), et aussi sur l'expérience des inflations de l'après-guerre, sont ingénieux; ils établissent tout au moins qu'il n'y a pas de preuves solides en faveur de l'opinion reçue. — Un domaine est à part : c'est celui des finances de l'État, avec le paiement en nature des impôts, des traitements et des soldes; pratique qui était à l'avantage des militaires et des bureaucrates, mais qui détermina l'hostilité des grands propriétaires et entraîna pour l'État de graves difficultés.

Le mémoire très intéressant de M. Mickwitz renouvelle beaucoup de questions. Les chapitres où il fait l'histoire du monnayage impérial, de Néron à Dioclétien, sont remarquables par la clarté, et aussi par la prudence; M. Mickwitz ne dissimule pas que bien des points restent obscurs. Il souligne à bon droit l'intérêt que

présente l'étude des trouvailles de monnaies de bronze du IV^e siècle, — monnaies pauvres et laides, trop longtemps méprisées, qui peuvent nous apprendre beaucoup.

E. ALBERTINI.

A. VINCENT. *Toponymie de la France*. Bruxelles, Librairie générale, 1937. In-4°, 418 pages sur deux colonnes. Prix : 100 fr.

Ce livre de M. Auguste Vincent représente, nous dit l'auteur, vingt années d'enseignement à l'Institut des Hautes-Études de Belgique à Bruxelles. Il nous apporte, en effet, le fruit d'un énorme travail. Je renonce à compter tous les noms de lieux analysés, mais je note près d'un millier de paragraphes dont les plus courts contiennent bien dix noms, tandis que les autres en comptent au moins une cinquantaine. Et cependant, les « micro-toponymes », c'est-à-dire les lieux dits, sont encore trop peu étudiés pour figurer dans un ouvrage d'ensemble. Tous les noms de villages ou de hameaux ne figurent même pas dans l'ouvrage ; l'auteur a dû faire un choix ; il n'a gardé que ceux dont il a pu trouver des formes suffisamment anciennes et, dans les séries contenant le même élément principal (suffixe, substantif), il a cité surtout ceux dont les autres éléments pouvaient être aussi expliqués. Félicitons d'abord M. Vincent d'avoir composé un livre qui restât maniable.

L'étude de chaque mot s'appuie donc sur le ou les textes les plus anciens, dont l'essentiel est cité. On voit que l'auteur ne s'est pas contenté de recourir aux dictionnaires topographiques, dont il nous rappelle cependant qu'il serait bien utile de continuer la série. Un long index bibliographique, en fin du volume, cite à peu près toutes les publications auxquelles un toponymiste peut avoir à recourir : il sera utile par lui-même. Le livre représente un véritable *Corpus* de la toponymie française.

On s'étonnera de trouver cité dans l'Introduction d'un ouvrage de toponymie ce mot de J. Vendryès : « Aux yeux d'un linguiste, les recherches toponomastiques n'ont aucun intérêt si elles sont seulement dirigées vers la détermination du sens des noms... » Malgré cette citation, M. Vincent ne se fait pas faute, ainsi, d'ailleurs, que tous ses confrères en toponymie, d'indiquer le sens de la plupart des noms de lieu qu'il étudie. Mais, à mesure qu'on avance dans la lecture de son livre, on comprend mieux ce qu'il a voulu signifier dans son Introduction. Ce n'est pas d'étymologie qu'il s'agit, c'est des éléments divers et des types de formation successifs qui ont servi à dénommer les lieux habités. Il en fait l'inventaire complet. Si son livre prête à d'intéressantes considérations linguistiques, je crois qu'il peut fournir encore davantage à l'histoire. Les systèmes d'appellation des lieux qui se sont succédé en France, l'aire d'extension des différents types, nous montrent l'appropriation progressive du sol, les modes de colonisation, les pensées même et non pas seulement la langue et les usages des générations. Mais nous n'avons pas à insister ici sur l'intérêt général de la toponymie ; disons seulement que M. A. Vincent le fait pleinement sentir.

Un premier chapitre de cinquante pages traite des phénomènes généraux ou, du moins, des types de formation les plus remarquables. La section réservée à l'Antiquité n'est guère plus longue. Les noms de lieu que l'on peut attribuer aux Ligures,

aux Ibères ou autres peuples préhistoriques, sont, en effet, en nombre très restreint. Seuls Gaulois et Romains fournissent une moisson un peu abondante. Ce qu'en dit M. Vincent est très résumé, mais juste. Des Ligures, on ne sait qu'une chose : c'est que leur parler était indo-européen ; les Ibères doivent être distingués des Basques. Les formations gauloises sont bien connues ; l'auteur n'a eu qu'à les classer ; beaucoup d'entre elles paraissent, d'ailleurs, dater de l'époque romaine, de même que beaucoup de noms d'origine latine ne semblent dater que du Moyen Age. Voici, par exemple, ce qu'il dit de *basilica* :

« Le mot *basilica* désignait, chez les Romains, un édifice civil où l'on rendait la justice et où s'assemblaient aussi les marchands et le public en général. C'est sans doute à des constructions de ce genre que deux localités d'Algérie devaient leur nom, aujourd'hui disparu : *Ad Basilicam* (Itin. d'Antonin). J. Soyer (R. É. A., t. XXIII, 1921, p. 219-220) croit également romains des noms de lieu formés du nom *basilica* et placés sur des voies romaines près des limites de la cité des Carnutes. En l'absence de documents décisifs, nous verrons dans les noms groupés plus loin des églises... Le nom basilique fit fortune après l'édification sur le tombeau du Christ de la *Basilica Constantini*. Le mot *basilica* est représenté dans les noms de lieu dans une région centre-nord de la France, en Belgique et en Suisse, dans toute l'Italie et surtout le nord, dans le Frioul, l'Illyrie, la Roumanie. Cela forme, dans l'ensemble, une large zone longeant les régions non romaines, de l'embouchure du Danube à celle de l'Escaut. Au nord et à l'est, les régions germaniques ont adopté un autre terme, le grec « *kuriakon* », d'où le vha. *kirihha... kirche* » (p. 330).

Je crois que, dans le cas particulier des *Bazoche* carnutes, J. Soyer a raison. Mais, faisant un ouvrage général, M. Vincent a raison également, en réservant les cas spéciaux, d'exiger en leur faveur des documents décisifs. Le parti qu'il a pris est probablement le plus souvent le juste. Et des cas analogues se présentent à chaque instant, puisque nos mots français ne sont que du latin évolué. D'une façon générale, M. Vincent enlève le plus qu'il peut à la période romaine pour donner au Moyen Age. Le plus souvent, il me semble avoir raison ; c'est, en tout cas, le parti qui prête le moins à l'hypothèse.

Après les Romains, nous voici au milieu des Germains, des Scandinaves, des Basques et des Bretons. Que de connaissances exige la toponymie française ! La science de l'auteur me semble très sûre ; elle dépasse, en tout cas, de beaucoup la mienne. Je dois en dire autant de ce qui concerne le Moyen Age et constitue, en somme, la partie principale de l'ouvrage (p. 186-358). Je me contenterai donc de dire tout l'intérêt avec lequel j'ai suivi pas à pas ces formations de noms qui évoquent de façon vivante l'occupation et l'utilisation du sol, souvent l'aspect des lieux, l'histoire et les croyances des hommes : colonisation monastique, églises, franchises municipales, fortifications, efforts industriels, commerce, régime administratif et seigneurial. M. Vincent ne disserte pas ; il se contente de classer avec formes anciennes à l'appui. Les transformations apparaissent parfois étranges, défiant toutes les lois phonétiques. Ce ne sont, d'ailleurs, que des exceptions. En règle générale, on voit assez nettement se dégager une phonétique régionale.

On est parfois tenté de chicaner non pas les rubriques du classement, qui paraissent excellentes, mais des détails à l'intérieur de quelques paragraphes. Pourquoi, n° 594, après *charme* et *châtaignier*, passe-t-on à *cognier* = *cognassier*? *Chêne*

se trouve renvoyé aux dérivés, n° 614 et, plus loin encore, n° 635. Je connais cependant en Moselle un hameau, le *Chêne*, qui n'est probablement pas le seul en France. M. Vincent n'avait sans doute pas de texte ancien à l'appui. Il en est vraisemblablement de même au n° 823, où, après *Argentière*, on s'étonne de ne pas trouver *Aurière*, *Laurière*. Quant à *Ferrière*, il est renvoyé plus loin, n° 838, comme indiquant non plus la matière extraite, mais un produit industriel. Est-ce vrai dans tous les cas? Peut-être les subdivisions auraient-elles pu être réduites et, après chaque mot, aurait-on pu indiquer tous ses dérivés. Cette simplification aurait peut-être comporté d'autres inconvénients. L'auteur a dû prendre son parti en connaissance de cause.

Sous forme d'un répertoire à travers lequel guide un bon index, ce livre est en réalité un véritable exposé systématique. La méthode en est sévère et sûre, la documentation parfaitement au courant. On apprend beaucoup à le lire; on pourra le consulter avec confiance et profit. Je le crois destiné à demeurer longtemps classique.

A. GRENIER.

Diplomata Karolinorum. *Recueil de reproductions en fac-similé des actes originaux des souverains carolingiens conservés dans les archives et bibliothèques de France*, publié sous la direction de Ferdinand LOT et Philippe LAUER, avec la collaboration de Georges TESSIER, fasc. 4 : *Charles le Chauve, 854-869*. Toulouse, Édouard Privat, et Paris, Henri Didier, 1937. In-fol., 4 pages et 41 planches. Prix : 100 fr.

Le beau recueil de fac-similés entrepris par MM. Lot et Lauer et dont nous annonçons le début il y a peu de mois (*Rev. hist.*, t. CLXXX, p. 88-90) s'est enrichi d'un nouveau fascicule qui comprend un lot de quarante et un documents, tous émanés de Charles le Chauve et datés des années 854-869. A deux exceptions près, justifiées par le mauvais état des parchemins et l'altération de l'écriture, c'est, pour la période considérée, la totalité de ce qui semble aujourd'hui subsister en fait d'originaux dans nos archives ou dans nos bibliothèques. Sur cet ensemble, vingt-huit documents viennent des Archives Nationales, quatre de la Bibliothèque Nationale, neuf des archives départementales.

La reproduction est de qualité telle que désormais le recours aux parchemins originaux sera dans la plupart des cas inutile. Seules les photographies de quelques pièces très abîmées manquent un peu de netteté; mais c'est l'exception. Pour un petit nombre d'actes, on n'a pu retrouver que des fragments de l'original : les fac-similés permettront peut-être des rapprochements qui aideront à remettre la main sur le reste.

Certaines pièces posent des problèmes que l'éditeur des actes de Charles le Chauve, M. Tessier, ne manquera pas de résoudre lorsqu'il publiera les textes dans le recueil des *Chartes et diplômes* de l'Académie des Inscriptions, mais qui peut-être eussent pu être brièvement indiqués ici, par exemple le n° 54 (pl. XVII), publié dans les *Historiens de France*, t. VIII, n° 165, sentence rendue au bénéfice de l'abbaye de Saint-Denis et qui, comme d'autres jugements, se présente, diplomatiquement, sous un aspect très différent des autres actes royaux; ou encore les nos 73 et

73 bis (pl. XXXVIII), relatifs à un jugement rendu au bénéfice d'un avoué du même monastère. Pour quelques actes (nos 50 et 50 bis, 56 et 56 bis, 59 et 59 bis), nous sommes en présence de deux parchemins, qui sont peut-être des doubles expéditions authentiques des mêmes textes, mais dont on peut aussi se demander si elles sont également dignes de créance. Dans le présent recueil, la difficulté est signalée d'un mot seulement, et il faut attendre l'édition de M. Tessier pour en trouver la solution. Relevons enfin, au passage, la curieuse transcription interlinéaire du n° 65 (pl. XXX), qui indique la peine que de bonne heure les clercs du Moyen Age éprouvèrent à déchiffrer les écritures diplomatiques de l'époque carolingienne.

Mais ce que nous voulons surtout dire, ou plutôt redire, c'est l'immense service que le recueil de MM. Lot et Lauer rendra aux études historiques et la gratitude que nous leur devons, ainsi qu'à leurs courageux éditeurs, le regretté Privat et M. Henri Didier, qui n'ont pas hésité, par ce temps de vie chère, à entreprendre une publication qui ne fait pas moins d'honneur à leur corporation qu'à la science française.

LOUIS HALPHEN.

Heinrich FINKE, en collaboration avec K. BEYERLE (†) et G. SCHREIBER.

Gesammelte Aufsätze zur Kulturgeschichte Spaniens, V Bd. Münster in W., Aschendorff, 1935. In-8°, 502 pages. Prix : 15 Mk. 38. VI Bd., 1937. In-8°, 461 p., 13 Mk. 95 (*Spanische Forschungen der Görres-Gesellschaft*, 1^{re} série.)

La *Görres-Gesellschaft* publie depuis quelque temps, sous la haute direction de M. Heinrich Finke, dont les recherches dans les archives espagnoles ont donné de si beaux résultats, une collection de volumes dont chacun est un recueil d'articles touchant aux aspects les plus divers de l'histoire de la civilisation espagnole à toutes les époques. Ce programme déjà large est interprété plus largement encore ; l'histoire purement politique, par exemple, n'est pas exclue. Il faudrait avoir des connaissances encyclopédiques pour pouvoir apprécier tous les articles avec compétence ; et nous devons, pour plus d'un, nous borner à le signaler.

Il est visible que l'entreprise de la *Görres-Gesellschaft* a un double but : faire utilement avancer la science et s'assurer l'influence intellectuelle en Espagne.

Nous avons sous les yeux les tomes V et VI.

Le tome V s'ouvre par un article de Mgr Schreiber sur les thèmes espagnols dans la religiosité allemande. C'est, en somme, une esquisse de son grand ouvrage, paru depuis, en 1936 : *Deutschland und Spanien, volkshundliche und kulturkundliche Beziehungen*.

M. Schneider donne des renseignements sur une nécropole et une basilique chrétiennes découvertes en 1923 à côté de Tarragone. Malheureusement, les fouilles n'ont pas toujours été dirigées par des experts. Les résultats ont été moindres qu'on aurait pu l'espérer. Cet ensemble paraît dater du milieu du IV^e siècle environ ; il fut ruiné et abandonné vers le début du VI^e siècle, sans doute par une conséquence de l'invasion gothique. M. Schneider a reproduit les principales inscriptions découvertes (purement funéraires), en somme peu importantes.

Le R. P. Dold, O. S. B., publie des fragments d'un missel en écriture bénédictine du *xi*^e siècle, trouvés à l'Escorial, et en donne un fac-similé.

Le R. P. Schildenberger, O. S. B., signale, dans un incunable de l'Escorial, des gloses marginales provenant de la Bible du monastère de Valvanera.

Un article considérable, très important et curieux, est celui de M. Vincke sur le procès d'annulation du mariage de Pierre II d'Aragon avec Marie, fille de Guillaume VIII de Montpellier. Cette affaire jette un jour très cru sur les mœurs fort peu édifiantes des maisons royales et féodales d'alors. A vrai dire, ce n'étaient pas les passions amoureuses qui étaient en cause. Le mariage ne gênait guère ; Pierre II, en tout cas, n'en était pas à une maîtresse et à un adultère de plus ou de moins. C'est pour des raisons politiques qu'il entendait changer de femmes. Le procès, d'autre part, soulevait des questions de droit et surtout de fait extraordinairement compliquées ; on y voit un exemple frappant des difficultés que créait la sévérité extrême de l'Église en fait de degrés de parenté. Enfin, il a été jugé par un maître en droit canonique comme Innocent III, et il est le premier en date des grands procès de ce genre dont nous possédions les pièces (publiées par M. Vincke en appendice) ; il y a là de quoi intéresser les juristes. Contracté en 1204, le mariage était attaqué en cour de Rome dès 1206 ; ce n'est que le 19 janvier 1213 qu'Innocent III put rendre sa sentence, qui déboutait Pierre II. Que serait-il arrivé si les deux intéressés avaient vécu ? M. Vincke croit que Pierre aurait peut-être tiré les choses en longueur, mais non bravé ouvertement Innocent III. Le fait est que les deux conjoints moururent dès 1213 à quelques mois l'un de l'autre, Marie d'abord, puis Pierre tué à Muret.

Le P. Zacarias Garcias Villada, S. J., a écrit, en espagnol, l'histoire de l'évêché provisoire de Valpuesta, érigé au début du *ix*^e siècle pour remplacer celui de Calahorra, occupé en grande partie par les musulmans. Valpuesta fut rattaché au siège de Burgos vers la fin du *xi*^e siècle, quand la reconquête permit des remaniements dans la géographie ecclésiastique. Comme principale source, le P. Villada a disposé d'un cartulaire de Villapuesta, contenant des pièces de 804 à la fin du *xii*^e siècle, dont une étude technique lui permet d'affirmer l'authenticité.

On ne sait trop pourquoi, Raimond Lull a beaucoup intéressé et occupé l'Allemagne ; on a lu ses œuvres, on lui en a attribué d'autres, qui ne sont pas de lui ; on lui a fait une légende ; on l'a pris pour un alchimiste, qu'il n'était pas, et pour une espèce de précurseur du docteur Faust. Un hommage plus sérieux lui a été rendu par la grande édition de ses œuvres, parue à Mayence de 1721 à 1742 ; aujourd'hui encore, les bibliothèques allemandes sont étonnamment riches en manuscrits des écrits de Lull. M. Klaiber a raconté en quelques pages ces curieuses relations intellectuelles.

Jean de Procida passe pour avoir été un ennemi acharné de Charles d'Anjou ; réfugié à la cour de Pierre III d'Aragon, il l'aurait excité à réclamer l'héritage de Manfred ; il aurait, par des voyages en Sicile, préparé le soulèvement de l'île et les Vêpres siciliennes, et serait allé en personne à Constantinople conclure le traité d'alliance entre le roi d'Aragon et Michel Paléologue. On avait déjà pas mal rabattu de cette tradition. M^{lle} Hélène Wieruszowski lui a donné un coup très grave en relevant, aux archives d'Aragon, un assez grand nombre de lettres qui permettent de fixer l'itinéraire de Procida dans les années décisives 1279-1282 ; il n'y a pas moyen d'y intercaler un voyage en Italie, et à plus forte raison à Constantinople.

M^{re} Wieruszowski n'en tient pas moins à sauver tout ce qui peut l'être. Que Procida ait été un adversaire résolu de la maison d'Anjou, on le lui accordera sans peine. Qu'il ait tout de même conclu le traité avec Paléologue, parce que les ambassadeurs byzantins sont venus en Catalogne pour le négocier, elle-même reconnaît que ce n'est, actuellement, qu'une hypothèse. Pierre III a-t-il vraiment essayé de faire accepter à Nicolas III ses prétentions sur la Sicile? Il semble bien invraisemblable qu'un pape pût donner un pareil démenti à la conduite de ses prédécesseurs et reconnaître à l'héritier de la « race de vipères » des droits à sa succession. Entre contenir Charles d'Anjou, ce que voulait certainement le pape, et le détrôner dans une nouvelle guerre, il y avait loin.

Parmi les mémoires les plus considérables et les plus intéressants qui figurent dans ce volume, il faut signaler celui que M. Willemsen a consacré à la chute de la dynastie et à la disparition du royaume de Majorque. C'est un modèle de récit clair et vivant. Le royaume dont il s'agit devait son existence à Jacques I^{er}, le Conquérant, qui, dans son testament, avait créé pour son fils cadet, Jacques, un État comprenant les Baléares, avec Montpellier, le Roussillon et la Cerdagne. Jamais la branche aînée d'Aragon-Catalogne ne prit son parti de ce démembrement. Les relations entre les deux couronnes ne furent passables que pendant quelques années, au commencement du XIV^e siècle. Mais Pierre IV d'Aragon (1336-1387) se révéla l'adversaire irréductible de son cousin de Majorque, Jacques II. La ruse habile par laquelle il le brouilla avec Philippe de Valois et lui enleva, de ce côté, toute chance d'un secours; la conquête de Majorque, la tentative désespérée de Jacques pour la reprendre, sa défaite et sa mort à Lluchmayor, la capture de son fils, l'infant Jacques, la détention barbare où il souffrit longtemps, sa délivrance romanesque, son mariage, puis sa rupture, avec la reine Jeanne de Naples, ses tentatives pour attaquer l'Aragon à revers, par la Castille, en aidant l'Angleterre à faire triompher la cause de Pierre le Cruel contre celle de Henri de Trastamare; enfin sa mort, après laquelle sa sœur, devenue son héritière, monnaya le moins mal qu'elle put ses titres au royaume de Majorque. Histoire tragique et pénible, triste fin de Moyen Âge; personne dans tous ces souverains qui obéisse à d'autres sentiments qu'une ambition ou une passion de vengeance également frénétiques; on ne peut même leur attribuer une politique, parler de raison d'État; leur seule qualité est la vaillance guerrière.

M. Schmidt-Görg fait connaître huit *Magnificat* dus au compositeur Nicolas Gombert, un chanoine de Tournai du XVI^e siècle.

Les efforts du Saint-Siège, particulièrement d'Innocent III, puis de Benoît XII, pour grouper en congrégations les monastères bénédictins, notamment par l'institution d'un chapitre général, avaient, en somme, échoué contre l'esprit de particularisme de l'ordre. En Espagne, la première congrégation bénédictine ne s'est organisée qu'au XV^e siècle, autour du prieuré de Valladolid, fondé en 1390 par le roi de Castille Jean I^{er}. En 1469, l'union personnelle des royaumes d'Aragon-Catalogne et de Castille en facilita le développement. L'histoire administrative, si l'on peut dire, que raconte très clairement Don Hofmeister, O. S. B., se résume à peu près en ceci : après une période de forte centralisation, sous la direction du prieur de Valladolid, des tendances centrifuges; le choix du général, le rôle du chapitre, le droit de visite, les privilèges particuliers de quelques vieilles abbayes, entrées dans la congrégation avec un glorieux passé — autant d'objets de discussion. La

congrégation a duré jusqu'un peu après 1830 : elle a disparu dans la crise antimonastique qui a marqué cette époque.

De M. Weise, un brillant essai sur l'Escorial, en tant qu'il exprime les conceptions artistiques et religieuses de Philippe II.

Le R. P. Schurhammer, S. J., décrit rapidement, avec une certaine mélancolie, les principaux trésors — en particulier des éditions rares et précieuses de Camoëns — de la bibliothèque Palha, à Lisbonne. Il avait été un des privilégiés admis à visiter ce sanctuaire peu accessible. Ces beaux livres sont perdus pour Lisbonne et le Portugal; ils ont été presque tous vendus à l'Université de Harvard, aux États-Unis.

M. Stegmüller a dressé un inventaire des manuscrits d'ouvrages de philosophie et de théologie scolastiques, dus à des auteurs espagnols ou portugais, et qui se trouvent dans les bibliothèques anglaises.

M. Heiss résume l'histoire du romantisme espagnol, en insistant sur les influences étrangères qui ont contribué à le faire naître et sur les particularités que, cependant, il présente.

Utilisant les collections des Archives de la Presse, organisées en Allemagne, M. Förg a relevé avec soin tous les faits qui révèlent des relations intellectuelles entre l'Allemagne et l'Espagne : en Espagne, conférences faites par des savants allemands; études sur l'archéologie, l'art, l'histoire de la péninsule, entreprises par des Allemands; congrès internationaux; chaires érigées de part et d'autre; échanges d'étudiants; voyages collectifs en Espagne; bibliothèques, entreprises de traductions en espagnol de livres allemands; expositions de livres; visites officielles d'escadres allemandes; groupement des colonies allemandes résidant en Espagne; inversement, en Allemagne, centres d'accueil pour les Espagnols et instituts scientifiques créés pour les études hispaniques. Il y a là, évidemment, beaucoup d'activité et de méthode.

De M. José Rius Serra, une note sur l'usage des nobles catalans, au Moyen Âge, de joindre à leur signature un dessin de leurs armoiries.

M. Finke se devait de collaborer au beau recueil qu'il publiait. Il l'a fait dans quelques notes sur les relations de la maison d'Aragon avec les souverains et princes allemands. L'éloignement explique qu'elles aient été intermittentes. Mais, sous Pierre IV, les prétentions du roi d'Aragon, du chef de sa femme, au duché de Carinthie; puis, toujours sous Pierre IV, le voyage italien de l'empereur Charles IV, à un moment où le roi d'Aragon, à raison de ses efforts pour soumettre la Sardaigne, était fort mêlé aux affaires italiennes; enfin, sous Jean 1^{er} et Martin, la question du Grand Schisme, ont fourni matière à d'assez curieuses lettres que M. Finke publie et commente.

Le sixième volume ne le cède pas en intérêt au cinquième. C'est d'abord, établie par M. José Vives, une liste des revues espagnoles consacrées aux études historiques; elle pourra rendre de grands services aux hispanisants qui débutent.

M. Vincke a étudié un curieux point de la politique ecclésiastique des souverains espagnols. Il s'agit de la « vie commune » des chapitres. Louis le Pieux l'avait favorisée de son mieux dans la Marche d'Espagne. Puis ce fut le retour à la barbarie et au désordre. Les princes, comme les nobles en général, pillent et exploitent les biens de l'Église. Au XI^e siècle, au début du XII^e, les rois s'avisent, au contraire, qu'ils ont intérêt à pouvoir s'appuyer sur l'Église. Ils favorisent systématiquement

les chapitres réguliers, comme, pour les monastères, le respect de la règle. Dans les chapitres, en particulier, la règle de saint Augustin, puis, au ^{xii}^e siècle, celle de Prémontré se répandent. A partir du début du ^{xiii}^e siècle, la vie commune, la propriété commune sont battues en brèche ; les biens des chapitres se divisent en prébendes. Cette évolution est trop conforme à la nature humaine pour n'avoir pas été assez générale. Mais M. Vincke estime que, dans les royaumes espagnols, elle a été systématiquement encouragée par les souverains, qui y avaient intérêt ; grâce au régime bénéficial, au morcellement du patrimoine ecclésiastique, ils avaient de nombreuses occasions d'assurer à leurs fils ou à leurs protégés de fructueuses prébendes. Les chanoines laïques sont une coutume fréquente en Espagne ; il arrive que les rois eux-mêmes ne dédaignent pas le titre et les avantages qu'il assure.

M. Allgeier traite de l'influence exercée par les manuscrits espagnols sur l'histoire du texte des Psaumes. — M. Angel Gonzales Palencia a réuni beaucoup de renseignements nouveaux sur le deuxième archevêque de Tolède, Raimond ; un Gascon, passé en Espagne, comme beaucoup de Français, devenu évêque d'Osma en 1109, puis archevêque de Tolède en 1125. A vrai dire, M. Gonzales Palencia a moins écrit une biographie qu'il en a rassemblé les matériaux : un catalogue d'actes émanés du prélat ou qui le concernent. Il semble avoir été un homme actif, fort bien en cour auprès du roi Alfonso VII, qui lui a accordé bon nombre de privilèges, très attentif aux intérêts et aux droits de son église, en bons termes avec le Saint-Siège, qui l'a appuyé contre les archevêques de Braga et de Tarragone dans la revendication de sa primatie ; il s'est intéressé au développement de sa ville de Tolède et, d'une façon générale, au peuplement des pays reconquis sur les Maures. Il passe pour avoir été un homme curieux de la science musulmane et qui aurait beaucoup contribué à provoquer des traductions d'ouvrages arabes. C'est une partie de son rôle sur laquelle n'insiste pas M. Gonzales Palencia.

Un des chapitres les plus intéressants du volume est celui que M. Willemsen a consacré à la lutte militaire, puis diplomatique, qui a duré pendant plus de trente ans, à la fin du ^{xiii}^e et au début du ^{xiv}^e siècle, entre les rois de France et d'Aragon, au sujet du Val d'Aran. De bons travaux avaient déjà paru sur cette question ; des trouvailles aux Archives d'Aragon ont permis à M. Willemsen de la renouveler. Le Val, qui de temps immémorial avait été aragonais, avait été conquis pour le roi de France, par le sénéchal de Toulouse Eustache de Beaumarchais, au moment où la conquête de la Sicile par Pierre III d'Aragon venait de brouiller les deux couronnes. En 1298, Philippe le Bel et Jacques III d'Aragon s'entendirent pour s'en remettre à l'arbitrage du pape, qui provisoirement aurait la garde de l'objet du litige : Boniface VIII en confia l'administration à Jacques de Majorque. Mais bien des choses retardèrent la décision papale. Jacques II était beaucoup plus pressé de l'obtenir que Philippe le Bel. En 1308 — c'est une phase des négociations sur laquelle M. Willemsen a produit des documents nouveaux — on put croire que la question allait être réglée par l'intervention de Charles de Valois. Celui-ci, qui ne gardait pas rancune de l'échec de ses prétentions à la couronne d'Aragon et rêvait d'obtenir l'appui de Jacques II dans ses ambitions orientales, s'efforça de se le concilier en amenant Philippe le Bel à céder. Mais sans succès. C'est en 1314 seulement que le roi de France céda, très peu de temps après la mort de Nogaret, dont la disparition, disent les agents aragonais, « a beaucoup amélioré

nos affaires ». — Ces interminables négociations sembleraient monotones et fatigantes si les pièces apportées par M. Willemsen, avant tout les rapports des agents aragonais, n'apportaient pas une foule de renseignements curieux et de détails vivants sur les méthodes diplomatiques d'alors, parmi lesquelles la corruption eut sa place, et les arguments employés de part et d'autre, quelques-uns bien moyen-âgeux, d'autres d'une modernité remarquable (le roi de France, qui est empereur de son royaume, ne peut pas plus que le pape ou l'empereur romain abandonner quoi que ce soit des droits de sa couronne ; puis les arguments des frontières naturelles, de l'intérêt stratégique, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes).

M. Wohlhaupter recherche les traces de droit germanique qui se rencontrent dans le *Libro des los fueros de Castiella*, un traité de droit castillan du milieu du XIII^e siècle.

Mgr (aujourd'hui le cardinal) Angelo Mercati a publié, d'après le ms. Ottobiano 2520 de la Vaticane, le procès-verbal d'un interrogatoire de huit frères servants du Temple, fait sur l'ordre de Clément V, en 1311, par l'archevêque de Tarragone Guillaume Rocaberti et l'évêque de Valence Raimond Despont. Mis à la question, les frères n'avouèrent rien des accusations portées contre l'ordre. C'est une pièce intéressante à joindre au dossier du procès du Temple.

M. Honecker donne le catalogue descriptif des manuscrits d'œuvres de Raimond Lull qui ont appartenu à Nicolas de Cues et se trouvent encore dans sa bibliothèque, conservée à Cues. Parmi ceux-ci, il a fait une curieuse trouvaille : un petit écrit, *De arte electionis*, qu'il identifie pour de bonnes raisons avec un écrit de Lull qui portait à peu près le même titre, mais passait pour perdu. C'est un système de scrutin assez compliqué, prévu pour un corps électoral fort peu nombreux, un chapitre de monastère ou de cathédrale, et qui est curieux par les préoccupations qui l'ont inspiré : supprimer le secret du vote (qui, de l'avis de l'auteur, conduit au vote malhonnête), supprimer le système du compromis ; et établir un mode de scrutin « plus général que tout autre », un vote étant émis sur tous les membres du chapitre, et « la mesure de tous étant ainsi prise ».

Le R. P. Marti, par une série de lettres des rois Jacques II et Alfonse IV d'Aragon, précise quelques points de la carrière du célèbre chroniqueur Ramon Muntaner.

Mlle Gertrud Richert a décrit, interprété et commenté le très beau polyptyque — une bonne planche permet de s'en faire une idée — qui, peint vers le milieu du XV^e siècle par le Portugais Nuno Gonçalves (il contient entre autres choses le portrait de Henri le Navigateur), très abîmé au XVII^e siècle, découvert en 1882 et bien restauré, est aujourd'hui un des joyaux du musée de Lisbonne.

L'étude de M. Pfandl sur l'expression de la pensée archaïque et de l'inconscient dans Calderon relève plus de la philosophie que de l'histoire.

Le P. Schmidt, O. F. M., a recueilli de pittoresques et amusants détails sur la chapelle et les archives de la confrérie des acteurs, à Madrid, aux XVII^e et XVIII^e siècles : curieux témoignage de la façon toute différente dont les acteurs, à cette époque, étaient considérés en France et en Espagne.

La guerre de Trente ans s'est déroulée en Allemagne ; mais l'Espagne s'y est activement mêlée, ne fût-ce que comme souveraine des Pays-Bas espagnols. M. Hasenberg traite des rapports, amicaux et intéressés, tout en restant très prudents et presque défiant, que la ville de Cologne a entretenus avec les autorités espagnoles dans les Pays-Bas.

Le R. P. Kleinschmidt, O. F. M. (†), a décrit et commenté quelques œuvres d'art espagnoles qui représentent un thème ailleurs assez rare : le jugement particulier de l'âme aussitôt après sa séparation d'avec le corps. L'âme est représentée sous la forme d'un homme nu agenouillé et suppliant devant le Christ-Juge. La Vierge, saint François, et parfois saint Dominique, interviennent comme intercesseurs. Sur les deux exemples que le P. Kleinschmidt a reproduits, il en est un, de Cabezalero, au musée du Prado, qui est une œuvre d'art remarquable.

M. Klaiber énumère et apprécie les travaux très nombreux et divers que des savants allemands ont consacrés à l'art, à la littérature, à l'histoire de la Catalogne.

E. JORDAN.

I. — Emmanuel STICKELBERGER. *Calvin*. Préface d'Eug. CHOIST, traduction de M. E. BIENZ. Paris, Berger-Levrault, 1936. In-8°, 238 pages, 5 figures hors texte et 20 dans le texte. Prix : 15 fr.

II. — *Calvin, homme d'Église*. Œuvres choisies du réformateur et documents sur les Églises réformées du XVI^e siècle. Paris, « Je sers », et Genève, « Labor », s. d. [1936]. In-8°, XII-321 pages. Prix : 20 fr.

III. — *Sermons sur la nativité, etc...*, présentés par A.-M. SCHMIDT. Préface de Jean DE SAUSSURE. Paris, « Je sers », et Genève, « Labor », s. d. [1936]. In-12, 283 pages, plus Notes, Glossaire, Indice des matières (p. 285-291) et Table. Un portrait. Prix : 4 fr. suisses, 18 fr. français.

IV. — James MACKINNON. *Calvin and the Reformation*. Londres, s. d. [1936]. In-8°, XII-302 pages. Prix : 16 s.

V. — Josef BOHATEC. *Calvins Lehre von Staat und Kirche, mit besonderer Berücksichtigung des Organismusgedankens*. Breslau, M. et H. Marcus, 1937. In-8° (147^e cahier des *Untersuchungen zur Deutschen Staats- und Rechtsgeschichte*), XVIII-754 pages.

VI. — Léon WENCELIUS. *L'Esthétique de Calvin*. Paris, « Belles-Lettres », s. d. [1937]. In-8°, 428 pages. Prix : 50 fr. — *Id. Calvin et Rembrandt*. Paris, « Belles-Lettres », s. d. [1937]. In-8°, 238 pages. Prix : 25 fr.

Après le quatrième centenaire de l'*Institution chrétienne*, celui de la Réformation de Genève a fait surgir de nouvelles publications. C'est toute une bibliothèque calvinienne qui se constitue, pour le plus grand profit des historiens. Voici quelques-uns de ces livres.

I. — Le *Calvin* de M. Emmanuel Stickelberger présente ce rare intérêt d'émaner, non pas d'un familier de l'érudition ou d'un théologien de profession, mais bien d'un « laïque lettré », d'un « artiste » — exactement d'un « fabricant de soieries » bâlois, qui compte dans son ascendance Hans Holbein et Capiton et qui a voulu, pour lui-même et pour les autres, dessiner un portrait vivant du réformateur. Il

faut le louer d'avoir prodigieusement lu¹, de s'être pénétré des textes calviniens, d'avoir essayé de les repenser à sa manière et au fond de sa conscience, et remercier sa traductrice, M^{me} Bienz, d'avoir rendu d'une façon aimable cette œuvre assurément originale.

Mais quelle idée saugrenue de nous peindre une vie romancée de Jean Calvin? Rien n'y manque : ni la rencontre du jeune étudiant picard et d'Ignace de Loyola sur le seuil de Montaigu en 1528, ni le dialogue avec Étienne de la Forge en place de Grève un jour de supplices, ni Marguerite, après le fameux discours de Cop, mandant Calvin chez elle (?) pour le féliciter. Nous entendons de nos oreilles — artifice renouvelé de l'antique — les conversations de Calvin, si bien que les guillemets servent tantôt, ce qui est déconcertant, à encadrer des documents authentiques, tantôt à dramatiser des textes qui devraient être en style indirect. De même, l'illustration oscille entre la reproduction fidèle des vieilles estampes et les essais de ce qu'on appelait jadis, sans doute par antiphrase, la « peinture d'histoire ». Il y a un Calvin écolier dans la cour du collège de Montaigu, une leçon de théologie de l'Auditoire de Genève et un groupe de syndics à rendre jaloux Paul Delaroche en personne.

N'en veuillons pas à l'auteur d'écrire cette phrase très contestable sur les origines de la Réforme française : « C'est à cette époque que la révolution religieuse d'outre-Rhin commence lentement à pénétrer en France. » Ce qui est plus grave, c'est qu'il est vraiment trop pénétré par les passions du temps qu'il veut faire revivre, et qu'il divise les hommes en deux catégories : les anges purs qui ont soutenu Calvin et les démons qui furent ses adversaires. Non seulement un calomniateur avéré comme Bolsec ou un libertin comme Gruet encourent son mépris, mais un Servet, que dis-je? même un Castellion lui paraissent indignes de toute pitié. Je ne crois pas que cette partialité serve la cause de Calvin, je sais qu'elle dessert la vérité².

II. — Sous le titre de *Calvin homme d'Église*, c'est l'Église de Genève elle-même qui nous présente quelques textes précieux : les *Articles* de 1537, qui établissaient la discipline ecclésiastique telle que la concevait le jeune réformateur français; les *Ordonnances* de 1541, qu'il impose comme condition de son retour à Genève; le texte français (publié en 1551) du *Consensus Tigurinus* de 1549; le *Traité... du fidèle parmi les papistes* de 1543, qui donna naissance aux protestations des « Nicodémistes » et fut ainsi l'origine de la terrible *Excuse*; l'*Adresse exhortatoire* de 1548 au Protecteur Edward Seymour; la dédicace du commentaire sur les Actes envoyé au prince Radziwil, etc. Chacun de ces textes, dont quelques-uns si précieux pour l'intelligence de la doctrine, est introduit par une brève notice, qui est généralement un modèle de sobriété et de clarté.

III. — C'est à M. Albert-Marie Schmidt que nous devons la reproduction, d'après les *Plusieurs sermons de Jehan Calvin* édités en 1558 par Conrad Badius, des ser-

1. Voyez ses notes, rejetées à la fin, en dix pages de justification serrée.

2. P. 40 : « Henri Martin, le catholique », fera rire bien des Français. L'éditeur, qui a d'ailleurs eu le grand mérite de rétablir le texte original des citations françaises, a laissé quelques taches. P. 51, lire : « car rien qu'elle aime il ne saurait goûter ». P. 104 : « que tu soies ». P. 144, la lecture (assez difficile, d'ailleurs) de la lettre de Calvin est à revoir de près.

mons sur la Nativité, la Passion, la Résurrection et sur le dernier avènement de N.-S. Ces onze sermons¹ (dont huit sur la Passion) sont d'un intérêt exceptionnel pour la connaissance de l'éloquence calvinienne et, par suite, pour l'histoire de la langue française, puisqu'ils reproduisent ce qu'on peut appeler les « sténogrammes » de Raguenier de Bar-sur-Seine, que Calvin à grand peine autorisa Badius à publier, mais sans vouloir les corriger. Nous avons donc là, toute chaude, la parole de Calvin, dont une préface de M. Jean de Saussure et surtout un avant-propos (p. 23-36) de M. Schmidt nous aident à pénétrer la méthode, si différente de celle des prédicateurs de son temps, volontairement sèche, dépouillée de tout ornement, visant à une démonstration irréfutable, exempte de tout appel au mysticisme comme à l'orgueil littéraire. Il y a chez lui comme une sorte d'ascétisme rationaliste², de simplicité presque triviale qui comprime par pudeur les effusions sentimentales et qui doit s'imposer comme une lumière à un auditoire dont M. Schmidt a tenté de reconstituer la variété, les inattentions, les réactions récalcitrantes. C'est le cas de dire que « la vraie éloquence se moque de l'éloquence ». Sur l'exemplaire qu'il adresse à la *Revue*, M. Schmidt a écrit : « Sermons d'une importance historique singulière, puisqu'ils montrent comment Calvin, à Genève, sans posséder le pouvoir, exerça l'autorité ».

IV. — L'éminent historien de Luther, historien de l'Écosse, M. James Mackinnon, a voulu aussi célébrer le centenaire. *Calvin and the Reformation* est une tentative pour rendre l'ampleur de cette œuvre calvinienne qui s'étend bien au delà des rives du Léman et qui n'a pas seulement transformé la patrie même de l'auteur après la petite cité de Salève, mais bien d'autres pays encore. Cet excellent résumé tient compte de tous les travaux accumulés dans les temps récents. Son esprit indépendant se défend contre la tendance hagiographique de Doumergue et ne craint pas de proclamer sa dette envers Kampschulte. Il concentre son attention sur le « point tournant » que constitue le conflit de 1555. En apparence, dit-il très bien, on semble se battre sur des bagatelles dignes de la « *Chronique scandaleuse locale* » et déchaîner une tempête dans un verre d'eau (*a storm in a teapot*). En réalité, le conflit dépasse de loin ces petitesse, car la question pour Calvin est de créer le royaume de Dieu, de modeler « l'histoire des pays de l'Occident, dont il devint en une large mesure le directeur spirituel — de la France, de la Hollande, de l'Angleterre, de l'Écosse, de l'Amérique du Nord ». La conception puritaine de la vie devait d'abord trouver sa capitale dans la ville du refuge.

C'est de ce point de vue que M. Mackinnon étudie Castellion³, Servet, etc., en déclarant, d'ailleurs, que les erreurs de Calvin ne doivent pas toutes bénéficier de l'excuse du temps. C'était déjà le point de vue de Ferdinand Buisson. Inspiré par un idéal religieux, politique et moral qui est le couronnement de l'évolution post-calvinienne surtout dans les pays anglo-saxons — idéal devant lequel Calvin eût sans doute reculé d'horreur, — il porte sur l'ensemble de l'œuvre le jugement d'un citoyen et d'un chrétien d'aujourd'hui. Tant il est difficile, en pareille matière, de rester un pur historien.

1. Ils forment le tome III de la collection *Œuvres de Calvin*.

2. « Expositions vraies, pures, nues », dit la préface de Badius, « et propres pour le texte qu'il a à déduire. »

3. Lire p. 112, l. 2 : « Bugey » pour *Brigey*.

V. — C'est une véritable « somme calvinienne » que nous présente M. Bohatec, en plus de 750 pages, « somme » restreinte encore à la doctrine politico-ecclésiastique¹. L'énormité de l'ouvrage est la conséquence de la méthode suivie par l'auteur. Pour chacun des aspects de la doctrine, théorie du droit naturel, rapport des sujets et du souverain, formes du gouvernement, conception et organisation de l'Eglise, rapports de l'Eglise et de l'Etat, place et rôle des diverses situations sociales et professions, il ne s'est pas contenté de recueillir autant dire toutes les expressions de la pensée du réformateur, dans ses traités, commentaires, sermons, lettres ; il ne s'est pas borné à les confronter avec les théologiens de l'âge antérieur et avec les autres réformateurs ni de discuter les opinions de ses modernes exégètes. Partant de cette idée profondément juste que Calvin n'est pas un constructeur d'abstractions, que ses études de juriste et d'humaniste, puis ses expériences de quasi-chef d'Etat ont fait de lui un observateur, nous dirions un sociologue, il a chaque fois essayé de fixer le rapport entre sa pensée et les réalités de son temps. Calvin a dit, à propos de telle institution des Hébreux : « Leur conjoncture n'est pas la nôtre. » C'est à la recherche de la conjoncture que s'est attaché M. Bohatec.

Méthode fastidieuse, et dont on a parfois l'impression qu'elle va jusqu'au rapprochement un peu puéril. Mais méthode bien attachante pour l'historien, encore que les dates soient un peu mêlées. Certaines constatations sont frappantes, celles qui établissent que Calvin, dans sa théorie des gouvernements, s'inspire de ce qu'on peut appeler les constitutions germanique et française de son temps. Il est certain que telles affirmations de Calvin ne sont que la reprise presque textuelle de telles doléances des États généraux de 1560. De même ses idées économiques ne peuvent s'isoler de la vue de la Genève de son temps, avec son commerce atteint par le déplacement des routes commerciales, son trafic de l'argent et des valeurs mobilières, l'essor de certains métiers². Se tenant à égale distance de Max Weber et de Troeltsch, il semble avoir dessiné avec exactitude la doctrine économique de Calvin. Il montre en quoi elle dépasse le conservatisme luthérien et qu'elle doit précisément sa plasticité à sa conception de la profession, conception qui admet le déplacement et le progrès au lieu d'une immobilité figée et qui permet de réaliser dans tout Etat cette « ascèse à l'intérieur du siècle », *innerweltliche Ascese*, qui est peut-être la contribution la plus neuve de Calvin à l'éthique des sociétés chrétiennes des temps qui ont suivi.

Sur un point de détail, mais capital, M. Bohatec me paraît avoir démontré définitivement que la phrase prêtée à Calvin par Trollet, à savoir qu'il faut tenir le peuple pauvre pour qu'il reste obéissant, est une formule que J.-B. Galiffe, lisant trop vite une page de son père (M. Bohatec parle de falsification, c'est peut-être dépasser les faits), a mise inexactement et calomnieusement dans la bouche de Calvin, et qui est démentie par tout ce qu'il dit sur les misérables et le devoir de charité.

VI. — M. Wencelius a voulu saisir corps à corps l'opinion courante, banale même à force d'être répandue, qu'il y aurait une opposition irréductible entre l'art et la doctrine réformée, spécialement la calvinienne. Nudité des églises de la confession

1. L'auteur l'a résumée dans une conférence donnée à Vienne, *Calvins Gedankenwelt* (extr. du *Saemann*. Graz, 1936, in-8°, 20 p.).

2. M. Bohatec annonce un second volume : *Stadstaat Calvins in Genf*.

de Genève ; absence d'images qui fait penser au judaïsme, à l'Islam, à l'iconoclasie ; simplicité voulue du rituel, sobriété oratoire poussée jusqu'à la sécheresse des lignes¹, voilà les arguments de ceux qui prétendent « que Calvin n'avait pas d'esthétique ».

Pour prouver le contraire, M. Wencelius s'est livré à un prodigieux dépouillement. Son livre (en y comprenant le volume annexe sur l'un des plus grands parmi les peintres) est un véritable *thesaurus calvinianus* de tous les passages du réformateur relatifs à la beauté et au sentiment de l'art.

Nous ne pouvons, à notre tour, discuter en soi et pour soi la thèse de l'esthétique calvinienne. Tous les arguments ne nous en semblent pas d'égale valeur. Que l'on retrouve très souvent sous la plume de Calvin le mot de « beauté » et l'épithète de « beau », qu'il parle de la beauté de Dieu, de la splendeur divine — « la splendeur glorieuse de l'excellence divine qui nous ravit en admiration », — qu'il vante « le bel ordre de la nature », qu'il s'écrie : « Seigneur, la beauté de ton temple est sainteté permanente », qu'il ait vu dans la poésie davidienne « un ornement splendide », cela suffit-il à prouver qu'il avait une esthétique ? Cette collection de fiches où figurent des expressions empruntées à la langue du beau n'emporte pas la conviction. Elle veut trop prouver.

De la très consciencieuse, peut-être même surabondante analyse à laquelle se livre l'auteur, il me paraît ressortir que Jean Calvin a moins une esthétique au sens propre du terme qu'une métaphysique esthétique. Qu'il s'agisse de la beauté en Dieu ou de l'art dans ses rapports avec la grâce, sa conception est, en un certain sens, pragmatique, car la beauté, pour lui, doit être l'un des chemins qui mènent l'âme à la vérité. Je laisse aux esthéticiens le soin de décider si un pareil état d'esprit est proprement esthétique, car il fait du beau une catégorie de l'éthique. Il ne paraît pas conciliable avec la notion de l'art considéré comme une des formes du jeu, comme une activité libre et désintéressée. Au reste, M. Wencelius nous montre un Calvin radicalement hostile à la doctrine de l'art pour l'art, au beau pour le beau lui-même.

Cette limitation est particulièrement visible dans l'essai consacré à *Calvin et Rembrandt*, et qui doit spécialement insister sur les rapports entre le calvinisme et la peinture. Que l'auteur des deux ouvrages ait raison d'évoquer, pour démontrer qu'il est un art protestant, des noms « comme ceux de Salomon de Brosse, Jean Goujon, Bernard Palissy, Ligier Richier, puis les admirables compositeurs des psaumes huguenots comme Bourgeois, Goudimel et Le Jeune, ou encore Du Bartas et d'Aubigné », l'historien en conviendra. Il le louera de montrer dans la peinture hollandaise, soucieuse de reproduire la vie dans sa simplicité journalière, dans l'humilité des tâches quotidiennes, une application de la doctrine calvinienne sur la sainteté de la vocation et aussi sur l'usage que l'on peut faire des biens de Dieu sans se laisser aller aux excès², en deux mots sur « l'ascèse à l'intérieur du monde », et il voudrait même lui voir rappeler à cet égard l'art probe et sincère d'un Abraham Bosse, peintre fidèle de la bourgeoisie huguenote. Enfin, l'accompagnant sur les sommets, il souscrira à bien des points de sa définition de Rembrandt. Le grand peintre est calviniste d'abord parce qu'il est plein de la Bible, d'une Bible qui

1. Voy. ce qui est dit ci-dessus des *Sermons*.

2. P. 131, noter que les idées de la Noue sur la mode et la parure ont ici leur source.

n'est pas pour lui un livre d'Église réservé aux prêtres, mais la nourriture même de son âme, mais sa vision de la vie ; il traduit les scènes bibliques dans la langue, sacrée du point de vue réformé, de l'expérience de tous les jours, de l'intimité du foyer, de l'exercice loyal de la profession, de la sainteté du devoir civique. Oui, la *Leçon d'anatomie*, les *Drapiers* et ce qu'on nomme la *Ronde de nuit* sont, aussi bien que la *Fiancée juive* ou *Lazare*, ou la *Pièce aux cent florins*, ou le *Reniement de saint Pierre*, des œuvres protestantes, où le Nouveau Testament a sa place à côté de l'Ancien. Mais est-ce que cette définition épuise tout Rembrandt ?

M. Wencelius insiste sur le « message » de Rembrandt. Il aime beaucoup ce mot à la mode, et il fait du message, de la *Sendung*, une abondante consommation. Voyez (p. 51) les syndics « porteurs d'un triple message », message moral, de gloire industrielle et message « purement spirituel ». A la page suivante : « Le message de ces portraits est bien spirituel, mais, plus qu'un message qui nous révèle des âmes..., c'est le message particulier d'un groupe..., un message d'humanité... » Le livre se ferme sur une comparaison entre le peintre et le théologien, pour « faire comprendre davantage la portée de leurs messages respectifs ». Il serait amusant, dans un index statistique, de relever tous ces emplois.

Or, si nous acceptons cette phraséologie, nous dirons que le « message » du peintre dépasse infiniment en richesse le « message » du théologien. Dans le message d'humanité de Rembrandt, il y a tout autre chose encore qu'une exégèse, et l'esthétique de Rembrandt n'est pas, comme celle de Calvin, une *anciilla theologiae*. Au rebours, c'est la Bible qui sert, chez lui, à exprimer l'humanité, comme la robe de franciscain dont il enveloppe son Titus déjà marqué par la mort n'est que le symbole de l'angoisse et du tremblement paternels. Où est la théologie dans ces portraits du peintre vieilli, ruiné, failli, le cœur brisé par la douleur, doutant même de son génie, tordant ses mains, ses pauvres mains qui n'ont pas su l'enrichir ni même assurer la vie des siens ? M. Wencelius voit (il n'est pas le seul) dans l'*Enfant prodigue* une reproduction du drame de la grâce ; ne connaissant cette œuvre admirable que par la photographie, j'y vois un drame purement humain d'amour et de passion. Telle émotion religieuse sort à son insu d'une toile ou d'une eau-forte où van Rijn a pensé n'inscrire que la vision vibrante de ses yeux d'artiste.

Car il y a chez Rembrandt d'autres messages encore que ceux d'Israël, messages qui n'ont rien de pragmatique ni de spécifiquement religieux : message de la lumière qui se joue sur les splendeurs de la chair juvénile ou de la vieillesse flétrie, sur les étoffes chatoyantes ou sur les arbres tordus des paysages de sable ; message des ombres mystérieuses où transparaissent les formes fantômes ; message de la couleur pour la couleur même, pour la joie dont elle emplit l'œil de l'artiste, pour la mélodie et la symphonie des nuances. Me faire voir dans les reflets rouges du bœuf écorché une idée théologique, une preuve de l'existence de Dieu, c'est vouloir — passez-moi le blasphème — rabaisser Rembrandt aux proportions d'un illustrateur de livres de piété. Son génie échappe à toute classification et nous avons en lui un exemple de plus de ces floraisons du calvinisme que Jean Calvin n'avait pas prévues — et que peut-être il n'eût pas voulues.

Où M. Wencelius est plus à l'aise, c'est quand il parle des deux arts qui s'apparentent davantage aux préoccupations intellectuelles et aussi à la vie de l'Église : les lettres et la musique. Il n'est pas le premier, depuis Bossuet, à sacrer Calvin grand écrivain, l'un des plus grands. Mais il montre très bien que cette grandeur,

fruit d'une culture humaniste qui établit le lien entre notre Renaissance et notre Réforme, est une admirable expression de la doctrine de Calvin, un art dépouillé d'ornements inutiles, une beauté qui veut être la splendeur du vrai. Les Psaumes, dont nous parlions, lui apparaissent comme des chefs-d'œuvre de poésie, qu'il met à côté des harmonies virgiliennes, et en même temps des hymnes de l'âme devant le Seigneur. Et quant à la prose française, destinée à un si éclatant avenir, elle ne serait pas devenue ce qu'elle est si elle n'avait passé par l'école de Genève et par la discipline du culte en esprit.

Mais, surtout avec la musique, nous trouvons un accord quasi prédestiné entre la doctrine même et sa traduction esthétique. Le chant, « expression toute naturelle de l'âme que la miséricorde divine rend joyeuse », est l'exercice du sacerdoce universel des chrétiens et, en même temps, la manifestation de ce qu'il y a d'inconsciemment démocratique dans la Réforme française. Nous ne sommes pas ici dans la construction déductive, mais dans la réalité historique la mieux établie : « Par les chansons saintes », écrit le réformateur, « nous nous aiguillons pour louer Dieu, méditer ses œuvres, pour l'aimer, le craindre, le glorifier. » Il y a ici, par chance, identité entre le sentiment esthétique et l'objet religieux. Il y a, par contre, opposition entre le chant calviniste et les « abominations » papistes, les airs profanes qui avaient envahi la liturgie. Non seulement « les idées de Calvin sur la musique ont exercé la plus grande influence sur le chant sacré au xvi^e siècle », mais on sait qu'il s'est occupé lui-même de la mise en musique des Psaumes de Marot, qu'il a découvert « l'air célèbre du Psaume des batailles », qu'il a été l'inspirateur de Bourgeois et de Goudimel. Le premier de ces musiciens écrit : « J'ai pensé que je ne pourrais faire chose meilleure ni plus agréable à ceux qui prennent plaisir à louer Dieu de voix et de pensée. » Ainsi, dans ce domaine en particulier, il est une esthétique de Calvin, qui est devenue une esthétique calviniste. Ce fut, comme disait déjà Michelet, « un chant vrai, libre, un chant du fond du cœur... » Et de ce chant sortira la musique moderne.

Malgré ses exagérations systématiques, le méritoire travail de M. Wencelius est une contribution que personne ne pourra négliger.

Henri HAUSER.

H. VANDER LINDEN. *L'hégémonie européenne. Période italo-espagnole.* Paris, E. de Boccard, 1936¹. In-8°, xi-470 pages. (*Histoire du monde*, publiée sous la direction de M. E. Cavaignac, t. X.)

L'Histoire du monde, publiée sous la direction de M. Eug. Cavaignac, est, on le sait, destinée aux étudiants et au grand public et se propose de leur présenter de l'histoire de l'humanité un aperçu qui, d'une part, soit au courant du progrès des connaissances historiques, et, d'autre part, fasse aux civilisations exotiques une place plus grande que celle qui leur est accordée généralement.

Un dessein comme celui-là, qui a pour objet de restituer à l'histoire ses proportions justes, ne saurait manquer de susciter *a priori* la sympathie. Il faut convenir qu'il rendait cependant singulièrement malaisée la tâche des collaborateurs char-

1. Quelques exemplaires portent la date de 1935.

gés de la partie de l'œuvre relative à l'histoire de l'Europe. Celle-ci ne pouvait nécessairement disposer dans la collection que d'un nombre de volumes beaucoup plus réduit que celui qui lui est accordé dans d'autres histoires générales actuellement en cours de publication. C'est ainsi, par exemple, que, pour exposer l'histoire de l'Europe et de son expansion au cours de la période à laquelle se rapporte le volume dont nous rendons compte ici, période qui s'étend de la fin du xv^e au milieu du $xvii^e$ siècle, MM. Hauser et Renaudet ont disposé dans la collection *Peuples et civilisations*, dirigée par MM. Halphen et Sagnac, de plus de 1,200 pages, alors que M. Vander Linden ne s'en est vu attribuer que 450 environ.

L'*Histoire du monde* présente, d'autre part, ces inconvénients très graves — particulièrement dans une entreprise destinée aux étudiants — de ne comporter ni bibliographie, ni illustration iconographique ou cartographique, ni index. L'absence de gravures et de cartes est une lacune dont on s'aperçoit presque à chaque page dans un volume qui traite notamment de la Renaissance, des grandes découvertes et des guerres et remaniements territoriaux de l'époque moderne. Nul n'a dû le regretter plus que M. Vander Linden, qui est un spécialiste de la géographie historique et qui a consacré aux questions touchant la géographie des pages qui sont parmi les meilleures du volume. M. Vander Linden a également essayé de pallier en quelque mesure l'absence de toute bibliographie en signalant dans l'*Avant-propos* quelques ouvrages de références tout à fait généraux¹.

Le volume est divisé en quatre livres. Le premier reprend pour titre le sous-titre même du volume : « Période italo-espagnole. » C'est, en réalité, un aperçu de la situation de l'Europe et de l'expansion européenne à la fin du xv^e siècle. Le livre II est consacré à l'impérialisme espagnol et aux débuts de la Réforme : c'est la période chronologique qui correspond en gros au règne de Charles-Quint. Le livre III décrit l'apogée de la prépondérance espagnole : il s'étend approximativement de l'abdication de Charles-Quint au désastre de l'*Armada*. Le livre IV expose la fin de l'hégémonie espagnole : de 1588 aux traités de Westphalie².

Ces divisions, comme on voit, répondent bien à l'évolution politique de l'époque considérée. Tout en mettant principalement l'accent sur les faits politiques, l'ouvrage ne néglige cependant ni les faits économiques, ni les transformations intellectuelles.

Il n'est point possible, évidemment, de donner une analyse détaillée de la matière très dense qu'il renferme. Le large public auquel il est destiné y trouvera certainement l'essentiel de ce qu'il doit connaître. Parmi les chapitres qui nous ont paru particulièrement intéressants, signalons ceux relatifs à l'expansion coloniale : M. Vander Linden y a mis à profit le grand ouvrage qu'il a publié autrefois sur la question en collaboration avec M. Ch. De Lannoy. Ses travaux antérieurs le préparaient aussi tout spécialement à écrire les pages consacrées à l'histoire des Pays-Bas, aussi bien du Nord que du Sud³ ; il en est de même de celles sur la politique de Charles-Quint, qui nous ont paru des mieux venues.

1. A côté de la bibliographie de Read pour l'histoire d'Angleterre de 1485 à 1603, il eût été utile de mentionner celle de G. Davies, *Bibliography of British History, Stuart Period, 1603-1714*. Oxford, 1928.

2. L'histoire de l'Angleterre est cependant poussée jusqu'en 1659.

3. M. Vander Linden n'a pu faire profiter son exposé des vues nouvelles qu'il a émises

Un ouvrage d'une telle ampleur ne peut, cela va de soi, manquer d'offrir de-ci de-là l'occasion d'une remarque. Nous eussions aimé, par exemple, que fussent signalés de façon plus expresse (p. 104-105) le retour de Colomb en Espagne, en 1496-1498, et son troisième voyage, au cours duquel il toucha pour la première fois la terre ferme. Nous ne croyons pas qu'il soit exact de dire (p. 235, n. 1), à tout le moins quant à la titulature, que Philippe II ne fut que prince consort en Angleterre, ni de parler (p. 437) d'un royaume *uni* de Grande-Bretagne avant 1707. Le conseil des Troubles, institué par le duc d'Albe aux Pays-Bas, ne jugeait pas, à proprement parler, puisque, comme le dit en même temps et fort justement M. Vander Linden (p. 26), il se bornait à « préparer les sentences » rendues par le duc seul. A notre avis, il est exagéré de dire (p. 270) que la Hollande et la Zélande étaient presque entièrement calvinistes dès 1574 (cf. *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. VII [1928], p. 1624), et nous croyons avoir démontré (cf. *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, t. LXXXIX [1935], p. 268-269) que c'est en juin 1580 seulement, et non en 1578 (Vander Linden, p. 273), que les calvinistes s'emparèrent, à Bruxelles, des magistratures communales. Pour nous, enfin, si aux Provinces-Unies manquaient, comme l'assure M. Vander Linden (p. 321), « la conscience de leurs affinités et la volonté de confondre leurs destinées », elles n'offraient point les « éléments essentiels de la nationalité ».

P. BONENFANT.

R.-F. VOLTZEL. *Jean Domat, 1625-1696*. Thèse de droit, Nancy, 1936. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1936. In-8°.

Il faut rendre grâce à M. Voltzel d'avoir ramené Domat dans la terre des vivants, par une étude méthodique et consciencieuse qui ne laisse aucun détail dans l'ombre et analyse de la manière la plus méritoire cette pensée qui fut célèbre au XVII^e et au XVIII^e siècle.

Il est certain que Domat s'est appuyé d'abord sur le droit romain. Il a bien vu son importance comme source du droit français — M. Voltzel aurait pu insister davantage sur cette opinion, d'ailleurs très exacte — et comme base solide de recherches ultérieures pour un ordre naturel du droit *civil*, car tel est le but poursuivi : « Toutes les matières du droit civil ont entre elles un ordre simple et naturel, qui en forme un corps, où il est facile de les voir toutes et de concevoir d'une seule vue en quelle partie chacune a sa place. Et cet ordre a ses fondements dans le plan de la société qu'on a expliqué » (*Traité des loix*, XIV, 1).

Quel est ce plan? Il est fonction des deux commandements de la loi mosaïque et chrétienne : l'amour de Dieu et l'amour du prochain, qui doivent inspirer toute la conduite de la société. S'il n'insiste guère sur le premier précepte, Domat fait reposer tous ses raisonnements ultérieurs sur l'amour que nous devons au prochain et qui nous conduit à contracter envers lui des *engagements* familiaux ou extra-familiaux, prolongeant pour ainsi dire la société dans l'espace.

réemment à propos de la pacification de Gand (cf. *Études d'histoire dédiées à la mémoire de Henri Pirenne*. Bruxelles, 1937, p. 357-365).

Mais il faut aussi conserver dans le temps cette union indispensable entre les hommes : les successions la perpétuent, en transmettant les biens d'une génération à une autre.

Tout cela serait conforme au plan divin si le libre-arbitre des hommes ne leur permettait d'interposer leur volonté et d'empêcher ce fonctionnement harmonieux par des troubles qui blessent l'ordre de la société : après les avoir étudiés, il faut examiner la manière de rétablir l'ordre : l'intervention des deux puissances, spirituelle et temporelle.

C'est là tout le plan des *Loix civiles* : engagements nés du mariage ou des autres rapports des hommes entre eux — successions — délits et moyen de les réprimer ou de les prévenir.

Nous avons bien là une pensée du xviii^e siècle ; il est aisé d'en relever quelques traits saillants.

La société est la « destination naturelle » des hommes, qui doivent être unis dans la possession du même souverain bien et tous soumis à la loi du travail (*Traité des loix*, I, 7 ; II, 2). Aussi les engagements doivent-ils dépasser le cercle familial, et nous devons faire preuve envers le prochain de plus de charité qu'au temps du paganisme ; Domat va même jusqu'à reconnaître une obligation civile de secourir les pauvres (*Loix civiles*, IV, 4), et l'on sait combien l'Ancien Régime a développé cette idée en la transformant assez maladroitement en contrainte administrative. La dévolution successorale, comme le régime des biens, ne se comprend qu'en rapport avec les avantages procurés à la société, pouvant ainsi se perpétuer. Bien entendu, l'idée de propriété est toute naturelle et n'a point besoin de justification : la communauté universelle n'est qu'un rêve à l'usage d'hommes qui seraient « parfaitement équitables ».

Enfin, par un dernier trait général de son caractère, Domat se rattache encore à ses amis jansénistes et à tout le courant de la doctrine juridique française depuis le xvi^e siècle : il est gallican. Gallicane, sa théorie du mariage ; c'est la distinction classique du contrat et du sacrement (dans son *Droit public*, il écrira moins nettement : distinction du spirituel et du temporel, mais le sens est clair). Gallicanes aussi, ces thèses curieuses sur la différence entre police et religion : la puissance spirituelle ne regarde que « l'intérieur » ; elle ne peut s'ingérer dans le temporel.

On goûtera les ingénieuses explications de Domat, qui esquive délibérément toutes les difficultés aperçues depuis le xiv^e siècle, mais par quelles équivoques : le possessoire en matière de bénéfices qualifié matière temporelle ; la juridiction temporelle ecclésiastique sur les clercs issue d'un privilège accordé par les princes... Et, pour tout dire, d'une phrase empruntée au *Droit public*, I, 19 : « c'est cette unité de la discipline que nous appelons en France les libertés de l'Église gallicane ». Nous avons été étonné, à ce propos, d'une appréciation de M. Voeltzel, p. 175 : Domat serait parti du droit canonique pour échafauder sa doctrine. Il faut s'entendre : nous sommes d'accord si l'on veut faire allusion aux textes du décret de Gratien, invoqués par Domat, sur les lois humaines, œuvres des princes ; mais il ne s'ensuit pas que les canonistes reconnaissent à ces lois le pouvoir de régir l'Église.

On louera M. Voeltzel d'avoir analysé avec précision ces pensées de Domat. Son style est aisé ; ses connaissances sont étendues ; ses goûts littéraires se manifestent dans cette curieuse comparaison qu'il esquisse entre Pascal et Domat. Nous ne

lui ferons que des critiques de détail. Pour la forme, nous lui reprocherons, en tête des chapitres ou sections, les titres trop longs et les sommaires trop compliqués. Pour le fond, nous regrettons que M. Voeltzel se soit montré parfois d'une sobriété et d'une timidité excessives, en esquivant, par exemple, une comparaison avec la doctrine de Bodin ou celle de Beaumanoir sur le servage contraire au droit naturel.

Tout cela n'empêche pas l'ouvrage de conserver son mérite, et le lecteur moderne ne sera pas détourné de renouer connaissance avec l'honnête magistrat de Clermont.

R. LAPRAT.

Władysław KONOPCZYŃSKI. *Dzieje Polski Nowożytnej*. Cracovie, Gebethner et Wolff, 1936. 2 vol. in-8°, XII-437 et VIII-459 pages.

Id. *Konfederacja Barska*. Varsovie, Kasa Mianowskiego, 1936-1938. 2 vol. in-8°, XVI-559 et XII-652 pages.

M. Konopczyński, dont nous possédons en édition française l'étude sur *Le liberum veto*¹, vient de publier coup sur coup deux ouvrages considérables. Nous nous bornerons à signaler son *Histoire de la Pologne moderne* comme un excellent manuel pour l'enseignement supérieur : une longue carrière à l'Université de Cracovie, des travaux personnels nombreux et variés qualifiaient l'auteur pour cette synthèse.

Pour le second ouvrage, *La Confédération de Bar*, M. Konopczyński a fouillé de nombreuses collections polonaises publiques et privées, visité les principaux centres européens depuis Copenhague jusqu'à Vienne, depuis Londres jusqu'à Moscou : au total, plus de cinquante dépôts d'archives. Et, de cette vaste enquête, il condense les résultats en 1,200 pages magistralement composées : il retrace en cinq parties — en cinq actes — les péripéties de la tragédie barienne, puis expose dans une ample conclusion (250 pages) le rôle des différentes classes sociales, l'organisation même de la Confédération, les publicistes, les buts secrets des Bariens et les résultats auxquels ils ont abouti.

En 1764, les Czartoryski ont dupé Pétersbourg. S'ils ont appelé 6,000 soldats russes, ils ont pratiquement aboli le *liberum veto*, adjoint aux redoutables ministres à vie des commissions exécutives, assuré l'élection de Poniatowski, dont on ne saurait mettre en doute les intentions patriotiques. L'ambassadeur Repnin cherche bientôt la revanche de la Russie : il fait entrer en Pologne quelque 25,000 hommes, encourage les mécontents dans le projet de détrôner Stanislas, les attire dans le guet-apens de Radom, maintient Poniatowski sur le trône et, par la terreur, obtient de la Diète confédérée de 1767-1768 le rétablissement du *liberum veto*, l'octroi aux dissidents de l'égalité politique, le tout sous la garantie de Pétersbourg. M. Konopczyński rappelle brièvement ces notions préliminaires, les historiens polonais ayant depuis des années fait justice des calomnies colportées par les Bariens.

Les gentilshommes du palatinat de Podolie, qui se confédèrent à Bar (29 février

1. Voir le compte-rendu dans *Revue historique*, 1934, t. CLXXIII, p. 177-179.

1768), élisent deux maréchaux d'origine bien différente : Michel Krasinski appartient à une famille illustre et déchue ; Joseph Pulaski avait fait sa fortune dans la basoche et semble avoir été transfiguré par le patriotisme depuis ce jour où, insulté par Repnin, il a porté la main à son épée. Au sein des autres confédérations de palatinat, au sein de la Confédération générale fondée en octobre 1769, M. Konopczyński distingue et oppose deux éléments : les *chevaliers* et les magnats. Les chevaliers, c'est-à-dire les combattants, se recrutent dans la *szlachta*, et surtout dans la plus pauvre. Le plus souvent, ils s'enfuient en désordre devant les troupes russes, mais ils les affrontent héroïquement s'ils sont guidés par un Casimir Pulaski¹ ou par les officiers de la mission française. Ces bandes improvisées, sous des chefs insaisissables comme Sawa ou Zarembo, harcèlent sans trêve l'ennemi.

Au contraire, les magnats se tiennent loin des batailles — sauf Joachim Potocki ou l'hetman Ogiński. A peine versent-ils quelque argent. La plupart rêvent moins d'affranchir la Pologne du joug russe que de remplacer Poniatowski par un prince plus favorable à leurs intérêts privés. Wessel, le plus pervers, le plus actif, veut revivre ce temps d'Auguste III où, grand-trésorier, il s'appropriait les deniers publics sans être gêné par une Commission du Trésor ! Les passions partisans égarent l'évêque Adam Krasinski à collaborer avec ces magnats qu'il méprise, mais elles n'étouffent pas complètement en lui le souci de l'intérêt national.

Le roi, pris entre Repnin et les confédérés de Radom, a dû plier : ainsi a-t-il sauvegardé plusieurs heureuses réformes politiques et administratives. Le voici pris à nouveau entre Repnin et les confédérés de Bar. L'ambassadeur joint aux menaces de déposition un argument adroit : de toute manière, les troupes russes courront sus aux confédérés ; la répression sera moins dure si le roi en charge également les troupes polonaises. Stanislas se laisse convaincre par l'ambassadeur, malgré les conseils des Czartoryski et sans avoir négocié sérieusement avec les confédérés. Bientôt, il regrette cette faute désastreuse et, dès novembre 1768 — la Porte venait de déclarer la guerre à la Russie — Stanislas arrête, de concert avec ses oncles, avec ses ministres et Zamoyski, le plan qu'il devait soutenir pendant deux ans : réconciliation entre le roi et la Confédération, médiation franco-autrichienne entre les Polonais réconciliés et la Russie.

Dans le camp adverse, plusieurs souhaitent l'arbitrage de Zamoyski entre le roi et la Confédération. L'évêque Krasinski reste en correspondance avec Sophie Lubomirska : elle l'invite à s'entendre avec les Czartoryski, l'assure que Stanislas vaut mieux pour les Polonais que n'importe quel prince d'origine étrangère. Cependant, Wessel intrigue auprès du gouvernement turc avec tant de succès que, pour plaire à la Porte, les Confédérés de Bar, réfugiés à Warna, proclament l'inter règne (9 avril 1770) et adressent cet acte à la Généralité. L'évêque Krasinski intercepte l'original du manifeste de Warna et le tient secret. Nous voici au cœur du drame barien : la réconciliation des Polonais pour le salut de la patrie ou la guerre civile sans merci, pour le plus grand profit de l'étranger. L'évêque de Kamieniec hésite à couper les ponts entre la Confédération et la cour ; il ne veut pas prendre une aussi grave décision sans l'agrément de Versailles.

1. M. Konopczyński a consacré à ce personnage une importante biographie (*Kazimierz Pulaski*, Cracovie, Gebethner et Wolff, 1931, in-8°, XII-420 p.) enrichie de plans et de cartes pour l'histoire militaire de la Confédération.

C'est en 1770 seulement que Choiseul se décide à intervenir activement en Pologne : il nomme ambassadeur à Vienne Durand (30 mai) et adresse à la Généralité le colonel Dumouriez (7 juin). Durand doit négocier avec Kaunitz la médiation de la France et de l'Autriche entre la Pologne et la Russie. Après une entrevue encourageante avec le chancelier, Durand donne à Dumouriez des instructions formelles (20 juillet) : conseiller aux confédérés d'ajourner la question de l'inter-règne pour permettre la réconciliation de tous les Polonais.

Dumouriez arrive à Eperies (31 juillet) en pleine crise. L'évêque Krasiński a soulevé l'indignation des magnats en proposant de faire appel aux Czartoryski. Le colonel, vraisemblablement gagné dès Paris par un agent de Wessel, se range aussitôt du côté des magnats, qui obtiennent enfin de la Généralité le vote de l'inter-règne (22 octobre). M. Konopczyński relève les mensonges accumulés par l'aventurier dans sa correspondance et dans ses *Souvenirs*. La funeste insubordination de Dumouriez — nous dirions volontiers sa *première trahison* — ruine le beau projet de réconciliation patriotique, et la Pologne ne sera pacifiée que par les trois puissances copartageantes.

Les Bariens se sont posés en défenseurs de la foi et de la liberté. Dans quelle mesure ont-ils combattu pour ce double idéal? Michel Krasiński et Joseph Pułaski conçoivent sincèrement leur entreprise comme une croisade pour la défense du catholicisme. Mais l'évêque Krasiński condamne aussitôt cette attitude comme impolitique et, parmi les magnats bariens, M. Konopczyński relève nombre de francs-maçons zélés. Il ne s'agit donc point de faire triompher l'intolérance. Pétersbourg et Berlin n'ont d'ailleurs pas demandé pour les dissidents cette entière tolérance, à laquelle le roi et les Czartoryski auraient applaudi, mais une égalité politique sans exemple en Europe. Par cette exigence inadmissible, les deux cours cherchaient à envenimer les querelles entre Polonais. Fait typique : si bien des prêtres et des moines excitent les fidèles en faveur des Bariens, les confédérés se plaignent fréquemment aussi de la tiédeur du clergé. Et les ordres les plus éclairés, la Compagnie de Jésus et la Congrégation des Écoles pies, soutiennent fidèlement le roi.

Quand les Bariens invoquent la *liberté*, ils unissent volontiers sous ce vocable l'indépendance nationale et la *liberté dorée* : deux notions pratiquement inconciliables. Dans leurs manifestes et dans leurs discours, ils n'épargnent rien de l'œuvre salutaire des Czartoryski et du roi. Ils vantent les institutions du temps d'Auguste III et pourtant nul, parmi leurs chefs, ne veut purement et simplement restaurer l'ancienne anarchie. Quand les cours étrangères s'enquièreient de leurs intentions, ils sont amenés, comme malgré eux, à prôner sous une forme ou sous une autre des commissions exécutives et quelque palliatif au *liberum veto*. Ils y joignent quelques mesures pour amoindrir le pouvoir royal, mais M. Konopczyński se refuse à voir en eux les champions d'une grande idée, les champions de la liberté contre l'absolutisme. Car les chefs bariens subordonnent leur programme aux questions de personne et de parti : tant que règnera Stanislas, ils n'admettent aucune réforme, même la plus utile, mais ils sont prêts à sacrifier leurs principes républicains en faveur d'un prince saxon.

Wielhorski se garde bien de révéler à Mably et à Rousseau le traité du P. Konarski, *Du mode efficace de délibérer*, 1761-1763. C'est que les Czartoryski en ont assez exactement réalisé le programme et que ce moine-patriote, plus sensible à

l'intérêt national qu'aux considérations de parti, s'est attaché à la « famille » et au roi. Pouvons-nous l'ajouter en passant, les *Observations* de Mably et les *Considérations* de Rousseau ne soutiennent pas la comparaison avec l'œuvre magistrale du P. Konarski. D'après M. Konopczyński, Rousseau « combat peut-être plus âprement les conseils de Mably que les préjugés des Polonais » et, dans la deuxième partie de ses *Observations*, datée du 9 juillet 1771, Mably ne réfute pas seulement les objections des confédérés, mais celles de Rousseau. Cette remarque et divers autres indices permettent à M. Konopczyński de préciser que Rousseau a rédigé ses *Considérations* d'octobre 1770 à avril 1771.

Le professeur cracovien, en faisant la lumière sur une des plus troubles et des plus graves crises de l'histoire polonaise, a découvert ou recueilli de nombreux documents intéressants pour l'histoire de la diplomatie et de la pensée politique françaises. Nous souhaitons qu'il veuille bien exposer au public français les questions particulièrement susceptibles de l'intéresser. M. Konopczyński nous promet, pour commencer, une étude en français sur Choiseul et la Pologne.

Ambroise JOBERT.

Gustave VALLÉE. La conscription dans le département de la Charente, 1798-1807. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1937. In-8°, 708 pages.

L'ouvrage de M. Vallée, qui est une thèse de doctorat, porte un titre qui, au premier aspect, n'est pas sans inquiéter quelque peu le lecteur. On redoute de tomber dans la sécheresse d'une statistique ininterrompue et on hésite à ouvrir le livre. Mais le début vous met tout de suite à l'aise. Je ne parle pas ici de la volumineuse et méthodique bibliographie placée au début du volume, que complètent et soulignent de nombreuses et copieuses notes presque à chaque page. Il me serait facile d'insister sur l'intérêt de cette bibliographie, où l'auteur a poussé la conscience jusqu'à mettre en addenda certains livres parus depuis que sa thèse était déposée en Sorbonne. Je préfère dire qu'elle a permis à l'auteur de condenser, dans un premier chapitre, un excellent résumé du rôle de la milice sous l'ancien régime, mais uniquement sous le rapport de l'impopularité, pour expliquer, en restant dans les limites de son sujet, les difficultés que rencontra, sous la Révolution, le Consulat et l'Empire, l'établissement du service obligatoire, en passant successivement par le système des volontaires nationaux, puis par celui de la réquisition. Toute cette partie est remarquablement bien conçue. M. Vallée montre que le système des volontaires n'a au fond rien de démocratique, puisque le remplacement existe et qu'en réalité les véritables volontaires constituent une minorité : la levée de 300,000 hommes du 24 février 1793 rappelle elle-même d'une façon frappante le mode de recrutement de l'ancienne milice.

Si la loi du 23 août 1793 établit le service obligatoire et universel, le législateur n'a pas songé à régulariser le recrutement : c'est une loi de circonstance qui n'a pas prévu le lendemain. Après avoir atteint en septembre 1794 un effectif de près de 750,000 hommes présents sous les armes, l'armée nationale ira en diminuant par le feu, par les maladies, bien plus encore par la désertion. J'ai moi-même constaté que, dans certains bataillons de volontaires, les 8/9 des pertes étaient causées

par la désertion. M. Vallée insiste avec raison sur ce qu'il appelle un fléau, et il ajoute que cette armée, ne se recrutant pas, « ressemble à un grand corps qui s'anémie de plus en plus et menace de devenir exsangue à bref délai ».

Comment guérir cette armée malade? C'est Jourdan qui propose le remède, et ce remède c'est la loi du 19 fructidor an VI sur la conscription, que M. Vallée analyse en en dégageant les traits essentiels. Il ne s'agit plus ici d'un expédient, mais de la création d'un organisme destiné à durer, puisque la loi prévoit la pérennité de la conscription. Dans son esprit, elle ne doit pas épuiser la matière mobilisable, puisque tout conscrit n'est pas nécessairement un appelé. Il est seulement à la disposition de la nation pendant cinq ans. Ce temps expiré, il est libéré de ses obligations militaires, du moins dans l'armée active.

Malheureusement, cette loi, les circonstances obligent à l'appliquer en hâte et, comme il faut demander 200,000 hommes d'un coup, douze jours seulement après le vote de la loi, les difficultés pratiques apparaissent. C'est alors que M. Vallée étudie en détail ces difficultés pratiques dans un département, choisi avec intelligence parmi les départements moyens, où les résultats sont honnêtement passables, tout en laissant voir les difficultés que rencontre l'application de la loi, les longueurs qu'entraîne la confection des listes de recrutement par les municipalités prises au dépourvu, la quasi-impossibilité d'empêcher l'insoumission comme la désertion. M. Vallée ne manque pas, et il le fera pour chaque levée d'hommes, de comparer les résultats obtenus dans le département de la Charente avec ceux du reste de la France, aussi bien pour le départ des conscrits que pour leur incorporation. Il cite des chiffres édifiants : 97,000 conscrits présents au départ sur 143,000, au lieu de 200,000 demandés et 74,000 incorporés seulement. Ce qui entraîne naturellement, pour résister à la deuxième coalition qui se forme, de nouveaux appels où le déchet est encore plus sensible, malgré des tentatives restées infructueuses pour récupérer les réfractaires et les déserteurs. On touche du doigt les défauts de l'application de la loi : lenteur des municipalités à dresser les listes de recrutement, imperfection parfois volontaire de ces listes, nombre considérable des candidats à la réforme pour cause physique (1,500 sur 1,721 conscrits en Charente), enfin difficulté du transport des futurs soldats de leur département d'origine au lieu de leur incorporation. Chaque groupe de 100 hommes n'a qu'un gradé pour le conduire. Aussi le résultat est-il déplorable : sur 81,000 conscrits présents au départ cette fois, il en arrive à destination 57,000 ; le reste a déserté.

Et les levées se succèdent ! Voici la troisième en moins d'un an. Sans hésiter, on appelle tout le monde, ou du moins tout ce qui reste des conscrits des cinq classes soumises au recrutement en l'an VII, et, pour les incorporer, on crée des bataillons auxiliaires qui n'emèneront aux frontières que des hommes habillés, équipés, armés et encadrés. Il n'y a plus de remplacement et le conseil de révision est composé exclusivement de militaires. Mais, alors, d'autres difficultés surgissent pour habiller, équiper, armer et aussi loger et nourrir les conscrits qu'on veut caserner, ce qui ne les empêche nullement de désertir. Pourtant, il est indéniable que les précautions prises pour grouper les conscrits avant toute opération de révision ont porté leurs fruits, car, tout au moins en Charente, le pourcentage des insoumis a sensiblement diminué.

Avant d'aborder le nouveau régime institué par le Consulat, M. Vallée étudie les cas de dispense et aussi les causes et les caractères de l'insoumission et de la

désertion. Il reprendra cette étude à l'avènement de l'Empire et à la fin de 1807. Grâce à lui, on apprend que sont dispensés de la conscription, du moins provisoirement, les médecins et les inscrits maritimes : ce qui est assez piquant dans un département qui nulle part ne touche à la mer. La dispense définitive est accordée aux gens mariés, aux ouvriers des usines de guerre, aux élèves de l'École polytechnique et, naturellement, à ceux qui se font remplacer, sous réserve que leurs remplaçants n'aient ni déserté, ni quitté leur demi-brigade pour cause d'incapacité physique.

Pour l'insoumission et la désertion, M. Vallée montre, en particulier, l'influence du milieu géographique et il établit pour toute la France une sorte de répartition géographique de l'insoumission. C'est parfois très curieux : la région du Massif central, malgré sa pauvreté, est un foyer d'insoumission dont M. Vallée nous signale le cas. Les terres froides du département de la Charente (arrondissement de Confolens), pays de métayers misérables, forment géologiquement le prolongement du Limousin : la désobéissance à la loi du 19 fructidor an VI y est bien plus marquée que dans les terres chaudes, au sol calcaire, beaucoup plus riches. Peut-être aussi l'action des familles, par crainte des garnisaires, a-t-elle été plus efficace sur les candidats réfractaires dans les pays riches que là où l'on n'a rien à perdre.

Le Consulat va essayer de se débarrasser de la lèpre de l'insoumission. Pour remédier au manque d'entente entre les administrations départementales et municipales, la Constitution et la nouvelle organisation administrative créeront un pouvoir central, émanation directe du gouvernement, dans chaque département, le préfet, auquel le maire nommé par le gouvernement dans chaque commune sera subordonné, en même temps qu'il sera surveillé de plus près par le sous-préfet. Mais la période de transition est plutôt pénible : ces administrations moribondes, ou à peine nées, apportent dans les opérations soit une force d'inertie incoercible, soit une incapacité notoire. Aussi les opérations du recrutement traînent-elles pendant quinze mois, mais le résultat final est atteint grâce à un procédé nouveau et efficace : le gouvernement rend les communes responsables de la levée. S'il manque un conscrit dans une commune, elle doit en fournir un autre à la place et, l'intérêt individuel étant en jeu, le procédé réussit dans la Charente comme partout en France, puisque l'effectif demandé est partout atteint, malgré les désertions en cours de route. M. Vallée, cette fois encore, nous situe géographiquement les régions qui répondent le plus volontiers à l'appel, ce sont l'Est et le Nord-Est, comme celles qui se montrent le plus réfractaires sont le Sud-Ouest, le Massif central et la Corse.

Avec la paix de Lunéville et le traité d'Amiens, le régime de la conscription se transforme et s'humanise. En l'an X, on n'appelle que 30,000 hommes sous les drapeaux ; 30,000 autres sont laissés dans leurs foyers, du moins jusqu'à nouvel ordre. On les appelle à bon droit les conscrits de réserve, car c'est parmi eux que le Premier Consul puisera chaque fois qu'il aura besoin de renforts. Les assemblées locales sont un instant appelées à jouer un rôle soit dans la répartition du contingent, soit dans la constitution de la liste des partants qu'établit l'administration municipale de la manière qui lui convient le mieux. D'autre part, les conscrits sont, en général, groupés dans les mêmes corps de troupes, pour lutter le plus possible contre la nostalgie. Enfin, pour éviter le déficit dans la levée, on institue une

liste de conscrits supplémentaires où figurent tous ceux qui ne se sont pas présentés, ceux qui ont simulé une maladie, comme aussi les ajournés. Cependant, dès le début, on puise dans la réserve à diverses reprises pour trouver des cuirassiers, des ouvriers spécialistes, des charretiers, etc.

Peu à peu les modalités de la conscription se transforment. L'expérience permet de remédier aux lenteurs du début. Dans la pratique, c'est désormais le préfet qui s'occupe de la répartition du contingent en utilisant les tableaux de recensement des années précédentes. De même, la désignation de ceux qui partent est confiée à des commissions spéciales, en présence et sous la surveillance d'un délégué du pouvoir central.

Et c'est ainsi que sous l'Empire, du moins jusqu'en 1808, si la conscription devient de plus en plus lourde, le rendement en conscrits n'en souffre pour ainsi dire pas, parce que, les listes étant mieux établies, personne ne peut se soustraire aux opérations préliminaires du recrutement. Et voilà comment, bien qu'on appelle sous les drapeaux un plus grand nombre de conscrits, le pourcentage des appelés par rapport à l'ensemble des habitants est près de trois fois moindre qu'en 1799. Cependant, les appels se multiplient non pas seulement d'année en année, mais dans le cours d'une même année. C'est d'abord la loi du 3 germinal an XII (24 mars 1804) qui appelle sous les drapeaux, à la date du 8 nivôse an XIII (29 décembre 1804) les conscrits de l'an XIII. Puis c'est la levée de l'an XIV, votée le 27 nivôse de la même année (17 janvier 1805). Cinq classes de réserve sont appelées en fructidor, etc. En août 1806, convocation de la classe ayant vingt ans au cours de cette année; le 4 décembre 1806, appel des conscrits de 1807; en avril 1807, appel de la classe 1808.

M. Vallée montre avec quelle habileté le préfet dirige la conscription, qui doit être, d'après le ministre, sa principale préoccupation, n'abusant pas des moyens violents, du moins dans la période qui nous occupe, pour ne pas surexciter la population, employant la douceur, la persuasion, utilisant aussi bien ses subordonnés directs, les sous-préfets, que le clergé chargé d'enseigner en chaire l'obéissance à l'Empereur, notamment en ne se dérochant pas à la conscription. Enfin, l'opération est dirigée en haut lieu par Lacuée, le directeur général, qui établit partout une règle uniforme, pour faire disparaître les abus, généraliser la jurisprudence, poursuivre les fauteurs de désertion et les exploiters de recrues.

Enfin, l'auteur, dans sa conclusion générale, se voit forcé de reconnaître que, malgré tous les perfectionnements introduits dans la machine à recruter, on n'a jamais pu supprimer ni l'insoumission, ni la désertion, d'une part parce qu'on incorpore les nouveaux soldats trop loin de leur pays d'origine et aussi parce que l'opinion publique n'est pas hostile aux insoumis; elle a pour eux l'indulgence dont le public a de tout temps fait preuve à l'égard des fraudeurs. C'est l'éternelle histoire de Guignol, de Polichinelle et du gendarme. L'auditoire manifeste toujours contre le gendarme.

La conscription est impopulaire; bientôt elle deviendra odieuse; mais ceci nous entraînerait trop loin, par delà la limite que M. Vallée s'est imposée, du moins dans ce livre, car il se propose de continuer son étude et ce ne sera pas la partie la moins intéressante de son travail que l'exposé, entre 1808 et 1814, de la résistance de plus en plus acharnée de la jeunesse à cette conscription détestée, au fur et à mesure que les pertes en hommes augmentent, notamment après l'expédition

de Russie, où l'on considéra comme morts tous ceux qui avaient quitté les rangs aussi bien avant que pendant la retraite.

(Euvre de patience et de conscience, de psychologie et d'érudition, la thèse de M. Vallée doit être consultée toutes les fois qu'on aura à étudier la formation de nos armées sous le Directoire et l'Empire, si l'on veut se rendre compte de la place capitale que tient la conscription dans le fonctionnement général de l'administration napoléonienne.

Georges SIX.

Georges LEFEBVRE. *Napoléon*. Paris, Félix Alcan (collection « Peuples et civilisations »), 1935. In-8°, 606 p. Prix : 60 fr.

Le sujet a tenté pas mal d'écrivains. Peu nous ont fourni des essais satisfaisants. Sans doute, dans ce « canton » historique, est-il plus difficile peut-être que partout ailleurs de rester sur le terrain scientifique. Et la nécessité évidente de lier l'histoire révolutionnaire et l'histoire napoléonienne favorise de fâcheux glissements, qui viennent ajouter à la difficulté naturelle de l'entreprise. Napoléon exerce le plus souvent sur ses historiens une sorte d'attraction mêlée d'antipathie. Selon que prédomine tel de ces sentiments apparaît alors une tendance à l'hagiographie ou au dénigrement. Ce n'est déjà pas un mince mérite que d'échapper à ces périls. Mais, pour l'auteur du présent livre, une autre difficulté se présentait. Le caractère de la collection *Peuples et civilisations* imposait l'explication d'une période de l'histoire mondiale, sans étouffer la puissante personnalité qui en est le centre, en soulignant, au contraire, les influences réciproques de l'homme et de son temps. Il y fallait le dépouillement attentif d'une énorme bibliographie, et surtout une belle sérénité d'esprit. On ne s'étonnera pas de la parfaite réussite de M. G. Lefebvre, mais elle est admirable, par la matière apportée et par la mise en œuvre.

Un vieux principe de l'école historique impose à l'historien la méthode narrative. Il a été parfois un peu négligé par les auteurs de synthèses à la mode, voire même dans quelques ouvrages de la collection où figure ce *Napoléon*. Ils lui ont préféré des tableaux suggestifs, certes, et qui embrassent bien toute la complexité d'une époque ou d'une société, mais l'ensemble est mal éclairé de touches trop fugitives, où l'explication souffre d'allusions trop nombreuses et trop imprécises. On ne retrouvera pas ici ce procédé. D'un bout à l'autre, le *Napoléon* de G. Lefebvre est un récit, clair et suivi, où les faits, à quelque domaine qu'ils appartiennent, sont exactement à leur place, sobrement mais nettement résumés : mesures politiques, événements sociaux, manœuvres stratégiques, spéculations financières. L'intégration de ces dernières à l'exposé, avec leur mécanisme, n'est pas une des moindres originalités de l'ouvrage. Cette méthode narrative d'exposition répond parfaitement, d'ailleurs, à la conception de l'œuvre elle-même. Trop ont eu tendance à nous présenter un Napoléon en pleine possession, dès le début, de ses plans et déroulant sa « geste » suivant un canevas qui date des premières années de sa carrière. Laudateurs et contempteurs y trouvaient leur compte, mais ont-ils pris garde qu'ainsi leur échappait non pas seulement l'explication de certains faits, mais l'essentiel peut-être de l'esprit napoléonien : cette faculté d'adaptation aux circonstances, cette puissance d'improvisation dans des situations bouleversées, cette richesse

d'imagination qui fournit des solutions nombreuses à tous les problèmes. Elles doivent intervenir non pas seulement pour rendre intelligible le détail, mais la création napoléonienne. Le récit de G. Lefebvre restitue à celle-ci ce qu'elle a de mouvant et parfois de contradictoire. Et, d'ailleurs, les avantages de cette méthode n'excluent pas ceux de l'exposé synthétique. Les étapes, si bien marquées par le récit dans la carrière napoléonienne, permettent d'introduire, en bonne place, les tableaux d'ensemble où ne manquent point les pénétrantes analyses, qu'il s'agisse de la société française issue de la Révolution, de l'essor industriel ou des courants d'idées dans la littérature européenne. Heureuse méthode qui nous donne, malgré la densité et la diversité de la matière, un instrument de travail d'une rare qualité et d'une lecture toujours attachante.

Il ne peut être question de résumer ici une œuvre de pareille ampleur. Bornons notre examen à quelques chapitres significatifs. Le livre premier (trois chapitres) s'intitule : *L'héritage de la Révolution*. Il décrit la situation de l'Europe et de la France à la fin de l'année 1799. Il faut surtout retenir la persistance des raisons de conflit entre elles. Elles s'expliquent non par des questions d'équilibre territorial, mais par l'aspect social de la Révolution. Même après le recul qui commence au 9 thermidor, même après son « embourgeoisement », aristocraties et monarques d'Europe ne sont pas plus conciliants à l'égard de la France révolutionnaire. Et partout, malgré le premier retentissement des événements parisiens, les mouvements réformateurs conçus ou ébauchés en plusieurs pays s'avèrent impuissants. D'où une première conclusion : on ne peut nier que l'extension des idées françaises ne soit due à l'armée napoléonienne. Mais, en même temps, le conflit européen tend à revêtir une forme idéologique. Il ne sera pas cependant aggravé par l'apparition du courant antirationaliste. Tout au plus celui-ci favorisera-t-il en France la réaction catholique et politique qui se manifeste sous l'Empire, sans détacher des conquêtes révolutionnaires la majorité des Français. Ce qui explique la profondeur du fossé creusé entre eux et l'Europe. D'où la méfiance qui subsiste à travers tous les pourparlers diplomatiques, les calculs et les arrière-pensées des hommes d'État. Napoléon reste pour tous, comme pour Pitt, « le dernier aventurier dans la loterie des révolutions ». Il faut apporter cela à sa décharge, et le retenir pour l'intelligence du « climat » de l'époque napoléonienne. Autre fait, mieux connu cependant : l'éveil des nationalités, consécutif à la guerre plutôt qu'à la Révolution elle-même. Si le sentiment national n'a pas peu contribué à sauver la France attaquée, il rendra le même service à d'autres pays en guerre avec Napoléon et rendra plus complexes et plus difficiles à résoudre les problèmes européens. Le principal était le rétablissement de la paix. Justement, les armes semblaient impuissantes devant lui. « De tous les coalisés, l'Angleterre seule était arrivée à ses fins... (mais) n'avait pas encore compris que sa flotte ne pouvait réduire la France à capituler et que sa victoire devait être gagnée sur le continent. » La France restait très forte, malgré ses difficultés politiques et financières, malgré la perte de ses dernières colonies ; le blocus anglais s'était révélé inopérant. L'Angleterre avait regagné en Amérique les marchés perdus en Europe, poursuivait sa « révolution industrielle », mais ne pouvait accepter l'extension territoriale de la France qui résultait de la politique des « frontières naturelles ». Toutes conditions qui semblent peu favorables à la liquidation du conflit. Pourtant des circonstances propices à l'élaboration, sinon d'une paix définitive, du moins d'une trêve de longue durée, « une ou deux décades »,

s'étaient déjà présentées en 1797 et semblaient réunies de nouveau en 1799. L'occasion était à saisir, du côté français. Or, après brumaire, le choix entre la paix et la guerre ne dépend plus que d'un homme, Bonaparte, « dont le tempérament, plus encore que le génie, ne pouvait s'accommoder spontanément de la paix et de la modération ». Le drame de l'époque napoléonienne est un drame psychologique. Il commence par une erreur du même ordre. Napoléon a été porté au pouvoir par une conjuration de « notables » soucieux d'assurer, au moyen de l'armée, la dictature de la bourgeoisie. Ils se livrèrent, on le sait, à celui dont il voulait faire un simple instrument.

Le portrait de Napoléon que trace ici G. Lefebvre mérite de devenir classique. Tous les traits essentiels, et parfois contradictoires, de sa personnalité physique et morale sont ramassés sous une forme vigoureuse. Il y a là une analyse minutieuse, avertie et sagace, qui rassemble, évidemment, des faits connus, mais en leur donnant une unité saisissante. Cette puissance de travail intellectuel, cette profonde connaissance des hommes, cet appétit d'action et de gloire, ce goût spontané de la dictature qui est vraisemblablement un « pli du métier militaire », tout, au fond, se ramène à la puissance exceptionnelle d'un tempérament, à un dynamisme sans freins qui va user de facultés rarement rencontrées à un si haut degré chez les humains. « C'est le Napoléon romantique, une force qui se détend et pour qui le monde n'est qu'une occasion d'agir dangereusement. » Voilà, du coup, l'homme remplacé dans sa génération, sans être diminué. L'inquiétant était que ses origines quasi étrangères et son « individualisme forcené » aient privé de normes salutaires : loyalisme monarchique ou vertu civique. Sa force en est accrue, mais non pas assurée. Pour son historien, il n'y a point de « commune mesure et de société véritable entre lui et le commun des hommes ». Pour lui, pas davantage : la France et le monde devaient l'éprouver sans tarder.

Le chapitre III du livre III est consacré à l'instrument par excellence de l'action napoléonienne : son armée. Celle-ci garde beaucoup de traits de l'armée révolutionnaire par la pratique de l'amalgame, de l'avancement par le rang, gardée jusqu'au bout. Sans doute, l'usage du remplacement, pour favoriser les « notables », est déjà une première altération du principe d'égalité. Mais le soldat de l'Empire reste un soldat improvisé, sans grande instruction préalable, sans « esprit militaire », peu discipliné. Il garde longtemps les sentiments proprement jacobins : anticléricalisme, haine de l'aristocratie. N'est-ce pas surtout par eux que s'étendra l'influence révolutionnaire en pays étranger ? Le recrutement est assuré par un système de conscription à outrance dont il ne faut pas exagérer les méfaits. Il n'imposa à la nation une certaine fatigue qu'à la fin, après les défaites et lorsque la conscription tendit à se rapprocher de la levée en masse. Cette armée était une « improvisation continue ». Peu de nouveautés dans son organisation, qui reste celle de la Révolution. Des cadres souvent médiocres. Elle va subir un affaiblissement progressif tout au long de la guerre, et du fait même des conquêtes qui lui font perdre peu à peu son caractère national. Telle quelle, en 1805, elle est cependant la meilleure du monde, et le prouvera rapidement, en trois ans. Mais « sa puissance repose sur l'exaltation de la valeur individuelle et sur le génie de son chef ». La préparation à la guerre reste aussi défectueuse que sous la Révolution ou même l'Ancien Régime. L'empereur reste dans la dépendance des fournisseurs et les approvisionnements de l'armée sont souvent insuffisants. On se borne à lui assurer des armes et des munitions.

Pour le reste, y compris la solde, application du précepte : « La guerre doit nourrir la guerre. » Encore fallait-il qu'elle fût victorieuse. Et, de toute manière, un dur effort est imposé au soldat, aux dépens de qui est improvisée la guerre. Cela se marque en particulier dans les insuffisances du service de santé, au-dessous du médiocre. L'enfer des ambulances napoléoniennes a certainement contribué dans une large mesure à faire naître la légende des pertes immenses subies par les armées françaises. On sait, depuis les recherches de M. Meynier, reprises par G. Lefebvre, combien elle est inexacte.

L'organisation militaire en vue du combat reste aussi très voisine de celle qui prévalut sous la Révolution. L'empereur garde divisions et corps d'armée. « Ses succès tiennent à la hardiesse et à la promptitude de ses résolutions, à la rapidité foudroyante des mouvements qu'il ordonne ». D'ailleurs, par nécessité financière, la guerre napoléonienne, mal préparée, devait être courte, mais elle en est aussi plus prestigieuse. Une des pages les plus intéressantes de G. Lefebvre est celle qu'il consacre aux caractères essentiels de la doctrine militaire de Napoléon. Elle aurait été conçue, semble-t-il, sur le terrain de ses premiers exploits, dans la plaine du Pô : « enfermée par un cercle de montagnes, qui ne permettait pas à l'ennemi de se dérober, et d'étendue médiocre, que les corps savamment échelonnés pouvaient embrasser aisément et parcourir sans épuiser leurs forces ; fertile aussi et où l'on trouvait à se refaire. » De fait, à mesure qu'on s'éloigne d'une région semblable, les moyens de l'empereur semblent diminuer et ses opérations seront moins aisées dans les plaines allemandes et dans l'immensité russe. Autre fait, noté plus loin (chap. III du livre IV) : Napoléon a-t-il suffisamment pris garde à la tactique de Wellington, essayée en Espagne, puis appliquée à Waterloo? Faut-il faire intervenir, pour expliquer cette insuffisance d'adaptation à des conditions nouvelles, le manque d'informations exactes, le mépris des hommes et des choses de plus en plus marqué à mesure que vieillit l'empereur? Ou tout simplement faut-il entrevoir ici les limites d'un esprit prodigieux, et dans le domaine où sa maîtrise est incontestable?

De toutes les entreprises napoléoniennes, la plus célèbre est le blocus continental. Faute de travaux d'approche et d'information, elle n'est pas la mieux connue, au moins dans ses effets et sa portée. La compétence particulière de G. Lefebvre en matière économique rend particulièrement précieuse et neuve l'étude qu'il lui consacre (chap. IV du livre IV). Le blocus a été utilisé par la France et l'Angleterre dès les premières années de leur conflit. Mais cette dernière puissance s'en tient à une règle héritée du XVIII^e siècle. Purement mercantile, le blocus anglais n'empêche pas le commerce, même avec l'ennemi. Il ne vise pas à paralyser par la faim le pays bloqué, mais à enrichir le pays qui bloque. On voit aisément que cette méthode devait avoir des effets extrêmement lents ou même peu sensibles sur le cours des événements militaires. Cependant, du côté français, sous la Convention et le Directoire, des velléités nouvelles étaient apparues, mais elles ne furent pas érigées en système. Or, après Tilsitt, qui donna à l'empereur la souveraineté incontestée de l'Europe centrale, la guerre économique contre l'Angleterre, qui ne s'incline pas, passe au premier plan. Et Napoléon reprend les plans de la Convention et du Directoire par les fameux décrets dont la série s'ouvre à Berlin et à Milan. Cette arme pouvait-elle être efficace? Fut-elle bien employée? Telles sont les questions posées.

Il est incontestable que Napoléon a eu, sinon la notion précise, du moins l'intuition de ce qu'il y avait de vulnérable dans le système économique anglais, qui

repose sur le crédit et l'exportation. De 1807 à 1809, l'Angleterre connaît de nombreuses difficultés commerciales. Elle entre en conflit avec les États-Unis, elle perd le marché européen. Cela est compensé par la conquête commerciale du Levant et de l'Amérique latine, par les progrès d'un outillage sans rival et le monopole des denrées coloniales, mais certains problèmes de ravitaillement, celui du bois pour les constructions navales, du blé pour le pain des ouvriers, sont ardues à résoudre, et les prix montent. En 1811 s'ouvre la grande crise financière marquée par la célèbre controverse entre Ricardo et Huskisson. Si le premier l'avait emporté, le rétablissement de l'étalon-or eût sans doute empêché le financement de la guerre et consacré le triomphe militaire de Napoléon. Ainsi, contrairement à l'opinion courante, il faut admettre que le blocus continental, s'il était dangereux par ses nécessités politiques, était efficace. Sans doute ne pouvait-il suffire à abattre l'Angleterre, mais il pouvait favoriser l'évolution rapide et désastreuse d'une crise interne, déterminée par la nature même du capitalisme anglais, et dont Napoléon pouvait être le bénéficiaire, sans en être le véritable responsable.

La chance anglaise fut que Napoléon n'usa jamais complètement des armes qu'il avait forgées. Au contraire. Dès 1809, une série de mesures firent perdre au blocus un caractère strict. Les raisons en sont nombreuses et diverses : mauvaise volonté des exécutants, manœuvres de la finance internationale, craintes impériales de provoquer une crise de chômage, souci de vendre le blé excédentaire, mais surtout préjugés mercantilistes, obsession de la balance commerciale et des recettes douanières. L'Angleterre, même ennemie, doit rester un client. La campagne de Russie aidant, elle fut sauvée. Il reste que le blocus napoléonien se présente, devant l'histoire, comme une transition entre celui qu'utilisèrent les hommes du XVIII^e siècle et celui qui fut appliqué au XX^e. Ici encore, chez l'homme et ses conceptions, point le génie, mais aussi se marque le temps.

Bien d'autres chapitres méritent un examen attentif et tout particulièrement ceux qui concernent l'évolution du régime impérial et celle de l'Allemagne. Mais la place m'est limitée. Et des circonstances dont ne sont responsables ni la *Revue historique*, ni l'auteur du présent compte-rendu, ont assez retardé la publication de celui-ci. Puisse-t-il donner une idée suffisante de l'intérêt qu'offre le dernier livre de G. Lefebvre. Pour tout lecteur de bonne foi, il ne peut être mis en doute.

Henri CALVET.

Marcel EMERIT. Les paysans roumains depuis le traité d'Andrinople jusqu'à la libération des terres, 1829-1864. Paris, Recueil Sirey, 1937. In-8°, 577 pages, 1 carte.

Il y a plaisir à parler de cette thèse, la première sortie des mains d'un ancien pensionnaire de l'Institut français de Bucarest. Un long séjour en Roumanie et des études approfondies ont fait de M. Emerit l'un des meilleurs connaisseurs des questions paysannes dans les pays danubiens. Le livre qu'il nous présente aujourd'hui s'arrête à la grande loi de 1864, mais l'auteur semble nous en promettre un autre qui poursuivra cette histoire jusqu'en 1920. Nous aurons ainsi, à en juger par le travail qui est sous nos yeux, une mise au point extrêmement utile, qui dis-

pensera de recourir à tout le fatras d'œuvres disparates, partiales et déclamatoires, qui, sauf de très honorables, mais bien rares exceptions, constitue actuellement la « littérature » du sujet.

M. Emerit a divisé son exposé en quatre grandes parties. La première (*Avant 1829*) décrit rapidement le pays, ses ressources et ses habitants; elle rappelle opportunément (p. 14) que l'active législation des Phanariotes, intéressante sans doute, méconnaît souvent les traditions de la coutume locale et a pu prêter à des erreurs historiques. D'utiles précisions, p. 15, sur les principales impositions; p. 24 et suiv., sur les trois classes sociales en présence, ainsi que sur l'origine de l'agitation autour des « couvents dédiés » (p. 27). La discussion sur l'établissement de la hiérarchie sociale (p. 28 et suiv.) est intéressante, mais ne se prononce pas sur la question de savoir si la distinction entre boyards dignitaires et propriétaires est originelle ou postérieure. Les *răzeși* (paysans libres) sont considérés comme ayant passé de la propriété familiale à la propriété collective (p. 36-37); cette opinion déjà ancienne de l'auteur, exposée par lui dès 1927, est à retenir, mais ne sera sans doute pas acceptée sans discussion. M. Emerit ne prend pas parti sur les origines du servage et la question controversée des *rumâni* et des *vecini*; regrettons qu'il ne puisse nous fournir, malgré des recherches approfondies, la solution d'un problème irritant, mais en reconnaissant que cette solution n'importe pas au sujet traité dans le livre. Brève analyse, mais précise, de la coutume de la terre (p. 40 et suiv.); l'auteur admet qu'il n'existe point de monopoles seigneuriaux dans la Roumanie médiévale (p. 46), mais il nous renvoie pour la démonstration à un ancien article des *Mélanges Iorga* (Gamber, 1933, p. 243 et suiv.) : un état de choses aussi original méritait peut-être plus qu'une simple mention, d'autant que les conclusions dudit article ne dépassent pas le niveau d'une probabilité d'ailleurs assez forte. Ici, contrairement à la question des *rumâni*, l'établissement du fait était indispensable, puisque l'auteur veut démontrer que les monopoles datent du XVIII^e siècle. — On trouvera, p. 48 et suiv., d'intéressants détails sur la misère et le brigandage, qui rendaient si nécessaires les efforts réformateurs du XIX^e siècle.

La deuxième partie étudie les *Règlements organiques* (Valachie et Moldavie). L'intention des Russes, nous dit l'auteur, était de se faire une clientèle (p. 55) : on le croira sans peine, mais est-ce assez dire, et est-il sûr qu'ils n'escomptaient pas une annexion déguisée, une occupation prolongée? — La remarquable administration de Kiselev, les mérites et les inconvénients des règlements organiques sont analysés avec pénétration et équité, ainsi que la lutte sournoise des boyards contre la bonne volonté évidente du général à l'égard des paysans. La *vie rurale* de cette époque, retracée dans la troisième partie, ne se laisse que très imparfaitement reconstituer : on saura gré à l'auteur d'avoir réuni tout ce que l'on peut affirmer avec certitude dans ce domaine : le régime des assolements (triennal), la faiblesse des rendements (plus marquée dans les champs des paysans que dans ceux des propriétaires), l'effort économique (routes, ponts, marchés) des princes Sturdza et Ghika, la vie des classes sociales. L'auteur fait justice (p. 266) de la légende, systématiquement répandue dès cette époque dans des vues intéressées, selon laquelle la majorité des fermiers auraient été juifs. Les terribles abus dont souffraient les paysans sont rapportés d'une manière vivante (p. 270 et suiv.).

La dernière partie raconte la marche de la paysannerie à la propriété. Je n'aime

pas beaucoup le terme de *révolution lamartinienne* appliqué à l'agitation de 1848 ; les situations ne sont nullement comparables et, à tout prendre, l'action de Michelet est plus sensible sur les jeunes libéraux retour de Paris. — Cette révolution manquée est le point de départ d'une évolution positive ; on appréciera notamment les pages consacrées aux réformes de 1851 (consécutives à la convention de Balta Liman), à l'évolution juridique des relations entre propriétaires et paysans, au passage (on n'y a pas assez insisté jusqu'ici) des conceptions médiévales (les « maîtres terriens ») à la notion moderne de la propriété, arme à deux tranchants qui encourageait l'appropriation paysanne, mais plus souvent encore servait, directement ou indirectement, à justifier la servitude économique de la classe rurale ; à l'abolition définitive de l'esclavage (tziganes) en 1856 ; à l'accélération du courant réformiste après la guerre de Crimée. Les discussions des *Divans ad hoc* sont mieux connues ; il sera cependant commode de les retrouver ici, en détail, avec la remarquable proposition paysanne (p. 368) et les mauvaises défaites des boyards. On relèvera également l'indifférence des paysans à l'égard de l'Union, rarement soulignée (p. 405), et l'intéressant passage en revue, qui s'imposait, des réformes rurales des pays voisins (trop rarement évoquées jusqu'ici). La nécessité du coup d'État de 1864 est mise en pleine lumière. Les lois Cuza, avec leurs intentions, leurs dispositions, leurs qualités et leurs défauts, les raisons, enfin, par lesquelles elles n'ont pu trancher définitivement la question paysanne, terminent le livre.

Une certaine hâte, qui se révèle dans le détail, semble avoir présidé à l'achèvement de cet ouvrage. D'assez nombreuses fautes d'impression font regretter l'absence d'erratum ; par exemple : p. 7, bas, țăranû, lire țărani ; p. 17, l. 22, Neugebauer (*Neugebauer*) ; p. 26, l. 8, clergé séculier (*régulier*) ; p. 41, n. 1, leguiri (*legiuri*) ; p. 215, l. 14, nemsesc (*nemfesc*) ; p. 216, l. 12, Kiatra (*Piatra*) ; p. 284, l. 14, tiuda (*tinda*) ; p. 313, l. 19, Ciojocarû (*Cojocarû*) ; p. 340, l. 12, Boreescu (*Boerescu*) ; p. 358, l. 19, Alexandre III (Alexandre II) ; p. 474, bas, deux mots écrits en cyrillique de transition ont été défigurés par leur interprétation en caractères latins par l'imprimeur : Xépézit (*hărăzît*) et așepocit (*așerocît*), etc. Certains mots paraissent sous deux graphies différentes : stăpâni ou stăptni (toutes deux correctes) ; le général Jeltuhin (p. 58) est à lire Jeltoukhine (comme p. 50) ou Želtuhin. — Pourquoi, d'autre part, l'auteur, qui sait parfaitement le roumain, a-t-il cru devoir employer parfois des formes francisées (rezèches, mochnènes, arendaches, fruntaches, logofète — d'ailleurs traduit correctement par *logothète* p. 363 — falches, etc.), qui paraissent d'autant plus barbares que d'autres termes gardent leur forme roumaine ?

L'auteur, plein de son sujet, ne pense pas toujours assez à son lecteur : un index n'eût pas été sans objet ; il y aurait eu intérêt à traduire quelquefois les mesures roumaines en mesures connues pour la clarté de l'exposition (malgré le tableau de correspondance de la p. 5) et à rappeler davantage sur quelles bases sont établis les intéressants tableaux de prix, prestations, etc., qui soulignent si vivement la démonstration. Certaines expressions rapides, ou trop absolues, que l'historien averti des choses d'Orient interprète sans difficulté, risquent d'induire en erreur un lecteur moins préparé, et surtout les étudiants : par exemple, p. 56 : « Lorsque les Russes... décidèrent de défendre la cause des Grecs » (en 1828) ; pratiquement, le fait est exact, mais on sait que Nicolas I^{er} ne souffle pas mot des Grecs dans sa

déclaration de guerre et qu'il ne s'agit avant tout que d'une question russo-turque. — P. 149 : « une masse rurale, dépositaire des traditions, de l'art et de la pensée des Daco-Romains... » ; encore faut-il s'entendre sur le sens de « Daco-Romains » et reconnaître que, au moins dans le domaine de l'art, cette filiation reste hypothétique. Et que dire de la pensée daco-romaine ? — P. 169, comment interpréter ce partage des revenus ecclésiastiques d'après la loi de 1844 : « 5/7 à la Métropole, 4/7 aux évêques, et le reste partie pour les réparations... », etc. ? — P. 183 : « Le Roumain a toujours aimé étaler le grand nombre de ses serviteurs... » ; mais le fait est oriental, non spécialement roumain ; c'est même ce qui explique la force et la persistance de cette habitude. — P. 261 : « Même de nos jours, les hôtels sont infects en Roumanie » ; c'était encore vrai il y a dix ans, mais ce ne l'est plus aujourd'hui ; le passage serait plus exact ainsi : les hôtels ont fait moins de progrès en Roumanie qu'ailleurs à cause de la tradition d'hospitalité des particuliers. — P. 283, la modification qu'entraîna la réglementation forestière du Règlement organique dans la construction de la maison de la montagne (le torchis remplaçant le bois) n'est pas aussi « complète » que le texte pourrait le laisser croire ; cet adjectif s'applique au mode de construction d'un nombre croissant de maisons neuves, non à la totalité des habitations de la montagne, qui, aujourd'hui encore, sont édifiées avec beaucoup plus de soin que celles de la steppe. — P. 287, « des broderies qui n'ont d'analogue dans aucun pays d'Europe » : rigoureusement parlant, ce jugement est vrai, car leurs dessins ne se retrouvent exactement nulle part ailleurs (ils varient même d'un département à l'autre) ; cet art n'en est pas moins apparenté à celui de tous les pays voisins et, s'il est facile de distinguer à leurs motifs les broderies roumaines des broderies hongroises ou bulgares, par exemple, elles émanent d'un sentiment artistique du même ordre ; les dessins eux-mêmes sont singulièrement proches de ceux de la broderie grecque, sans même parler de la broderie marocaine, et il en est de même des tapis. — P. 358 : « Aussitôt après la chute de Sébastopol, les puissances alliées... avaient ouvert à Vienne des conférences... » ; mais il faudrait indiquer que quelques-uns des événements qui sont rapportés, par exemple l'envoi de C. Negri ou la lecture du mémoire de Bourque-ney sur l'Union, se sont produits aux conférences de 1855 (le protocole n° 3, cité p. 359, est du 19 mars ; l'Union, p. 361, a été proposée dès le 24 mars), donc avant la chute de Sébastopol. — P. 484 : « La France fut la seule grande puissance à soutenir énergiquement les Roumains » dans l'affaire des couvents ; là encore, le fait est exact absolument parlant, en ce sens que la diplomatie française s'opposa à ce qu'on prit des sanctions, mais la correspondance d'Alecsandri reproduit à plusieurs reprises des reproches très vifs de Drouyn de Lhuys (peut-être préoccupé de l'attitude anglaise) ; d'une manière générale, l'appui français, de 1857 à 1866, est constant, mais nullement sans réserve : la remarque vaut également pour l'attitude du cabinet des Tuileries au lendemain du coup d'État de 1864 (p. 502) : le concours diplomatique n'exclut pas, dans le privé, d'assez vives remontrances. — P. 523 et suiv., que faut-il entendre par l'attachement du paysan roumain à sa religion « par nationalisme plus que par croyance » ? L'orthodoxie, aux siècles passés, a été, en effet, un drapeau ; à l'époque contemporaine, elle est ce qu'est toute religion, une tradition familiale ; l'esprit religieux est-il plus faible dans la campagne roumaine qu'ailleurs ? Et cet affaiblissement est-il dû aux polémiques du temps de la lutte contre les couvents dédiés ? Il est permis d'en douter. L'igno-

rance du clergé du XIX^e siècle, sa situation misérable, l'esprit frondeur de toute paysannerie expliquent peut-être suffisamment un état d'esprit assez général, fait de superstition et d'anticléricalisme, mais non d'irréligion.

En somme, et malgré ces quelques retouches, voilà un livre qui, par les précisions qu'il apporte et les réflexions qu'il suggère, rendra de très grands services aux étudiants comme à tout esprit curieux de l'histoire rurale universelle.

P. HENRY.

G. M. TREVELYAN. *Grey of Fallodon. Being the life of Sir Edward Grey afterwards Viscount Grey of Fallodon.* Londres, Longmans, Green and Co., 1937. In-8°, 394 pages.

POLITICUS. *Viscount Grey of Fallodon.* Londres, Methuen, 1934. In-12, 146 pages.

Les historiens anglais sont des maîtres dans l'art des biographies, même quand il s'agit d'hommes politiques contemporains. Qu'on compare avec ce qu'on a en France pour la même période les biographies parfois admirables qui font connaître Salisbury, Chamberlain, Rosebery, Campbell-Bannerman, Harcourt, Lansdowne, Balfour, Asquith, Curzon..., et maintenant Grey, sans parler de Disraeli ou de Gladstone, de Victoria ou d'Édouard VII. Comment expliquer ce contraste saisissant? Une raison, propre à sauver l'amour-propre de l'historien, apparaît à l'esprit : les passions politiques sont bien plus vives en France qu'en Angleterre, et les politiciens britanniques ne sont pas soumis aux mêmes outrages que leurs collègues français. En Angleterre, le sentiment du « fair play » sait se concilier avec le sens critique, et un historien peut étudier en toute impartialité la vie d'un homme d'État qui vient de disparaître sans se faire accuser de courtisanerie ou d'esprit partisan. On pourrait également prétendre que la Troisième République, avec son chaos de ministères, se perd dans l'anonymat et ne permet pas à de fortes personnalités de donner toute leur mesure. Sans doute, il y a du vrai dans cette observation. Mais, si l'on parcourt la liste des biographies consacrées aux politiciens anglais de l'ère victorienne finissante ou du temps d'Édouard VII, on constatera qu'elles ne portent pas toutes sur des hommes de tout premier plan. Il serait facile d'énumérer bien des Français qui, durant la Troisième République, ont exercé une action au moins comparable à celle de Lord Rosebery ou de Sir William Harcourt.

On invoquera l'habitude, chère à tant d'Anglais, des *diaries*. Beaucoup d'entre eux tenaient un journal ou étaient de zélés épistoliers, ce qui garantissait une documentation très sûre et permettait à l'éditeur une annonce alléchante : *Life and Letters*. Mais, si la pratique des *diaries* n'est pas courante en France, y écrit-on moins de lettres qu'en Angleterre? Une autre raison, bien terre à terre celle-là, ne doit pas être négligée. Dans presque tous les pays, la grande majorité des éditeurs entend obéir à la loi économique : il ne suffit pas de produire, il faut vendre. Or, dans le monde anglo-saxon, il y a un public prêt à lire (et à acheter) de gros volumes sur des hommes politiques, même quand ceux-ci n'ont pas tout bouleversé. Ces volumes prennent place dans la littérature nationale. En France, des

ouvrages concernant Freycinet, Ribot — et pourtant, dira-t-on, ils étaient de l'Académie française ! — Méline, Waldeck-Rousseau..., ne trouveront qu'un nombre très modeste de lecteurs. On en arrive à cette situation que seuls échappent à cette règle d'indifférence systématique quelques « destins hors série » tels Clemenceau, quelques militaires, quelques cardinaux, voire quelques diplomates. Et encore faut-il constater que, sauf exceptions, les ouvrages dont ils sont l'objet ne peuvent être comparés, au point de vue historique, avec les biographies anglaises.

La biographie de Grey — Sir Edward Grey, promu en 1916 Lord Grey of Fallo-
don — que vient de faire paraître G. M. Trevelyan, professeur à l'Université de Cambridge et auteur de tant d'ouvrages réputés, s'inscrit parmi les meilleures dont peut s'enorgueillir l'historiographie britannique. Elle est propre à intéresser le public français, en raison du rôle immense que Grey a joué dans la politique internationale avant la guerre. A vrai dire, elle n'apporte aucune révélation sur les origines du conflit mondial. Mais elle éclaire la noble figure d'« un grand Anglais », d'un ministre auquel on a injustement reproché une faiblesse toujours ondoyante, une aboulie pathologique. En réalité, il a suivi avec une volonté très ferme une politique qui, vis-à-vis de l'Allemagne, était inflexible quand il s'agissait de la flotte, mais voulait être conciliante pour toutes les autres questions (voir notamment p. 221, 227).

M. Trevelyan trace un tableau particulièrement réussi de l'Europe quand les libéraux arrivent au pouvoir en décembre 1905, quelques mois après la démission de Delcassé et le traité de Bjoerkoe. Toutefois, on est surpris de voir en ces années à peine apparaître Édouard VII. Certes, son rôle diplomatique a été considérablement exagéré, mais peut-on le minimiser à ce point? L'action de Grey, en juillet 1914, est exposée en un très beau chapitre. Le sentiment public, si puissant en Angleterre, imposait aux gouvernants une perplexité qui s'est prolongée jusqu'à la violation de la neutralité belge. On a bien souvent, même en Angleterre, exprimé le regret que Grey n'eût pas arrêté l'Allemagne par la menace de l'intervention britannique. Mais pouvait-il faire cette menace, au risque de briser le cabinet en pleine crise et de diviser dangereusement l'opinion nationale? Une menace faite dans ces conditions aurait-elle arrêté les Allemands? Trevelyan conclut : « Grey n'a pas réussi à préserver la paix de l'Europe, et son cœur en a été brisé ; mais il a réussi à empêcher l'hégémonie germanique ; l'Angleterre est entrée à temps en guerre, en donnant au monde l'impression que le droit était de son côté. »

La guerre une fois déchaînée, l'action de Grey, comme de toutes les diplomaties qui sont condamnées à devenir des observatrices, a fléchi. Cet être scrupuleux, sentimental, ami de la mesure et des compromis, n'était peut-être plus tout à fait « l'homme de la situation ». D'ailleurs, sa santé devenait déplorable et il perdait la vue. Trevelyan donne d'utiles explications sur son principal échec : la défection bulgare (p. 280-287), et il a, croyons-nous, raison de porter ce jugement final : « Au fond, le vrai motif de l'attitude bulgare en novembre 1915, c'est que les Russes subissaient une série de défaites, que l'Angleterre et la France avaient été battues aux Dardanelles, qu'elles n'avaient pas envoyé de troupes en Serbie (les militaires s'y opposant), et qu'en conséquence les réalistes de Sofia croyaient à la victoire allemande. »

Jusqu'à sa retraite, en décembre 1916, l'idée maîtresse de Grey a été de ne pas heurter les États-Unis. Ils fournissaient les munitions, dont l'Entente avait un

pressant besoin. Si les choses tournaient mal, leur médiation aurait un prix inestimable. S'ils entraient en guerre, c'était la victoire assurée. Trevelyan publie une série de documents inédits qui montrent l'activité déployée par Grey auprès de Wilson, du colonel House et de l'ambassadeur Page par lui, ainsi que par son ambassadeur et ami Spring-Rice. Grey redoutait à l'extrême l'action des sous-marins allemands ; il allait jusqu'à envisager l'abandon du blocus de l'Allemagne, au cas où celle-ci renoncerait à employer ses sous-marins contre la flotte marchande. Il n'osait pas espérer que la campagne sous-marine provoquât ce qu'il désirait par dessus tout : l'intervention armée des États-Unis.

Parmi les anecdotes, souvent pittoresques quand il s'agit d'un homme qui a écrit un volume sur les oiseaux et un autre sur la pêche à la mouche, l'une des plus intéressantes concerne une longue promenade de Grey et de Theodore Roosevelt, en 1910, au cours de laquelle ils distinguent vingt chants d'oiseaux (p. 161-170). Bismarck disait : « Plus que toute la politique, une betterave m'émeut » ; Grey, lui, a tenu pendant des années toutes sortes de listes relatives à ses canards ; devenu presque aveugle, il continue de les nourrir lui-même. Son dernier discours, en février 1933, a trait à la pollution des eaux par les pétroles qui tuent les oiseaux et salissent « notre mer ».

Même après avoir lu cet ouvrage considérable, on trouvera plaisir et profit à parcourir l'étude brillante que *Politicus* avait consacrée à Grey quelques années plus tôt. Elle considère en lui successivement le pêcheur, l'ami de la nature, l'ami de la poésie et surtout, comme il convient, l'homme d'État. Tout en reconnaissant que Grey n'était « ni un Cromwell ni un Pitt », *Politicus* défend avec énergie contre les sévérités de Lloyd George celui en qui l'ambassadeur américain Page déclarait voir « le meilleur représentant possible de la tradition anglaise et du caractère anglais ».

Maurice BAUMONT.

Robert LANSING. *Mémoires de guerre* (traduit de l'anglais). Paris, Éditions de la *Nouvelle Revue critique*, 1936. In-8°, 318 pages.

Robert Lansing, secrétaire d'État aux Affaires étrangères du 23 juin 1915 au 13 février 1920, membre de la délégation américaine à la Conférence de la Paix, a écrit d'importants mémoires. Mais, à sa mort, le 30 octobre 1928, son œuvre n'était pas complètement terminée : deux volumes avaient été publiés en 1921 : *The Peace negotiations, a personal Narrative*, où il raconte l'histoire de ses démêlés avec le président Wilson, qui lui a demandé sa démission en février 1920 ; *The Big Four and others of the Peace Conference*, où il définit d'une façon parfois brillante le rôle des hommes d'État qui ont eu part à l'élaboration du traité de Versailles. Ces deux livres ont été réunis en un seul, non sans maintes suppressions de texte, par une traduction française qui a paru sous le titre de *Mémoires de Robert Lansing* (Paris, Payot, 1926, in-8°, 308 p.).

Quelques années après sa mort, ce qu'il avait écrit de ses *Mémoires de guerre* a été publié¹. Les événements que relate cet ouvrage ne vont pas au delà de la

1. *War Memoirs of Robert Lansing*. Indianapolis, Both-Merrill, 1935, in-8°, 383 p.

déclaration de guerre d'avril 1917 et le manuscrit n'avait pas atteint la forme achevée que désirait lui voir son auteur. Mais ses détenteurs ont justement pensé que cette narration incomplète avait une réelle valeur historique, d'autant plus que souvent elle reproduit des memorandums écrits après tel ou tel incident. Les éditions de la *Nouvelle revue critique* font paraître la traduction française de cet ouvrage, qui se lit avec un vif intérêt.

Il projette des traits de lumière sur la personnalité, discutée, mais éminente, du président Wilson. « Le président n'était ni étroitement buté, ni même têtue... Il est possible que les changements qui lui coûtaient le plus étaient des changements portant sur ce qu'on a appelé le style wilsonien. Quand ses expressions et ses tours étaient maintenus, il devenait beaucoup plus facile de lui faire admettre des changements » (p. 127-128). — « Le motif qui inspirait les efforts de M. Wilson était essentiellement désintéressé, humanitaire et altruiste. Je crois pourtant que l'idée de sa présence et de sa participation à une conférence pour l'établissement des conditions de paix le séduisait de plus en plus, et elle était devenue, à son insu peut-être, une fin plutôt qu'un moyen » (p. 160).

Lansing était convaincu que son pays se trouverait amené à entrer en guerre du côté des Alliés ; ce juriste scrupuleux, qui succédait au jovial et utopiste Bryan, pacifiste intégral, croyait à la rupture. Mais Wilson avait la volonté déterminée d'observer la neutralité la plus stricte et s'enveloppait dans une politique impénétrable de temporisation. Lors de l'affaire du *Sussex*, il atténua considérablement le texte de la note qu'avait rédigée Lansing, estimant « le temps venu de parler sans ambages ni circonlocution » (p. 125). Seul House réussissait à devancer les idées de Wilson. « J'ai la conviction que le Président était l'homme le plus propre à adopter une politique de nature à prolonger la controverse entre le Département d'État et le ministre des Affaires étrangères allemand et à lui conserver un caractère de stricte neutralité » (p. 135). Lansing montre à quelle sujétion l'opinion publique américaine, ombrageuse, divisée, soumettait les gouvernants. S'ajoutant à la correspondance de l'ambassadeur Page, aux mémoires de l'ambassadeur Gerard, aux papiers intimes du colonel House, son ouvrage précise les conclusions auxquelles arrivait Charles Seymour¹ et permet de se rendre exactement compte des conditions dans lesquelles s'est effectuée l'intervention américaine — « le facteur décisif de la guerre », comme l'appelle Winston Churchill.

Parmi les diplomates américains et étrangers, deux hommes seulement ont joué en face de Wilson et de House un rôle de premier plan : Page et Bernstorff. L'ambassadeur à Londres, Page, vieil ami de Wilson, s'était fait le chaleureux avocat du gouvernement britannique : « Il était inutile d'adresser plaintes ou protestations par son intermédiaire, étant donné sa répugnance à protéger les droits des Américains quand l'exercice de ces droits gênait la politique de guerre de la Grande-Bretagne » (p. 155). Lansing était rempli de méfiance à l'égard de Bernstorff, « toujours aimable et conciliant comme négociateur » (p. 312). Il savait que « cet affable, mais dangereux adversaire » (p. 309) complotait une rupture entre le Président et son secrétaire d'État. Il se plaît à retracer en détail le rôle de ce diplomate clairvoyant et exceptionnellement habile. « Il ne fut jamais en termes d'intimité avec moi comme avec le colonel House ; je n'ai jamais eu confiance en lui » (p. 105). —

1. *American Diplomacy during the World War*. Baltimore, 1934, in-8°.

Signalons encore un portrait bien enlevé de l'ambassadeur britannique, Sir Cecil Spring-Rice (p. 65-66), et la scène de rupture avec l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, Dumba (p. 60-62).

Maurice BAUMONT.

J. TCHERNOFF. **Dans le creuset des civilisations.** I : *De Nijni-Novgorod à Paris*, VIII-226 pages ; II : *Le destin d'un émigré*, 262 pages ; III : *De l'affaire Dreyfus au dimanche rouge à Saint-Petersbourg*, 233 pages ; IV : *Des prodromes du bolchevisme à une Société des Nations*, VIII-360 pages. Paris, Éditions Rieder, 1936-1938. In-8°.

Sous un titre général symbolique, allusion à sa qualité d'immigré naturalisé français, M. Tchernoff a réuni en quatre volumes portant chacun un sous-titre l'ensemble de ses souvenirs depuis son enfance jusqu'à la révolution communiste. Dans cette autobiographie, l'auteur, avec un laisser-aller russe qui ne manque pas d'agrément, raconte les aventures de sa vie en les entremêlant de détails sur ses travaux, de réflexions générales sur ce qu'il a vu et de très longues digressions sur l'histoire des partis révolutionnaires de Russie. C'est le récit d'une vie austère de travailleur intellectuel solitaire, commencée au fond de la Russie dans une famille juive fidèle aux anciennes mœurs, continuée à Paris pendant de longues années d'efforts, de surmenage et de privations allant jusqu'à l' inanition, une vie où le succès, — atteint tardivement grâce à une ténacité beaucoup plus juive que russe, — laisse le regret de n'avoir pas eu le loisir de fonder une famille à la façon des ancêtres.

Ce récit, fait sur un ton de familiarité sincère, qui a par endroits le charme d'un roman d'aventures, est si plein de choses variées et intéressantes qu'il est difficile d'en rendre un compte complet. C'est à regret que je renonce à en présenter les épisodes romanesques, les descriptions vivantes, les remarques ingénieuses ou frappantes¹.

Je limite l'analyse aux parties de cet ouvrage qui touchent directement à l'histoire ; elles occupent une bonne part du tome III et remplissent presque tout le tome IV. Je passe rapidement sur ce qui concerne l'histoire du parti républicain en France (t. III, p. 95-138), objet des travaux historiques de M. Tchernoff ; ce sont surtout des réflexions sur le recrutement et les idées de l'opposition républicaine ; on y trouvera, cependant, une conversation avec Ranc et une lettre de

1. Je me borne à signaler dans le tome I la vie à Nijni-Novgorod, le pogrome sanginaire de 1884, l'enseignement dans une école russe ; dans le tome II, la vie d'étudiant pauvre dans le Quartier-Latin, la vie dans une Faculté de province (à Aix), les impressions de l'auteur sur les nombreux personnages qu'il a connus en France, les remarques sur la différence entre les femmes russes et les Françaises ; dans le tome IV, l'épisode charmant d'un ménage de « déracinés » russes. Je recommande aussi les critiques très judicieuses des études de droit en France et du concours d'agrégation de droit (t. II, p. 194) et plus encore les remarques sur le désaccord entre la loi française et la pratique réelle en matière de sociétés anonymes (t. IV, p. 211-214), l'exploitation des jeunes avocats par les officines d'affaires et l'absence de contrôle sur les opérations frauduleuses.

Lefort. Les renseignements nouveaux se rapportent aux groupes révolutionnaires russes, que l'auteur a connus personnellement ou a étudiés à l'aide de documents, aux groupements juifs à Paris, décrits à propos de l'affaire Dreyfus et du mouvement sioniste (t. III, p. 12-94) et au petit groupe syndicaliste français, dont les théoriciens étaient alors Hervé et Delaisi (p. 138-140). C'est une occasion pour donner la liste des associations juives de Paris et pour tracer un portrait sympathique de quelques personnages marquants (Lehman, Bernard Lazare, Sylvain Levi, Salomon Reinach) et des apôtres du sionisme.

La partie principale est constituée par une histoire de tous les partis d'opposition russes depuis les libéraux du temps de Herzen jusqu'aux bolcheviks, découpée en morceaux de dimensions très inégales, dispersés entre les quatre volumes. Le travail a été fait au moyen d'ouvrages historiques, presque tous en langue russe, complétés par des souvenirs de contemporains communiqués à l'auteur et par quelques documents personnels tirés de ce que M. Tchernoff appelle ses « archives », car il a la pratique du travail historique et il ne manque jamais de citer ses sources (il a même inséré une bibliographie en tête du tome IV).

Au tome I (p. 79-96), l'histoire commence avec l'opposition libérale de la génération de Herzen et de Bakounine et les débuts du « populisme », marqués par une discussion entre Korolenko et Mikhaïlovsky.

Le tome II (p. 15-100) présente les groupes d'émigrés russes à Paris déjà acquis aux idées socialistes, dominés par l'action des « maîtres de la pensée », d'abord Lavroff, puis Plekanoff, « la jeunesse russe ne pouvant se passer d'un évangile et d'un pontife ». M. Tchernoff explique comment ils ont passé du populisme au marxisme et, pour faire comprendre l'influence de leur doctrine sur les émigrés, il décrit la « conception romantique du monde » de l'intellectuel russe qui, n'ayant pas eu l'occasion d'agir dans la vie quotidienne, ne concevait l'action que sous la forme révolutionnaire de la bombe ou de l'émeute et ne s'intéressait qu'aux « problèmes d'ordre social ».

Le tome III (p. 193-230) transporte le récit en Russie. C'est l'histoire des grèves, des opérations policières de Zoubatoff, de la manifestation de Gapone et de la révolution d'octobre 1905, faite en opposition à la théorie marxiste de Lénine par les soviets ouvriers avec l'aide de Trotsky.

Le tome IV est en grande partie rempli par l'histoire des partis révolutionnaires russes jusqu'au bolchevisme, précédée d'un prologue où l'auteur se déclare « un témoin qui a vu la révolution du dehors à travers l'histoire de la France démocratique ». L'exposé remonte jusqu'aux origines du parti social-révolutionnaire (P. S. R.), « rattaché au passé spécifiquement russe », composé d'hommes de générations et de provenances différentes (anarchistes, marxistes, terroristes), « poignée d'intellectuels adorant les héros de la Révolution française » qui essayaient d'adapter leurs idées venues du dehors à « la paysannerie russe », au « mysticisme russe ». Ils entretenaient « la flamme révolutionnaire ». Et leur inspirateur, Mikhaïlovsky, directeur des *Annales de la Patrie*, indiquait — entre l'action directe violente et la propagande — la nécessité de faire appel à la nation russe pour conquérir la liberté politique. Le parti, où se sont distingués des personnages très différents, la Brechovskaïa, le juif Garchouni, Victor Tchernoff, Bourtsseff, Belevsky, Gotz, Zenzinof, Minor et des terroristes tels que Sazonof et Savinkof, a toujours eu « des cadres flottants » sans direction d'ensemble ; il avait une « soit romantique du martyr ».

Son « effort immense » s'est porté surtout sur les paysans ; il comptait sur eux et avait foi dans le *mir* ; il acceptait aussi l'entente avec les autres partis d'opposition. Aussi est-ce lui qui a gardé la sympathie de l'opinion publique en Russie.

Il a été en conflit avec le parti social-démocrate (P. S. D.), pénétré de la doctrine marxiste, « mais d'un marxisme russifié », qui comptait non plus sur l'instinct de révolte des masses rurales, mais sur l'aide des masses ouvrières. La doctrine du P. S. D. apparaît à la fois « comme un mythe » et une « méthode sociologique » ; elle a été un moyen de « grouper les ouvriers en une classe pour la bataille sociale » en leur donnant « la foi à une marche fatale de la révolution » et elle a « initié la jeunesse aux problèmes économiques ». Mais, en Russie, « l'énorme distance entre la réalité et l'idéal » impose « l'idée d'une catastrophe » plutôt que d'une évolution régulière. Le parti s'est donc constitué à l'étranger (au congrès de Londres, en 1903) en un « organisme politique », avec un « état-major » et un « programme de revendications » hostile au maintien du *mir*. Lui aussi était formé d'hommes de générations différentes ; mais, sous l'action de Lénine, la divergence a abouti à une rupture.

Désormais, l'exposé est dominé par la personne de Lénine, ses aventures, les transformations de sa pensée et de sa tactique, son installation en France, sa propagande, la création et l'enseignement de « l'école de Longjumeau », où il a préparé ses auxiliaires. A ce récit — particulièrement intéressant pour les lecteurs français — est joint un chapitre sur les chefs du parti cadet et leurs précurseurs (Roberty, Kovalevski) et sur Kerensky et le groupe du Travail (où se trouvent quelques détails inédits).

M. Tchernoff soutient deux thèses opposées à l'opinion courante en France, l'une sur le caractère spécifiquement russe des partis révolutionnaires, l'autre sur la nature de la politique de Lénine. On peut les comparer utilement (et peut-être en faire la critique) au moyen des observations faites par le plus intelligent des témoins français de la révolution bolchevique, M. Grenard, consul général à Moscou¹.

1° Bien que Lénine ait affirmé que l'idéologie et la tactique révolutionnaires ont été élaborées à l'étranger et que la révolution a été guidée par les chefs de l'opposition émigrés, M. Tchernoff regarde comme « une lourde erreur historique » l'idée d'une révolution faite par « un petit noyau d'intellectuels déracinés ». Selon lui, les émigrés eux-mêmes ont été « peu à peu et malgré eux convaincus que la Russie se sauverait elle-même », et « c'est du sol russe que sont sorties les manifestations du mécontentement des masses ». Le soviet n'a pas été inventé par les bolcheviks ; c'est une création russe « répondant à la nécessité de se grouper entre gens ayant les mêmes intérêts professionnels », une « application du régime représentatif ». Il est apparu dès 1905 à Pétersbourg et a été « farouchement combattu » par Lénine, qui ignorait « l'ambiance russe ». La révolution est née d'un « socialisme russe rattaché aux traditions nationales et aux courants intellectuels russes » ; chacune des fractions révolutionnaires a déformé le marxisme en un sens russe.

2° Quant à Lénine, il a « tenté de systématiser ses conceptions », mais, « entre ses débuts et son succès, il a passé par plusieurs étapes ». « Son originalité a été de varier ses procédés de propagande », mais de « justifier sa tactique du moment par

1. *La Révolution russe*. Paris, A. Colin, 1934.

les vérités éternelles du marxisme. Il a été en réalité « un socialiste intuitif, national », mais « il est resté dogmatique, épris de formules¹ ». Il a « construit une politique générale à l'usage de son pays, en se prétendant fidèle à la conception de la révolution internationale ». En fait, « plus il a épuré son groupe, plus il s'est écarté de son programme marxiste ».

Il a commencé par mal connaître les conditions de la Russie ; il a combattu les syndicats et n'a pas prévu le rôle des masses ouvrières. Il n'avait « maintenu le contact avec la réalité russe » que par les livres. C'est à l'étranger qu'il a créé une église marxiste pour extirper les hérésies (l'économisme, le réformisme), mais il a été beaucoup plus tacticien que marxiste ». Il a « conçu une révolution à la fois politique et sociale » faite par un même coup de force, une guerre civile avec l'aide de l'armée. Pour la préparer, il a créé « un Comité de salut public composé de révolutionnaires professionnels, instrument de lutte, sous une direction dictatoriale », avec « une doctrine unique servant à un parti unique ». Mais ses sentiments personnels ont varié ; pendant son séjour à Cracovie, en 1912, sa femme écrit qu'il est « un nationaliste enragé » ; ils ressentent la nostalgie de la littérature et de l'art russes. Mis en minorité à la conférence de Bruxelles, il rompt avec l'organisation internationale et il oppose à l'Internationale l'idée du peuple russe initiateur, interprète de la pensée révolutionnaire ; il ne tenait alors qu'une place médiocre dans la vie de l'émigration. Son rôle ne devient important qu'après la chute du tsar. La révolution bolchevique, « issue d'un pronunciamiento militaire », malgré « ses procédés soi-disant communistes », constitue « un socialisme d'État réalisé par une bureaucratie centralisée », œuvre d'une « minorité agissante » qui a pris la direction du mouvement, suivant la tactique de Lénine. Elle est un « phénomène uniquement russe » et elle n'a pas réalisé « l'organisation scientifique de la production » dans une « population inculte et misérable ».

L'ouvrage se termine sur une revue de la situation de l'Europe et un acte de foi en « la marche de la vérité réalisée dans une humanité meilleure ».

M. Tchernoff, qui écrit le français avec une aisance remarquable chez un étranger, n'a pas appris l'usage du plus-que-parfait ; il en résulte que, dans les nombreuses notices biographiques, l'ordre des temps n'apparaît pas nettement².

G. SEIGNOBOS.

1. M. Tchernoff ajoute « Jacobin avant tout » ; l'expression s'accorde mal avec les précédentes ; les Jacobins de 1793 ont été plutôt opportunistes que dogmatiques ; en cela même, Lénine leur ressemble.

2. T. II, p. 205 : au lieu de « monarcho-machers », lire « monarchomaques ». — T. III, p. 163 : G. Hervé est fils d'un marin ; il a commencé par être non pas blanquiste, mais anarchiste. — P. 211, au lieu de « Matter », lire « Mater » ; au lieu de politique « intérieure », lire « extérieure ».

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — MM. Pierre CARON et Marc JARYC ont publié, par les soins de la Fédération des Sociétés françaises de sciences philosophiques, historiques, philologiques et juridiques, un nouvel instrument de travail qui complète leur *Répertoire des périodiques*, recensé ici même. Il s'agit d'un *Répertoire des Sociétés françaises* afférent aux mêmes disciplines (Paris, Maison du livre français, 1938, in-8°, xxxix-280 p. ; prix : 50 fr.). L'enquête qui a permis de dresser ce répertoire a été longue et délicate ; ses résultats sont intéressants, puisque 573 sociétés ont été repérées et atteintes, et il n'aurait pas été sans intérêt d'esquisser dans l'introduction — les auteurs y ont songé — une étude sur la répartition géographique de ces sociétés — ainsi, d'ailleurs, que sur leurs finances et, si je puis dire, leur peuplement. Il conviendrait que le *Répertoire des Sociétés* fût tenu à jour, et la chose est à coup sûr délicate, car, dans le présent volume, si soigneusement établi cependant, il y a déjà un certain nombre de renseignements anachroniques. Les prochaines éditions de cette œuvre magistrale tiendront compte des corrections indispensables.

Georges BOURGIN.

— L'objet du nouveau livre que M. le docteur René MARTIAL vient de consacrer aux questions qui lui sont chères (*Race, hérédité, folie*. Paris, Mercure de France, 1938, in-18, 209 p. ; prix : 15 fr.) est essentiellement pratique, car il a pour but de recommander au gouvernement français l'adoption d'une politique rationnelle de l'immigration basée sur une sélection rigoureuse des immigrants. Mais, en expliquant les raisons de cette nécessité, l'auteur est amené à revenir sur quelques-uns des éléments de sa théorie de la race, l'indice céphalique, les groupements sanguins et les sortes de cristallisations morphologiques qui se vérifient dans les collectivités raciales ou nationales. On sent toutefois chez M. R. Martial une sorte d'hésitation entre le rejet total du concept de race et son adoption avec les corrections qu'imposent les sottises des purs racistes ; cette hésitation même suffit à démontrer avec quelle prudence les historiens doivent employer ce concept. D'autre part, certaines des considérations psychologiques tirées par M. A. Martial de quelques généalogies princières présentent vraiment trop peu de garanties pour qu'il soit, dans tous les cas, possible d'en tenir vraiment compte.

G. BN.

— Séverin CANAL. *Réflexions sur l'histoire et ses nouveaux détracteurs* (Montauban, 1937, in-8°, 27 p.). — Réponse à P. Valéry, J. Benda et J.-R. Bloch. Contient beaucoup de réflexions pertinentes, par exemple sur le manque de nouveauté de la plupart des thèses apportées par les contempteurs de l'histoire, comme aussi sur leur ignorance de la véritable histoire, j'entends celle qui s'efforce non pas d'être une science exacte, mais une science « approchée ». « L'histoire », dit l'auteur en terminant, « est à la fois école d'énergie et école de sagesse. » École d'énergie?

Peut-être, en ce sens qu'elle recèle malgré tout une espérance, mais, pour la compter au nombre des enseignements indispensables à l'homme moderne, il nous suffit qu'elle soit école de sagesse et forme l'esprit critique en dressant le bilan de l'humanité passée.

Henri CALVET.

— Pierre-Maxime SCHUHL. *Machinisme et philosophie* (Paris, Félix Alcan (*Nouvelle Encyclopédie philosophique*), 1938, in-16, 108 p.). — C'est un des traits les plus marqués, je crois, chez les jeunes philosophes contemporains, que leur intérêt pour les problèmes économiques. Ce ne sont pas les historiens qui s'en plaindront, surtout lorsque leur propre information est largement utilisée, comme ici. La liaison entre deux sciences de l'humain, toujours souhaitable, en est facilitée. M. Schuhl voit le problème de la machine posé dès l'antiquité classique. Il rappelle les surprenantes divinations techniques de celle-ci (un appareil à vapeur inventé par Héron), se range aux côtés du regretté Lefebvre des Noëttes pour souligner que le développement du machinisme, possible dès ce moment, fut freiné par la pratique de l'esclavage. Les anciens ont eu conscience, malgré tout, de l'importance des problèmes moraux inséparables de cette évolution. Mais la solution en a été facilitée par leur mépris des arts serviles, de l'empirisme, par la poursuite d'un idéal souvent ascétique ou placé dans la Nature inviolée. Il a fallu de longs siècles pour réhabiliter la technique et réaliser le mariage de la science pure et de la mécanique. Ce n'est guère qu'à la Renaissance que l'homme vise à l'asservissement de la Nature, qui le courbait jusqu'alors. Alors peut prendre son essor la grande industrie, qui est bientôt accompagnée de son cortège de mouvements sociaux. D'où les courants contradictoires de pensée du XIX^e siècle, l'optimisme des saints-simoniens, qui souhaitent l'avènement d'une féodalité industrielle, le pessimisme de Michelet et de tous ceux qui s'apitoient sur la misère ouvrière, les craintes de Carlyle, les inquiétudes de Ricardo, les remèdes de Proudhon, les analyses et les anticipations de K. Marx, les révoltes de Ruskin et de Butler. La conclusion, qui apporte les leçons de la guerre et de la crise, reconnaît l'aggravation du problème, mais reste empreinte d'une sérénité rare par ces temps-ci en pareille matière. Le philosophe, conscient de ce qui fait la supériorité de l'homme, refuse de se ranger au nombre des contempteurs de la machine ; il sait trop l'ancienneté du débat et la médiocrité des arguments apportés par eux : « Ce serait imiter ces prêtres d'Athènes qui, après avoir sacrifié un bœuf, le jour de la fête des Bouphonies, instruisaient le procès du couteau qui l'avait tué et le condamnaient à être jeté dans la mer comme responsable de sa mort. » Il a préféré observer les deux fléaux d'une balance qu'il a vu osciller sans trêve. L'un porte « les loisirs, la contemplation et la nature » et l'autre « les affaires, l'activité pratique et les arts mécaniques ». Le problème est un problème d'équilibre. Il n'est pas besoin d'arrêter le progrès humain. De l'usage qu'en fait l'homme dépend le caractère bienfaisant ou non de la technique. Il peut donc, sans rien abdiquer de son génie, tracer son destin. Il suffit que le progrès moral accompagne le progrès technique. Là est évidemment le point délicat, mais il était bon de rappeler cette nécessité à l'heure inquiète où nous sommes. Bourré de citations et de faits bien choisis, le petit livre de M. Schuhl est lourd de substance. Les historiens y retrouveront les étapes très précises de l'histoire économique depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, avec les répercussions des progrès de la technique et de la concentration industrielles sur la pensée philosophique et réformatrice. C'est dire son intérêt.

H. C.

— Henri HAUSER. *Économie et diplomatie. Les conditions nouvelles de la politique étrangère* (Paris, Sirey, 1937, in-8°, 86 p.). — Ce petit livre réunit cinq études : *Des conditions nouvelles de la diplomatie, La question des matières premières et la redistribution des colonies et mandats, La concurrence internationale et le problème de l'économie dirigée, Questions de population, Des obstacles opposés à la circulation des hommes*. C'est le texte, à peine modifié, de cinq leçons professées par M. Hauser à Rio-de-Janeiro, au ministère des Relations extérieures : ce qui explique le titre de ce petit livre.

Il s'agit, en réalité, de mises au point originales et solides de questions qui préoccupent tous les esprits. C'est surtout leur présentation qui justifie leur titre commun, au premier abord un peu étroit : alertes et à la fois appuyées sur les statistiques les plus récentes, elles témoignent d'un art discret et sûr, qui persuade et entraîne. Leur sain réalisme condamne parfois des méthodes à courte vue, s'écarte des programmes trop ambitieux. Œuvre d'un historien qui connaît les hommes et sait mesurer la force des faits, il porte des jugements, il indique des directions pratiques dont on ne saurait trop recommander l'examen à tous ceux que préoccupent des questions d'une « actualité brûlante ».

E. COORNAERT.

— Ferdinand SCHEVILL. *A History of Europe from the Reformation to the Present day* (New-York, 1938, in-8°, 819 p.). — Un copieux manuel d'histoire européenne, luxueusement présenté, enrichi de nombreuses cartes et de reproductions d'œuvres artistiques. La division en de très nombreux paragraphes, simplement indiqués en marge, ne rompt pas la lecture. Les faits rapportés sont abondants et précis, la chronologie est strictement respectée et les événements de politique extérieure s'insèrent tout naturellement à leur place. L'œuvre du distingué professeur d'histoire moderne à l'Université de Chicago est vraiment une réussite. H. C.

— Walther HÜNERWADEL. *Allgemeine Geschichte, vom Wiener Kongress bis zum Ausbruch des Weltkrieges*; t. II : 1871-1914 (Aarau, Sauerländer, 1936, in-8°, 332 p.). — Le docteur Walther Hünerwadel, directeur de l'école cantonale de Winterthur, une ville modeste que ses collections d'art devraient rendre aussi célèbre que ses machines, publie une histoire générale de 1815 à 1914 chez un éditeur d'Aarau qui a eu le mérite de faire autrefois connaître le poète bâlois Spitteler.

Un premier volume portait sur la période 1815-1871. Deux autres volumes seront consacrés à la période 1871-1914. L'un, celui dont nous nous occupons ici, se place au point de vue de l'histoire intérieure ; l'autre étudiera les relations internationales et constituera une sorte d'histoire des origines de la guerre de 1914. Il y a évidemment de sérieux inconvénients à séparer ainsi l'histoire intérieure et l'histoire extérieure.

Le volume consacré à l'histoire intérieure de 1871 à 1914 étudie successivement, après une brève introduction, une série de « grandes puissances » : la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, les États-Unis — puis la Suisse ; enfin, le socialisme et l'Église catholique font l'objet des deux derniers chapitres. Cette division est également propre à soulever des objections : pourquoi, dans une « histoire générale », ne rien dire de l'Amérique latine, de l'Extrême-Orient, de l'Espagne, de l'Empire ottoman, etc. ? Mais peut-être le volume consacré à l'histoire extérieure comblera-t-il quelques-unes de ces lacunes. D'autre part, quand douze pages seulement concernent la Grande-Bretagne et

onze l'Italie, l'étude ne peut que demeurer assez mince. Les autres États sont, il est vrai, un peu plus avantagés, notamment l'Allemagne, les États-Unis et surtout la Suisse.

A côté de ce défaut de symétrie, un certain manque d'unité apparaît parfois. C'est ainsi qu'on remonte à 1787 pour les États-Unis ; pour l'Église catholique, on va de saint Pierre à Pie XI ; on aborde la Suisse avant la constitution de 1848 et on est entraîné jusqu'aux années d'après-guerre, non sans toucher les problèmes de politique étrangère. S'il est surtout question de l'évolution politique, l'évolution économique est retracée, au moins pour la Suisse et pour les États-Unis. Pour le socialisme, ce sont essentiellement les rapports entre les doctrines de Hegel et de Marx qui sont étudiés.

Quoi qu'il en soit, cet ouvrage représente tout autre chose qu'un simple « manuel scolaire ». S'il ne comporte ni bibliographie ni index, il est pourvu de notes parfois fort intéressantes. Certaines études, par exemple celles qui concernent l'Autriche-Hongrie, la Russie, etc., sont excellentes, de même que l'introduction et le chapitre sur la Suisse. L'auteur domine la succession des faits ; il écrit bien et dit clairement l'essentiel. Quand il risque des jugements, ce n'est qu'après les avoir solidement établis.

M. Hünérwadel, qui a dépassé la soixantaine, entend faire preuve d'une impartialité consciencieuse. Certes, il regrette la disparition de l'Autriche-Hongrie et se montre, à l'occasion (p. 118), assez dur pour les Tchèques ; il est foncièrement anti-socialiste ; il considère l'Église catholique surtout avec curiosité ; enfin, des Français acerbés seraient tentés de reprocher à cet Helvète une orientation un peu trop allemande et lui souhaiteraient à cet égard une « Unbefangenheit » plus marquée. Cependant, on sent chez lui non seulement une très belle culture générale, mais ce ferme bon sens, ce réalisme prudent, ce libéralisme robuste dont la Suisse s'enorgueillit justement et qui parfois font songer à Jacob Burckhardt.

Maurice BAUMONT.

— *Europe in the nineteenth and twentieth centuries, 1789-1932* (Londres, Longmans et Green, 1932, in-8°, 652 p.). — A. J. GRANT et H. TEMPERLEY ont fait paraître en 1932 la quatrième édition de leur histoire contemporaine de l'Europe, qui, depuis sa publication en 1927, a remporté un légitime succès. Cet excellent manuel, qui s'arrêtait en 1914, se poursuit désormais jusqu'en 1932. Une centaine de pages, fort vivantes, sont consacrées au conflit mondial, aux traités de paix et à l'évolution des États depuis la guerre. L'ouvrage ne comporte aucune bibliographie, mais un index et quinze cartes.

M. B.

Antiquité. — *Atlas historique ; I : L'Antiquité*, par L. DELAPORTE, E. DRIOTON, A. PIGANOL, R. COHEN, avec la collaboration de J. J. GRUBER (les Presses universitaires de France, [1938], gr. in-8° carré, 30 cartes pliées). — On ne saurait trouver plus brillante équipe et plus compétente que celle des auteurs. C'est à l'éditeur que nous nous en prendrons si cet atlas antique nous paraît peu digne de la cartographie française. Les cartes ne sont que des croquis en noir tels qu'on les trouve dans les manuels scolaires. La carte de la Gaule (XXIII) ne paraît porter que les noms cités par César ; on sait combien insuffisante est la géographie de César. « La Gaule et l'Espagne indépendantes », nous dit-on. J'aurais mieux aimé « la Gaule romaine » avec au moins les routes essentielles et toutes ses capitales de cités.

Nous aurions ainsi *Gesoriacum*, Boulogne, et non pas seulement *Portus Itius*. Nous trouverions *Bagacum*, Bavai, *Samarobriva*, Amiens, et *Rotomagus*, Rouen, et *Medunontiacum*, Mayence, qui, d'après leurs noms, devaient exister dès la période de l'indépendance, tout autant que *Segusio*, Suse, et *Brigantio*, Briançon, portés sur la carte. Aucune indication de montagne. Parmi les rivières, je trouve nommées *Arar* et *Dubis*, mais non pas *Isara*, l'Isère, ni *Druentia*, la Durance; je trouve *Samara*, la Somme, qui n'est pas nommée par César; je ne trouve pas *Sabis*, la Sambre, qu'il mentionne. La carte XXIV, la *Germanie* à la fin du II^e siècle, semble établie d'après Tacite et Ptolémée. Je n'y trouve pas les *Agri decumates*; il faut passer pour cela à la carte XXV, le *Limes de Germanie*, qui aurait pu être facilement plus complète et plus précise. A propos de la route de Strasbourg en Rétie par Offenbourg et la vallée de la Kinzig, je trouve la mention : *route fortifiée sous les Flaviens*; « construite » sous Vespasien, oui; je ne vois pas à quoi correspond « fortifiée »; ou bien il eût fallu indiquer, le long de cette route et des autres, les fortins dont les fouilles allemandes ont retrouvé les traces. La Préface explique le caractère modeste de cet Atlas : il s'agissait de fournir les cartes nécessaires à la lecture des « livres... parus dans les grandes collections historiques qui ont vu le jour au cours de ces dernières années ». — Mais, alors, pourquoi n'avoir pas inséré ces cartes dans les *Manuels*?

A. GRENIER.

— **FORMA ORBIS ROMANI**, *Carte archéologique de la Gaule romaine*, dressée sous la direction de M. A. BLANCHET. Carte et texte, fasc. VI : *Département des Basses-Alpes*, préparé par H. DE GÉRIN-RICARD, terminé par le directeur. Une carte contenant, en outre, des parties de six autres départements limitrophes et fasc., 36 p., 2 pl. — Après l'important fascicule V (Bouches-du-Rhône), ce fascicule VI, contenant 105 numéros pour une vaste région, paraît léger. Quelques sondages m'y ont fait trouver, cependant, tous les renseignements connus... et beaucoup d'autres. Il est même un certain nombre d'indications se rapportant à des trouvailles inédites. Dans cette région, remarque le directeur, « sauf en quelques centres tels que Riez et Castellane, la civilisation romaine paraissait avoir laissé peu de traces. Mais dans ces pays accidentés... les cours d'eau ont contribué à détruire... des établissements antiques souvent importants... ». — Surtout, la rareté des centres urbains a eu pour conséquence la rareté des archéologues et la perte, sans doute, de lien des renseignements. Il faudrait que tout le monde, dans un pays, en première ligne les maires, les curés, les instituteurs, soit embrigadé dans cette recherche des antiquités. La seule préparation de ce fascicule semble, si l'on en juge par les dates, avoir suscité plus d'une découverte. Je relève, par exemple, n° 20, à Thorame-Haute (canton de Colmars), une tuile portant une inscription de quatre lignes trouvée en 1934 : *supposuit furno III Idus Iulias | die solis | abuit tegulas | imbrices*. « Les transcriptions données précédemment sont peu exactes. » — Rendons hommage à ce travail, supérieur à celui qu'ont accompli les Bénédictins et qui fait non moins honneur au dévouement des collaborateurs qu'à l'abnégation du directeur.

A. G.

Allemagne. — *Germany and the Diplomatic Revolution. A study in diplomacy and the press, 1904-1906* (Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1931, in-8°, 234 p.). — O. J. HALE a consacré un ouvrage utile à l'étude méthodique du rôle joué par la presse dans « la révolution diplomatique » des années 1904-1906.

Il aboutit à la conclusion que la presse anglaise et allemande a fortement contribué alors à éloigner l'une de l'autre l'Allemagne et l'Angleterre : « Vox populi, vox diaboli. » En ces années, la presse allemande manifestait moins d'hostilité à l'égard de la France qu'à l'égard de l'Angleterre ; elle était beaucoup moins puissante, au dedans et au dehors, que la presse britannique. L'influence de celle-ci sur le gouvernement de Londres et sur le monde a été considérable. — M. B.

— *Deutsche und Engländer. Wesen und Werden in grosser Geschichte* (Munich, Becksche Verlagsbuchhandlung, 1937, in-8°, 326 p.). — Le professeur Arnold Oskar MEYER réunit de brèves études — articles ou discours — qu'il a consacrées à l'histoire allemande et à l'histoire anglaise. La première étude : le caractère allemand à la lumière de l'histoire allemande, traite surtout des rapports entre le germanisme et le christianisme, question à laquelle de récents événements ont rendu l'actualité ; d'autres études sont consacrées à l'histoire du sentiment national en Allemagne, à l'influence de l'éthique kantienne sur l'État prussien, à la science allemande d'il y a cent ans. Suivent une série d'études sur Bismarck et trois études anglaises : le roi Jacques 1^{er}, Cromwell, l'évolution de l'Empire britannique. M. B.

— *The war and German Society. The Testament of a Liberal* (New-Haven, Yale University Press, 1937, in-8°, 300 p.). — C'est un grand et beau sujet qu'a abordé Albrecht MENDELSSOHN-BARTHOLDY : « La guerre et la société allemande. » Quand la mort l'a frappé brusquement, en novembre 1936, au cours d'un exil qui avait commencé en octobre 1933, le manuscrit n'était pas tout à fait terminé. La Fondation Carnegie le publie comme « le testament d'un libéral ». Dans de telles conditions, le livre de Mendelssohn-Bartholdy ne peut laisser le lecteur indifférent. D'ailleurs, on y trouvera quantité d'observations pénétrantes et fines sur l'Allemagne d'avant-guerre et sur l'Allemagne de Weimar, sinon sur l'Allemagne même des années de guerre, ainsi que sur le rôle des États particuliers, sur l'action des forces centralisatrices, sur la rivalité de Francfort, en déclin, et de Cologne, en progrès... De même, des précisions utiles éclairent certains aspects économiques et financiers du conflit, notamment « le plan Hindenburg ». Tout un chapitre est consacré à la révolution de novembre 1918, quinze pages à Walther Rathenau, une dizaine de pages à Hugenberg. Mendelssohn-Bartholdy, enfin, expose ses idées personnelles sur une quantité de sujets, en évitant avec soin les statistiques.

Il est certain qu'une transformation profonde s'est accomplie en Allemagne de 1914 à 1918. Mais les Allemands ont attribué au traité de Versailles beaucoup des conséquences de la guerre. Au point de vue moral, celle-ci a engendré une sorte d'uniformisation mentale dont a hérité l'État totalitaire. Au point de vue matériel, elle a fait naître l'économie dirigée, la monnaie dirigée, et elle a provoqué l'essor d'industries diverses, notamment l'industrie chimique. Telles sont les principales conclusions auxquelles aboutit Mendelssohn-Bartholdy.

A vrai dire, on pouvait attendre davantage d'un livre qui devait, en somme, faire le bilan de la guerre, en insistant sur les effets économiques et sociaux qu'elle a eus pour l'Allemagne. A côté de toutes sortes de détails joliment présentés, le lecteur est souvent arrêté par d'interminables considérations qui négligent l'essentiel. On a scrupule à souligner des critiques qui frappent un historien de grande réputation, mort en exil. Mais l'estime même qu'on a pour ses travaux contraint

à l'aveu d'une certaine déception. Si le sujet était extrêmement difficile, la manière dont il a été traité ne tient pas toutes les promesses que semblaient devoir apporter et le titre de l'ouvrage et le nom de son auteur.

M. B.

Belgique. — *Archives générales du Royaume. Travaux du Cours pratique d'archivologie donné pendant l'année 1936* par D. BROUWERS, archiviste général du Royaume (Archives du Comité de l'Épizootie pour le Brabant et le Limbourg, par C. BUSSELS, — de la Jointe des Administrations et des affaires de subsides, par A. BOUSSE, — du Comité pour le dénombrement du Luxembourg, par A. BOUSSE, — de la Judicature des domaines... de Namur, par L. GÉNICOT). *Inventaire des archives des Chambres suprêmes des douanes et de la judicature de Bruxelles*, par O. JODOGNE. *Inventaire des archives de la Jointe de Valenciennes*, par Pl. Fern. LEFÈVRE. *Inventaire des archives du Comité de séquestre pour la gestion des biens du clergé français supprimé, situées aux Pays-Bas*, par Pl. Fern. LEFÈVRE. *Archives de l'État, à Liège. Inventaire des archives de la Chambre des Comptes*, par E. FAIRON, conservateur des archives de l'État à Liège. *Inventaire sommaire des archives des greffes scabinaux, communautés, seigneuries et paroisses conservées au dépôt des archives de l'État à Liège*, par J. YERNAUX. Tongres, imprimerie G. Michiels-Broeders, 1937, 7 volumes et plaquettes.

Nous ne pouvons que signaler cette nouvelle série de publications, qui rendent accessibles des fonds d'archives à peine explorés : les inventaires, très clairs, sont précédés d'introductions historiques précises et munis d'index qui en rendent le maniement commode.

E. C.

— Philip GRIERSON. *Les annales de Saint-Pierre de Gand et de Saint-Amand. Annales Blandinienses, — Elmarenses, — Formoselenses, — Elnonenses* (Commission royale d'histoire. Recueil de textes pour servir à l'étude de l'histoire de Belgique. Bruxelles, Palais des Académies, 1937, in-8°, LXVI-216 p.). — « Les *Annales Blandinienses* et les *Annales Elnonenses* constituent, d'un aveu unanime, les deux sources annalistiques les plus importantes pour l'étude des origines du comté de Flandre. » Elles sont publiées dans les *Monumenta Germaniae historica*, mais d'une façon défectueuse. L'éditeur y a ajouté les *Annales Formoselenses* et les *Annales Elmarenses*, celles-ci inédites, quoique souvent citées par Sanderus, qu'il a découvertes à la bibliothèque de l'Université de Gand. Une bonne introduction critique, des notes abondantes, une table analytique des noms de lieux et de personnes font de cette publication un instrument de travail qui rendra de précieux services.

E. C.

— Dr R. VAN ROOSBROECK. *Geschiedenis van Vlaanderen. Deel II. De middeleeuwen. XIII^e en XIV^e eeuw. Staatkundige geschiedenis*, door Prof^r Dr F. L. GANSHOF, — *Geschiedenis van de instellingen*, door Prof^r Dr F. L. GANSHOF en Dr J. DE STUBLER, — *Ekonomische geschiedenis*, door Prof^r Dr H. VAN WERVEKE, — *Kultuurschiedenis*, door Dr R. VAN ROOSBROECK met medewerking van Dr J. A. GORIS (Bruxelles, N. V. Standaard, 1937, 3 vol. in-8°, 348 p.). — Le docteur Van Roosbroeck a entrepris la publication d'une *Histoire de la Flandre* — entendue ici au sens de pays parlant le flamand — destinée au grand public cultivé. Cette deuxième partie, consacrée aux XIII^e et XIV^e siècles, est rédigée par des auteurs parfaitement qualifiés. Ils en ont fait une œuvre qui, tout en voulant être de vulgarisation, est aussi de science solide et progressive. M. Ganshof a su rendre admirablement clair

un exposé, nécessairement sommaire, d'événements politiques très complexes, où les histoires de la Flandre et du Brabant se juxtaposent et s'éclairent sans jamais s'embrouiller ; il a démêlé, avec M. de Sturler, le développement d'institutions différentes, façonnées par des actions très diverses — politiques, religieuses, économiques ; chemin faisant, il met au point des jugements traditionnels, des faits controversés (place de Philippe d'Alsace dans l'histoire de Flandre), des questions posées tout récemment (rôle des ordres dans l'État médiéval). M. van Werveke a dessiné, avec toute la précision qu'exigeait de lui un espace bien restreint, les traits essentiels du développement économique de la Flandre, en ayant d'ailleurs bien soin de montrer encore, quand il y avait lieu, l'influence des faits politiques et l'organisation administrative de l'économie ; lui aussi corrige au passage ce qu'ont de trop absolu certaines classifications sommaires dont le prestige n'est pas dissipé (« l'économie urbaine » de Karl Bücher en ce qui concerne la Flandre) ; MM. van Roosbroeck et Goris ont donné à leur *Histoire de la civilisation* une allure « humaine » en suivant l'étude des formes intellectuelles et artistiques, le mouvement des esprits, des sentiments des groupes sociaux, le déplacement des centres moraux — et font sentir le contact de la réalité vivante quand ils parlent du rôle de « la cour », « de la taverne » et aussi « du livre » pour la diffusion de la littérature et de l'art.

L'illustration de l'ouvrage aidera sans aucun doute à l'œuvre de « culture », de haute éducation, que se sont proposée les auteurs. Sa belle tenue scientifique, qui en fait une excellente introduction à leurs travaux pour les étudiants d'histoire — par des notes peu nombreuses, mais très utiles, par des bibliographies choisies — ne peut que mériter les félicitations de ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Flandre.

E. C.

— ÉM. FAIRON. *Chartes confisquées aux bonnes villes du pays de Liège et du comté de Loos après la bataille d'Othée, 1408* (Publications de la Commission royale d'histoire. Bruxelles, Palais des Académies, 1937, in-8°, XLIV-504 p.). — Soulevées contre leur évêque, mais vaincues le 24 octobre 1408, les villes du pays de Liège furent obligées de livrer au duc de Bourgogne leurs chartes de privilèges et les accords ou traités conclus entre elles ou avec des villes ou des personnages de l'extérieur. Un certain nombre de ces pièces furent rendues aux villes. A maintes reprises, administrateurs et historiens s'étaient demandé ce qu'étaient devenues les autres. M. Fairon a eu le bonheur d'en découvrir les inventaires détaillés aux Archives départementales du Nord — et a acquis la certitude que les originaux ont été condamnés à la destruction. Des contre-lettres ou des textes conservés ailleurs que dans les archives des « bonnes villes » ont sauvé un certain nombre de ces documents. Mais le nombre des inédits retrouvés à Lille est considérable « et leur brusque révélation est susceptible d'élargir beaucoup notre connaissance de la période la plus dramatique, la plus originale et la plus passionnante de l'histoire du pays de Liège ».

On y retrouve « 135 chartes des métiers de Liège, 42 des métiers de Huy, 8 des métiers de Dinant, 15 des métiers de Hasselt, 3 des métiers de Herck, 1 de Tongres et 1 de Saint-Trond » : « aucune ville de Belgique n'offre sur ce sujet une documentation aussi abondante pour le XIV^e siècle ». Il y a lieu, en particulier, de noter que l'origine des corporations proprement dites ne remonte, à Liège, qu'au début du XIV^e siècle ; à Huy, la gilde des drapiers fut reconnue en 1234, à Dinant celle des

batteurs en 1214; la draperie était prospère dans le comté de Looz au ^{xiv}^e siècle.
— Les documents apportent aussi beaucoup de faits nouveaux en ce qui concerne les institutions urbaines, en particulier que le parti populaire ne l'emporte à Liège qu'au cours du ^{xiv}^e siècle, plus lentement qu'on ne l'admettait généralement.

Une première partie reproduit intégralement les inventaires, conservés aux Archives du Nord, des 582 documents qui avaient été remis au duc de Bourgogne. Une deuxième est formée par un répertoire chronologique, où chaque pièce est brièvement résumée. Une table onomastique et un glossaire philologique, dressé par M. J. Haust, complètent cette publication, présentée par M. Fairon avec une joie qui se sent et que partagent sans peine tous ceux qui ont à étudier l'histoire des institutions et de l'économie des provinces belges.

E. C.

France. — André RIBARD. *La France; histoire d'un peuple* (Paris, Éditions sociales internationales, 1938, in-8°, 364 p.). — Un résumé fort adroitement fait et bien au courant de l'histoire de notre pays. Mais les tendances imposées à l'auteur par ses idées politiques sont visibles. Exposer qu'il existe déjà à l'époque de Vercingétorix un *peuple français* est une simplification abusive. Faire de l'histoire de ce peuple un acheminement continu et progressif vers un régime qui assure l'émancipation des classes laborieuses est un acte de foi, mais non pas une étude scientifique. La courbe de l'histoire est beaucoup plus irrégulière, chez nous comme ailleurs. Mais la plupart des faits sont racontés d'une façon alerte et vivante. Les dernières pages, qui traitent des événements depuis 1936, relèvent simplement du genre polémique.

H. C.

— *Les sciences sociales en France. Enseignement et recherche* (Publication du Centre de politique étrangère. Paris, Hartmann, 1937, in-8°, 379 p.). — Ce recueil, dédié à la mémoire du regretté Louis Eisenmann, réunit quinze études qui mettent au point l'état actuel, en France, de la sociologie, la géographie humaine, l'histoire, l'ethnologie, la linguistique, le folklore, la science des religions, l'histoire de l'art, la pédagogie, la statistique, les sciences économiques, les sciences juridiques, les sciences politiques, les relations internationales, les centres de documentation.

L'examen des autres études relevant de revues propres à chacune de ces disciplines, nous ne relèverons ici que celle consacrée par J. Meuvret à l'histoire. Il insiste d'abord sur les relations de l'histoire avec la sociologie, marquant surtout l'influence de cette dernière sur la méthode et le souci de synthèse des historiens — puis, rapidement, l'action réciproque des sciences historiques sur la sociologie. Il souligne ensuite la préoccupation de plus en plus forte qu'ont les travailleurs de coordonner leur travail et note les progrès réalisés dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

Nous signalerions bien volontiers d'autres articles, les brèves définitions d'objet et de méthode de la géographie humaine par M. Demangeon, les vues substantielles et suggestives sur l'histoire de l'art de M. Focillon, mais il faudrait les citer presque toutes. Ce recueil rendra service à tous ceux qui ont le souci de ne pas s'enfermer dans un compartimentage étroit.

E. C.

— Du Centre confédéral d'éducation ouvrière, institué à la Confédération générale du travail — à l'occasion duquel M. M. Thiébaut avait écrit, dans la *Revue de Paris* du 1^{er} mai 1938, un long article auquel a répondu M. G. Lefranc dans la même revue du 1^{er} juin 1938 — sont sorties de nouvelles publications dont il con-

vient de ne pas ignorer l'existence. D'une part, M^{me} Georges LEFRANC examine, dans la quatrième partie de son étude sur *Conformisme et pensée libre dans la littérature française (A travers trois révolutions, 1789-1830-1848. C. C. É. O., Paris, [1938], gr. in-8°, 159 p.; prix : 8 fr.)*, le bilan littéraire de la Révolution, — réduit, un peu maigrement, à Condorcet et Babeuf, comme précurseurs, mais où est justement faite une large place au théâtre et aux manifestations populaires, — la « servitude napoléonienne », la « réaction catholique et monarchique », le romantisme, les pamphlétaires, Stendhal, Lamartine, Vigny, Hugo, Balzac, George Sand, Leconte de Lisle et Flaubert, et, certes, il y a des lacunes dans cet exposé rapide, mais les valeurs et les rapports sont intelligemment mis en lumière, sans que les préoccupations sociales de l'auteur l'aient jamais amené à fausser les perspectives et à diminuer le sens « humain » des œuvres. Quelques textes bien choisis permettent de caractériser l'art et les tendances des auteurs principaux. — D'autre part, l'*Histoire des doctrines morales* du regretté Pierre BOIVIN (Paris, C. C. É. O., [1937], gr. in-8°, 47 p.; prix : 3 fr.) réduit à quelques schémas typiques les grands mouvements ou les grands instants ou les grands représentants de la morale humaine (ascétisme, platonicien, chrétien, communiste ou gidien; épicurisme, hédonisme, utilitarisme, libéralisme, hédonisme socialiste; morales de la vie telles que celles du stoïcisme, de Nietzsche ou de Bergson; morale, enfin, du prolétariat) : M. Boivin conclut en faveur de la morale prolétarienne, caractérisée par des audaces de synthèse et des valorisations nouvelles. — On rapprochera de cette étude le *Choix d'écrits* de Pierre BOIVIN, établi par ses amis et préfacé par M. C. Bouglé (Paris, C. C. É. O., 1938, in-18, L-298 p.; prix : 20 fr.). Le principal travail que renferme ce volume est consacré à l'« Économie sociale d'Auguste Comte » — travail de jeunesse, mais intelligent et précis, et où Boivin avait su montrer, après une analyse des idées de Comte, étiré entre le conservatisme et l'audace socialisante, l'évolution du positivisme ouvrier dans le syndicalisme moderne, avant et après 1871. D'autres pages de Pierre Boivin, pieusement recueillies, nous renseignent à la fois sur ses curiosités critiques et sur divers aspects des questions auxquelles il s'intéressait le plus, et l'on comprend la tristesse de ceux qui, avec M. Bouglé, se sont efforcés de dire tout ce qu'ils savaient de Boivin et pourquoi ils l'aimaient.

G. BN.

— M. Pierre VAILLANT, continuant ses intéressantes recherches d'histoire grenobloise, a récemment achevé son étude sur les libertés de Grenoble (*Grenoble et ses libertés, 1226-1349. Extrait des Annales de l'Université de Grenoble*, t. XIV, 1937, p. 37 à 118). S'appuyant sur une documentation abondante et sérieusement critiquée, il indique que ces libertés « forment un ensemble qui n'est ni cohérent, ni nettement distinct de celui d'autres villes, mais appartiennent à des types différents suivant l'époque ». La charte de 1226, la première, d'initiative seigneuriale, est tout économique. Ultérieurement, il y a eu à Grenoble vraisemblablement des mouvements insurrectionnels, et la charte de 1244 tend à limiter les libertés conquises. Plus tard se vérifie à Grenoble une tendance à ce que M. Vaillant appelle la « territorialisation » du système grenoblois, en liaison avec un accroissement d'activité économique de la ville. Mais les libertés désormais accordées par le pouvoir delphinal sont dès lors accaparées par les privilégiés de la bourgeoisie et de la noblesse, que gênent seulement les exigences fiscales du pouvoir, et les Dauphins finissent par enlever à la communauté les derniers vestiges d'autonomie

judiciaire ou militaire. L'auteur de cette intelligente monographie ne s'est pas livré à des comparaisons qui auraient pu être délicates, mais qui sont, cependant, en l'espèce indispensables. L'évolution de Grenoble rappelle, en effet — *mutatis mutandis* — celle des principautés flamandes, dont Henri Pirenne a naguère étudié l'histoire.

G. Bn.

— M. H. LEMOINE a écrit sur le dépôt qu'il gère une notice historique bien faite et truffée d'anecdotes amusantes et de judicieuses réflexions (*Les archives de Seine-et-Oise de 1740 à 1938*. Versailles, La Gutenberg, 1938, in-8°, 23 p.). C'est en 1830 que l'on commença à travailler sérieusement au classement et à l'inventaire de ces archives, dont la mise en état fut seulement réalisée à partir de 1860, quand elles commencèrent d'être gérées par un archiviste-paléographe, Sainte-Marie Mévil.

G. Bn.

— L'Académie du Var a donné à M. A.-Jacques PARÈS, archiviste de la ville de Toulon, dont l'activité érudite est bien connue, les moyens de publier un répertoire des *Sources manuscrites de l'histoire du département du Var dans les bibliothèques publiques de Paris et des départements* (Toulon, Soc. nouv. d'impr. toulonnaise, 1938, in-8°, 264 p.). M. Parès a dépouillé à cet effet les catalogues des bibliothèques de toute espèce qui ont pu parvenir entre ses mains, et si, dans un certain nombre de cas, les mentions retenues demeurent encore un peu vagues et insuffisantes, dans la plupart les renseignements répertoriés pourront servir aux travailleurs locaux, parfois mal au courant des ressources historiques étrangères à leurs investigations habituelles et cependant indispensables. Considérons, en effet, que le nombre des notices établies par M. Parès monte à 1249. La table qui clôt ce volume et les renvois qui sont ménagés à l'intérieur en facilitent l'utilisation.

G. Bn.

— ARCHIVES. — M. Paul DUPIEUX, avec la collaboration de son rédacteur, M. Louis ALFONSI, a établi le *Répertoire numérique de la série V (cultes)* des archives de l'Aube (Troyes, Paton, 1938, in-4°, 39 p.). La notice liminaire sur les sources manuscrites et imprimées complémentaires, l'annotation de M. Dupieux rendent très sympathique ce répertoire, où, en outre des fonds administratifs, sont également décrits des fonds d'ordre privé (associations religieuses, fabriques, papiers de l'abbé Darras).

M. Léon BURIAS a dressé pour la *Série C (administrations provinciales avant 1790)* de la Charente un *Répertoire numérique* (Angoulême, Coquemard, 1938, in-4°, 72 p.), s'appliquant aux papiers des intendances de Limoges, Poitiers et la Rochelle, qui ont été incorporés dans les archives du département de la Charente.

M. Jacques DE FONT-RÉAULX a établi pour la Drôme le *Répertoire numérique de la série L* (Valence, Archives départementales, 1936, distribué en 1938, in-4°, XII-206 p.). On y trouve, en dehors du répertoire proprement dit, qui est d'une remarquable précision et d'un grand intérêt, en raison de la méthode élastique suivie par l'auteur, un état des documents conservés aux Archives nationales sur la Drôme pendant la période révolutionnaire, la table des noms propres des répertoires des séries L et Q, la table méthodique des matières et, en tête du volume, un état des inventaires et des archives de la Drôme postérieurs à 1790 et une introduction de M. de Font-Réaulx sur l'histoire des fonds administratifs et judiciaires

de la période révolutionnaire, avec une bibliographie des travaux où la série L de la Drôme a été utilisée.

M. Marcel BAUDOT est l'auteur d'un *Répertoire numérique des cartes et plans des archives départementales de l'Eure* (Évreux, Hérissay, 1937, in-4°, III-42 p.), où sont répertoriés les plans classés à part (dont les plans cadastraux par masses de culture et parcellaires), les plans faisant partie des diverses séries, les plans conservés aux Archives nationales, dans les archives communales de l'Eure et dans divers dépôts départementaux.

De la rédaction de ces divers répertoires, il résulte que la méthode des archivistes départementaux, sans se départir de sa rigueur scientifique, s'est assouplie fortement, pour le plus grand avantage des historiens qui recourent aux fonds qu'ils gèrent. Souhaitons que, pour satisfaire à un vœu récemment exprimé par la Société des études robespierristes, se multiplient sur un rythme accru ces répertoires de la série L sans lesquels les travaux sur la Révolution en province ne pourront aboutir.

Le tome VII de l'*Inventaire sommaire des archives départementales du Puy-de-Dôme, série C* (Clermont-Ferrand, impr. Mont-Louis, 1937, in-4°, XIX-544 p.), constitue un remarquable instrument de travail dont il faut savoir gré à l'archiviste honoraire, M. G. ROUCHON. En dehors, en effet, d'un nouveau supplément d'inventaire proprement dit, s'appliquant à l'intendance d'Auvergne, à l'assemblée provinciale et à la commission intermédiaire, on y trouve d'utiles listes administratives (intendants et commissaires royaux en Auvergne ; secrétaires de l'intendance d'Auvergne ; subdélégations et subdélégués), une table alphabétique des noms propres et des principales matières, renvoyant aux articles inventoriés, enfin le tableau général de classement des fonds de la série C.

MM. MIREUR et COURTECUISSÉ, ancien archiviste et archiviste en fonction du Var, ont assuré la mise au point et la publication de l'*Inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1790 de la commune de Collobrières* (Draguignan, impr. Olivier-Jourdan, 1938, in-4°, 184-xxxiv p.). Riches surtout pour les deux derniers siècles de l'ancien régime, ces archives constituent un fonds intéressant, qui permettrait, le cas échéant, de retracer l'évolution administrative d'un gros bourg provençal.

G. BN.

— *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, 4^e fascicule (1937). — B.-A. POCQUÉ DU HAUT-JUSSÉ. Les chefs des finances duciales de Bourgogne sous Philippe le Hardi et Jean sans Peur, 1363-1419 (les réformes de Philippe le Hardi contribuèrent à organiser ses finances sur le modèle de celles de la royauté et à centraliser l'administration de ses domaines bourguignons ou flamands entre les mains d'un fonctionnaire unique). — Maxime REYMOND. Le développement de l'organisation municipale à Lausanne (coup d'œil rapide, mais solidement documenté, sur l'évolution de la ville des origines au XVI^e siècle). — Georges CHEVRIER. Une tentative de réformation de la coutume du comté de Bourgogne au XVIII^e siècle (malgré des efforts tentés depuis le XVI^e siècle, la coutume franc-comtoise restait chaotique et mal adaptée au régime français. Une commission nommée en 1727 en commença la refonte, mais n'aboutit pas, ses travaux ayant été interrompus par le chancelier Daguesseau). — Ch. BOELL. La juridiction consulaire à Autun de 1563 à 1922

(fondé par Charles IX, le tribunal consulaire eut à lutter contre la concurrence de celui de Saulieu et contre les juges royaux du bailliage. Rétabli non sans difficultés en 1790, il fut encore réduit en 1922 par l'établissement d'un tribunal de commerce au Creusot). — Gabriel JEANTON. Enquête sur les limites des influences septentrionales et méditerranéennes en France (une carte de la limite linguistique et de la limite des toitures dans l'Allier ; des études, accompagnées de cartes, sur les genres de toitures, les zones de droit écrit et de droit coutumier dans la Creuse). = Mélanges (résumé des communications présentées au Congrès des Sociétés savantes, à Autun, en 1936) : Georges BLONDEL. Marguerite d'Autriche et la politique européenne. — M. VITTENET. Charte d'affranchissement de Moutier-Saint-Jean (Côte-d'Or). — Robert POULNOT. Le bailliage d'Autun d'après le mémoire de l'intendant Ferrand. — François DUMONT. Les officiers municipaux d'Autun au XVIII^e siècle. — Pierre D'ORGEVAL. Un traité inédit sur les tailles en Bourgogne au XVIII^e siècle. — Pierre PERRENET. Conséquences sociales de la justice seigneuriale. — Albert COLOMBET. Le Parlement de Bourgogne devant les doctrines physiocratiques. — Georges CHEVRIER. L'assignat particulier de la dot mobilière en Bourgogne et en Nivernais. E. P.

— La collection des inventaires du département des Alpes-Maritimes s'est enrichie de l'*Inventaire sommaire du fonds « Città e contado di Nizza » des archives d'État de Turin*, établi par MM. R. LATOUCHE, ancien archiviste départemental, et L. IMBERT, archiviste actuel du département (Cannes, impr. Cruvès et Vincent, 1937, in-4^o, xvi-206 p.). L'introduction, signée par M. Imbert, nous renseigne, en général, sur les sources de l'histoire du comté de Nice conservées à Turin, et ainsi avons-nous un instrument de travail qui fait, en quelque sorte, pendant à celui que Bruchet rédigea naguère pour l'histoire de Savoie (*Revue des Bibliothèques*, tirage à part. Paris, Champion, 1935, in-8^o). Même limité à la description du fonds régional considéré, l'inventaire établi par MM. Latouche et Imbert présente un grand intérêt ; ses descriptions, nombreuses et précises, recensent, en effet, un matériel documentaire considérable et qui s'applique à la période qui va du XIV^e siècle à la fin du XVIII^e et elles couvrent la vie des communautés du comté, l'activité des ports et les travaux dont a été l'objet le cours du Var. Une table alphabétique des noms et des matières termine cet utile instrument de travail. G. BN.

— M. Bernard WYBO, dans une courte thèse sur *Le Conseil de commerce et le commerce intérieur de la France au XVIII^e siècle* (Paris, Domat-Montchrestien, 1936, in-8^o, 125 p.), a effleuré un sujet qui reste, après lui, à traiter. L'auteur, en effet, n'a guère utilisé que la classique publication de Bonnassieux et E. Lelong, y compris la belle introduction qui la précède ; il a bien, de-ci de-là, opéré quelques sondages complémentaires aux Archives nationales et lu les ouvrages fondamentaux qui se rapportent directement ou indirectement à son sujet. Mais l'ouvrage reste tout de même bien rapide. On constatera cependant avec plaisir que M. Wybo explique comment le Conseil, créé le 29 juin 1700, est devenu sous la Régence un Conseil de gouvernement pour se transformer ensuite en Bureau ; en passant, il souligne, justement, que la question du machinisme s'est posée au XVIII^e siècle dans des termes qui rappellent ceux que les économistes du XIX^e ont employés. L'auteur insiste également sur le rôle principalement réglementaire du Bureau de commerce et la réaction libérale menée contre cette réglementation à

outrance par les économistes, Gournay en tête. La dernière séance du Bureau aura lieu le 21 février 1791, et il sera supprimé par le décret du 27 septembre suivant.

G. Bn.

— Je ne sais si la Faculté de droit de l'Université de Paris, se substituant à la Direction des Archives de France, a l'intention de dresser l'inventaire intégral des arrêts du Conseil d'État du roi, mais il convient de signaler que, pour sa thèse de doctorat, M. Georges PERROT a présenté l'*Inventaire des arrêts du Conseil du roi (janvier-février 1730)* (Paris, les Presses modernes, 1937, in-8°, xxix-195 p.). Pour ces deux seuls mois ont été relevés — d'après les seules minutes conservées dans la série E des Archives nationales — 446 arrêts, et l'on se demande combien il faudrait de volumes pour épuiser, jusqu'à la fin de l'ancien régime, une immense matière, de sorte qu'on peut douter que l'initiative prise par M. Olivier-Martin, qui a dirigé M. Perrot sur le sujet en question et qui, à ce que nous croyons savoir, a employé également à la même tâche d'autres de ses élèves, sera couronnée de succès : le travail de M. Perrot risque de n'être qu'une tentative et un échantillon. D'autre part, il convient d'indiquer que la tabulation des arrêts analysés est fort sommaire, puisque les noms propres de personnes en sont éliminés et que l'index alphabétique renvoie essentiellement à des notions de droit public ou privé. J'ajouterai enfin que l'introduction du recueil, qui est consacrée à la définition et au rôle du Conseil d'État et à la nature des arrêts du Conseil est assez mince et d'intérêt assez faible ; que la contribution personnelle de M. Perrot à l'histoire d'une institution dont le fonctionnement donne lieu, entre spécialistes, à tant de controverses presque passionnées demeure ainsi presque négligeable. Ceci dit, reconnaissons que les analyses présentées sont claires et peuvent relativement dispenser de recourir aux originaux.

G. Bn.

— M. Robert Avezou a retrouvé dans les archives de la Haute-Savoie, qu'il conserve, une bonne partie de la correspondance reçue par Mgr Rendu, évêque d'Annecy, et il a eu l'heureuse idée de publier les lettres reçues par Mgr Rendu de son archevêque, Mgr Billiet, archevêque de Chambéry (*Lettres de Mgr Billiet, archevêque de Chambéry, à Mgr Rendu, évêque d'Annecy, 1844-1859*. Extrait des *Mémoires et documents de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie*, t. LXXIII. Chambéry, Imprimeries réunies, 1938, in-8°, 73 p.). Ces textes fournissent, en effet, quelques renseignements utiles sur les rapports des autorités ecclésiastiques de Savoie avec le gouvernement piémontais, au moment où les circonstances amenaient celui-ci à pratiquer une politique d'allure anticléricale (lois Siccardi et Rattazzi). Les lettres de Mgr Billiet sont quelquefois dures ; elles révèlent chez cet ecclésiastique déjà âgé — et qui devait mourir seulement en 1873 — un sens aigu des réalités politiques et diocésaines ; elles formulent des jugements intéressants sur les journaux savoyards. Aux lettres de Mgr Billiet ont été jointes une lettre du comte de Villette au même Mgr Rendu, en date du 29 novembre 1847 et qui décrit l'atmosphère politique de Turin avant la publication du Statut de Charles-Albert, et deux lettres de 1844 de la comtesse E. Costa de Montgeux au même, où il est question des affaires religieuses en France et à Genève.

G. Bn.

— On trouvera dans le *Bulletin de la Société d'histoire de la Troisième République*, n° 9 (décembre 1937), le résumé d'un intéressant exposé fait par M. Robert DREYFUS, *Bouleversements administratifs et municipaux, 1870-1878*, où il a montré que

la « République des Ducs » a, de 1873 à 1877, remplacé tous les hauts fonctionnaires, généraux, magistrats hostiles ou seulement indifférents à sa politique, par ses créatures, ce qui justifiera plus tard la campagne des républicains pour l'« épuration » des cadres de l'État. Le n° 10 (janvier 1938) publie de suggestives observations de M. Daniel HALÉVY sur cet exposé et notamment sur le recrutement des maires ruraux pendant tout le XIX^e siècle.

M. C.

— J. B. T. BURY. *Gambetta, défenseur du territoire, 1870-1871*. Traduit de l'anglais par G. et P.-F. CAILLIÉ (Paris, 1937, in-8°). — M. Bury a utilisé certains documents inédits, notamment les rapports du prince de Metternich et ceux des agents anglais. Mais, comme il l'indique lui-même, ces deux sources sont peu importantes relativement à la documentation déjà publiée. Son ouvrage n'apporte donc pas de révélations, mais il constitue une très utile et solide mise au point d'un sujet controversé.

Anglais, M. Bury est étranger aux sentiments politiques qui ont trop longtemps affecté les appréciations portées par les Français sur l'œuvre de Gambetta. Il ne voit pas en lui le héros de légende qu'a popularisé une tradition républicaine, mais il s'écarte plus encore des royalistes qui ont dénigré systématiquement le rôle joué en 1870 par le tribun républicain. Il critique sévèrement le livre de Dutrait-Crozon : *Gambetta et la défense nationale* (Paris, 1911), « chef-d'œuvre de malveillance » auquel, malgré sa forte documentation, « son parti pris... ôte toute valeur en tant qu'appréciation historique de la défense nationale ».

M. Bury met en relief les qualités d'homme de gouvernement que déploya cet avocat de trente-deux ans, formé dans l'opposition : l'énergie patriotique, l'esprit d'initiative, l'autorité, mais aussi la souplesse opportuniste. Quant à sa politique de guerre à outrance, il estime qu'elle eut de sérieuses chances de succès en novembre où, d'après Frédéric-Charles, elle fut près de contraindre les Allemands à lever le siège de Paris. Il constate que ces chances s'évanouirent rapidement et que Gambetta fut bientôt presque seul à y croire, alors que le pays, conscient de son impuissance, aspirait à la paix. Il estime enfin que, même vouée à l'insuccès, cette résistance acharnée eut « une importance capitale » en montrant les ressources de la France et en sauvegardant sa dignité.

Ce livre impartial et bien informé se lit facilement et mérite d'atteindre un public étendu. Signalons que les traducteurs ont trébuché sur nombre de *faux amis* : l'éditeur d'un journal n'est pas son éditeur, mais son directeur ; *eventually* ne signifie pas éventuellement, mais finalement ; *genius* ne doit pas toujours se traduire par génie, etc...

J. MAURAIN.

— Pierre CHANLAINE. *Gambetta, père de la République* (Paris, Taillandier, 1938, in-12). — Ce livre, destiné au grand public, est de lecture facile. De l'aveu de l'auteur, seuls quelques ouvrages déjà anciens ont été utilisés ; aucun effort n'a été fait pour renouveler le sujet ni même pour en bien dégager les lignes essentielles.

J. M.

— Adrien DANSETTE. *Le boulangisme, 1886-1890* (Paris, Perrin, 1938, in-12). — M. Dansette, qui a déjà publié des études sur l'affaire Wilson et sur le Panama, entreprend d'écrire l'histoire de la troisième République, « du boulangisme à la révolution dreyfusienne », c'est-à-dire de 1886 à 1898. Son premier volume, qui traite du boulangisme, fait bien augurer de l'entreprise.

M. Dansette n'a pas seulement utilisé les journaux et les documents déjà publiés. Il a eu accès à de nombreuses archives privées, dont les plus importantes sont celles de la famille de Mackau, qui font bien connaître les relations de Boulanger avec le parti royaliste. Il a mis en œuvre cette riche documentation avec beaucoup d'objectivité : à peine deux ou trois phrases rappellent-elles ses origines conservatrices. L'interprétation des événements, les appréciations portées sur les personnages sont, en général, judicieuses. Le récit est alerte et vivant et la recherche de l'effet pittoresque, qui n'en est pas absente, n'en altère pas le sérieux.

M. Dansette juge le général Boulanger très sévèrement et le considère même comme un déséquilibré. Il voit dans son succès une des « manifestations, périodiques en France depuis la Révolution, de la tradition autoritaire ». Il montre notamment comment, chez les royalistes, la tradition libérale et parlementaire de l'orléanisme fut sacrifiée par les partisans de l'alliance avec Boulanger : un ancien bonapartiste, Mackau, un légitimiste clérical, Albert de Mun, la duchesse d'Uzès et le comte de Paris. Il insiste sur l'impopularité des opportunistes, qui mécontentaient la droite par leur anticléricalisme et la gauche par leur conservatisme, tandis que leur politique coloniale inquiétait à la fois les partisans de la revanche et les ennemis des aventures. Il les montre en butte, comme naguère la monarchie de Juillet sous Guizot, à l'hostilité de tous les idéalistes militants. Mais, outre qu'il juge leur politique avec une sévérité excessive, il sous-estime les forces considérables dont ils disposaient dans le pays et qui leur permirent de surmonter victorieusement la crise.

Cette méconnaissance tient évidemment à une grave lacune du livre : à part un appendice intéressant, mais sommaire, sur les élections, la province, qui faisait la force des opportunistes, en est à peu près absente. Paris, avec son Parlement et sa presse, ses intrigues et ses manifestations, y tient seul le premier plan. Le récit y gagne sans doute en intérêt romanesque ; il y perd certainement en solidité historique. Il aurait été essentiel de montrer en détail comment s'est organisée en province la coalition boulangiste, dans quelles régions elle a pu prévaloir, à quelles résistances et à quelles difficultés internes elle s'est heurtée et a finalement succombé. M. Dansette nous fait connaître l'état-major du boulangisme ; il nous dit bien peu de chose sur ses troupes, sur ses éléments populaires. Souhaitons que ses prochains ouvrages nous donnent une vue plus complète et par là même plus juste de la vie politique française.

J. M.

— Charles W. PORTER. *The career of Théophile Delcassé* (Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1936, in-8°, 356 p.). — L'étude que Charles W. Porter consacre à Théophile Delcassé a été écrite après un dépouillement consciencieux de la documentation ; mais, quoiqu'elle use largement de la documentation américaine (et les agents diplomatiques des États-Unis en Europe étaient de bons observateurs), elle n'ajoute pas grand'chose à ce qu'on savait de ce petit homme opiniâtre, qui était comparé par Goluchovski à un « clerc de notaire de sous-préfecture ». Elle fait trop belle la part aux articles de journaux, notamment du *Figaro*. Quoique très favorable à Delcassé, elle s'appuie trop docilement sur les thèses de M. Michon. Elle cite Larousse (p. 11), exagère l'importance qu'avait, même alors, la Légion d'honneur pour un journaliste (p. 51), fait appel aux Mémoires de M^{me} Steinheil (p. 132 et 133). Un Français qui, ayant vécu un an aux

États-Unis, écrivait un livre sur MacKinley, par exemple, tomberait sans doute dans des travers plus redoutables.

Ce qui est surtout utile dans cet ouvrage, c'est qu'il passe en revue l'œuvre de Delcassé comme publiciste, et ainsi surgissent certaines vues prophétiques de ce Pyrénéen annonçant comme journaliste à peu près ce qu'il a fait ou ce qu'il a voulu faire comme ministre des Colonies, des Affaires étrangères, de la Marine. L'auteur glisse sur le ministère de 1914-1915 : Delcassé avait terriblement vieilli ; il n'avait que soixante-deux ans, mais ce n'était plus l'homme de l'Entente cordiale.

Même après cette intéressante étude, une biographie de Delcassé reste à écrire. Il n'a pas encore pris définitivement la place qu'il occupera dans l'histoire de ce temps. Il a sûrement été un grand ministre, parce qu'avec lui un indéniable esprit de suite a présidé pendant sept ans à une diplomatie qui jugeait possibles et nécessaires des accords positifs avec l'Angleterre et l'Italie. On n'oserait pas affirmer qu'il était un grand homme, et l'on en vient à se demander si, en fin de compte, et en dépit de son ardeur froide, de son allant et de son courage, son ministère n'a pas été grand surtout parce qu'il faisait la politique du Foreign Office. Nul doute que le Foreign Office n'ait mené le jeu : après avoir incliné à un rapprochement avec l'Allemagne, il amènera l'entente avec la France comme plus tard avec la Russie ; la clef de cette « grande politique » est à Londres.

Au point de vue proprement français, l'aveuglement de Delcassé dépassait les bornes, et ses illusions étaient par trop obstinées. L'amas de documentation historique qui a vu le jour depuis 1914 ne laisse pas de doute sur la gravité du désastre vers lequel glissait la France en 1905 : sans la Russie, battue en Extrême-Orient, et au lendemain de l'affaire Dreyfus, un conflit franco-allemand ne pouvait pas se terminer par une victoire sur l'Allemagne : il faut un solide parti pris pour en douter, et l'on ne peut admirer pleinement la diplomatie qui mène ainsi un pays au bord de l'abîme, négociant et traitant sans souci d'une puissance militaire dangereusement précaire.

Maurice BAUMONT.

Grande-Bretagne. — Dans une brochure intitulée *Le vilainage anglais et le servage réel et personnel, quelques remarques sur la période 1066-1485* (Bruxelles, impr. des Travaux publics, 1937, in-8°, paginé 199-242 ; extrait du *Recueil de la Société Jean Bodin*), M. JOÛON DES LONGRAIS résume à grands traits, à l'aide des travaux de Vinogradoff et de ses élèves, et non sans apporter des remarques personnelles, l'état de la question du vilainage, dont la brusque extension au XI^e siècle correspond à l'organisation de l'économie manoriale. Il montre que, juridiquement, le vilain se distingue du tenant en soccage en ce qu'il est uniquement justiciable de la cour manoriale et ne peut invoquer le secours des brefs royaux. Tous les autres critères mis en avant pour définir le vilainage, de même que les distinctions établies entre la tenure et le *status* du vilain, sont des subtilités théoriques qui ne correspondent pas aux faits. Économiquement, le vilainage est la conséquence naturelle de l'organisation domaniale et permet l'exploitation à bon compte de la réserve seigneuriale. M. JOÛON DES LONGRAIS semble admettre la théorie courante et simpliste d'une évolution continue de l'économie manoriale vers le fractionnement de la réserve, la commutation des services et la disparition du vilainage, évolution qui ne se serait précipitée qu'à la fin du XIV^e siècle. On fera bien de

lire, en regard, la récente étude de M. Postan, *The chronology of labour services* (*Transactions of the Royal Historical Society*, 4^e série, t. XX, 1937, p. 169-193), montrant au XII^e siècle un mouvement très ample de commutation des services et, par conséquent, de diminution du vilainage ; au XIII^e siècle, au contraire, avec les grands défrichements, la réserve se reforme, les services de corvées sont renforcés ; on assiste à une véritable « réaction féodale » dont M. Joûon des Longrais soupçonne à peine l'existence (cf. p. 223).

E. P.

— C'est une lourde tâche que s'est imposée M. BENNETT, professeur à l'Université de Cambridge, en acceptant de contribuer à un recueil des « Cambridge studies » que dirige M. G. Coulton et d'écrire une étude de longue haleine sur la condition des paysans du XII^e au XV^e siècle en Angleterre¹.

Un Prologue, ou, si l'on préfère, plus simplement une Introduction, annonce un livre sur la condition des paysans anglais. L'auteur avoue tout de suite, en un style un peu maniéré, qu'il devra faire des recherches infinies, en quête des documents nécessaires pour un sujet aussi compliqué. Puis il faudra les transmettre au lecteur.

Le livre est décomposé en douze chapitres dont il importe de faire connaître au moins les points principaux : Ch. I. L'Église, le prêtre du village (on aurait dit jadis le curé), les superstitions, qui abondent. — Ch. II. Le manoir et les cultures : l'*English field system*. Ici, l'on rappelle les œuvres, devenues depuis lors capitales, de Vinogradof, de H. L. Gray, de Coulton. — Ch. III. La population du manoir : les libres et les serfs, qui se subdivisent les uns et les autres en de nombreuses espèces ; les ouvriers agricoles. — Ch. IV. Travaux du paysan à toutes les époques de l'année : les jachères, les semailles, le laboureur et la moisson ; ses gains et ses dépenses. Le bétail. — Ch. V. Revenus et charges des paysans. Les jours fériés et l'observation stricte du dimanche. Le service militaire (heriot) ; les paysans et la guerre ; la désertion : « repasniaverunt sine licentias » (p. 123). — Ch. VI. Les serfs et les charges qui les grèvent quand ils vont au moulin, au four banal. La taille qui leur est imposée est à la volonté du maître (*tallage at will*) ; l'hospitalité forcée et, par contraste, les miséreux que recueille saint Hugues de Lincoln, au dire de Giraud le Gallois (p. 147). — Ch. VII. Administration du manoir : le maître d'hôtel (*steward*), le bailli, le magistrat municipal (*reeve*), le bedeau ; les serviteurs qui ne possédaient à peu près aucune portion de la terre seigneuriale, les *famuli*, comme on les appelait, étaient employés à l'ordinaire en qualité de laboureurs, de charcutiers, de bergers, de porchers. Arrêtons-nous ici un moment pour faire revivre Pierre le Laboureur (*Pierre the ploughman*), dont on connaît la complainte en vers (p. 185). Pour les comptes annuels du manoir, nous avons le témoignage de Walter de Henley (p. 189, 128, etc.). — Ch. VIII. La cour du manoir était le lieu du rassemblement (*meeting place*) ; là étaient présentées les excuses ou les renvois des affaires, là se tenaient les jurés d'enquêtes. — Ch. IX. La vie de tous les jours, les scènes de la vie domestique (p. 234) ; l'accroissement de la population, le mariage et la chasteté ; les testaments et le veuvage ; les amusements et les sports. — Ch. X. On connaît bien l'expression de *Merry England* : c'est fête de Noël ; la chasse, et l'on entend

1. *Life of the English manor. A study of Peasant conditions, 1150-1400*. Cambridge, at the University Press, xxiv-364 p. Un glossaire, une liste des abréviations et des sources, quelques illustrations. En tout, douze chapitres.

avec plaisir déclamer le « Parlement des trois âges » et le *Songe d'une nuit d'été*, dont on trouve le texte en langage du XIII^e siècle, puis la traduction en prose du XIX^e. Cette poésie n'occupe pas moins de quatre pages bien pleines. — Ch. XI. S'il est vrai que la moitié de la population de l'Angleterre n'était pas encore libre à la veille de la révolte des paysans en 1381, il n'est pas moins certain qu'ils firent des efforts constants pour obtenir la liberté pleine et entière ; puis c'est après la Peste noire, l'affranchissement des classes inférieures ; on voit naître des bourgs nouveaux, des privilèges pour les habitants des villes. — Le chapitre XII et dernier est consacré tout entier à l'Église ; on y rencontre un prêtre paysan, les dîmes, une visite épiscopale.

Le tableau des documents imprimés ou manuscrits rendra de signalés services (p. 341-351). On y trouvera des renvois aux *Calendars*, des *Charter rolls*, des *Close rolls*, des *Inquisitiones post mortem*, des *Chester rolls*, etc.¹. — Enfin, l'Index paraît avoir été composé avec le plus grand soin. Aussi oubliera-t-on facilement la petite chicane que j'ai cru pouvoir me permettre au début même du volume. — Ch. B.

— MARJORIE and C. H. B. QUENNEL. *A history of everyday things in England. T. II : 1500-1799* (Londres, B. C. Batsford, 5^e édition, 215 p., 128 dessins dans le texte et hors texte ; Index ; prix du volume : 8 s. 6 d.). — En tête, M. Frank Roscoe, secrétaire de la « R. Society of teachers », expose les méthodes et l'influence exercées par les Quennell sur l'enseignement de l'histoire, car leurs intentions visent haut ; et ils n'hésitent pas à signaler les erreurs commises même par J. Richard Green dans sa *Short history of the English people*, « ouvrage très utile, mais dont l'influence bienfaisante est limitée aux étudiants d'âge mûr ». A leur intention, M. Quennell, en collaboration avec sa femme Marjorie, a raconté ce qui se passe chaque jour en Angleterre à différentes époques et en différents endroits. Il n'hésite pas à dire bien haut qu'il a voulu publier des ouvrages amusants à tous égards et il a dû, à l'article de la mort, être satisfait de son œuvre (décembre 1935).

L'ouvrage est distribué en trois chapitres, pour les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles ; en voici le contenu, où sont marqués seulement les passages les plus notables. Ch. I (XVI^e siècle). La « social life » : la nourriture et les accapareurs, où l'on a la surprise de voir (p. 6 et fig. 4) mis au carcan un pauvre « regrator of marketts » ; la Réforme, où l'on s'attend, au contraire, à rencontrer Érasme et Sir Thomas More ; les découvertes maritimes (avec une carte, p. 14) ; les galères de la reine Élisabeth ; les écoles ; les cathédrales et les maisons privées ; le collège de Winchester ; les moulins à vent et les jardins publics ou privés ; la Renaissance ; une réception par la reine et Henry VIII jouant de la harpe ; la chasse et la guerre. — Ch. II (période des Stuarts). Bébés au maillot et la flotte anglaise (la reine des mers) ; la construction des navires ; le plan d'une maison et le mobilier ; la musique ; les bains de Bath ; les coches et les cafés. — Ch. III. Les rois de la dynastie des George, 1700-1799 ; le jeu de colin-maillard. Fondation de la *Royal Academy of Arts* (1768) et son premier président : Sir Josuah Reynolds ; la Société des artistes ;

1. Je note en passant que le nom latin *Pontissara*, mentionné p. 159, 163, 165, 349, désigne la ville française de Pontoise. On lit, en effet, p. 349 : « Registrum Johannis de Pontissara, diocesis Wintoniensis. »

Gainsborough, malade, appelle auprès de lui Reynolds ; ses derniers mots ont été : « Nous allons tous au ciel et Vandyck fait partie du voyage. » — La figure 125 (p. 215) représente un ornement dessiné par Robert Adam.

Ch. B.

— Mathias MORHARDT. *A la rencontre de William Shakespeare*. Préface de M. Abel LEFRANC (Paris, Edgar Malfère, in-12, 141 p. ; prix : 15 fr.). — Cet ouvrage, qui ne peut manquer d'attirer l'attention de toute personne lettrée, se décompose comme suit. D'abord, une Préface (p. 9-30) où M. Abel Lefranc expose la question shakespearienne au XVIII^e siècle, à partir d'un curieux ouvrage publié en 1769 par Herbert Lawrence sous le titre *The life and adventures of « Common sense », an historical allegory* (trois éditions anglaises ; un extrait de texte français, publié à Avignon et à Yverdon en 1777, où « Sens commun » fait le récit de ses aventures. Suit (p. 31-33) une liste des ouvrages de M. Lefranc sur le problème shakespearien. Il importe, écrit M. Morhardt, de donner une liste exacte permettant à tous ceux que préoccupe l'étude de la « grande énigme » de se rendre un compte exact des conclusions auxquelles aboutit « actuellement » l'éminent érudit sur celui à qui nous devons « le plus beau des chefs-d'œuvre dont se glorifie l'humanité ».

Abordons maintenant le corps même de l'ouvrage, que M. Morhardt traite en onze chapitres.

Le chapitre I expose le *Témoignage de la reine Élisabeth* sur la conspiration du comte d'Essex (4 août 1601) et l'entrée solennelle à Londres du nouveau roi, Jacques I^{er}.

Ch. II. Le mystérieux in-folio de 1623 où sont produits les témoignages de Ben Johnson et de Condell, camarades du Stratfordien. En fait, tout est suspect dans les témoignages fournis par ces deux compères.

Ch. III. La jeunesse du Stratfordien, personnage en quelque sorte légendaire, qui mourut en 1616 ; on ne sait de lui que son nom apparenté à celui de « William Shakespeare ; il fut baptisé à Stratford-sur-Avon » le 26 avril 1564. Il en partit à l'âge de vingt et un ans, pour aller conquérir à Londres une gloire usurpée.

Ch. IV. *William Shakespeare à Nérac*. Là s'établit une concordance harmonieuse avec la vie de William Stanley, sixième comte de Derby, « avec les poèmes et les pièces de théâtre qui ont paru sous le pseudonyme de William Shakespeare » (p. 64)¹.

Ch. V. *Hamlet*. C'est à Nérac, très vraisemblablement, que Shakespeare, selon M. Lefranc, eut la révélation d'une vieille légende scandinave sur *Hamlet*.

Ch. VI. Le « procès de chasse » des *Joyeuses commères de Windsor* ; il y est fait allusion à un procès de chasse réel.

Ch. VII. L'identification de *Malvolio* par un jeune érudit américain, Alwin Thaler.

Ch. VIII. Les sources de la *Tempête*. Il faut sans doute les retrouver dans la comédie de *La belle Sidea*, œuvre de l'écrivain espagnol Antonio de Esclava. On laisse à M. Grégoire le soin de prouver que trois des œuvres du Pseudo-Shakespeare sont inspirées d'un roman gréco-bulgare du Moyen Âge. Quant au prototype d'Ariel, on le trouve dans un Arabe-Byzantin qui enseigna aux Bulgares la magie et la ma-

1. Cf. *Revue historique*, 1936, où M. Lefranc a mis un point définitif à une énigme de l'œuvre *Peines d'amour perdues*, où l'on retrouve Guy du Faur de Pibrac.

chinerie. Vient ensuite un abbé de Raguse, Mauro Orbini, qui a publié à Pesaro, en 1601, un écrit intitulé *Regno degli Slavi*. M. Grégoire écarte, à son tour, l'imputation qui attribue au Stratfordien la paternité de l'œuvre shakespeareienne¹.

Ch. IX. « William Shakespeare et les maladies mentales », par le docteur André Adnès, auteur de *Shakespeare et la folie*. Par exemple, le *Roi Lear* est, d'après le docteur Adnès, « le drame le plus poignant de la sénilité ».

Ch. X. Le *Songe d'une nuit d'été* provient de la famille Derby et, notamment, de celle de William Stanley, sixième comte de Derby.

Ch. XI. Les raisons de la Raison. Il a fallu, écrit l'auteur du livre, « émonder tout ce qui dépassait la mesure d'un illettré » ; c'est par l'ignorance et la stupidité de l'auteur supposé « qu'on a expliqué certains passages qu'on ne pouvait expliquer par l'insurpassable autorité du génie » (p. 135). On a cherché « William Shakespeare parce qu'il était impossible qu'on ne le cherchât pas ». Quant à l'œuvre du vrai Shakespeare, il suffit de la lire pour y trouver « un caractère d'une incomparable noblesse et une grandeur morale qui n'ont jamais été surpassés ». M. Lefranc n'hésiterait sans doute pas à joindre son jugement à celui de M. Morhardt. — Ch. B.

— On lira avec grand intérêt la revue critique consacrée par M. Gavin B. HENDERSON à *The foreign policy of Lord Palmerston* (History, mars 1938, p. 335-344). À l'aide des travaux importants parus depuis une douzaine d'années et de ses études personnelles, M. Henderson précise l'esprit de la politique de Palmerston et son rôle dans la solution des grands problèmes qui se sont posés de 1830 à 1865. La diplomatie de Palmerston a été heureuse, parce qu'elle s'appuyait sur la puissance britannique à son apogée. « Ce n'était pas Palmerston qui était grand, mais la Grande-Bretagne, et elle n'a jamais été plus grande ni avant ni depuis. » — M. C.

— *England und Deutschland in der Zeit des Überganges vom Manchestertum zum Imperialismus 1871 bis 1876* (Berlin, Ebering, 1937, in-8°, 218 p.). — Le docteur Kurt MEINE retrace les rapports de l'Allemagne et de l'Angleterre depuis la guerre de 1870-1871 jusqu'à la crise orientale qui éclate dans l'été de 1875. Il expose les effets qu'ont eus sur ces rapports la guerre franco-allemande, le Kulturkampf, la crise économique qui sévit à partir de 1873, et particulièrement l'affaire de 1875 avec « la guerre en vue ». L'Angleterre s'inquiète et s'étonne de la prompte fortune du Reich, ce parvenu ; mais c'est du côté de la Russie que vont ses soucis, surtout avec la crise orientale de 1875. Ce volume, bien fait et fort instructif, dépasse le niveau des habituelles thèses allemandes de doctorat. M. B.

Roumanie. — E. BEAU DE LOMÉNIE. *Naissance de la nation roumaine* (Bucarest-Paris, Leroux, 1937, in-8°, 231 p.). — Livre agréable à lire, destiné au grand public, qu'il familiarisera avec certains aspects de l'histoire de l'Europe orientale au Moyen Age. L'historien n'a rien à y glaner et beaucoup à y reprendre. L'auteur découvre avec quelque naïveté le problème roumain, l'histoire byzantine, la politique pontificale, etc., et il se demande avec anxiété comment faire comprendre aux Français des problèmes aussi délicats (p. 11). Mais il ignore l'histoire économique du Moyen Age et, d'une manière générale, fait preuve d'une grande inexpérience. Il semble croire que l'expédition de Trajan soit la première campagne

1. Voir, en outre, une autre étude d'Abel Lefranc, sur l'*Origine d'Ariel* parue dans le Cinquantenaire de l'École pratique des Hautes-Études.

des Romains contre les Daces (p. 19-20) et ne paraît pas en voir les raisons (p. 20-21). Le schisme de 863 lui paraît définitif (p. 31). Il écrit sans sourciller que les Vlaques balkaniques du temps des Asénides sont les ancêtres des Valaques (p. 49), attribue la latinité de la langue roumaine à l'« occupation des Byzantins » (p. 51), n'insiste pas sur l'opposition des thèses roumaine et hongroise sur la continuité (p. 23), peut-être insoluble, mais dont l'exposé un peu complet s'imposait dans un ouvrage de ce genre. Il trouve étrange (p. 103) le droit successoral des bâtards princiers et croit le fait exceptionnel. Qu'entend-il par : « en 1450... la victoire de Formigny était venue annoncer la fin de la guerre de Cent ans » (p. 112)? Dans un autre ordre d'idées, la fréquentation des sources étrangères explique-t-elle à elle seule l'incertitude de la langue? Sans parler des simples incorrections, la répétition d'expressions comme « Petchénètes » pour « Petchénègues », « moyennâgeuse » pour « médiévale », « orthodoxisme » pour « orthodoxie », etc., révèle les inégalités de l'érudition. De même, les énormes digressions sur Byzance, l'invasion turque, la politique polonaise, etc., nous font trop souvent perdre de vue le sujet.

Le fond même de l'ouvrage n'est pas sans soulever d'assez sérieuses objections. Insister sur le rôle essentiel joué dans l'histoire roumaine par l'époque d'Étienne le Grand est légitime ; assimiler ce règne à la « naissance de la nation roumaine » est déjà une conception arbitraire. La nation roumaine, si on peut employer ce terme au xv^e siècle, s'est formée peu à peu au cours des siècles précédents, et la Moldavie elle-même existe déjà, avec une organisation assez avancée et une administration constituée, sous Alexandre le Bon. Inversement, il est difficile de considérer le patriotisme moldave comme identique au sentiment national roumain, en un moment surtout où Valachie et Moldavie sont en guerre perpétuelle l'une contre l'autre. Le terme de « nation » suppose un état d'esprit qui ne commence à se former vraiment qu'aux xviii^e et xix^e siècles. — Quant à la vie romancée d'Étienne le Grand, qui forme la moitié du livre (p. 105-227), elle ne manque pas d'agrément, certes, mais reste souvent bien hypothétique, en même temps qu'incomplète ; on peut s'étonner, par exemple, de la voir utiliser si peu les études du général Rosetti, pourtant citées dans la bibliographie, et nous laisser à peu près ignorer l'incontestable génie militaire du prince. La diplomatie, au contraire, est exposée avec plus de détail et de vraisemblance. Mais, dans tout cela, où est la *nation roumaine*?

On peut s'étonner aussi que, dans un livre imprimé en Roumanie, l'orthographe des noms propres n'ait pas été reproduite exactement, puisqu'il n'y avait à cela aucune difficulté d'ordre typographique.

En somme, un livre qui ne manque pas d'intérêt, mais ne met au point aucun problème d'histoire et n'apporte pas grand'chose de nouveau. P. HENRY.

Tchécoslovaquie. — La collection « Sources et documents tchécoslovaques » s'est récemment enrichie de deux brochures qui, tout en ne niant pas leur caractère propagandiste, n'en apportent pas moins à l'histoire contemporaine une contribution de faits intéressants. N° 42. *La politique tchécoslovaque et les minorités nationales*, discours prononcés par M. Milan HODŽA, président du Conseil, et MM. les ministres FRANKÉ, NEČAS et DÉRER (Prague, Orbis, 1938, in-18, 91 p.) ; n° 43. *Ivan DÉRER. L'unité des Tchèques et des Slovaques. Le protocole de Pittsburg a-t-il été réalisé?* (Prague, Orbis, 1928, in-18, 83 p.). — Au même dossier, mais dans un esprit tout différent, on pourra faire figurer la brochure établie par le « Conseil slo-

vaque » sous le titre *Should Great Britain go to war for Czechoslovakia?* (Genève, 10, rue de la Croix-d'Or, in-8°, 60 p., 2 cartes). G. Bn.

— *Sudetendeutsche Einheitsbewegung, Werden und Erfüllung* (Carlsbad-Leipzig, Karl Frank, 1937, in-8°, 106 p.). — Dans un livre déjà dépassé par les événements, M. Josef PFITZNER, professeur à l'Université allemande de Prague et auteur d'une histoire des Allemands des Sudètes¹, retrace le « mouvement national » qui les mène, agitant toute l'Europe centrale. L'ouvrage est dédié à Conrad Henlein, auquel se sont ralliés, depuis le 19 mai 1935, les trois quarts des Allemands des Sudètes, sous l'influence du dynamisme hitlérien et du mécontentement qu'une crise économique prolongée provoque en une région très industrialisée. Après une vingtaine de pages consacrées à l'époque antérieure à 1918, l'auteur, arrivé à l'après-guerre, expose l'action de Henlein, professeur de gymnastique à Asch, la comparaison avec « le père Jahn » s'imposant. C'est seulement en octobre 1933, donc après l'avènement de Hitler au pouvoir, qu'elle a pris brusquement une importance décisive non seulement pour l'État tchécoslovaque, mais pour l'Europe. La conclusion est caractéristique : « L'homme d'État, qui se trouve à la tête des Allemands des Sudètes, attend un partenaire tchèque. Cependant, Conrad Henlein et ses fidèles marchent vers un avenir plus clair, virilement et sans peur, avec une foi sacrée dans l'éternité du peuple allemand... Ils ont le temps pour eux. »

Un volume anonyme² plus détaillé retrace l'action que le parti allemand des Sudètes avait déjà pu exercer en quelques mois au Parlement de Prague. Distinguant l'idéal vers lequel ce parti est orienté et les réalités terre à terre dont il dû tenir compte, il s'applique à donner une idée du travail accompli en dépit de durs obstacles et à montrer que, même dans les plus modestes questions, les élus du parti ont été actifs et judicieux. Le lecteur étranger, mal informé de la complexité des problèmes intérieurs de la Tchécoslovaquie, risque de se perdre dans ce volume qui, écrit surtout pour la minorité allemande, fait bien voir quel était l'insatiable appétit du parti Henlein. M. B.

Les relations diplomatiques avant 1914. — *Bibliographie balkanique*, 1936. Rédigée par LÉON SAVADJIAN (Paris, Société générale d'imprimerie et d'édition, 1937, in-8°, 100 p.). — La *Bibliographie balkanique*, où Léon Savadjian enregistre les ouvrages et articles de revue publiés en français, en anglais, en italien et en allemand, poursuit sa carrière malgré les difficultés des temps présents; voici le sixième volume. M. B.

— William HABBERTON. *Anglo-Russian Relations concerning Afghanistan*, 1937-1907. *Illinois Studies in the Social Sciences*, t. XXI, n° 4 (Urbana, publication de l'Université de l'Illinois, 1937, in-8°, 102 p.). — M. William Habberton montre avec précision comment les relations de l'Angleterre et de la Russie ont été affectées de 1837 jusqu'à l'accord de 1907 par l'Afghanistan, qui, par sa situation, était appelé à jouer, dans les combinaisons de la politique, un rôle considérable que ne justifiaient ni le chiffre de sa population ni la richesse de son territoire. Une bibliographie et des textes annexes complètent son utile étude. M. B.

1. *Sudetendeutsche Geschichte*. Reichenberg, Franz Kraus, 1937.

2. *Die SDP in Parlament. Ein Jahresbericht, 1936-1936*. Carlsbad-Leipzig, Karl Frank, 1937.

— Wolfgang HALLGARTEN. *Vorkriegs imperialismus. Die soziologischen Grundlagen der aussenpolitik Europäischer Grossmächte bis 1914* (Paris, Éditions Météore, Études sociologiques, 1935, in-8°, 364 p.). — Les cent premières pages d'un livre curieux, publié en France par un émigré allemand, Wolfgang Hallgarten, laisseront très froid l'historien ; elles sont consacrées aux « bases sociologiques de la politique étrangère de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne » depuis le XVIII^e siècle. L'intérêt s'éveille avec les chapitres suivants, qui essayent de montrer le rôle joué par les intérêts matériels, de 1871 à 1914, dans l'impérialisme allemand. On voit défiler des banquiers, des industriels, dont les intérêts poussent aux décisions diplomatiques ; leur rôle ne cesse de grandir dans l'ère wilhelmienne. Il y aurait beaucoup à dire à propos de ces variations sur l'histoire, où se trouvent mêlées des banalités, des affirmations hasardeuses, des vues ingénieuses et parfois pénétrantes. A une telle lecture, l'imagination voit affleurer maints sujets d'utiles recherches qu'il faudrait mener dans un esprit critique et avec une méthode rigoureuse.

M. B.

— W. O. AYDELOTTE. *Bismarck and British colonial policy. The problem of South West Africa, 1883-1885* (Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1937, in-8°, 180 p.). — C'est au chapitre I^{er} de l'expansion coloniale allemande que s'attache W. O. Aydelotte. De 1883 à 1885, le Sud-Ouest africain a provoqué entre l'Allemagne et l'Angleterre un conflit diplomatique sérieux. L'exposé précis de cette crise fait apparaître les hésitations de Bismarck, colonial réticent, les faux pas de l'ambassadeur Munster, la confusion régnant dans le cabinet Gladstone, où Granville, irrésolu, embarrassé, est aux prises avec Derby, qui appuie les coloniaux britanniques désireux de saisir Angra Pequena. La conclusion de M. Aydelotte, qui ne s'est pas contenté d'étudier minutieusement les documents publiés, mais qui a pu utiliser les papiers de Gladstone et de Granville, est que le gouvernement britannique n'a pas cherché à tromper ou à « bousculer » Bismarck ; il ne pensait pas que l'Allemagne souhaitait une annexion ; mais il n'a pas vu dans celle-ci une atteinte sérieuse aux intérêts anglais.

M. B.

— *Spanien und die Französisch-Englische Mittelmeer-Rivalität, 1898-1907* (Stuttgart, Kohlhammer, 1937, in-8°, 144 p.). — Le livre de Hanz HALLMANN sur *L'Espagne et la rivalité méditerranéenne de la France et de l'Angleterre, de 1898 à 1907* ne manque pas d'intérêt. Quoique cet ouvrage n'apporte rien de très nouveau, il tient compte de l'abondante documentation qui, depuis une quinzaine d'années, a été publiée, tant en Allemagne qu'en France et en Angleterre. Il est vrai qu'il néglige à peu près entièrement la documentation espagnole et, pour un tel sujet, c'est là une fâcheuse lacune. Il aurait été fort désirable de trouver quelques données précises sur l'Espagne et les Espagnols de ces années et d'être renseigné sur leur diplomatie autrement que par des documents allemands, anglais et français. On pourrait également reprocher à ce volume quelque confusion : l'Espagne disparaît parmi les grands événements dont il expose le cours : ébranlement de l'empire marocain, formation de l'Entente cordiale, conférence d'Algésiras, etc. L'auteur, professeur à l'Université de Bonn, est connu par des travaux sur l'histoire diplomatique de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, notamment sur Paul Cambon, en qui il voit « le diplomate le plus heureux de l'avant-guerre » (p. 60).

M. B.

— Baron Boris NOLDE. *L'alliance franco-russe. Les origines du système diplomatique d'avant-guerre* (Paris, librairie Droz (Collection historique de l'Institut d'études slaves de l'Université de Paris), 1936, in-8°, 700 p.). — Depuis quelques années, on commence à bien connaître l'histoire de l'alliance franco-russe. Le gros ouvrage que le baron Boris Nolde vient de lui consacrer a une réelle importance. D'abord et surtout grâce à sa documentation. Tous les travaux antérieurs à la publication des documents officiels ont évidemment perdu une grande partie de leur valeur. Même le remarquable ouvrage de W. Langer, publié en 1929, ne connaissait de la correspondance diplomatique française que les quelques pièces réunies dans le Livre jaune, publié en 1918, et il ne possédait sur la politique russe qu'une documentation réduite. Au contraire, Nolde a pu non seulement utiliser les documents français enfin publiés, mais consulter des documents inédits de Giers, Staal, Nelidoff. Grâce à cette documentation, il apporte des informations frappantes sur les origines de l'entente politique franco-russe. Il suit le chemin long et difficile que la France et la Russie ont parcouru pour y aboutir et décrit l'évolution diplomatique des deux pays en partant de la guerre de 1870 et du Congrès de Berlin de 1878. Les trois premières parties : La France de 1871 à 1885, La Russie jusqu'en 1885, La crise européenne de 1886-1887, occupent 472 pages. La conclusion de l'alliance, le cœur même du sujet, ne forme qu'une quatrième partie. Peut-être l'auteur aurait-il été mieux inspiré en s'attachant plus étroitement à l'histoire proprement dite de l'alliance.

Mais même, si nous nous intéressons surtout à ce qu'il nous apprend de la politique russe — et il nous apprend beaucoup —, il faut reconnaître que son analyse de la politique française ne manque ni de finesse ni de pénétration. Il y a des pages captivantes dans ce volume de haute valeur, que les historiens du dernier quart du XIX^e siècle ne pourront négliger. Quel dommage que les fautes typographiques et orthographiques abondent, probablement parce que le volume a été imprimé en Estonie !

Après les livres, injuste de M. Georges Michon et sévère de William Langer, sur la politique tsariste, on a un ouvrage conçu dans un tout autre esprit : le baron Nolde, en effet, est un admirateur du « sage et pondéré » Giers. Mais il est guidé par un noble souci d'impartialité. Langer négligeait à l'excès les éléments matériels et, notamment, financiers du sujet ; ils n'apparaissent peut-être pas dans toute leur importance chez Nolde ; néanmoins, une dizaine de pages sont consacrées « au facteur financier dans le rapprochement franco-russe ». Ce qui manque, c'est une allusion au rôle du Vatican, qui a activement travaillé à rapprocher la République française et la Russie tsariste. Léon XIII et le très grand diplomate qu'a été le comte Lefebvre de Béhaine, l'ambassadeur auprès du Saint-Siège, ne sont mentionnés qu'incidemment, et l'on s'étonne de ne pas trouver même le nom du cardinal Rampolla.

M. B.

— R. W. SETON-WATSON. *Disraeli, Gladstone and the Eastern Question. A study in diplomacy and party politics* (Londres, Macmillan, 1935, in-8°, 590 p.). — Dans un ouvrage de grande importance, R. W. Seton-Watson, célèbre spécialiste anglais des questions orientales, retrace brillamment le rôle que Disraeli et Gladstone ont joué dans la crise d'Orient de 1875 à 1878. Il s'appuie non seulement sur une considérable documentation britannique, mais sur des lettres inédites qu'ont échangées Chouvalov, Gortchakov, Alexandre II.

Tout en proclamant son admiration pour la reine Victoria, il considère que dans « les années 70 » elle était victime d'une véritable aberration russophobe. Il est très sévère pour Disraeli, qui marchait droit à la guerre, d'ailleurs sans voir dans la Russie une adversaire irréconciliable : Seton-Watson met en lumière les ouvertures secrètes faites à Saint-Pétersbourg en juin 1876 ainsi qu'en mars 1877. Mais, fermé aux aspirations des Balkaniques vers l'indépendance, Disraeli s'en tenait obstinément à la doctrine de Palmerston sur l'intégrité de l'Empire ottoman. Derby et Salisbury ressentaient plus de sympathie pour les chrétiens des Balkans et au fond, dans l'automne de 1876, partageaient, à ce sujet, les sentiments de Gladstone. Seton-Watson signale certaines vues prophétiques du chef libéral, alors dénoncé comme « un agent russe ». En face des deux rivaux, Salisbury a réussi alors à établir une sorte de synthèse, à force d'énergie, de subtilité, d'esprit d'initiative. Sa mission à Constantinople et sa nomination au Foreign Office ont rassuré Gladstone, qui le jugeait « capable de faire des sacrifices à ses convictions ». Du point de vue britannique, le traité de Berlin marquait une retraite stratégique, brillamment voilée par une habile propagande — « la paix avec l'honneur » — et par l'occupation de Chypre. Il est l'œuvre de Bismarck, de Chouvalov et de Salisbury, non de Disraeli.

M. B.

— B. H. SUMNER. *Russia and the Balkans, 1870-1880* (Oxford, Clarendon Press, 1937, in-8°, 724 p.). — M. B. H. Sumner a consacré un gros volume à l'histoire de la crise de 1875-1878. L'auteur avait été frappé du fait que les historiens avaient négligé les sources russes de documentation ; mais il n'a pu dépouiller les archives de Moscou et s'est contenté des documents russes publiés. Il veut montrer comment la question d'Orient s'est posée de 1870 à 1878, surtout pour la Russie, les Balkans et la Turquie. Loin de borner son récit aux relations diplomatiques, il insiste sur les facteurs militaires, sur le panslavisme, sur le développement intérieur de l'empire du tsar et des Balkans. Une centaine de pages exposent la situation de la Russie avant 1875, le panslavisme, l'alliance des trois empereurs, et une quarantaine la situation des Balkans, avant qu'il en arrive à l'affaire d'Herzégovine. Des notes abondantes, plus de cent pages d'annexes, vingt-cinq pages de bibliographie critique, huit cartes, cinq photos accroissent l'intérêt que présente ce volume.

M. B.

— Alfons RAAB. *Die Politik Deutschlands im Nahen Orient von 1878-1908* (Vienne, Manzsche Verlags-und Universitäts-Buchhandlung, 1936, in-8°, 168 p.).

— Un Autrichien, le docteur Alfons Raab, expose la politique qu'a suivie l'Allemagne en Orient de 1878 à 1908, sous Bismarck, Caprivi, Hohenlohe, Bülow. Ce récit aisé, qui n'est pas sans finesse, n'apporte pas grand-chose de nouveau. L'auteur, très sévère pour la Wilhelmstrasse et surtout pour Bülow, est plus indulgent pour Guillaume II. La seconde moitié du livre, consacrée à la crise bosniaque de 1908, fait bien ressortir le caractère précaire du succès diplomatique remporté par Bülow.

M. B.

— Fritz LEIDNER. *Die Aussenpolitik Österreich-Ungarns, vom Deutsch-Österreichischen Bündnis, 1870-1879* (Halle, Akademischer Verlag, 1936, in-8°, 126 p.).

— Dans une consciencieuse thèse allemande de doctorat, M. Fritz Leidner s'occupe de la politique extérieure de l'Autriche-Hongrie de 1871 à 1879, depuis la guerre franco-allemande jusqu'à l'alliance austro-allemande. Il complète le célèbre ou-

vrage qu'Eduard von Wertheimer a consacré à Andrassy avant la guerre mondiale, par les documents diplomatiques qu'ont publiés depuis lors notamment l'Allemagne et la France, et par des recherches aux archives de Vienne et de Londres.

M. B.

— David HARRIS. *A diplomatic History of the Balkan crisis of 1875-1878, the First Year* (Stanford University Press, 1936, in-8°, 474 p.). — On est frappé du zèle avec lequel les historiens américains s'attachent à l'histoire de l'Europe contemporaine. La crise d'Orient de 1875-1878 avait été bien étudiée par William Langer. M. David Harris, professeur à l'Université Stanford, se propose d'en retracer le développement détaillé. Le premier volume de cette histoire vient de paraître. Un exposé de la situation générale au moment où éclate la révolte bosniaque, en juillet 1875 ; le début des complications internationales ; les origines de la note Andrassy de décembre 1875 ; l'adhésion de l'Europe à cette note ; son échec ; le mémorandum de Berlin de mai 1876 ; la situation en juillet 1876, après un an de crise : autant de chapitres qui, dans cet ouvrage remarquable par la méthode comme par la critique, fouillent le sujet. C'est une étude précise, minutieuse, appuyée sur des notes très nombreuses et sur une bibliographie méthodique. Si toute la crise orientale est traitée dans le même esprit et avec un effort égal, l'œuvre de Harris fera époque.

M. B.

— Cemal TUKIN. *Die politischen Beziehungen zwischen Oesterreich-Ungarn und Bulgarien von 1908 bis zum Bukarester Frieden* (Hambourg, Hans Christian, 1936, in-8°, 234 p.). — Un jeune historien turc, Cemal Tukin, étudie en détail les relations politiques de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie de 1908 à 1913. A défaut de documents bulgares, il a eu recours aux documents diplomatiques allemands, austro-hongrois, français, anglais, russes, roumains, pour exposer dans le détail la politique de bascule que la Bulgarie a pratiquée entre Vienne et Saint-Petersbourg jusqu'à la conclusion de la paix de Bucarest en 1913, non seulement depuis la déclaration de l'indépendance bulgare en 1908, mais — grâce à une substantielle introduction — depuis 1875. Il oppose à la constance de la politique suivie par Vienne — politique d'entente avec la Bulgarie — les oscillations perpétuelles de la diplomatie de Sofia.

M. B.

— Maurice SCHULTZ. *L'affaire Friedjung* (Paris, Alfred Costes, in-8°, 32 p.). — M. Maurice Schultz reprend un intéressant article publié en avril 1937 dans la *Revue d'histoire de la guerre mondiale* sur l'*Affaire Friedjung*, de 1909, au cours de laquelle Masaryk avait accusé publiquement d'Aehrenthal d'avoir fait fabriquer des faux pour justifier sa politique hostile à la Serbie.

M. B.

— John B. WOLF. *The Diplomatic History of the Bagdad Railroad* (Columbia, The University of Missouri Studies, vol. XI, avril 1936, in-8°, 108 p.). — Depuis l'important ouvrage qu'Ed. M. Earle avait consacré en 1923 au chemin de fer de Bagdad, des documents diplomatiques d'une importance considérable ont été publiés. Un autre Américain, John B. Wolf, de l'Université de Missouri, reprend cette histoire pour montrer comment est née et s'est développée la « question de Bagdad » et le rôle qu'elle a joué jusqu'en 1914. Son étude, consciencieuse, minutieuse, sera utile. Elle est accompagnée d'une bibliographie où ne se trouve pas mentionné le récent ouvrage français de Ragey, que cette étude complète heureusement.

M. B.

— Walter ZECHLIN. *Fröhliche Lebensfahrt. Diplomatische und undiplomatische Erinnerungen* (Stuttgart-Berlin, Deutsche Verlagsanstalt, 1936, in-8°, 314 p.). — M. Walter Zechlin évoque avec beaucoup d'art et d'humour ses souvenirs de carrière jusqu'à la fin de la guerre mondiale. Il enlève habilement l'anecdote joviale, et son livre, dans lequel il ne faut pas chercher de révélation sensationnelle, apporte des détails vraiment savoureux sur le Proche-Orient — Constantinople, Salonique, le Caire — et surtout sur l'Abyssinie, où il a vécu plus de deux années, avant d'arriver comme consul, en 1914, à Tétouan, d'où les Alliés réussirent à le faire expulser trois ans plus tard. Ayant rejoint l'ambassade de Madrid, il passe pour y avoir été le principal animateur des considérables services de propagande et de « contre-espionnage » : « La presse française a eu souvent la bonté de s'occuper de moi » (p. 286). Mais il veut être très discret sur « l'autre guerre », menée au Maroc et en Espagne ; il ne croit pas encore venu le moment de lever le voile qui recouvre ces activités. « Des tâches ont été accomplies, dignes d'un Lawrence, mais bien plus dures... On commence à parler des exploits accomplis en Perse par l'Allemand Wassmuss. L'action de nos champions n'a pas été vaine. La France a dû surveiller de près le Maroc, et les choses auraient peut-être pris un autre cours si les Français n'avaient pas eu un Lyautey », en qui il voit « une personnalité géniale » (p. 282-283). Il croit également que, si l'Égypte n'avait pas été soumise à une rigoureuse occupation anglaise, le mouvement pan-islamique aurait pu gagner toute l'Afrique du Nord.

M. B.

Histoire économique. — J. SAINT-GERMÈS. *L'État capitaliste* (Paris, Sirey, 1937, in-8°, 62 p.). — Renferme quelques renseignements sur les économies d'État de l'U. R. S. S., de la Turquie, de l'Iran, du Mexique et sur les méthodes de planification.

E. C.

— *Annales sociologiques*. Série A : *Sociologie générale*, fasc. I. M. MAUSS. *Fragment d'un plan de sociologie générale descriptive* (s'appuie surtout sur des exemples de sociétés primitives ; le tableau des rapports des institutions offre une utile matière à la réflexion des historiens). — A. PHILIP. *Une vue d'ensemble sur l'évolution d'une société contemporaine* (copieux résumé d'une enquête, entreprise en 1932-1933, sur les États-Unis contemporains). — Parmi les « analyses », noter celles de Fr. Simiand. *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, les *Remarques générales de la section Histoire et sociologie*. — Fasc. 2. C. BOUGLÉ. *La méthodologie de François Simiand et la sociologie* (toujours fidèle à une sociologie résolument « rationaliste », Simiand, à la fin de sa carrière, cherchait moins qu'autrefois dans les sociétés primitives « les raisons des institutions d'aujourd'hui » et accordait plus de valeur à la méthode comparative employée avec prudence). — R. MONTAGNE. *L'évolution moderne des pays arabes* (montre « la variété des courants qui traversent la civilisation arabe » et propose un plan d'enquête pour l'Algérie). — *Note sur la synthèse historique*, sur les idées de loi et de contingence en histoire.

Série C : *Sociologie juridique et morale*, fasc. 2. Emm. LEVY. *Notes rétrospectives*. — Pierre NOAILLES. *Les tabous du mariage dans le droit primitif des Romains*. — René MAUNIER. *Les groupes d'intérêt et l'idée du contrat en Afrique du Nord*.

Série D : *Sociologie économique*. Fr. SIMIAND. *La psychologie sociale des crises et les fluctuations économiques de courte durée* (le dernier cours de Simiand au Collège de France ; nombreux faits touchant à l'histoire contemporaine). — Édouard

MESTRE. *Monnaies métalliques et valeurs d'échange en Chine* [ancienne]. — Parmi plusieurs « analyses » importantes, celle qui touche le plus directement à l'histoire est celle du dernier livre de Fr. Simiand, *Inflation et stabilisation alternée : le développement économique des États-Unis*. E. C.

— Herbert HEATON. *Economic history of Europa* (New-York, Harper et frères, 1937, in-8°, XIV-775 p.). — Une ambitieuse entreprise, une belle réussite. M. Heaton a condensé en un volume un exposé du développement économique de l'Europe depuis la préhistoire jusqu'aux nouveautés du fascisme, du bolchevisme, des entreprises d'État et des mouvements de population depuis la guerre.

Il s'adresse spécialement aux étudiants américains ; mais notre optique s'accordera sans peine avec la leur pour nous faire trouver légitime que la moitié du livre soit consacrée aux deux derniers siècles.

Pour être traitée assez brièvement, toute l'histoire antérieure n'est pas sacrifiée. Outre que le plan en est remarquablement clair, s'articulant progressivement au fur et à mesure que les faits eux-mêmes se compliquent, l'exposé est d'une densité qui atteste, chez l'auteur, une large information et oriente la curiosité des lecteurs vers les directions les plus variées. Plus à l'aise encore dans la deuxième partie du livre, M. Heaton y a réuni une abondance extraordinaire de renseignements.

L'ouvrage n'est pas de ceux qui se résument. Mais, parmi les traits qui lui donnent une réelle originalité, je noterai l'importance que M. Heaton donne à juste titre au commerce — ce moteur essentiel de l'activité économique avant le développement du machinisme — et, en particulier, au développement de la banque et à la circulation monétaire. Un autre est le ton général de l'exposé : historien très clair, M. Heaton est toujours aussi économiste ; même quand il traite des invasions barbares, il voit les événements sous l'angle de la production, de la répartition — ou de la destruction — des richesses et tient ainsi ses lecteurs en présence des réalités dont il suit le développement, de même qu'il emploie pour exposer les faits contemporains une terminologie qui, sans prétention, crée pour le lecteur la même atmosphère. Des bibliographies copieuses et bien choisies, une illustration très judicieuse, un index. S'il y a des ombres de-ci de-là, elles sont légères et il faut féliciter les étudiants qui ont à leur disposition un manuel de cette valeur. E. C.

— Emilio CHIRIOTTI. *La « Response » al Malestroito e il pensiero economico di J. Bodin* (Padoue, Ant. Milani, 1938, in-8°, 49 p. Extrait des *Annali di Economia*, vol. XIII). — Après la belle publication de M. Luigi Einaudi, voici une excellente étude, qui me paraît mesurer très exactement les mérites de Jean Bodin, tout en faisant la part de ses imprécisions, de ses confusions, de ses contradictions. A propos des idées de Bodin (et aussi de Scaruffi) sur la création d'une monnaie universelle, M. Chirioti, en les rapprochant des théories plus systématiques de Fischer, fait cette réflexion non dépourvue de profondeur : « Dans les moments où l'on souffre davantage des conséquences de la disparité des prix (et notre temps est, à cet égard, très semblable au XVI^e siècle) se forme ce mythe de la stabilisation universelle, comme dans les moments où l'on souffre des horreurs de la guerre se forme plus facilement le mythe de la paix universelle. » Enregistrons la promesse que fait l'auteur (p. 24, n. 1) de s'attaquer à ce livre capital et trop peu connu qu'est la *Methodus*. H. Hn.

— Herbert I. BLOOM. *The economic activities of the Jews of Amsterdam in the seventeenth and eighteenth centuries* (Williamsport, The Bayard Press, 1937, in-8°, xviii-332 p.). — Des Juifs Ashkenazim vivaient aux Pays-Bas au Moyen Âge ; il en vint encore d'autres d'Europe orientale à la suite d'événements divers au cours du xvii^e siècle. Les premiers furent toujours de beaucoup les plus nombreux, environ 5,000 sur 7,500 en 1674, 19,000 sur 22,000 en 1780¹. Mais ce furent les Sephardim, chassés de la péninsule ibérique à la fin du xv^e et au début du xvi^e siècle, qui, après s'être arrêtés quelque temps à Anvers, donnèrent l'élan à leur brillante activité économique.

A Amsterdam, ils jouèrent un rôle important dans l'industrie de la soie, apportée peut-être par eux, dans celles du sucre, du diamant et des pierres précieuses, de la librairie, du tabac ; quelques-uns s'intéressèrent à l'armement, à des opérations immobilières ; beaucoup furent colporteurs ; leurs rapports avec des corporations comme celles des médecins, des avocats, des pharmaciens furent difficiles.

C'est surtout au commerce qu'ils se consacrèrent, avec tous les pays méditerranéens, l'Angleterre et l'Allemagne et avec les colonies, où ils essaimèrent en grand nombre. Ils jouèrent un rôle important dans la banque ; M. Bloom apporte des précisions sur la part qu'ils prirent à la spéculation (il signale le passage de Law parmi eux), aux emprunts ; il résume l'histoire de deux crises financières, en 1763 et en 1773, qui ruinèrent la primauté des Sephardim.

Sans l'avoir créé, les Juifs ont contribué grandement à développer l'esprit capitaliste à Amsterdam. Leurs fortunes ont été très surestimées par les écrivains des xvii^e et xviii^e siècles, mais ils ont beaucoup augmenté leur capital ; ils ont pu pousser les Hollandais vers le commerce des Indes orientales, ils ont joué un rôle capital dans le commerce des Indes occidentales ; au xviii^e siècle, des Juifs se trouvaient parmi les chefs des deux compagnies. Moins importants par leur nombre et surtout par leur richesse que la tradition ne le prétend, ils furent à Amsterdam une minorité active et influente.

Le travail de M. Bloom est clair et bien documenté. Nous y relèverons un détail : il annexe Jan Karel Affaitadi ; ce n'était pas un Marrane, mais un Italien dont la famille, d'origine crémonaise, s'était établie à Lisbonne.

E. C.

— Max PERRIN. *Saint-Étienne et sa région économique. Un type de la vie industrielle en France* (Tours, Arrault, 1937, in-8°, 516 p., 43 fig., croquis et graphiques, 1 pl. carte, 22 pl. phot.). — Cette thèse de géographie humaine, l'une des meilleures de ces dernières années, se rapproche de celle de R. Capot-Rey (*La région industrielle sarroise*. Paris, 1934) par son sujet et quelques-unes de ses qualités, en particulier par le sens des réalités économiques, l'abondance des vues pénétrantes et des faits bien organisés autour d'idées générales. Les historiens y trouveront à prendre presque dans tous les chapitres. Déjà le premier, sur les cadres régionaux, montre comment le pays de Saint-Étienne fut longtemps une « marche » tiraillée entre le Nord et le Midi, ouverte vers le bassin parisien par la Loire, vers le Sud-Est par Lyon, dont on indique le rôle et la rivalité parfois oppressive à l'égard de

1. La population totale d'Amsterdam était de 185,700 habitants en 1685, de 217,000 en 1796.

la ville du Furens. Puis voici l'étude des vieilles organisations politiques, du pays des Ségusiaves à l'élection de Saint-Étienne. Le chapitre sur « la route » rapporte nombre de faits, nouveaux ou intelligemment groupés, au sujet des voies de circulation anciennes et modernes, dans le cadre régional qui s'élargit là où il le faut. Mais la partie principale de ce livre est naturellement consacrée aux diverses industries (extraction de la houille, grande et petite métallurgie, fabrication des armes, des cycles, des rubans, verreries, eaux minérales, etc.) Pour chacune, l'évolution est suivie depuis les origines jusqu'à nos jours, grâce à une documentation abondante et souvent personnelle (Bibliographie, p. 487-499). Vient ensuite le développement démographique, puis la croissance de la ville de Saint-Étienne, à la personnalité si accusée¹, enfin l'influence de l'industrie sur les campagnes et la transformation de leur genre de vie. Ainsi se trouve mise en lumière la forte originalité de cette région et de son activité dominante.

Jules SION.

Histoire religieuse. — Georg Wilhelm SANTE. *Bonifatius und die Begründung des Mainzer Erzbistums* (in-8°, 23 p. ; tirage à part de l'*Historisches Jahrbuch der Görresgesellschaft*, t. LVII, fasc. 2-3). — Cet article tient un peu plus qu'il n'annonce. C'est un exposé, sinon bien neuf, du moins soigné et bien documenté des rapports politico-religieux de Boniface avec les premiers Carolingiens, et de son rôle dans l'organisation religieuse de l'Allemagne.

E. JORDAN.

— R. F. BENNETT. *The early Dominicans* (Cambridge, University Press, 1937, in-8°, XII-189 p. ; prix : 10 s. 6 d. *Cambridge Studies in Medieval Life and Thought*, publiées par G. G. Coulton). — Livre estimable, mais en somme superficiel. L'auteur a évidemment fait de nombreuses lectures, apporte des anecdotes et des remarques curieuses ; on ne peut pas dire qu'il fasse vraiment avancer les questions qu'il aborde. Par exemple, tout un chapitre sur la pauvreté et la manière dont les Dominicains l'entendaient ne conclut à peu près à rien de précis et n'aboutit pas à cette distinction qui nous paraît résulter à l'évidence des textes : les Dominicains ont toujours accepté franchement, sans recourir aux fictions légales des Franciscains, de posséder, en tant qu'ordre, les maisons nécessaires à leur logement, les meubles et ustensiles indispensables et les livres ; mais, après les avoir d'abord acceptées, ils ont abandonné et refusé en principe les maisons de rapport, les terres, les rentes, etc., s'en remettant à la quête pour leur vie journalière. Très peu de choses sur la querelle avec l'Université. A propos de la querelle avec le clergé séculier, M. Bennett s'en tient aux généralités et n'indique pas suffisamment les points précis sur lesquels portait le débat. Très peu de chose également sur le rôle des Dominicains dans l'Inquisition ; M. Bennett signale seulement quelques textes insuffisamment connus peut-être qui tendraient à montrer que les autorités supérieures de l'ordre acceptaient cette besogne à contre-cœur.

E. J.

— Dr. Hans BENARY. *Ueber die säkularisierende Wirkung der Kreuzzüge* (Hambourg, Paul Evert, 1937, in-8°, 55 p.). — Que les croisades, la connaissance plus

1. M. Perrin note que Saint-Chamond occupe une situation bien meilleure et resta la seconde ville du Lyonnais jusqu'en plein XVII^e siècle. Mais, inféodée à la politique de Lyon, elle était soumise à la réglementation imposée par les maîtrises. Saint-Étienne, située en Forez, échappait à ces entraves. De plus, elle est plus proche de ce réservoir de main-d'œuvre que constitue le Massif Central.

étendue du monde, les contacts établis entre l'Occident et la civilisation, la science, la philosophie, l'art, les techniques, les mœurs des musulmans, les progrès du commerce et de la finance, que tout cela ait exercé une influence profonde sur l'Occident, personne ne le conteste. En quelques pages, M. Benary a réuni à ce sujet une masse considérable de faits et de remarques ; mais il n'a pas eu le temps de les critiquer et de les interpréter. Comme l'indique son titre, il estime que l'influence des croisades a sécularisé, « laïcisé » l'Occident. Qu'il y ait du vrai, d'accord, mais n'exagère-t-il pas ? Et ne ramène-t-il pas aux croisades bien des choses qui s'expliqueraient autrement. Travail plus suggestif que satisfaisant. E. J.

— Marguerite ARON. *Les Ursulines* (Paris, Bernard Grasset, 1937, in-12, 251 p. ; prix : 18 fr. Collection « Les grands ordres monastiques et Instituts religieux », n° XXIV). — Livre intéressant, vivant, rempli d'anecdotes curieuses ou émouvantes, et qui se fait lire. Il étonnera peut-être plus d'un lecteur, par ce qu'il apprend sur la grande importance des Ursulines, en certains pays, comme ordre enseignant ou missionnaire. L'historien souhaiterait des renseignements un peu plus précis sur l'organisation de l'ordre, la règle, le recrutement des membres, le nombre et la distribution des maisons. E. J.

— DOM MARTÈNE. *Histoire de la Congrégation de Saint-Maur*, publiée par Dom G. CHARVIN ; t. VI : 1681-1687 (abbaye Saint-Martin de Ligugé (Vienne) et Paris, A. Picard, 1937, in-8°, VIII-201 p., 1 pl. *Archives de la France monastique*, vol. XLII). — Ce nouveau volume couvre une période durant laquelle, la Congrégation ayant atteint son plein développement, il ne s'agit plus guère de l'accroître par de laborieuses annexions de monastères. Et les guerres étrangères ou civiles ne la menacent plus. Il ne s'ensuit pas que la vie lui ait toujours été facile. Elle a eu plus d'un conflit avec le gouvernement royal. On est étonné, par exemple, de la brutalité avec laquelle Louvois trouve tout naturel d'expulser les moines du monastère de Coulomb, pour y loger les soldats chargés de travailler au fameux aqueduc qui devait conduire à Versailles les eaux de l'Eure, ou de la façon dont Louis XIV s'arroge le droit d'exclure des charges les moines qui lui déplaisent. Martène est d'ailleurs un fidèle sujet ; pour lui, Louis XIV est la justice incarnée, et, même pour les agents royaux, il trouve des ménagements. A l'intérieur même de la Congrégation, des difficultés s'élevaient, entre autres l'affaire de dom Gerberon, qui vaudra aux Mauristes la réputation de jansénistes. Martène en parle avec une extrême réserve et en homme qui ne veut pas insister. Par ailleurs, la Congrégation est à l'apogée de sa réputation scientifique ; dom Martène ne manque pas de s'étendre sur l'activité prodigieuse et la célébrité européenne de Mabillon. Il n'en reste pas moins très discret sur les polémiques qui ont pu naître, avec Rancé, par exemple. — La Congrégation a, comme tous les catholiques d'alors, applaudi à la Révocation de l'Édit de Nantes ; elle a pris une grande part aux missions. E. J.

— Abbé LÉON MANET. *La vie commune et le clergé séculier hier et aujourd'hui*. (Paris, Bloud et Gay, in-8°, 85 p.). — Cette brochure comprend deux parties et a un double objet. C'est une étude historique. Et c'est un plaidoyer pour une réforme qui semble chère à l'auteur. Il voudrait voir, conformément à un vœu du code de droit canonique, se former en vue du ministère paroissial des communautés de prêtres, non seulement dans les villes, mais même dans les campagnes, et pour l'ad-

ministration des paroisses rurales. Cette seconde partie, qui mentionne toutes les tentatives récentes en ce sens, est à certains égards la plus intéressante ; mais ce n'est pas notre rôle d'y insister. La première est une intelligente esquisse du passé. Une esquisse, disons-nous ; s'il s'était agi de davantage, nous exprimerions le désir que l'auteur eût insisté un peu plus sur la grande différence qui a toujours existé entre les milieux ruraux et les milieux urbains ; il est clair que l'institution de la vie commune convenait beaucoup plus aux seconds qu'aux premiers. Il faut tenir compte aussi, en comparant hier et aujourd'hui, du nombre des clercs, jadis bien plus considérable. M. Manet a bien vu, on aurait aimé qu'il développât davantage, cette idée, que le plus grand peut-être des obstacles à la vie commune a été le développement du régime bénéficial. — Aujourd'hui, une des causes principales qui permettent de penser à la création de communautés rurales, formées par des prêtres chargés de plusieurs paroisses de campagne, ce sont les inventions qui ont contribué à réduire les distances : bicyclette, automobile, téléphone.

E. J.

— Fernand HAYWARD. *Léon XIII* (Paris, Bernard Grasset, 1937, in-8°, 335 p.; prix : 35 fr.). — Livre qui représente un grand effort, implique des connaissances étendues, se lit avec intérêt, apprendra ou rapprendra bien des choses aux lecteurs. Deux remarques d'abord sur la conception et le plan de l'ouvrage. Il n'y a pas l'ombre d'une référence ou d'une indication bibliographique. C'est vraiment peu. Constamment il est question d'un fait que le lecteur voudrait connaître avec plus de détail, d'un document important, curieux, auquel il aimerait à se reporter ; on ne sait où les trouver. Sans alourdir beaucoup le livre, il aurait été possible de diminuer ces regrets. D'autre part, la note de la page 68 ne nous persuade pas que M. Hayward ait eu raison « de grouper séparément les différents aspects de ce long règne ». Le procédé est commode ; il dispense de l'art de la composition ; mais il n'est certainement pas le meilleur. Car, enfin, les événements se déroulent dans l'ordre chronologique ; ils réagissent l'un sur l'autre ; plus le règne est long et plus il y a de chances pour qu'il faille y distinguer des périodes. Ceci, bien entendu, sans recommander un plan purement annalistique. — Quant au fond, l'ouvrage respire une admiration vive et constante pour Léon XIII. Nous ne contesterons certes pas qu'il ait été un très grand pape. Mais nous ferions quelques réserves sur la manière dont M. Hayward comprend les faits. Nous ne voyons pas en quoi il a préparé le traité de Latran (p. 323) ; il nous paraît, et par moment M. Hayward semble bien l'admettre, avoir toujours été intransigeant sur la question romaine, et le moins « italien » des papes depuis Pie IX. En France, il a trouvé à son avènement une situation difficile ; elle n'a fait qu'empirer pendant son règne. M. Hayward a vraiment trop glissé sur les torts graves et les lourdes fautes des catholiques français. Léon XIII a-t-il fait le possible pour les empêcher ? Et, si le « ralliement » était en lui-même une chose très sensée, en a-t-il bien vu les conditions et mesuré les résultats possibles ?

E. J.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

FRANCE

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. *Comptes-rendus des séances de l'année 1938.* Bulletin de janvier-février. — Abel LEFRANC. Étude sur la mission de recherches dans les bibliothèques italiennes accomplies par Ernest Renan et le Dr Charles Daremberg en 1849-1850, pendant l'occupation de Rome par les troupes françaises (M. Lefranc publie une vingtaine de lettres inédites de Renan à Daremberg). — Maurice DUPORTET. Topobibliographie de la France : Allier (dépouillement méthodique des revues provinciales). — Jean LASSUS. Mosaïques découvertes à Antioche, 1937. — Glossaire de Du Cange et carte archéologique de la Gaule romaine : département des Basses-Alpes. — F. DE VISSCHER. La condition juridique des nouveaux citoyens romains d'Orient (texte et restitution de M. Rousset). — Notices nécrologiques sur Ferdinand Brunot (décédé le 30 janvier) et Alexandre Moret (mort le 2 février). — Adrien BLANCHET. Le monnayage des Arvernes, d'après des trouvailles récentes. — J. HACKIN. Rapport sur les fouilles pratiquées en Afghanistan sur le site de l'ancienne Begram. — Centenaire de Sylvestre de Sacy, par l'abbé J.-B. CHABOT, W. MARÇAIS, Alfred FOUCHER.

Anjou historique. 1937, octobre. — Messire Henri Arnould, évêque d'Angers, 1597-1692. — Généalogie de la famille Boguais de La Boissière. — La Société des prêtres à Beaupréau, 1726-1792. — L'abbé Besnier, curé de Saint-Laud d'Angers, 1762-1806 (quelques jugements sur lui). — Le district de Baugé, 1790-1795. — Les Angevins et la famille royale en 1790. — Le clergé de la Chapelle-sur-Oudon pendant la Révolution. — Les Vendéens à Fontenay, Saumur et Angers. — Les Angevins contre les Montagnards en mai 1793. — M. Garreau de Labarre, conseiller à la Cour d'appel d'Angers, 1796-1889. — Le monument de Bonchamps à Saint-Florent-le-Vieil. — Le Jardin botanique d'Angers en 1835. — 1938, janvier. Les Carmes de Challain, 1617-1791. — La comtesse de Serrant, 1770-1831. — La journée du 27 août 1792 à Beaufort-en-Vallée. — Les signatures des généraux et chefs vendéens (de 1793 à 1795). — Pourquoi la municipalité d'Angers ne fut pas destituée en octobre 1793 (grâce à une volte-face en faveur des Montagnards en août). — Les représentants du peuple et la commission militaire Félix. — Notes sur les cinquante préfets de Maine-et-Loire, 1800-1938. — L'arrondissement de Saumur en 1848. — Avril. Famille de Colbert de Maulévrier. — Le curé de Craon, guillotiné à Angers le 26 janvier 1795. — Cathelineau est-il mort à Saint-Florent-le-Vieil le 14 juillet 1793? (oui). — A propos de la bataille de Cholet (17 octobre 1793). — La manufacture de toile à voile d'Angers et de Beaufort, 1795. — L'arrondissement de Beaupréau en 1800. — Les anciennes religieuses Fontévristses, 1814-1816. — L'Académie d'Angers en 1816. — Les prisons d'Angers en 1828. — M. Moineau,

principal du collège de Doué, 1836-1847. — Louis Veuillot chez le curé du Tremblay (en 1861).

Annales du Midi. 1938, janvier. — L. LEVILLAIN. Les Nibelungen historiques et leurs alliances de famille; suite et fin (avec un tableau détaillé marquant les alliances des Nibelungen depuis Childebrand jusqu'à Raoul. En appendice, la fausse charte de Childebrand pour le monastère d'Iseure. On donne sur deux colonnes parallèles le texte de Chazaud et celui des Bénédictins). — S. CANAL. Une page inédite sur une des prétendues origines de la fondation de Montauban. = **Comptes-rendus critiques.** Chanoine Jean Contrasty. Histoire de la cité de Rieux-Valvestre et de ses évêques (monographie très complète et savante, avec de belles illustrations). = Revue des périodiques. = Nécrologie (Dr Louis de Santi, décédé le 13 janvier 1937 à Avignonet, auteur de nombreux articles et livres sur le Languedoc). = Livres annoncés sommairement : *Marguerite de Bévoite*. La sculpture à la fin de la période gothique dans la région de Toulouse, Albi et Rodez, 1400-1520. — J. Donat. Séditions et répressions en Haute-Guyenne sous Louis XIII. — Gustave Ducos. Sainte-Croix-de-Valvestre et son monastère, 1117-1789. — Émile-A. Van Moé. Les enlumineurs français du VIII^e au XVI^e siècle; notices bibliographiques (florilège plein de charme).

Annales historiques de la Révolution française. 1937, juillet-août. — G. LE FEBVRE. Le mouvement des prix et les origines de la Révolution française (important article qui montre tout le parti que l'on peut tirer des résultats des travaux de MM. Simiand et Labrousse). — C.-E. LABROUSSE. Quelques observations sur la lecture des courbes économiques (met en garde le lecteur contre les déformations qui peuvent résulter de l'emploi des diagrammes à ordonnées arithmétiques). — L. LECLERC. La politique et l'influence du club de l'hôtel Massiac (ce club, formé de coloniaux grands propriétaires, a mis au service des préjugés de race et d'intérêts égoïstes une influence considérable). = Documents : Les dettes privées sous la Révolution et les remboursements en assignats : le cas de l'ex-conventionnel Carelles, débiteur de Joseph de Maistre. = **Comptes-rendus.** C.-A. Fusil. Sylvain Maréchal ou l'homme sans Dieu (superficiel et tendancieux). — Edmond Soreau. Ouvriers et paysans de 1789 à 1792 (tentative prématurée). — Charles-H. Pouthas. La jeunesse de Guizot, 1717-1814 (attachant et instructif). — Yvonne Lefranc. Essai sur l'industrie textile à la Ferté-Macé (bon travail). = Chronique : Catalogues d'autographes. = Septembre-octobre. Général HERLAUT. La républicanisation des états-majors et des cadres de l'armée pendant la Révolution (première partie d'une importante étude qui met en relief le rôle de Bouchotte et les difficultés de sa tâche). — G. AUBERT. La Société populaire de Douai. — Ed. SOREAU. Les ouvriers aux journées des 4 et 5 septembre 1793 (émeutes provoquées par les sections où dominent les Enragés). — C. HOLBROOK. Tissot, premier historien des derniers Montagnards (avec des documents inédits). = **Comptes-rendus.** Gérard Walter. Babeuf et la conjuration des Égaux (mauvais). — H. Gouhier. La jeunesse d'Auguste Comte et la formation du positivisme. T. II : Saint-Simon jusqu'à la Restauration. — G. Ferrero. Aventure, Bonaparte en Italie, 1796-1797 (thèse fragile). — G. Lefebvre. Les thermidoriens (excellent). = Novembre-décembre. G. DUBOIS. Les intrigues contre-révolutionnaires à Rouen, de juin à août 1792, et le projet d'évasion de Louis XVI. — F. L'HUILLIER. Une crise des subsistances dans le Bas-Rhin (de

1810 à 1812). — Général HERLAUT. La républicanisation des états-majors et des cadres de l'armée pendant la Révolution (fin de cette étude, qui montre le mérite du Comité de Salut Public et de Bouchotte à « s'assurer de l'absolue fidélité de ceux qui peuvent disposer de la force armée »). = **Comptes-rendus**. *Gustave Vallée*. La conscription dans le département de la Charente, 1798-1807 (important compte-rendu par G. Lefebvre). — *Jean Théry*. Cambacérès, archichancelier d'Empire. = 1938, janvier-février. G. LAURENT. Un magistrat révolutionnaire, Claude-Emmanuel Dobsen, l'homme du 31 mai (résumé). — P. NICOLLE. Le mouvement fédéraliste dans l'Orne en 1793 ; suite. — A. QUESNOT. Les Dieppois et la Presse périodique, à la fin du XVIII^e siècle. — D. BRELINGARD. La situation matérielle d'un lycée sous le Premier Empire (montre que le lycée n'a commencé à être prospère que sous la Restauration. N'est-ce pas le cas de nombreuses autres institutions impériales?). = **Compte-rendu**. *Louis Villat*. La Révolution et l'Empire, t. I (ne répond qu'imparfaitement aux besoins des étudiants ; les bibliographies ne sont pas assez critiques). = Mars-avril. E. APPOLIS. La question de la vaine pâture en Languedoc au XVIII^e siècle (la vaine pâture y est en recul sensible). — J. BOUCHARY. Les manieurs d'argent sous la Révolution française ; le banquier Édouard de Walckiers. = Documents : Le journal de campagne d'un émigré (30 juillet-24 septembre 1792). = **Compte-rendu**. *Édouard Herriot*. Lyon n'est plus, t. I (pose le problème en termes excellents, mais ne l'examine pas du point de vue populaire).

Annales d'histoire économique et sociale. 1937, septembre. — Marcel BLANCHARD. Le sel de France en Savoie aux XVII^e et XVIII^e siècles (importance de ce trafic et ses conséquences politiques). — Roberto LOPEZ. Aux origines du capitalisme génois (importante annexe bibliographique). — G. ESPINAS. Histoire urbaine (revue critique de travaux récents). — Marc BLOCH. Village et seigneurie : quelques observations de méthode à propos d'une étude sur la Bourgogne (publiée en russe par N. P. Gratsianskii). — Lucien FÉVRE. Documents économiques du XVI^e siècle : les ordonnances de François I^{er}. — Georges FRIEDMANN. Bat'a ou les leçons d'une entreprise géante. — J. HOUDAILLE. L'orientation de la conjoncture contemporaine. = **Comptes-rendus**. *René Garmy*. Il était une mine... (celle de Rancié, histoire racontée suivant la méthode romanesque). — *Jean Chevalier*. Le Creusot, berceau de la grande industrie française. — *Enno van Gelder*. Histoire des Pays-Bas. — J. A. P. G. Boot. De Twentsche natoennijverheid, 1830-1873. — *William E. Rappart*. L'individu et l'État dans l'évolution constitutionnelle de la Suisse. — *Jean Maurain*. Baroque. — *Antonio Fossati*. Il pensiero economico del conte G. F. Galeani-Napione, 1748-1830. — *Daniel Villey*. Ch. Dupont-White, t. I. — *Giuseppe Leti*. Henri Cernuschi. = Novembre. Lucie VARGA. La genèse du national-socialisme : notes d'analyse sociale (plus que dans la misère économique, il faut la chercher dans la perte de l'« honneur social »). — Richard KOEBNER. Dans les terres de colonisation : marchés slaves et villes allemandes (Bohême, Pologne, Silésie). — H. MOUCIN. Le destin des classes et les vicissitudes du pouvoir dans l'Allemagne entre les deux révolutions (montre l'instabilité de l'industrie allemande après la guerre et la gravité de la crise de 1929 à 1933, qui ont eu pour effet d'aggraver les antagonismes de classe). — Lucie VARGA. Pour connaître la France... ou l'Allemagne? (à propos du livre de *Paul Diestelbarth*, *Lebendiges Frankreich*). — Id. Luther, jeunesse et nazisme. — Id. Sur la jeunesse du III^e Reich. — Marc BLOCH. Les deux Allemagnes rurales. — Lucien FÉVRE. Le droit et la question

paysanne en Allemagne. = **Courriers critiques**. Chevalerie européenne ou chevalerie allemande. — Dans la Rhénanie du haut Moyen Age. — Recherches sur la société allemande au Moyen Age. — L'art prussien du XVIII^e siècle. — Bismarck et la question ouvrière au temps du conflit constitutionnel. — La politique douanière de l'Allemagne. — Le Troisième Reich. Le terrain et le peuplement. = 1938, janvier. G. MÉQUET. La collectivisation agricole en U. R. S. S. (exposé des faits et des résultats depuis 1929). — C. S. ORWIN. L'agriculture britannique : problèmes d'hier et d'aujourd'hui. — L. GERNET. Les noblesses : les nobles dans la Grèce antique (considérés surtout à Athènes au temps de la révolution solonienne). — C. ESPINAS. Problèmes d'apprentissage : à propos d'une histoire de Grasse (celle de M^{me} Gauthier-Ziegler). — Marc BLOCH. Une expérience historique : la Sardaigne médiévale. — Id. Pour mieux comprendre l'Europe d'aujourd'hui (d'après les livres de F. Lot, Les invasions barbares et le peuplement de l'Europe). — Lucien FEBVRE. Titre et contenu : l'Autriche et l'Autrichien (à propos du livre de A. Tibal). — Marc BLOCH. L'esclavage dans l'Europe médiévale. — Id. Un document psychologique : quelques nobles normands, d'après leur correspondance. — H. HAUSER. Hausse des prix et capitalisme aux temps de la première révolution industrielle. — M. CLERGET. Les étrangers en Égypte. = **Courriers critiques**. Dans les steppes du Proche-Orient. — Archéologie botanique. — Romania germanica. — Autour de la Méditerranée. — Villes et marchés. — Les guerres du Poivre. = Mars. Marcel BLANCHARD. Aux origines de nos chemins de fer : saints-simoniens et banquiers (d'après la correspondance d'Enfantin). — Robert SCHNERB. Technique fiscale et partis pris sociaux : l'impôt foncier en France depuis la Révolution. — Marc BLOCH. Grandeur et déclin d'une colonie scandinave (le Groenland). — Id. La seigneurie anglaise du Moyen Age. — A. JOBERT. Quelques travaux récents sur l'histoire économique et sociale de la Pologne. — Lucien FEBVRE. Histoire des sciences et philosophie. — J. HOUDAILLE. La monnaie. = **Courriers critiques**. La mer. — Choses et gens d'Église. — Le mouvement ouvrier. — Problèmes d'Europe. — Dans les provinces françaises. — Grande-Bretagne.

Année politique française et étrangère. 1937, juin. — Bernard LAVERGNE. L'expérience Blum : les libertés républicaines et l'économie française (critique passionnée). — Charles LOISEAU. Dans le Proche-Orient, évolution et transports (émancipation à l'égard des grandes puissances, progrès rapide des transports par voies ferrées). — François WENDEL. L'Allemagne en 1936 (chronique des événements). = Septembre. René CAPITANT. La politique allemande et le discours du chancelier Hitler, le 30 janvier 1937 (remarquable exposé de la politique du chancelier, qui a déjà réalisé le premier point de son programme et va tenter de réaliser le second : l'expansion par la guerre contre la Russie). — Paul BERLINE. Où va la Russie? (la politique « thermidorienne » de Staline). — André JOUSSAIN. Le rôle de la tradition dans les révolutions contemporaines (en Allemagne, Italie, Russie, Espagne). — Ernest PEZET. Les pays danubiens et l'Europe (montre les conséquences qui résultent dans le bassin du Danube de la faiblesse de la S. D. N. au moment de l'agression italienne contre l'Éthiopie et de la remilitarisation de la rive gauche du Rhin, qui suivit). = Décembre. Willibald HEIM. L'Europe et la question allemande, d'après le livre récent de Fr. W. Forster. — Bernard LAVERGNE. Vue générale sur le capitalisme du XIX^e siècle (achevé au n^o suivant). — Girard DEHOVE. Le syndicalisme et les partis politiques en France, de 1789 à nos jours (importante

étude achevée au n° suivant). — 1938, avril. René CAPITANT. Après l'Anschluss, la politique extérieure de l'Allemagne (cri d'alarme d'un bon connaisseur de l'Allemagne : la politique exposée dans *Mein Kampf* s'applique avec une rigueur implacable. L'expédition d'Espagne a pour but essentiel de paralyser la France et de lui prendre ses colonies. « La seule riposte immédiate et possible à l'*Anschluss* doit se produire en Espagne »). — Egidio REALE. La politique étrangère du fascisme, des accords de Rome à la proclamation de l'Empire (montre comment cet appétit de conquêtes jamais assouvi a trompé le gouvernement français ; la révolte militaire en Espagne, avec l'intervention italienne, en est une nouvelle manifestation).

Archives et Bibliothèques. 1936, n° 4. — Pierre LEGUAY. Bibliothèques et civilisation (importantes réflexions à propos du livre de *Oskar Thyregod*, *Die Kultur-funktion der Bibliothek*). — Jacques RICHE. Les Archives du Maroc. — 1937-1938, n° 1. Hugo Andres KRÜSS. Comment on domine le savoir. — Madeleine DILLEY. Instruments de recherches du fonds du Parlement de Paris, dressés au greffe de la Juridiction ; 1^{er} article. — Charles SCHMIDT. Une politique des loisirs. — René POUTEAU. Les agents du Dépôt légal dans les départements.

Bulletin de correspondance hellénique. T. LXI, 1937, fasc. 1. — J. JANNORAY. Krisa, Kirrha et la première guerre sacrée (montre qu'il faut distinguer Krisa acropole homérique et Kirrha port de l'époque archaïque ruiné par la première guerre sacrée et plus tard rebâti). — G. DAUX. Inscriptions et monuments archaïques de Delphes. Cleobis et Biton (confirme le récit traditionnel : ce sont deux frères — non deux jumeaux — qui transportèrent d'Argos à l'Héraion leur mère — non la statue de Déméter). — P. LEMERLE. Palestre romaine à Philippos (du temps d'Antonin). — Id. Le château de Philippos au temps de Nicéphore Phocas (inscription mutilée se rapportant à des travaux, en relation avec la campagne de N. Phocas contre les Bulgares). — Ph. H. DAVIS. The delian building contracts (analyse rapidement, surtout d'après les documents de Delos, les obligations de l'État et des entrepreneurs ; revision et commentaire de six inscriptions). — A. BON. Forteresses médiévales de la Grèce centrale (étude archéologique et notice historique des châteaux francs de Bodonitsa, Salona, Livadia, de la tour de Thèbes ; tableau historique et topographique de la Grèce centrale au Moyen Âge).

Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français. 1937, juillet-septembre. — 150^e anniversaire de l'édit de tolérance de 1787 (réunions à Paris, Noyon, au Musée du Désert). — Émile COSTE. La maison de Gabriac en Vallée Française aux XVI^e et XVII^e siècles. — B. ROBERT. Alençon protestant en 1562, d'après un document catholique de l'époque ; suite. — Albert ATGER. Gaspard de Calvière, sa famille, sa mort en 1702. — Pierre BOURGUET. Le temple et l'enclos protestant d'Hastingues (Landes) au XVII^e siècle. — **Comptes-rendus.** P. DEZ. Histoire des protestants et des Églises réformées du Poitou. Nouvelle édition, t. I. — E. Clouard. Le protestantisme en Bretagne au XVI^e siècle. — René Mémain. La marine de guerre sous Louis XIV. — J. Néraud. L'administration de la généralité de Bourges sous l'intendant de Courteille, 1720-1728. — Roland H. Bainton. D. Joris. Wiedertäufer und Kämpfer für Toleranz. — Octobre-décembre. P. PERRINET. Une église réformée en Bourgogne au XVII^e siècle : Is-sur-Tille. — P.-M. BONDOIS. Un médecin protestant au XVII^e siècle : Jacques Bellay, de Blois. — R. CLARKE. Lettres écrites d'Orange en 1685. — M. MAIRÉ. Récit de l'émigration

de René de Rochemont après la Révocation de l'Édit de Nantes (chassé de Bourgogne, il gagna Genève). — G. DUBOIS. Un épisode de l'application de l'Édit de tolérance. Les cimetières en Haute-Normandie. — Gaston DEZ. Pourquoi un Édit de tolérance a été accordé en 1787. — 1938, janvier-mars. J. PANNIER. Églises de Bourgogne : Conches. — R. MAZAUROIC. Une famille réformée messine : de Heu. — D.-L. SAVARY. Le véritable lieu de sépulture de Cavalier (à Chelsea). — L. JUNOD. Pasteurs rentrés en France en 1562.

Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France. 1937. — Compte-rendu des séances. Assemblée générale tenue à l'École des chartes, le 14 mai 1936, sous la présidence de M. DUPONT-FERRIER, qui prononce le discours d'usage concernant les défunts, à savoir le marquis Fortuné d'Andigné, M. Maurice Dumolin, le marquis de Rochegude, M. Joseph Guillaume, conférenciers, historiens et archéologues, sans compter l'actuel directeur de l'École des chartes, devenu depuis lors membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. M. Dupont-Ferrier fait ensuite une lecture sur *Les enfants martyrs à la fin du Moyen Âge*; puis, le 27 mai, sur *Paris sous Henri IV*. = Variétés. YVONNE BEZARD. L'inventaire après décès du mercier Cramoisy, mort à Paris le 23 septembre 1570, inventaire qui contient vingt pages. — LÉON MOUTON. Deux financiers au temps de Sully : Largentier et Moisset (qui vivaient à Troyes en Champagne vers le milieu du XVI^e siècle). — ADRIEN BLANCHET. Note sur les fourbisseurs d'épées à Paris au XVIII^e siècle. — MARIUS BARROUX. Le père de D'Alembert : Louis Destouches (à la suite : son testament, daté de 1782 et 1783). — PIERRE SOCCANNE. Le gendre de Molière : Rachel de Montalant, organiste de Saint-André-des-Arts. — PAUL JARRY. Le tombeau de Colbert dans l'église Saint-Eustache. = **Bibliographie.** LÉON MIROT. Inventaire analytique des hommages rendus à la Chambre de France, fasc. II (consacré aux bailliages de Senlis, de Clermont-en-Beauvaisis et du Valois). — D^r VIMONT. Histoire de la rue Saint-Denis, des origines à nos jours, avec une préface par G. Dupont-Ferrier. — ANDRÉ MAILLARD. Saint-Leu-la-Forêt à travers les siècles (ses destinées inscrites dans l'histoire de ses châteaux, le parc fut morcelé en 1836). — LÉON QUÉNÉHEN. Histoire de Colombes à travers les âges. — FRANÇOIS VEUILLOT. Un siècle à Notre-Dame-des-Victoires. — LOUIS BATIFFOL. Autour de Richelieu. — COMTE A. de Laborde. Nicolas Houel, fondateur de la Maison de charité chrétienne (qui fut transférée par Louis XIV au château de Bicêtre. M. le comte de Laborde a retrouvé à Cracovie un manuscrit consacré à la Maison de charité chrétienne caligraphié sous Henri III par Spanocchi).

Études. 1938, 20 avril. — GABRIEL LE BRAS. Pratique religieuse des paysans français. Petite leçon de géographie humaine (quelques résultats sur la grande enquête commencée par l'auteur). — LOUIS JALABERT. Dans le Maghreb qui bouge (tendances religieuses et politiques, continué au n^o suivant). — HENRI BRENIER. La guerre sino-japonaise. L'inconnue russe. — 20 mai. JOSEPH LECLER. Les rois d'Espagne et l'Église d'Amérique (au XVI^e siècle). — ROBERT D'HARCOURT. La religion du sang. Thèses majeures du racisme hitlérien. — HENRI DU PASSAGE. Cauchemar à Majorque. Les grands cimetières sous la lune (à propos du témoignage véridique de G. Bernanos sur les cruautés commises à Majorque).

Journal des Savants. 1938, janvier-février. — FERDINAND LOT. Le domaine royal sous les premiers Capétiens (critique du récent ouvrage de M. William Wendel

Newman : *Le domaine royal sous les premiers Capétiens, 987-1180*. L'auteur confond le domaine et le pouvoir, la *vicaria* et la justice, etc. Mais ce jeune savant américain a mené une tâche très difficile avec beaucoup de soin et de conscience). — G. CONTENTEAU. Les fouilles de Tello. I : Époque présargonique, et II : Époques d'Ur, 3^e dynastie, et de Larsa, avec un appendice sur les fouilles de Medain, par R. Ghirshman. — Sir Aurel STEIN. Sur les traces d'Alexandre (in-4^o, xx-267 p., 18 plans, 4 cartes et 88 photos). — A. MERLIN. La forteresse parthe de Phraaspa, au sud-est du lac d'Ourmia (sous les murs de laquelle Antoine éprouva un sanglant échec en 36 av. J.-C.). — H. DEHÉRAIN. Le centenaire de Sylvestre de Sacy. — Charles VELLAY. Autour de Troie (discute les conclusions présentées par M. Georges Seure et lui oppose trois exemples caractéristiques). = Nécrologie : *Ferdinand Brunot* et *Alexandre Moret*. = **Livres nouveaux.** *Pierre Boyancé*. Le culte des Muses chez les philosophes grecs ; études d'histoire et de psychologie religieuses (remarquable). — *Guillaume de Jerphanion*. Les églises rupestres de Cappadoce, t. II (beaucoup de détails nouveaux et importants notés par Louis Bréhier). — *Marion Gibbs* et *Jane Lang*. Bishops and Reform 1215-1272 (avec un renvoi spécial au Concile du Latran de 1215).

La Révolution française. 1937, 3^e trimestre. — André LATREILLE. Le cardinal Fesch et l'administration du diocèse de Lyon de 1803 à 1806 (notes intéressantes qui complètent le livre récent du même auteur sur le cardinal). — Médecin général ROUFFIANDIS. Les hôpitaux de l'armée des Pyrénées-Orientales. — Ph. SAGNAC. Les cahiers des États généraux, d'après des ouvrages récents (ce sont le recueil de M^{lle} Hyslop, qui est ici loué, après avoir été ailleurs fortement et justement critiqué, un autre ouvrage du même auteur consacré au « nationalisme français » et la publication de G. Letonnellier sur les cahiers du Dauphiné). — J.-J. CHEVALLIER. Saint Just professeur d'énergie, d'après un livre récent (celui de D. Centore-Bineau). = **Comptes-rendus.** Mémoires du chevalier d'Eon. — L. Madelin. Le crépuscule de la monarchie (pas entièrement impartial, n'a même pas le mérite de présenter un tableau approximatif de l'état de la science historique..., le crépuscule de la monarchie attend encore son historien). — J.-J. Chevallier. Barnave ou les deux faces de la Révolution. — E. Lebègue. Boursault-Malherbe, comédien, conventionnel, spéculateur, 1752-1842. — Chanoine Uzureau. Andegaviana (31^e série). = Notes et nouvelles. Goethe et la Révolution française (résume le cours de M. Robinet de Cléry à la Faculté des lettres de Genève dans le semestre d'été 1937).

La Révolution de 1848. Décembre 1936, janvier-février 1937. — Victor FLEURY. L'auteur du *Deutschland über alles* (quelques pages sur le « vieil étudiant frondeur » que fut Hoffmann de Fallersleben). — Paul PILANT. La population messine pendant le siège de 1870 (fin : La capitulation). — Alexandre ZÉVAËS. Le mouvement social sous la Restauration et la monarchie de Juillet (fin : Les doctrines socialistes, leur importante diffusion).

Revue d'Alsace. 1937, mai-août. — A. SPIESS. La disette des grains à Sélestat en 1770-1771 et 1788-1789 (mesures prises par la municipalité). — M. MUTTEREN. Les souvenirs de la guerre d'Espagne, 1809-1813, d'Antoine Fée (qui fut professeur à la Faculté de médecine de Strasbourg ; fin au n^o suivant). — Abbé DE DARTEIN. Jean-Félix de Dartein, commissaire général des fontes à l'artillerie de Strasbourg, 1747-1788. — P. SCHMITT. Les jeunes mariés de Fréland et les bannières de la

paroisse (les jeunes mariés sont-ils astreints à porter les bannières lors d'une procession? tel fut le procès qu'eut à juger en 1726 le Conseil souverain d'Alsace; le jugement obligea les appelants à se conformer aux usages de la communauté). — F. PONTEIL. Le haut enseignement scientifique à Strasbourg. Un rapport de Dominique Lereboullet, doyen de la Faculté des sciences, en 1865. = **Comptes-rendus.** Félix Schaedelin. L'émigration révolutionnaire du Haut-Rhin. — Christian Zervos. Grünewald. Le retable d'Isenheim au musée des Unterlinden à Colmar. — Raymond Voegli. Reichenweier, ein altes Weinstädtchen. — Jahrbuch des Sundgau-Vereins, 1937. — Das Münstertal, 1937. — Cahiers d'archéologie et d'histoire d'Alsace, 1937. = Analyse des revues locales. == Septembre-décembre. F. SCHAEDELIN. Un bourgeois alsacien devenu gentilhomme (Xavier Dangel, de Moos, devenu Xavier d'Angel de Kleinfeld en 1791). — L. KIECHEL. La Révolution à Huningue. Les préludes (les élections en 1789). — G. ZELLER. La fondation de Fort-Louis (en 1687). — J. JOACHIM. Une bastille alsacienne : le Landskron (les prisonniers en 1790). — P. HAAS. L'émigration et le partage des communaux à Schwabwiller en 1793. == 1938, janvier-mars. G. DUBOIS. L'enseignement de la géologie à l'Université de Strasbourg avant 1870 (depuis le ^{xv}^e siècle). — Alfred REH. Un Alsacien suspecté d'attentat contre Bonaparte (François Zoller, de Saverne). — Edmond DES ROBERT. Noël des Robert, 1656-1721, brigadier des armées du roi, lieutenant du roi à Huningue, commandant en Haute-Alsace. — E. WICKERSHEIMER. Un « météore » au Ban-de-la-Roche (observation d'Oberlin). — L. KIECHEL. La Grande Révolution à Huningue (suite : Les suites du Quatorze juillet).

Revue archéologique. 1937, octobre-décembre. — Georges MÉAUTIS. Eschyle et Polygnote (identité de conception dans l'*Agamemnon* d'Eschyle et la *Prise de Troie* qui ornait les murs de la Lesché des Cnidiens). — Miodrag GRBIĆ. Nouveaux monuments mithriaques de la Yougoslavie. — Jacques PERRET. Calchas et les bergers chez les « Metinates ex Gargano » (localise les sanctuaires de Calchas et de Podalire au Monte Gargano). — Harald KÖTTE. La sculpture romaine au pays des Trévires. = Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine, 1937. == 1938, janvier-mars. Georges DAUX. Plutarque, *Moralia* 409 A-B, et le prétendu faubourg delphique de *Pylaia* (il s'agit en réalité du sanctuaire des Pyles). — P. AMANDRY. Eschyle et la purification d'Oreste. — A. BERTHELOT. La Corse de Ptolémée (avec une carte, localisation des noms cités par Ptolémée). — E. SALIN. Les figurations animales du cimetière alamanique de Villey-Saint-Étienne (M.-et-M.) (l'auteur les date du début du ^{vi}^e siècle; elles trahissent des influences orientales indiscutables). — P. WUILLEUMIER. Découvertes tarentines. — A. BON. A propos de quelques châteaux francs de Grèce.

Revue des Études anciennes. 1937, juillet-septembre. — Ch. DUGAS. Du style sévère au style libre (d'après la grande publication de T. D. Beazley et Jacobsthal, *Bilder griechischer Vasen*; étudie les plus représentatifs des peintres de grands vases de la première partie du ^v^e siècle : le Peintre de Berlin, le Peintre de Kléophradès, le Peintre de Pan et le Peintre des Niobides). — W. SESTON. Recherches sur la chronologie du règne de Constantin le Grand. — P. MONTET. Chronique égyptologique (compte-rendu des publications récentes). — P. BARRIÈRE. Une bourgade gallo-romaine : Chassenon, ses monuments et ses puits. — A. GRENIER. Chronique gallo-romaine. — C. ROSTAING. Chronique de toponymie. XXIII : La toponymie de la Provence. = **Comptes-rendus.** Georges Méautis. Eschyle et la trilogie.

— *Paul Cloché*. Démosthène et la fin de la démocratie athénienne. — *Mélanges Cumont* (donne les titres des cinquante-sept articles qu'on y trouve). — *Cambridge ancient history*. T. XI : The imperial peace, 70-192. — *Aubrey Diller*. Race mixtures among the Greeks before Alexander. — *Ulf Töckholm*. Studien über Bergbau der römischen Kaiserzeit. — *Pericle Ducati*. L'Italia antica dalle prime civiltà alla morte di Cesare. — *Josuah Whatmongh*. The foundations of Roman Italy. — *H. Mylius*. Die römischen Heilthermen. — *R. Dussaud*. Les découvertes de Ras-Shamra (Ugarit) et l'Ancien Testament. — *J.-R. Palanque, G. Bardy, P. de Labriolle*. De la paix constantinienne à la mort de Théodose. — *Herman F. Bouchery*. Themistius in Libanius Brieven. — *Karl Friedrich Hegel*. Kirche und Kaisertum in Lehre und Leben des Athanasius. — *Athanase Sbarounis*. André M. Andreadès, fondateur de la science des finances en Grèce. == Octobre-décembre. O. MAZAU-BERT. Les dieux marins dans le livre VI de l'*Anthologie palatine*. — J. HEUZEY. Sur le costume de la Corè 593. — L. HERRMANN. La date de la XVI^e épode d'Horace. — H. HENNE. Chronique papyrologique. — G. MATHERAT. La deuxième campagne de César contre les Bellovaques (51 avant J.-C.). — A. GRENIER. Chronique gallo-romaine. — H. GAVEL. Chronique de toponymie. XXIV : Le « Toulousain » méridional. — G. MATHIEU. Quelques remarques sur Démosthène (à propos du livre de P. Cloché). — J. AUDIAT. Les fortifications corinthiennes (d'après les fouilles faites par les archéologues américains). — Fr. POULSEN. L'art du portrait dans l'Égypte romaine (d'après *Paul Graindor*). == 1938, janvier-mars. A. AYMARD. Une ville de la Babylonie séleucide (d'après les contrats cunéiformes trouvés à Ourouk, dénommée Orcha au temps des Séleucides). — Ch. DUGAS. A propos de Polygnotos II. — P. BOYANCÉ. Étude sur Horace. — A. DAUZAT. Chronique de toponymie. XXV : Travaux de l'année 1937. Congrès. — A. GRENIER. Chronique gallo-romaine. — P. ORSINI. Aristophane et le panhellénisme (d'après le livre de *William Meredith Hugill*). — A. AYMARD. Sur une édition de texte historique (celle de *W. H. Porter*, *Plutarch's Life of Aratus*).

Revue d'histoire de l'Église de France. 1937, octobre-décembre. — Mgr Émile LESNE. La contribution des églises et monastères de l'ancienne Gaule au sauvetage des lettres antiques. — Gabriel LE BRAS. Pour l'étude de la paroisse rurale (excellents conseils pratiques). — Gabriel LOIRETTE. Catholiques et protestants en Languedoc à la veille des guerres civiles, d'après un document inédit (d'après le *Journal* tenu en 1560 par la Commission spéciale envoyée par le parlement de Toulouse pour surveiller et punir les rebelles). = Chronique d'histoire régionale : Guienne et Gascogne ; Languedoc, Béarn et Pays basque, comté de Foix et Couserans, Roussillon. == 1938, janvier-mars. Georges HUARD. Considérations sur l'histoire de la paroisse rurale, des origines à la fin du Moyen Age. — Gustave BARDY. Les répercussions des controverses théologiques des v^e et vi^e siècles dans les églises de Gaule (elles ont été très faibles, l'Église de Gaule vivant en marge de ces grands débats). — Général de VAULGRENANT. Le vœu de Louis XIII. = Chronique d'histoire régionale : Artois et Boulonnais, Picardie, Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.

Revue d'histoire économique et sociale. 1936-1937, n° 4. — W. PICKLES. Les tendances proudhoniennes dans la France d'après guerre. — GÖTZ-GREY. Réflexions sur la théorie du Capital d'Adam Smith. — Paul-L. BONDOIS. Développement de la verrerie française au XVIII^e siècle ; fin. == 1938, n° 1. Henri HAUSER. Les rela-

tions commerciales entre la France et l'Espagne et la politique de Richelieu (montre la grande importance que Richelieu attachait à ces relations). — Robert VIVIER. Un problème d'histoire économique. Les essais de limitation de la culture de la vigne en Touraine au XVIII^e siècle (tous ces essais, inspirés par la crainte de la famine, échouèrent devant la force d'inertie et la fraude). — André-E. SAVOUS. La crise financière de 1709 à Lyon et à Genève.

Revue d'histoire diplomatique. 1937, octobre-décembre. — Grégoire JACK-CHITCH. Le traité secret austro-serbe du 28 juin 1881 et du 9 février 1889 (à suivre). — Édouard KRAKOWSKI. Pologne et Lithuanie en 1812 (le conflit des ambassades françaises de l'abbé de Pradt et du baron Bignon). — F. WADDINGTON. Lettres inédites de Jules Ferry à W. H. Waddington (fin). — Maurice DE LA FUYE. Une lettre inédite de Joseph de Maistre (adressée vraisemblablement au chevalier de Rossi, ministre des Affaires étrangères de Sardaigne, le 2 mars 1812).

Revue de Saintonge et d'Aunis. T. XLVI, 4^e livraison. — Tony SAUVEL. De l'influence exercée par les ateliers languedociens sur la sculpture romane du Sud-Ouest (cet art trouva son premier épanouissement au temps d'Éléonore d'Aquitaine). — P. BURGARD. Une trouvaille de monnaies du XII^e siècle à Saint-Pierre de Royan (dans le nombre, on trouve une monnaie du roi d'Angleterre Henri II Plantagenet). — Georges MUSSET. Glossaire des patois et parlers de l'Aunis et de la Saintonge. — Guillotin, le pseudo-inventeur de la guillotine. — Découverte d'une stèle brisée au moulin du Fâ, près de Royan (on y lit une inscription au nom de C. Caecilius Galeria civilis Mar[tialis?]). — Livres et revues. Dr Jean Tortais. Un Rochelais grand maître de la Franc-Maçonnerie et physicien au XVII^e siècle : le R. P. Désaguiers, 1683-1723 (il appartenait à la Grande Loge d'Angleterre). — H. de Bremond d'Ars-Migré. Les chevaliers du Porc-Espic ou du Camail.

Revue de synthèse. 1937, juin. — Gabriel-Louis JARAY. Les principes de la politique américaine de la France sous Henri IV, Richelieu et Colbert (il s'agissait avant tout de faire œuvre de colonisation catholique). — C. TOUSSAINT. L'évolution de l'Apologétique (rapide esquisse). — Projets d'articles du vocabulaire : Affectivité et Behaviorisme, par Lucien BRUNET ; Corporation (au sens économique), par E. COORNAERT ; Frontière, par R. VILLATE. — Marc BLOCH. Le grand commerce au Moyen Age (d'après le livre de Henri Laurent, La draperie des Pays-Bas en France et dans les pays méditerranéens, XII^e-XV^e siècles). — Victor CHAPOT. Aperçus nouveaux sur l'art nautique (d'après le dernier livre de Lefebvre des Noëttes, La révolution du gouvernail). — Octobre. Numéro consacré aux sciences de la nature et synthèse générale. Alfred STERN. Causalité, incertitude et complémentarité. — Alexandre MAREUSE. La philosophie de l'*Aufklärung* à l'époque du romantisme : Comte et Schopenhauer. — Décembre. Jules SION. Sur les thalassocraties antiques de la Méditerranée : étude de géographie historique (remarquable étude des conditions de formation des empires maritimes antiques). — Michel LHERITIER. Le despotisme éclairé (court résumé). — Projets d'articles du vocabulaire : Acte, Action, Activité, Aguet, par R. BOUVIER ; Césarisme, par V. CHAPOT. — Paul VAN TIEGHEM. Histoire littéraire générale et comparée. — 1938, février. Documents nouveaux sur l'Encyclopédie. L'histoire et les sources de l'Encyclopédie, d'après le registre de délibérations et de comptes des éditeurs. Introduction par Louis-Philippe MAY. — Projets d'articles du vocabulaire : Archives, par Charles

SAMARAN ; Commerce, par Henri LÉVY-BRÜHL. — É. BÉRÉZOWSKA. Un Congrès des historiens nazis (réuni en juillet 1937, on s'y est défendu d'écrire l'histoire « sous l'emprise d'une dictature », mais non de faire de l'« histoire dirigée »). — A.-D. TOLEDANO. Études récentes sur le corporatisme.

Sciences politiques. Nouvelle série, librairie du Recueil Sirey, 1937, mars. — André SIEGFRIED. Psychologie britannique. — Georges IZARD. Le parti frontiste (programme, position par rapport aux autres partis). — Pierre RAIN. L'été 1914 (à propos de l'admirable évocation de Roger-Martin du Gard). = **Comptes-rendus critiques.** André Siegfried. Le Canada, puissance internationale. — Édouard Doléans. Histoire du mouvement ouvrier. T. I : 1830-1871. = Mai. J.-T. SALTER. Épisodes de la dernière élection présidentielle aux États-Unis. — Louis JOXE. Le Front populaire. — Pierre DEVOUGES. La naissance d'une nouvelle économie politique. = Août. Olof HOIJER. Derrière la façade de la dictature portugaise (montre combien la situation réelle du pays est lamentable, particulièrement aux points de vue financier et économique, dans ce pays soumis à une féodalité nouvelle). — Charles VALLIN. Le Parti social français. — Éliane FEIFER. Vergennes et Talleyrand. = Octobre. Claude VALLÉE. Les pays baltes dans la communauté européenne. — Bertrand DE JOUVENEL. Le Parti populaire français. = Décembre. S. CHARLÉTY. Élie Halévy, 1870-1937. — Jean GOGUEL. U. R. S. S., 1937 (tableau détaillé, très optimiste). — Joseph AYNARD. L'avenir politique du Canada (d'après le livre de A. Siegfried).

BRÉSIL

Boletim do Centro de Estudos históricos. Rio-de-Janeiro, t. II, fasc. III (1937). — Robert C. SMITH. Minas Gerais dans le développement de l'architecture religieuse coloniale (influence persistante du style portugais, spécialement au XVIII^e siècle ; richesse de la décoration intérieure. Mais cette architecture, de mode baroque, « n'est jamais tombée dans les innombrables abus d'opulence qui caractérisent l'architecture portugaise de cette époque » ; elle reste de meilleur goût). — Eugenio DE CASTRO. Troupeaux et conducteurs. = Fasc. IV (1938). Edgar ROMERO. Numismatique brésilienne. — Guy DE HOLLANDA. Le patrimoine historique et artistique national (constitution d'un service de protection en avril 1936). — Renato MENDONÇA. La mission Sinimbu à Montevideo (1843, aventures de jeunesse de Garibaldi).

GRANDE-BRETAGNE

Bulletin of the John Rylands library, Manchester. Vol. XXII, n° 1, avril 1938. — Notes and News. — THE EDITOR. The royal « injunctions » of 1538 et The Great Bible, 1539-1541 (les années 1938 et 1939 marquent le quatrième centenaire des deux événements les plus célèbres dans l'histoire de la Bible anglaise : 1^o en septembre-octobre 1538 fut publiée la seconde série des ordonnances émanées de Thomas, Lord Cromwell, Lord du sceau privé, et distribuées au nom du roi Henri VIII au clergé des provinces ecclésiastiques ; il devait distribuer la Bible en anglais et la mettre à la portée des fidèles en un endroit bien en vue de l'Église. La publication de cette « Great-Bible » et les « Injonctions » constituent une des époques les plus importantes dans l'histoire de la Réforme en Angleterre. Le nombre de ces Bibles

augmenta promptement par les soins de Miles Coverdale (1487-1568) dont on reproduit le titre dans la *Coverdale Bible* de 1535 ; et l'on suit dès lors l'histoire de cette Bible de 1534 à 1551. Face aux pages 53, 56 et 62, on trouve des reproductions de la Bible. Sur les instances de son beau-frère, le Dr J. Macchabaeus Mac-Alfrins, le roi de Danemark, Christian III, écrit une lettre à la reine Marie, le 25 avril 1554, en faveur de Coverdale, qui, en 1563, reçut le titre de « doctor of divinity ». Après mainte tribulation, il mourut le 20 janvier 1568 à l'âge de quatre-vingt-huit ans). — HANS BARON. Cicéron et l'esprit civique romain au Moyen Age et au début de la Renaissance. — Les Évangiles considérés au point de vue historique, par C. H. DODD. — T. W. MANSON. Sadducéens et Pharisiens ; d'où vient l'origine de ces désignations. — T. FISH. La civilisation sumérienne et la troisième dynastie d'Ur. — H. G. RICHARDSON. « John of Gaunt » et la représentation parlementaire du comté de Lancastre (important pour l'histoire d'Édouard III et de Richard II ; utilise de nombreux documents inédits. En appendice, sept documents concernant John of Gaunt, dont cinq en français et deux en latin). — EDWARD ROBERTSON. Notes et extraits tirés des manuscrits sémitiques possédés par la bibliothèque de John Ryland. V : Le Samaritain Nablus il y a deux siècles. — H. H. ROWLEY. Le séjour d'Israël en Égypte (étude sur le point de savoir si Joseph arriva le premier en Égypte, où il fut rejoint par Jacob et sa famille, qui comptait soixante-dix personnes). — E. F. CHANEY. Note bibliographique sur François Villon (il était né à Paris vers l'an 1431, alors que la ville était occupée par les Anglais. Ses écrits et leurs éditions de 1489 à 1542 ; Thuasne en a noté vingt-quatre).

The English historical Review. 1938, avril. — W. S. ANGUS. Chronologie du roi Édouard l'Ancien (avec l'indication des sources). — M. D. KNOWLES, bénédictin. L'élection d'un siège de Canterbury en 1205-1206 (d'après de nombreux témoignages). — ARTHUR TILLEY. L'étude du grec en Angleterre au début du xvi^e siècle (où il est beaucoup question d'Érasme ; à noter, en outre, les « Orations Richardi Croci duae » publiées à Paris par Simon de Colines, 1520). — S. F. WOOLLEY. Le personnel du Parlement en 1833 (à noter surtout les documents d'« official return of members of Parliament » et le « Parliamentary pocket-book »). — D. KIRKLAND. Jean Juvénal des Ursins et François de Surienne (en appendice, un document en français fourni par la Bibliothèque nationale, où est nommé « ung chevalier d'Arragon, nommé Messire François de Surienne, dit l'Arragonnois, tenant le parti des Anglois et portant l'ordre du roi d'Angleterre, son conseiller et chambellan », etc.). — A. G. DICKENS. Les soumissions au roi Henry VIII, en 1541. = **Bibliographie.** Dr Franz Wieacker. Societas. Hausgemeinschaft und Erwerbsgesellschaft (histoire du mot *Societas* depuis l'Antiquité). — Alfons Dopsch. The economic and social foundations of european civilization (Dopsch a entrepris ce travail, qui est la première édition anglaise publiée il y a douze ans ; très long article critique par J. E. A. Jolliffe). — Prof. P. K. Hitti. History of the Arabs (il serait utile de reprendre cet ouvrage). — J. M. Hussey. Church and learning in the Byzantine empire, 867-1185 (rapide examen de l'Église et la science au temps de Nicéphore Phocas et Constantin Porphyrogénète). — Percy Ernst Schramm. Geschichte des englischen Königtums in Lichte der Krönung (bonne étude sur le couronnement des rois en Angleterre). — H. S. Bennett. Life of the english manor (étude sur les conditions où vivaient les paysans pendant les années 1150-1400. Nombreuses observations présentées par Reginald Lennard). — A. Pantin. Docu-

ments illustrating the activities of the general and provincial chapters of the english Black Monks, 1215-1540 (tome III d'une étude très importante sur l'histoire monastique en Angleterre). — *Doris Mary Stenton*. Rolls of the Justices in Eyre (ce sont les *Rolls of pleas and assizes for Yorkshire, 1218-1219*). — *M. J. Elsas*. Umriss einer Geschichte der Preise und Löhne in Deutschland, vol. I (c'est une mine de faits curieux et importants). — *Sir Richard Burn*. The Cambridge history of India. T. IV : The Mughul Period (insuffisant). — *Sir Charles Oman*. A history of the art of war in sixteenth century ; suite (700 pages de texte, 12 planches et un bon index, mais pas de bibliographie). — *William Croft Dickinson*. The court book of the barony of Carnwath, 1523-1542 (documents très importants). — *Edward Hughes*. The Camden Miscellany, t. XVI. — *Godfrey Davies*. The early Stuarts, 1603-1660 (contestable en beaucoup d'endroits ; mais les chapitres sur l'éducation et la science, les arts et la littérature sont remarquables). — *Wilbur Cortez Abbott*. The writings and speeches of Oliver Cromwell. Vol. I : 1599-1649 (remarquable). — *Cecil Headlam*. Calendar of State papers. Colonial series : America and West-Indies, 1724-1727. — *A. Mc Candless Wilson*. Foreign policy during administration of Cardinal Fleury, 1726-1743 (remarquable ; doit beaucoup en partie à l'ouvrage de M. Vaucher). — *Catherine Strateman*. The Liverpool tractate (étude sur la procédure suivie à la Chambre des Communes, d'après les archives de Liverpool). — *J. M. Callahan*. American foreign policy in Canadian relations. — *Margaret C. W. Wicks*. The Italian exiles in London, 1816-1848 (traite uniquement de Santa Rosa et du soulèvement du Piémont en 1821 ; très insuffisant). — *E. James Parry*. The Spanish marriages 1841-1846 (étude sur l'influence exercée par l'ambition dynastique sur le Foreign Office. Harold Temperley a beaucoup de choses à dire sur le sujet). — *B. H. Summer*. Russia and the Balkans, 1870-1880 (très intéressant et très bien informé). — *Bernadotte E. Schmitt*. The annexation of Bosnia, 1808-1809.

History. 1938, mars, vol. XXII, n° 88. — *Ramsay Muir*. The new era of history (depuis le xvi^e siècle, on constate des changements considérables à certaines époques et jusqu'à nos jours. Celle où nous vivons est un âge d'immenses difficultés et nous devons considérer le temps présent à la lumière de l'histoire). — *V. H. Galbraith*. La recherche historique et le respect du temps passé. — *Hans Baron*. La Renaissance florentine établie sur une base historique (c'est ainsi que la Renaissance a été justement appelée l'âge Médicis depuis le moment où cette famille florentine a contribué au développement de l'art et des lettres. On lui doit l'humanisme et la Renaissance). — *Prof. Temperley* et *Mr. Trevor Williams*. Ce que fut le « Cabinet » au xviii^e siècle. — *Gavin B. Henderson*. La politique étrangère et Lord Palmerston (avec une importante bibliographie). = **Comptes-rendus critiques.** *A. T. Milne*. Writings on British history, 1934. — *Ludwig Borinski*. Der Stil Königs Alfred (il faudrait savoir tout d'abord ce qu'on entend par « le style »). — *Gover, Mawer* et *Stenton*. The place names of Surrey (très remarquable). — *R. C. Collingwood* et *J. N. L. Myres*. Oxford history of England. T. I : Roman Britain and the english settlements (important). — *C. H. V. Sutherland*. Coinage and currency in Roman Britain (l'auteur a l'avantage d'être à la fois un bon numismate et un historien). — The earliest norwegian laws, being the Gulathing law and the Frostathing law ; traduit de l'ancien norvégien par *Laurence M. Larson* (M. Larson est bien connu en Angleterre par ses recherches sur l'organisation de la Maison des

rois anglo-saxons et sa biographie de Canut-le-Grand. A sa traduction, il a joint un glossaire des termes techniques nombreux dans le texte). — Dom *Adrian Morey*. Bartholomew of Exeter, bishop and canonist (important ; Barthélemy, peut-être né dans la Normandie occidentale, a étudié à Paris et s'est fait une réputation de jurisconsulte. Il fut évêque d'Exeter jusqu'à sa mort, 15 décembre 1184). — *M. V. Clarke*. Fourteenth century studies ; publié par *L. S. Sutherland* et *Mc Kisack* (important recueil de dissertations concernant le XII^e siècle). — *Martin Weinbaum*. The incorporation of borough, 1937 (bonne étude sur la création des bourgs anglais ; l'auteur ne paraît pas être assez familier avec la langue anglaise). — *E. W. Balfour-Melville*. James I, king of Scots, 1406-1437 (instructif). — *M. J. Elzas*. Umriß einer Geschichte der Preise und Löhne in Deutschland (du Moyen Âge au début du XIX^e siècle, t. I). — *John S. C. Bridge*. A history of France from the death of Louis XI. T. V : La France en 1515 (très intéressant). — *A. L. Rowse*. Sir Richard Grenville of the *Revenge* (en 1585). — *George Herbert Bushnell*. Sir Richard Grenville (c'était, de l'avis des agents espagnols, « a great pirate ». Dans les expéditions contre l'Irlande, il réussit à ne perdre aucun de ses vaisseaux. Le combat naval de Flores n'a pas donné les résultats qu'on en espérait). — *George S. Pryde*. Ayr Burgh accounts, 1534-1624. — *Godfrey Davies*. The Oxford history of England. T. V : The early Stuarts (plein de faits, avec une bibliographie critique). — *W. K. Jordan*. The development of religious toleration in England, 1603-1640 (important pour le règne du roi Jacques I^{er}). — The Cambridge history of India. T. IV : La période mongole. — Calendar of State papers. Colonial series, 1724-1729 (trois volumes très importants). — *Sir George Young*. Poor Fred (il s'agit de Frederick, prince de Galles, qui fut un assez singulier personnage). — *C. E. Vulliamy*. Royal George (portrait remarquable du roi George III, qui fut un souverain hébété et insignifiant). — *Le P. Eoin O'Brien*. The fondation of Australia (étude sur la colonisation pénale au XVIII^e siècle). — *Ernest Scott*. A history of the University of Melbourne. — *Hans Hecht*. Robert Burns ; traduit de l'allemand par *Jane Lymburn* (la traduction montre qu'on a toujours affaire à un grand poète). — *Gilbert Norman Tucker*. The Canadian commercial revolution, 1845-1851. — *Charles Christopher Crittenden*. The commerce of North Carolina, 1763-1769. — *E. Jones Parry*. The Spanish marriages, 1841-1846 (importante étude qui remplace l'ouvrage de *John Hall*, England and the Orléans monarchy, paru en 1912). — *Wheeler-Bennett*. Hindenburg. — *Ian F. D. Morrow* et *L. M. Sieveking*. The peace settlement in the german-polish Borderlands. — The Great roll of the Pipe (publié par la Pipe roll Society, il se rapporte à la troisième année du roi Jean). — *R. F. Bennett*. The early Dominicans (bonne étude sur les Frères Prêcheurs au XIII^e siècle ; important pour l'histoire ecclésiastique). — *A. Cantle*. The pleas Quo warranto for the county of Lancaster (t. XCVIII de la Chetham Society). — *Prof. J. Mackinnon*. Calvin and the Reformation (important). — *J. W. Gough*. The Social contract (remarquable). — *Henderson*. Religious life in the XVII century Scotland. — *Winston Churchill*. Marlborough, his life and times, vol. III.

HONGRIE

Archivum Europae centro-orientalis. Budapest, 1937, t. III, fasc. 1-3. — *László BENEDEK*. Fontes authentici itinera (1235-1238) fr. Iuliani illustrantes (une introduction en latin donne quelques détails sur ces voyages d'un dominicain, le P. Ju-

lien, dans la *Magna Hungaria* de la plaine russe. Ce grand explorateur (« Columbus Orientis », p. 2) était parti en 1235 avec quelques compagnons, par Constantinople, la mer Noire, la Géorgie, le Kouban. Parvenu seul dans la région des Bulgares de l'Oural (vers Orenbourg) et des Hongrois de la Bélaja (les Hongrois, Bachkirs et Magyars des chroniques médiévales ne seraient qu'un même peuple), il revint par le cours supérieur de la Volga, Nižnij Novgorod, Černigov, Kiev et Halicz. A son retour (1236), il fut envoyé par Bela IV auprès du pape Grégoire IX ; mais, dès l'année suivante, il partit pour un deuxième voyage, cette fois en sens inverse du premier jusqu'à Rjazan, et, arrêté par la nouvelle de l'avance tatare, revint par Moscou, l'Ukraine, la Koumanie (Moldavie) et les Carpathes. — Suit le texte, extrait de cinq manuscrits (Cod. Miscell. Arm. XV, Riccardianus 228, Pal. Lat. 695, Pal. Lat. 443, Vatic. 4161), des passages contenant la relation du premier voyage du P. Julien, par le P. Richard, et de l'invasion tatare en Hungaria Magna par Julien lui-même. Vingt-cinq planches annexes donnent la reproduction photographique de ces passages). — Dénes A. JÁNYOSY. *Great Britain and Kossuth* (ce long mémoire de 111 pages est presque une biographie de Kossuth, principalement pour les années 1848-1852. Il n'apporte point de véritables révélations, mais il a le mérite de reposer exclusivement sur des documents de première main, lettres du tribun ou correspondances diplomatiques puisées aux Archives de Londres ; et surtout le récit détaillé des tribulations du héros hongrois, depuis sa défaite en 1849 jusqu'à son arrivée en Amérique fin 1851, est extrêmement attachant. — Ce sont, cependant, comme l'indique le titre, les relations de Kossuth et de l'Angleterre qui restent le centre de l'étude : influence des idées politiques et économiques anglaises sur Széchenyi (sensible par exemple dans le *Crédit*, 1830), et par lui sur Kossuth ; influence des lectures faites par le jeune avocat dans sa prison (1837-1841), et qui inspireront ses articles postérieurs du *Pesti Hirlap*, où il se montre un adepte de la doctrine de Manchester ; espoirs fondés par Batthyány et lui-même sur l'intervention ou la médiation du cabinet britannique dans la crise de 1848, et en faveur des exilés après 1849. C'est le récit de ces événements qui reçoit le plus grand développement, et il permet en passant de se faire peut-être une idée plus juste de l'attitude des patriotes hongrois à l'égard des groupes ethniques non magyars. Il paraîtra sans doute exagéré d'attribuer au Congrès slave de Prague la volonté de disloquer l'Autriche (p. 61), puisque précisément les délégués demandaient le maintien de cet Empire ; mais il semble que — outre des oppositions sociales dont l'auteur ne parle pas — la principale crainte de Kossuth et de ses amis ait été de voir les Magyars submergés par les Slaves du Sud et les Roumains (voir notamment p. 104-107). On pourrait d'ailleurs répondre qu'un système fédératif eût paré à ce danger, aggravé au contraire par la fusion de la Transylvanie et de la Hongrie (30 mai 1848) ; mais on voit qu'il serait injuste et insuffisant d'attribuer l'attitude du gouvernement national à de simples animosités de race. — On notera les efforts incessants de ce gouvernement en vue d'obtenir l'appui de l'opinion et du gouvernement britanniques : démarche du ministère Batthyány, dès avant la guerre civile, pour solliciter les bons offices de Londres, afin d'assurer un règlement des affaires roumaines et serbes en Turquie avant qu'elles n'entraînaient des répercussions en Hongrie ; demande d'armes contre les Croates ; exposés constants de la situation. Le Comité de Défense s'est fait des illusions sur les dispositions de Palmerston à reconnaître l'indépendance hongroise : celui-ci n'a protesté ni contre l'occupation russe des Principautés ni contre l'intervention du tsar dans la guerre

hongroise, malgré d'ardentes manifestations de l'opinion anglaise en faveur des Magyars, dans des meetings et même au Parlement. Après Világos (13 août 1849), après la sauvage exécution à Arad des généraux prisonniers, Cobden envoya une lettre de protestation à Bach (annexe III). On sait que, l'Autriche et la Russie se fondant sur les stipulations de Belgrade (1739) et de Kainardji (1774) pour réclamer l'extradition de Kossuth et des autres chefs réfugiés et internés à Vidin, la Porte refusa, grâce aux encouragements de Sir Stratford-Canning et du général Aupick et à l'appui d'une escadre anglo-française ; transporté à Kutaya, Kossuth ne cessa de solliciter l'intervention de l'ambassadeur anglais et de témoigner de son désir, en vue de la guerre russo-turque qu'il sentait venir, mais qu'il croyait plus proche, d'organiser sur le sol turc des légions hongroises levées parmi les réfugiés ; Palmerston, décidé à ne rien tenter sur le terrain politique, fit cependant par humanité plusieurs démarches en faveur des proscrits, tandis que l'opinion anglaise était tenue en haleine par l'agent hongrois, Pulszky (détails sur l'attitude, favorable ou hostile, des principaux journaux de Londres). Pendant ce temps, Kossuth rêvait d'une reconstitution hardie de l'Europe (p. 103-104), par la constitution d'une *Confédération du Nord-Est* comprenant la Turquie, la Hongrie et la Pologne, trois entités formées d'ailleurs selon le droit historique des États, non celui des nationalités, auquel Kossuth ne croyait pas. Ses idées sur ce point étaient logiques et soutenables en théorie : mais l'opposition des nationalités était un *fait*, dont on ne pouvait ne pas tenir compte, et que l'emploi de la force ne pouvait qu'accentuer ; seule une collaboration loyale et équitable eût réduit à leur valeur les différences de langue ou de caractères ethniques. La République hongroise ne s'en aperçut que bien tard (28 juillet 1849) ; à cette date, le courant autonomiste avait atteint son paroxysme et la défaite ne devait que le surexciter davantage : les amis mêmes de Kossuth lui exprimèrent leur conviction que son plan était impraticable. — C'est en 1851 que Kossuth, après avoir longtemps hésité, noua des relations suivies avec Mazzini et prépara activement une insurrection pour le printemps de 1852. Cependant, le gouvernement américain ayant offert un refuge au tribun et la Porte ayant promis de le libérer au 1^{er} septembre 1851, trois nations mirent un navire à sa disposition : les États-Unis (le *Mississipi*), la France (l'*Ajaccio*) et l'Angleterre (le *Grouler*). Il monta sur le navire américain, l'abandonna à Gibraltar pour aller à Southampton, fit en Angleterre un voyage triomphal d'un mois (l'ambassadeur d'Autriche passa sur le continent pour ne pas en être témoin), dont M. Jánosy nous décrit pas à pas les étapes (Southampton, Londres, Birmingham, Manchester), puis s'embarqua le 20 novembre pour l'Amérique. L'auteur termine son récit par la description du court séjour de Kossuth dans l'Union, où il se dépensa en faveur de sa patrie, et de son retour en Angleterre, où il vécut dans une demi-retraite, sans toutefois cesser d'écrire et de parler, de 1852 à 1861, date à laquelle il passa en Italie). — *Miscellanea*. Sandor BAUMGARTEN. Le baron de Bourgoing et l'intervention russe en 1849 (brochures de l'ancien ministre de France en Russie, bien informées, assez sympathiques aux Hongrois, mais hostiles à leur insurrection et favorable à l'intervention de Nicolas 1^{er}). — Lajos HUSZÁR. Le maître des médailles de Constantin Brâncoveanu (belles médailles commémoratives, de 1713 ; paraissent avoir été frappées par Karl Josef Hofmann, de l'atelier d'Alba Iulia). — István KNIEZZA. Zur Frage der gepidisch-rumanischen Symbiose in Siebenbürgen (combat les étymologies « gépides » de noms transylvains de lieux ou de personnes,

proposées par M. Gamillscheg et naguère par M. Diculescu, et cherche en passant à en tirer des arguments contre la continuité roumaine). — Lajos TAMÁS. Sur la méthode d'interprétation des cartes de l'Atlas linguistique roumain (discussion de certaines conclusions historiques. — Mais les particularités balkaniques de la langue roumaine sont-elles une preuve décisive de l'origine balkanique du peuple roumain?). = Fasc. 4. Imre RÉVÉSZ. La Réforme et les Roumains de Transylvanie (l'auteur commence par opposer avec force (vue qui gagnerait à être plus nuancée, mais qui invite à la réflexion) l'esprit religieux occidental (catholique et protestant) à l'esprit religieux oriental : celui-là plus individualiste, plus énergique, plus sollicité par la lutte contre le péché, celui-ci moins personnel, plus fataliste, plus tourné vers la pensée de la mort — plus accessible aussi à la superstition. C'est une différence fondamentale d'attitude mentale, beaucoup plus qu'une divergence doctrinale qui, d'après l'auteur, est la cause profonde de l'antinomie entre l'orthodoxie et le christianisme occidental. C'est pourquoi aussi, malgré des similitudes extérieures, l'Église grecque et le protestantisme n'ont jamais pu fusionner, malgré tous les efforts de ce dernier depuis Mélanchton. — L'étude courte et nourrie de M. Révész montre ensuite dans le détail l'active propagande menée par le protestantisme auprès des orthodoxes, ses succès partiels au xvi^e siècle jusque dans les Principautés, où il touche le trône moldave lui-même (Jacques Basilikos et Jean le Saxon), voire jusqu'au siège patriarcal de Constantinople (Cyrille Lukaris, 1621-1638) ; son œuvre en Transylvanie grâce aux efforts désintéressés des missionnaires luthériens (Honter) ou calvinistes, puis aux ordonnances de l'autorité. L'action du protestantisme y fut souvent bienfaisante, par ses efforts contre les superstitions, l'ignorance, les survivances païennes et également — comme partout — par l'essor donné à la langue nationale (catéchismes, traductions) ; c'est même à la Réforme, on le sait, que l'on doit les débuts de la littérature roumaine. Mais la foi nouvelle ne poussa pas de racines profondes chez les Roumains ; son esprit était trop différent du leur ; un sentiment de communauté les liait déjà à leurs frères orthodoxes de par delà les Carpathes ; enfin, la reconquête par les Habsbourgs mit un terme au régime des princes protestants de Transylvanie, et ce fut en définitive avec l'Église romaine que l'Union fut accomplie en 1700). = *Miscellanea*. László HADROVICS. Eine ungarische und kroatische Variante der Visio Philiberti (il s'agit de ce *Débat de l'âme et du corps* que la littérature médiévale a connu sous tant de formes, notamment sous celle de représentations dramatiques à intentions didactiques. Les deux versions visées, la hongroise (*Dialogus*, 1620, par Matthias Nyéki Vörös) et la croate (*Noëno vidjenje svetoga Bernarda*..., publiée en 1932 par M. F. Fancev), sont étroitement apparentées ; la deuxième semble une réplique de la première, mais la langue en est plus belle). — Gyula LAZICSZUS. Die Vertretung des finnisch-ugrischen anlautenden k in hintervokalischen Wörtern des Ungarischen (étude philologique). — Otto LIIIV. Beiträge zur Frage der russischen Intervention in Ungarn i. J. 1849 (deux manifestes de Nicolas I^{er} ; mesures prises contre l'entrée en Russie des idées démocratiques ; participation de la noblesse balte à la guerre de Hongrie). — Lajos TAMÁS. Zur Phonologie des Lateinischen und des Balkanromanischen (évolution des voyelles). — Id. Zu rumänischen « căutătoare » (serait un néologisme originaire de la Transylvanie occidentale). = *Comptes-rendus*.

P. HENRY.

PAYS-BAS

Tijdschrift voor Geschiedenis. 1936, n° 4. Compte-rendu du troisième congrès des historiens néerlandais. Communications de MM. VAN WERVEKE, Le commerce flamand au Moyen Age; RAPTSCHINSKY, Jérusalem et Carthage; COHEN, « Atlas »; BIJVANCK, La Gaule septentrionale dans la première moitié du ve siècle; LOUSSE, L'organisation de l'État médiéval par ordres; VLEKKE, La signification de Maestricht pour l'histoire néerlandaise; BOEREN, Cens par tête, cens payables en cire; GEEST, Sébastien Franck et l'histoire de la civilisation néerlandaise au xvi^e siècle; DE BOER, Les faux d'Estrades et leurs suites pour l'historiographie néerlandaise; GERRETZEN, Deux discours inédits de 1769 et 1772 de L. C. Valckenaer sur l'histoire nationale; NIJGH, L'Abyssinie, pion sur l'échiquier européen; TENHAEFF, La prophétie du III^e Reich; POSTHUMUS, La hausse des prix en Hollande à la fin du xvi^e siècle; WESTERMAN, Les États-Unis et le passage à une politique coloniale libérale aux Pays-Bas; RÜTER, Benbow, la grève générale et le chartisme; WEBER, L'attaque de la flotte de Smyrne en 1672; STAPEL, Le séjour de Cornelis de Houtman à Lisbonne; MOLLEMA, Mr Samuel Pepys et la bataille navale des Quatre-Jours, 11-14 juin 1666; HARDENBERG, Les plus anciennes données cartographiques concernant la côte entre Rhin et Meuse; FOCKEMA ANDREAE, Contribution à la géographie des villes néerlandaises; VAN ANDEL, Nomina geographica neerlandica dl. III, p. 341, 342; RAPTSCHINSKY, La Russie et Rome au Moyen Age; VAN SON, Le patriarcat moscovite, 1588-1721; GRONDIJS, Un problème d'iconographie manichéenne; VAN ESSEN, Pasiteles; NEURDENBURG, Sculpture de Nicholas Stone dans la vieille église de Delft; SCHALLENBERG, Martin Luther, réformateur de la musique; VAN DEN SIGTENHORST MEYER, J. P. Sweelinck; BALFOORT, La signification des instruments exotiques pour l'histoire de la musique européenne. — D^r T. S. JANSMA, De voorgeschiedenis van de instructie voor het Hof van Holland, 1462 (opposition, couronnée de succès, des villes au duc). — J. Z. KANNEGIETER, Nieuws uit de Ommelanden, 1834-1840 (complément à un article sur l'agitation d'une région de Groningue). — Année 1937, n° 1. D^r H. B. THOM, Kolonisatie-Denkbeelde van Jan Van Riebeck (idées émises sur la colonisation par le premier gouverneur du Cap, vers 1639-1657). — G. M. S. KRANENBURG HOEN-SCHMIDT, De politieke denkbeelden en werkzaamheden van W. van Humboldt (exposé très varié, très dense). — D^r A. VAN HULZEN, De tocht van Toulouse naar Walcheren (un incident des troubles de 1566-1567 aux Pays-Bas). — N° 2. D^r M. G. DE BOER, De vervalsingen van Godefroy d'Estrades (étude critique sur la correspondance de d'Estrades). — D^r Leonie VAN NIEROP, De bruidezoms van Amsterdam van 1578 tot 1601 (étude très suggestive de la vie corporative d'après la condition des jeunes mariés). — Raymond DE ROOVER, Een en ander over Ympyn Christoffels... (renseignements biographiques sur l'auteur du premier traité néerlandais de comptabilité, 1543). — N° 3. D^r G. A. ROOS, De Grieken en Indië (les rapports des Grecs avec l'Inde depuis le vi^e jusqu'au i^{er} siècle av. J.-C.). — D^r Leonie VAN NIEROP, De bruidezoms van Amsterdam van 1578 tot 1601. — C. K. KESLER, Deutsche « Conquistadores » in Venezuela, 1528-1556 (sur l'établissement et l'activité des Welser au Venezuela). — N° 4. D^r J. G. VAN DILLEN, Het ware wezen der N. E. P. (depuis la fin de la première période de « plan », l'individualisme l'emporte peu à peu en Russie). — D^r H. ROOS, Zes en twintig eeuwen keizerlijke macht in Japan

(le caractère de la maison impériale peut changer, « seul un Japon sans empereur est pour le moment impensable »). — Dr J. J. WESTENDORP BOERMA. *Volksooploopen in de achttiende eeuw* (soulèvements populaires en Zélande en 1747 et en 1787).

PAYS SCANDINAVES

Historisk Tidsskrift (Oslo), 31^{te} bind, 1^{ste} hefte. — Jan SCHREINER. Le « message juridique » de 1308 (le décret par lequel Haakon V abolissait les titres de comte [*jarl* et *landmann*] et révoquait tous les fiefs ; la grande majorité des nobles l'approuva ; le décret ne changeait d'ailleurs que les conditions d'occupation des fiefs). — Asgaut STEINNES. La datation d'après les années de règne sous les rois Eirik et Haakon Magnusson, 1280-1299 (elle semble avoir pris pour point de départ le commencement de l'année et non celui du règne). — Hans TOLL. Deux systèmes de notation dans les sceaux de l'Union [scandinave] de 1391 à 1436. — Ola AURENES. L'ascendance de l'amiral [russe] Cornelius Cruijs (il naquit à Stavanger et s'appela Nils Olsen Gudfastesen jusqu'à son établissement en Hollande).

Historisk Tidsskrift (Köbenhavn). 10^e série, t. IV, fasc. 1-2. — Th. A. MÜLLER. Les deux premiers travaux historiques de Holberg, leurs sources et ce qu'ils font connaître de l'évolution et de la personnalité de leur auteur. — Vilh. LA COUR. Johann Gottlieb Fichte d'après la nouvelle historiographie allemande. — Hans JENSEN. Le Kulturkampf allemand après 1871 (son premier instigateur fut le gouvernement bavarois, choqué de la déclaration de l'infailibilité du pape ; puis la lutte amena le développement du parti du centre). — Holger HJELHOLT. Friedrich Meinecke : quelques traits de son activité historique. — C. KLITGAARD. Les paysans propriétaires dans le Vendsyssel avant et après la « guerre de Clément » (les confiscations n'eurent pas un caractère révolutionnaire ; pour diverses causes, la propriété paysanne se rétrécissait vers 1700). — Kay LARSEN. Le Danemark et l'abolition de la traite des noirs. — Axel LINVALD. Échange d'archives entre le Danemark et l'Allemagne. = **Comptes-rendus**. *Nordisk Kultur* (Civilisation nordique, vol. 16 [Commerce et économie], 29 [Monnaie] et 30 [Mesures et poids]). — Georg Galsier. Les comptes de la monnaie de Reynold Junge, 1534-1540. — Hans JENSEN. La politique agraire danoise, 1757-1919. I : Le développement de la réglementation par l'État et la protection des paysans jusqu'en 1810. — Poul Bagge. Études sur les idées politiques de D. G. Monrad. — Eli F. Heckscher. L'histoire économique de la Suède depuis Gustav Vasa. I-II : 1520-1720. = Fasc. 3. Holger HJELHOLT. La réunion de la partie gottorpienne au duché de Schleswig en 1721. — Hans JENSEN. « Nous seuls savons », appréciation de l'absolutisme danois d'après les sources. — Aage Friis. Le compte-rendu d'Orla Lehmann sur le changement de ministère de novembre-décembre 1863. — Jan NEIENDAM. Frede Bojsen et le comte J. L. Holstein-Ledreborg. — *La revision des manuels historiques*. I : L'histoire scandinave dans les manuels, par Th. A. MÜLLER. II : La convention entre historiens allemands et français, par Axel LINVALD (il s'étonne que les Français n'aient pas fait de réserves sur la résolution n° XX, portant que « la Russie depuis l'hiver 1913-1914 avait pris la décision d'accomplir sa mission historique dans le Proche-Orient... Cette appréciation générale ne peut être considérée comme scientifiquement justifiée ». Mais il proteste surtout contre la résolution VII : « Dans la question des Duchés, la politique de Bismarck a eu pour résultat d'annexer à la Prusse des

régions dont la population, en majorité, était allemande et non danoise... Si le plébiscite du Schlesvig du Nord n'a jamais eu lieu, c'est uniquement parce que le Danemark n'a pas voulu réaliser les conditions préalables nécessaires. » L'invalidité de l'objet que la publication d'Aage Friis justifie des réserves sur cette affirmation).

POLOGNE

Kwartalnik historyczny (Revue trimestrielle historique). Lwów, t. L, 1936, vol. I. — M. PAWLICOWA. Les formations de Cosaques pendant la guerre de Crimée, I. — A. VETULANI. En marge de l'article de M. W. Kantorowicz « Die Allegationen in späteren Mittelalter » (Archiv für Urkundenforschung, XII/1, Berlin-Leipzig, 1935, p. 15-29). = Mélanges : J. WILLAUME. La Confédération de la nation polonaise en 1836. — Vol. II. T. E. MODELSKI, K. TYSKOWSKI, St. ZAJACZKOWSKI. St. Zakrzewski, 1873-1916. — E. BARWIŃSKI. L'organisation des archives en Tchécoslovaquie. — Vol. III. Wł. SEMKOWICZ, abbé T. GLEMM. L'abbé Jan Fijałek, 1864-1936. — J. WILLAUME. Frédéric-Auguste de Saxe et la question polonaise en 1812. — K. MALECZYŃSKI. La date de naissance de Boleslas Bouchetorte. — A. WÓTKOWSKI. Comment furent imprimés les « Volumina Legum » de J. Ohryzko. — R. ROZDOLSKI. Qui était Bangya? = Mélanges : St. GLUECKSMANN. Le « Schandbrief » du conseil municipal de Dantzig en 1525. — Vol. IV. L. KOLANKOWSKI. L'historien des Jagellons (F. Papée). — M. PAWLICOWA. Les formations de Cosaques pendant la guerre de Crimée ; fin. — L. KOCZY. Thietmar et Widukind. — Wł. KONOPCZYŃSKI. La franc-maçonnerie et le partage de la Pologne. — L. KURDYBACHA. Les Polonica à Dantzig. = Mélanges : R. ROZDOLSKI. Contribution à l'histoire de la « Sté du Peuple Polonais ». = Supplément : M. FRIEDBERGOWA. Bibliografja historii polskiej za rok 1933 i 1934 (bibliographie de l'histoire de la Pologne pour les années 1933 et 1934, 176 p.).

Wiadomości historyczno-dydaktyczne (Nouvelles historico-didactiques). Lwów, IV, 1936, vol. I. — E. MALECZYŃSKA. L'histoire universelle dans la 2^e classe des gymnases (nouveau programme). — Vol. II. K. POPIOLEK. La réalisation du nouveau programme d'histoire. — Abbé Wł. KŁAPKOWSKI. La nécessité de la corrélation et le manuel d'histoire de l'Église. — A. BAUMGARTEN. Żółkiew, terrain d'excursion historique. — T. LADENBERGER. Plan d'une excursion scolaire à Trembowla et à Tarnopol. Vol. III. A. M. WODZIŃSKI. L'enseignement de l'histoire dans le III^e Reich. — Vol. IV. J. DUTKIEWICZ. Lelewel et l'enseignement de l'histoire. — St. NOWACZYK. Le rôle des questions posées par les élèves dans l'enseignement de l'histoire.

ROUMANIE

Revue de Transylvanie. Cluj, t. III, n° 3, 1937, juillet. — Th. CAPIDAN. Le professeur Sextil Puscariu (hommage jubilaire). — G. SOFORNIE. La règle de l'unanimité du vote dans le Pacte de la S. D. N. (ce *liberum veto* est la sauvegarde de l'égalité des nations et une garantie contre le révisionnisme). — Soit : mais l'auteur admet-il que la S. D. N. ait pour but d'empêcher à jamais toute révision? — P. SERGESCU. Les relations franco-roumaines à l'Université de Cluj (liste des professeurs d'échange). — A. CALIANI. Le développement de l'enseignement primaire dans la « Zone culturelle » de Transylvanie (statistiques ; résultats satisfaisants,

quelles que soient les nationalités. — La Z. C. est en gros la zone frontière, en Transylvanie, Bukovine et Bessarabie). — H. BEŞA. Liszt dans les principautés danubiennes (concerts et inspirations musicales ; la « rhapsodie roumaine »). — C. PETRANU. Observations en marge des réponses de M. Bela Bartok (polémique sur les relations entre les musiques roumaine et hongroise). = Notes. I. LUPAŞ. Un grand avocat du peuple roumain (= Partenie Cosma). — P. PETRINCA. Le régime de la presse minoritaire hongroise en Roumanie (libéral). — V. NISTOR. Un triptyque hongrois sur la condition du paysan en Hongrie (*Puszták nepe*, par Jules Illyes ; *Tardi helyzet*, par Szabo Zoltán ; *Viharsarok*, par Geza Féja — tous trois déplorant l'état social des campagnes hongroises). = Comptes-rendus. S. MEHEDINTI. Der Zusammenhang der rumänischen Landschaft mit dem rumänischen Volke (L. Someşan). — V. MIHĂILESCU. România, géographie physique (L. Someşan). — Şt. METEŞ. Mănăstirile româneşti din Transilvania şi Ungaria (I. Crăciun). — Mester Miklos. La Transylvanie autonome et les revendications nationales des Roumains à la diète de Sibiu en 1863-1864 (I. Moga : très objectif). — Erdes Miklos. Histoire de l'autonomie des trois Nations et des quatre Religions en Transylvanie (Al. Doboşi : très inexact). P. H.

HISTOIRE GÉNÉRALE

L'Esprit international. The international Mind. 1937, 1^{er} juillet. — Lazare MARCOVITCH. L'orientation nouvelle de la Yougoslavie. — Brigadier-général SPEARS. Le réarmement de la Grande-Bretagne. — Marcel LA LOIRE. Le conflit entre l'Eglise catholique et le gouvernement national-socialiste en Allemagne. — David SAVILLE MUZZEY. La diplomatie américaine et l'Europe (grâce à elle a enfin été constituée une sorte de Société des Nations de l'Europe occidentale). — Bernard LAVERGNE. La dépopulation prochaine et l'Europe. = Chronique : La politique générale des Grandes Puissances (les relations germano-italiennes et franco-allemandes ; la politique des États-Unis). — L'évolution des questions européennes (la politique allemande ; le statut international de la Belgique ; l'attitude des Pays-Bas). — La question d'Espagne et la pratique de l'intervention ; la crise du « plan de contrôle ». — L'Europe danubienne. — Les questions extraeuropéennes : l'Égypte et le statut des étrangers ; la question du Sandjak d'Alexandrette. = Octobre. Nicholas MURRAY BUTLER. L'œuvre de la paix internationale (si ce monde pouvait trouver, comme notre peuple l'a trouvé un siècle et demi, des hommes pour construire la charpente d'une organisation fournissant aux nations le moyen de conserver leur indépendance et de coopérer, cette petite leçon n'aurait pas été inutile pour le monde du xx^e siècle). — Albert MOUSSET. L'évolution de la crise espagnole. — Harry N. HOWARD. Les nouvelles perspectives dans les Balkans (les nations balkaniques sont encore dans l'attente du riche héritage qui doit leur appartenir). — Pierre DE QUIRIELLE. La politique extérieure de la Tchécoslovaquie et sa position dans l'Europe centrale. — R. B. MOWAT. Dix-neuf ans après l'organisation de la paix (c'est une erreur de prétendre que la situation actuelle est pire que celle du début de l'été de 1914). = Chronique : Les conflits (la question d'Espagne et le projet de conférence méditerranéenne. Le conflit sino-japonais). — L'Allemagne et les États danubiens ; la question de Palestine. = **Bibliographie.** Nicolas Murray Butler. The American as he is (donne une idée exacte et complète de la vie politique et sociale aux États-Unis, du caractère des Américains). — Hans WEHBERG. Theory

and practice of international policing (étude suggestive, précise et vigoureuse). — *Georges Christopoulos*. La politique extérieure de l'Italie fasciste (très intéressant). — *José Ramon de Orue y Arregui*. Le régionalisme dans l'organisation internationale. — La Hongrie dans les relations internationales. = 1938, 1^{er} janvier. *Joseph BARTHÉLEMY*. L'adaptation des institutions démocratiques aux conditions actuelles de la vie économique (les démocraties libérales de l'heure présente sont riches ; les régimes autoritaires sont pauvres. Lien de cause à effet entre ces deux phénomènes. Concomitance de l'esprit de conquête et de la servitude politique). — *Kaard-Robert PUSTA*. La solidarité nordique (deux Europes : libérale et autoritaire ; le groupe d'Oslo. L'expérience constitutionnelle de l'Esthonie. Les États d'Oslo comptent actuellement trente millions d'habitants, sans compter les Indes néerlandaises ; leur rayonnement en Europe est considérable et pourra être multiplié immédiatement par l'adhésion d'un plus grand pays). — *Virginio GAYDA*. Que veut l'Italie? (sa politique sera toujours mieux appréciée et se déroulera devant la conscience européenne avec ses suprêmes avertissements). — *Étienne DENNERY*. Les principaux facteurs de la politique actuelle du Japon à l'égard de la Chine. — *Th. RUYSEN*. Existe-t-il une opinion internationale? (oui. Les pays où l'opinion demeure vivante sont ceux où les traditions libérales et une éducation solide élèvent le citoyen en vue des responsabilités de la liberté). = Chronique : La politique générale des Grandes Puissances : la collaboration de l'Allemagne et de l'Italie ; la politique des États-Unis ; l'Angleterre et la France devant les revendications allemandes. — Le problème espagnol et les conversations anglo-franco-italiennes. — Le conflit d'Extrême-Orient. — L'évolution des problèmes politiques internationaux. — Le Proche-Orient et les mouvements arabes. — Les relations économiques. = Documents : Les États-Unis et la paix du monde. — La Grande-Bretagne et l'Europe. — Le conflit espagnol. — Le conflit d'Extrême-Orient. = **Bibliographie.** *Henri Hauser*. Économie et diplomatie ; les conditions nouvelles de la politique étrangère (petit livre riche de substance). — *Léon Cahen*, *Raymond Ronze*, *Émile Folinais*. Histoire du monde, de 1919 à 1937. — *Raoul Blanchard*. Géographie de l'Europe (ouvrage qui avait pour objet essentiel de faire comprendre l'Europe aux Américains). = Revue des Revues : Le statut de la Palestine. — L'attaque du cuirassé *Deutschland* et les représailles sur la ville d'Almería le 31 mai 1937.

HISTOIRE RELIGIEUSE

Annalecta Praemonstratensia. 1936, t. XII, fasc. 3-4. — *R. VAN WAEFELGHEM*. Liste chronologique des abbés des monastères belges de l'ordre de Prémontré ; à suivre. — *G. SCHMIDT*. Die Patronatspfarren und die Pröpste des ehemaligen Klosters Chotiescau im Mittelalter ; fin. — *A. ERENS*. St. Catharinadal en de urbanisatieplannen van Graaf Hendrik III van Nassau te Breda 1531-1551. = 1937, t. XIII, fasc. 1-2. *R. VAN WAEFELGHEM*, O. Praem. Liste chronologique des abbés des monastères belges de l'ordre de Prémontré ; suite et fin (Mont-Cornillon ou Beaufort, 1124-1795 ; Bonne-Espérance, 1125-1773 ; Leffe, 1200-1813 ; Saint-Michel d'Anvers, 1124-1816 ; Saint-Nicolas de Furnes, 1130-1749 ; Postel, 1130-1818). — *Karl SCHMIEDER*. Pour fêter le huitième centenaire de l'église de Knechtode, 1138-1838. — *Tibor Antal HORVATH*. De primordiis circariae Hungaricae Ordinis Praemonstratensis (leur histoire commence en 1221 avec Gervasius, Anglais de naissance). — *Plac. LEFEVRE*. Le nouvel Antiphonaire de Prémontré (n'est pas

encore déterminé d'une façon certaine). — Basil GRASSL. L'abbaye de Renneval, Lorraine (dresse la liste des manuscrits ayant appartenu à Charles-Louis Hugo, l'auteur des Annales de l'ordre de Prémontré). = *Comptes-rendus. J. Klützner*. Hieronymus Hirnheim und seine Zeit. — Jos. Madoz, S. J. El commonitorio de San Vicente de Lerins. — Flor. Alcaniz, S. J. De autografo tractatus inediti card. Joannis de Lugo « de Anima ». — Louis Wilmet. Un joyau national : Grimbergen (histoire, coutumes et seigneurs de ce village de la banlieue bruxelloise). — Publications concernant l'ordre de Prémontré.

Revue de l'histoire des religions. 1937, mars-juin. — R. DUSSAUD. Le nom ancien de la ville de 'Ay en Palestine (c'était Beth-Hadad). — R. CAILLOIS. Les démons de Midi ; à suivre. — R. WEILL. Sur la situation historique et politique de Ras-Shamra (ne croit pas que la domination mitanienne se soit étendue aussi loin que l'affirme Virolleaud). — E. BIKERMAN. Un document relatif à la persécution d'Antiochus IV Épiphane (le document séleucide de 166 reproduit par Josèphe est authentique). — J. PRZYLUCKI. Linguistique et mythologie comparée. A propos d'un livre récent (de MM. Benveniste et Renou). = *Comptes-rendus. L. Delaporte*. Les Hittites. — E. Cavaignac. Le problème hittite. — G. Furlani. La religione degli Hittiti. — André Parrot. Mari. — J. Lebreton et Jacques Zeiller. Histoire de l'Église. De la fin du II^e siècle à la paix constantinienne (nécessité de graves réserves de fond, dit H.-Ch. Puech). — René Dussaud. Les découvertes de Ras-Shamra et l'Ancien Testament. — A.-G. Barrois. Précis d'archéologie biblique. — Alfred Loisy. George Tyrrel et Henri Bremond. — Adolfo Omodeo. Alfredo Loisy storico delle religioni. — Jean Baruzi. Problèmes d'histoire des religions. = Juillet-août. E. DHORME. Quelques prêtres assyriens d'après leur correspondance. — J. SAINTE-FARE-GARNOT. Le tribunal du grand dieu sous l'ancien empire égyptien (étude importante pour la connaissance du statut juridique et religieux des particuliers). — G. MONOD-HERZEN. Essai sur le totémisme soudanais. = *Comptes-rendus. A. Moret*. Histoire de l'Orient. — Erwin E. Goodenough. By light, light. The mystic Gospel of hellenistic Judaism. — Charles-F. Jean. Le milieu biblique avant Jésus-Christ, III. — Wilhelm Schubarts. Die religiöse Haltung des frühen Hellenismus. — Paul Krüger. Das syrisch-monophysitische Mönchtum im Tur-Abdin, von seinen Anfängen bis zur Mitte des 12 Jahrhunderts.

Revue d'histoire ecclésiastique. 1937, octobre. — R. FAVRE. *Credo... in Filium Dei... mortuum et sepultum* (comment Tertullien, Novatien, saint Hilaire de Poitiers, saint Pacien, saint Ambroise, Rufin d'Aquilée, saint Jérôme, saint Prudence de Brescia, saint Augustin (Leporius) ont entendu cette formule). — G. MOLLAT. Le droit de patronage en Normandie, du XI^e au XV^e siècle ; suite. — L. GUGAUD. Inventaires de manuscrits provenant d'anciennes bibliothèques monastiques de Grande-Bretagne. — D. VAN DEN EYNDE. L'inscription sépulcrale de Novatien. — M. RICHARD. Testimonia sancti Basilii. — G. CONSTANT. L'état de l'Église au commencement du XV^e et au XVI^e siècle, d'après deux écrits du temps.

Revue d'histoire des Missions. 1937, juin. — Ed. PAPINOT. Le Bienheureux Charles Cornay, martyrisé au Tonkin en 1837. — Georges GOYAU. Dix ans d'apostolat dans la Chine du XVIII^e siècle : Jean-Martin Moyé, précurseur de la Sainte-Enfance (suite, au Setchoan de 1777 à 1784 ; fin au numéro suivant). — J. GUICHARD. Pourquoi saint Vincent de Paul envoya ses missionnaires en Barbarie (dans un but d'évangélisation et de charité). — P. ÉLYSÉE DE LA NATIVITÉ. Deux siècles

de vie chrétienne à Bagdad, 1721-1921 (seconde période, 1773-1858) ; suite au numéro suivant. — Aristide CHATELET. La Mission lazarisite en Perse ; suite, de 1895 à 1896. — Les Missions au temps de Napoléon (rapports de Portalis de 1802, 1809 et 1811). — Jules BIGAOUETTE. Liste chronologique et notes biographiques des missionnaires « évêques titulaires » ; suite, de Olympe à Polemonium. = **Compte-rendu.** David Lathoud. Marie-Pauline Jaricot (méthode trop peu rigoureuse, esprit trop peu critique). = Septembre. Georges GOYAU. Mgr André Boucher (notice nécrologique). — Robert RICARD. Les Jésuite au Brésil pendant la seconde moitié du xvi^e siècle, 1549-1597 (insiste sur les méthodes missionnaires et les conditions d'apostolat) ; à suivre. — A. BROU. L'abbé Jean-Baptiste Sidotti (mort, confesseur de la Foi, à Yedo en 1715). — Maurice BRIAULT. Cinquante années de mission au royaume de Loango (depuis la fin du xix^e siècle). — Aristide CHATELET. La mission lazarisite en Perse ; suite. = Documents : Les Missions au temps de Napoléon ; suite. — Jules BIGAOUETTE. Liste chronologique et notes biographiques des missionnaires « évêques titulaires » ; suite, de Possala à Ramatha. = Décembre. Georges GOYAU. L'activité pacificatrice d'un missionnaire : le Père Dorgère (au Dahomey, en 1889-1890) ; à suivre. — Robert RICARD. Les Jésuites au Brésil, pendant la seconde moitié du xvi^e siècle, 1549-1597 ; fin. — P. C. SILVESTRI. La Chine en 1900. — A. BROU. L'abbé Jean-Baptiste Sidotti ; suite. — Maurice BRIAULT. Cinquante années de mission au royaume de Loango ; fin. — Aristide CHATELET. La mission lazarisite en Perse ; suite. = Documents : Les Missions au temps de Napoléon ; suite. — Jules BIGAOUETTE. Liste chronologique et notes biographiques des missionnaires « évêques titulaires » ; suite, de Raphanea à Ruscade.

HISTOIRE BYZANTINE

Annales de l'Institut Kondakov. T. X, Prague, 1938 (*Mélanges dédiés à A. Vasiliév*). — VERNADSKY. Alexandre Vasiliev. — DOELGER. Jean VI Cantacuzène rattaché à la dynastie légitime (se donne dans ses diplômes comme le petit-fils d'Andronic II, le frère d'Andronic III, bien que sans lien de parenté avec eux). — SOLOVJEV. Un inventaire des documents byzantins de Chilandar (rédigé en serbe au xiv^e siècle, donne des listes de chrysobulles, de 1198 à 1304). — N. A. VÉIS. Le métropolite Arsène de Tiberiopolis et l'évêque Séraphin de Tzerbenos (renseignements sur la nation grecque et l'enseignement à Constantinople à la fin du xvii^e siècle). — ANASTASIEVIČ. Actes du tsar Douschan pour Esphigmenou, 1346-1347. — DVORNIK. L'affaire de Photius dans la littérature latine du Moyen Âge (complétant les témoignages byzantins, montre que, du ix^e au xi^e siècle, les auteurs occidentaux et les collections canoniques n'ont cessé de considérer Photius comme définitivement réhabilité par Jean VIII et ne savent rien de sa seconde déposition, dont le caractère apocryphe achève ainsi d'être démontré). — STANOJEVIČ. Jacob métropolite de Ser (contemporain de Douschan et d'Urôs, mort vers 1360 ; détails sur son administration). — ROSTOVITZEFF. La fondation de Doura Europos sur l'Euphrate. — H. GRÉGOIRE. L'empereur Maurice s'appuyait-il sur les Verts ou les Bleus ? (défend contre Doelger la thèse de M^{lle} Janssens dans *Byzantion*, 1936, d'après laquelle Maurice a favorisé les Verts). — V. MÖSIN. Le servage à Byzance (montre, d'après divers actes monastiques, l'existence au xii^e siècle de serfs faisant partie de l'*instrumentum fundi*, δουλικὸν ζηνγάριον, et échappant au pouvoir de

l'État). — ANDREEVA. A propos de l'éloge de l'empereur Jean III Vatatzès par son fils Théodore II Lascaris (oraison funèbre inédite prononcée seulement après le couronnement de Théodore II par le patriarche Arsène, élu le 25 décembre 1254, plusieurs semaines après la mort de Jean III). — DUJČEV. Protobulgares et Slaves (rejette la doctrine d'après laquelle les sept tribus slaves, dont le territoire fut occupé par les Bulgares en 681, auraient conclu avec eux un pacte fédéral ; montre que l'expression de Theophanes, *ὑπὸ πάντων ὄντας*, implique le paiement d'un tribut). — RASSOVSKY. Les Polovstes (renseignements très précis sur l'immense territoire occupé par les Polovstes ou Comans nomades, entre les ^x^e et ^{xiii}^e siècles, de l'Altaï au Danube, de la Crimée aux Carpathes du Nord. Division des Comans en cinq groupes indépendants. Détails sur leurs migrations saisonnières et leurs rapports avec les peuples voisins). — OSTROGORSKY. L'autocrator Jean II et le basileus Alexis (au ^{xii}^e siècle, l'empereur régnant porte les titres de *basileus* et *autocrator*, l'empereur associé est simplement *basileus* ; il en est ainsi jusqu'aux Paléologues). — ANDREEV. Ivan IV le Terrible et la peinture d'icônes au ^{xvi}^e siècle (détails intéressants sur la part prise par ce tsar au concile des Cent chapitres et à la nouvelle législation relative à la peinture religieuse en Russie). L. B.

Epeteris. Annuaire de la Société des Études byzantines. Athènes, XIII, 1937. — EUSTRATIADES SOPHRONIOS. Le synodicon de l'église de Grèce (profession de foi lue le premier dimanche du carême, fête du rétablissement des images. Découverte dans deux manuscrits du synodicon d'un évêché inconnu, suffragant d'Athènes, donnant une liste de vingt-huit métropolitains d'Athènes, dont plusieurs inconnus jusqu'ici). — KASIMATIS. La politique sociale dans les Nouvelles de Léon le Sage (montre l'insuffisance des mesures prises par Léon VI pour améliorer le sort des indigents). — COUCOULÈS. Combats, luttes et spectacles agonistiques à l'époque byzantine (ne sont pas comme en Grèce l'objet d'un enseignement, mais de spectacles très recherchés ; montre la survivance des jeux antiques et l'introduction de jeux exotiques comme le tzykanion, jeu de polo importé de Perse). — MGR CHRYSOSTOME. État de l'église orthodoxe d'Antioche aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles (sa situation sous la domination des Mamlouks, sa participation à la querelle des Hésychastes, ses rapports avec les empereurs, transfert du siège d'Antioche à Damas au ^{xiv}^e siècle, sa participation au concile de Florence). — MYSTAKIDÈS. Les écoles après la chute de Constantinople (d'après les archives du patriarcat). — PAPADOPOULOS. Recherches sur la grande et la petite chronique de Phrantzès (montre que le texte de la grande chronique a été établi sur celui de la petite chronique, dont le remanieur n'a pas toujours compris le sens). — XYNGOPOULOS. Le frontispice des manuscrits du Vatican 1162 et Paris 1208 (texte illustré des homélies de Jacques de Kokkinobaphos ; ce frontispice ne représente pas, comme on l'a cru, la façade d'une église, mais le sanctuaire avec son iconostase). — ZOËS. Membres de la famille byzantine Kaléka à Corfou et à Zante. — GHINIS. Le livre du Préfet et les règlements de Julien d'Ascalon (dans un manuscrit du Metochion du Saint-Sépulcre à Constantinople, des règlements relatifs aux obligations légales des architectes, dus à Julien d'Ascalon, sous le titre d'Ἐπαρχικὸν βιβλίον n'ont rien à voir, comme on l'a cru à tort, avec le *Livre du Préfet* de l'époque de Léon VI publié par Nicole ; ces règlements de Julien appliqués à la Palestine au ^v^e siècle n'en offrent pas moins un grand intérêt). — ORLANDOS. Une tour byzantine près d'Olynthe. — DENDIAS. Une lettre de Frédéric III à Jean Vatatzès (texte latin. L'empereur reproche à Jean

Vatatzès de ne pas remplir ses obligations ; la lettre paraît avoir été écrite vers 1232-1233, au moment où Vatatzès négociait avec le pape). L. B.

Byzantion. T. XII, Bruxelles, 1937, dédié à M. et M^{me} Buckler. — LÉVI-PROVENÇAL. Un échange d'ambassades entre Cordoue et Byzance au IX^e siècle (complète le récit sommaire d'al-Makkari, grâce à la découverte à Fez des chroniques arabes, dont deux du X^e siècle, qui ont servi de sources à cet auteur ; donne le texte et la traduction de la lettre d'Abd-ar-Rahman II, émir de Cordoue, à Théophile, 839-840, ainsi que de la poésie du poète-ambassadeur al-Ghazal sur ses rapports avec l'impératrice Théodora et le prince Michel). — M. JUGIE. Le typicon du monastère du Prodome au mont Ménécée près de Serrès (texte publié d'après deux manuscrits du XVIII^e siècle, de provenance incertaine, dont une copie de Mgr Petit, rédaction datée de 1324). — J. MAURICE. Les Pharaons romains (montre les efforts des empereurs pour exercer une surveillance efficace sur le clergé égyptien ; pense que c'est l'exemple des pharaons qui a inspiré à Dioclétien la création des dynasties jovienne et herculéenne, associées aux familles divines ; attribue une importance plus grande à l'Égypte qu'à la Perse dans la transformation de l'empire en monarchie orientale). — G. ROUILLARD. Recensements de terres sous les premiers Paléologues (le nombre important des actes de recensement des terres monastiques dressés à cette époque par les contrôleurs impériaux, *apographeis*, s'explique par la nécessité de reconstituer les registres du fisc ; montre, d'après les archives de Lavra, les divergences, dues à des méthodes défectueuses d'arpentage, entre les évaluations des *apographeis* et les listes de terres établies par la chancellerie impériale dans les chrysobulles de confirmation des possessions monastiques). — E. DARKÓ. La tactique touranienne (l'auteur du *Strategicon* attribué à Maurice est Héraclius, qui, avant son expédition de Perse, réforme l'armement et la tactique de l'armée impériale en prenant comme modèle l'organisation des Avars. Même influence de la tactique des Hongrois sur les armées franque et germanique aux IX^e et X^e siècles). — LASCARIS. Sceaux grecs d'Étienne Nemanja. — BROMBERG. Mélanges historiques et toponymiques sur la Dobroudja médiévale, la Bessarabie et la Moldo-Valachie. — CHARANIS. La couronne impériale appelée *modiolus* et sa signification constitutionnelle (couronne d'or offerte au nouvel empereur par le sénat et le préfet de la ville avant le couronnement religieux à Sainte-Sophie et lui conférant la souveraineté). — H. GRÉGOIRE. Sainte Salsa, roman épigraphique (légende née d'une inscription païenne mal interprétée). Le Glozel Khazare (la correspondance entre les Khans Khazars et les Juifs de Cordoue repose sur des faux fabriqués au XVI^e siècle). La dernière campagne de Jean Tzimiskès contre les Russes (réfute la théorie d'Anastasiévitch qui fait durer cette campagne de 971 à 974). Encore l'étymologie de *labarum*. Nicétas Pégonitès vainqueur du roi bulgare Jean Vladislav (retrouve le nom de ce général de Basile II qui tua le dernier roi bulgare en 1018, d'après l'oraison funèbre d'Irène Doukas par Psellos et un passage peu connu de Skylitzès). Étymologies byzantino-latines. — GRANIĆ. Gloses de droit ecclésiastique ajoutées aux privilèges accordés par Basile II à l'évêché autocéphale d'Achrida. — J. LA MONTE. Jean d'Ibelin l'Ancien, seigneur de Beyrouth, 1177-1236. — SESTON. Sur les deux dates de la table de privilèges de Brigitio. — Ch. SAUMAGNE. Du rôle de l'*origo* et du *census* dans la formation du colonat romain. L. B.

CHRONIQUE

C'est avec un vif regret que nous enregistrons la disparition de M. Paul Matter, grand magistrat doublé d'un historien. Né le 19 décembre 1865 à Paris, M. Matter avait atteint le faite de l'organisation judiciaire, où sa connaissance profonde du droit et son expérience poussée des hommes devaient lui assurer une action efficace. Entré dans la magistrature en 1891, comme substitut à Dreux, il passait au tribunal de la Seine en 1902, devenait en 1911 substitut du procureur général de la Seine, puis, en 1912, directeur du Contentieux et de la justice militaire du ministère de la Guerre et conseiller d'État. Président de la Commission interministérielle des prisonniers de guerre, président de la Commission des Alsaciens-Lorrains pendant le grand conflit mondial, il devint en 1917 avocat général à la Cour de Cassation, en 1928, président de chambre ; en 1929, procureur général ; en 1936, premier président. C'est là que la retraite vint, si l'on peut dire, le frapper. En réalité, il s'en réjouit, car elle lui permit de revenir plus complètement à ses chères études historiques. De fait, M. Paul Matter s'était fait connaître dans ce domaine par une production remarquable : on notera particulièrement ses trois volumes sur *Bismarck et son temps* (1905-1908) et ses trois autres volumes sur *Cavour et l'unité italienne* (1925-1927). Entre temps, il avait fait paraître un excellent ouvrage sur *La Prusse et la révolution de 1848* (1903) et un petit livre élégant et rempli de choses sur *Gambetta* (1923). Il a collaboré activement aux *Annales des sciences politiques* et a publié dans la *Revue historique* plusieurs chapitres de ses grandes œuvres. Il s'intéressait à toutes les formes de l'activité scientifique. C'est ainsi que, membre, depuis 1926, de l'Académie des Sciences morales et politiques, où il avait succédé à Félix Rocquain, il participait activement aux travaux de cette Compagnie. Ancien professeur à l'École des Sciences politiques, il avait repris, aussitôt sa retraite, son enseignement et s'intéressait particulièrement à la question du despotisme éclairé, et j'ai pu personnellement, à cet égard, comme à propos des choses italiennes, lui rendre quelques services d'érudition dont il me sut le gré le plus vif. Au reste, c'est un des traits caractéristiques de M. Paul Matter que cette délicate courtoisie et cette finesse psychologique que tous ceux qui étaient en rapport avec lui reconnaissaient pleinement. Il y a quelques années, la direction des Archives lui confia la présidence d'une Commission interministérielle chargée d'élaborer un texte qui pût devenir projet de loi sur la définition et le sort des papiers publics. Ce texte dormira peut-être pour toujours dans un carton administratif ou parlementaire, mais tout le monde se souviendra de la bonne grâce et de la science juridique et historique avec laquelle le grand magistrat disparu présida les séances de cette temporaire Commission. Les grands corps de l'État avaient délégué à ses obsèques les personnalités les plus désignées ; la *Revue historique* y était représentée par plusieurs de ses collaborateurs qui gardent fidèlement la mémoire de M. Paul Matter.

Georges BOURGIN.

— *Autographes.* — Un récent catalogue de la maison Sotheby and Co, à l'occasion d'une vente qui a eu lieu les 27 et 28 juin 1938, nous renseigne sur un nouvel avatar du célèbre fonds de Sir Thomas Phillips. Les documents sont, dans ce catalogue, en gros, classés selon l'ordre alphabétique des pays (et des comtés anglais); la seule France y occupe les nos 72 à 205.

— Parmi les pièces signalées dans le catalogue n° 322 de la maison Myers and Co, de Londres, à noter des lettres de la comtesse d'Albany au chevalier de Sobirat, 1808-1820; de Richard Cobden, de 1847 et 1859; un arrêté original du Comité de Salut public à la municipalité de Brest, du 26 avril 1793, pour l'envoi des munitions de la Bretagne en Vendée; des lettres du Premier Consul à Berthier, ministre de la Guerre (du 22 fructidor an IX, protestant contre le prix excessif des fusils (30 fr. l'un); 4^e complémentaire an IX et 3 vendémiaire an X, sur l'occupation de la Toscane par Murat); une lettre de Talleyrand à Rivals, ministre plénipotentiaire à Cassel, 9 juillet 1802, pour lui communiquer les transformations survenues dans l'organisation de l'État, etc.

— Parmi les pièces de la collection Mortimer L. Schiff, de New-York qui ont été vendues par Sotheby and Co les 23, 24 et 25 mars 1938 figurent, sous les nos 301 et suivants, un certain nombre d'états militaires français sur papier pour le XVIII^e siècle.

— M. Pierre Cornuau, expert à Paris, a mis en vente, le 29 juin 1938, deux séries d'autographes. Dans l'une figure une lettre de Concino Concini à Nerestang, datée du 6 septembre 1615, 3 p. in-fol., qui fournit de nombreux renseignements sur la campagne alors menée contre les princes coalisés et désireux d'empêcher le voyage du roi à Bordeaux. On notera également des lettres du P. Hénault, de M^{me} d'Houdetot, de Rachel, de George Sand, de Taine, de Talma, de Baudelaire. L'autre comprend des pièces importantes émanant de Barbey d'Aurevilly, de Ch. Nodier, de Rops, de Vigny, de Verlaine et de J.-K. Huysmans. A noter également des lettres du marquis de Cherville à Noël Parfait, particulièrement intéressantes pour l'histoire de la guerre de 1870-1871.

— Pour une vente qui a eu lieu le 11 juillet 1938, la maison Sotheby, de Londres, a établi le catalogue d'une partie de la bibliothèque du comte de Suzannet, de Lausanne, qui est un admirable répertoire d'œuvres de et sur Dickens et de documents de toute espèce concernant le grand romancier anglais. G. Bx.

— Le 30 mai ont été inaugurés par le président de la République et le ministre de l'Éducation nationale les grands appartements restaurés de l'hôtel Rohan, frère jumeau du palais Soubise, qui est, en quelque sorte, le point central des bâtiments des Archives nationales. Ainsi se trouvent reconstitués, dans leur presque totale unité, les locaux où a vécu, entre autres, le célèbre cardinal « Collier ». M. P. Caron, directeur des Archives de France, a su, en présentant aux autorités de la République l'hôtel Rohan, indiquer les traits généraux du service qu'il dirige. Après avoir utilisé les crédits mis à sa disposition pour des transformations somptueuses et somptuaires, puisse-t-il arriver maintenant à obtenir les crédits indispensables pour loger convenablement les versements susceptibles d'être dirigés vers les Archives nationales, pour négocier l'achat des pièces ou des collections complémentaires des fonds d'État, et pour payer le personnel, beaucoup trop peu nom-

breux, chargé de classer, d'inventorier et de communiquer au public les documents des Archives !...

Au rez-de-chaussée de l'hôtel restauré avait été installée une exposition temporaire intitulée « Quatre siècles du Service des Bâtiments, 1535-1938 ». On a pu y admirer, dans un cadre fait pour eux, des plans, complétés par des documents conservés, empruntés aux Archives nationales ou à la direction générale des Beaux-Arts et à diverses collections, où s'inscrit l'évolution magnifique de cet art architectural qui s'est toujours épanoui dans les grandes périodes de l'histoire. Le catalogue établi à cet effet (in-18, 80 p., XII pl.) fournit des précisions utiles.

G. BN.

LE CENTRE D'ÉTUDES DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET SES PUBLICATIONS

L'activité du Centre d'études de politique étrangère, que préside M. S. Charléty, et dont nous avons eu l'occasion de parler dans un précédent numéro¹, s'est rapidement développée depuis sa création. Il a continué régulièrement, plusieurs fois par semaine, à réunir des groupes d'études ou à organiser des conférences et des discussions. Sa bibliothèque et sa section d'information sont d'une aide très précieuse aux chercheurs qui désirent se renseigner sur les questions internationales actuelles.

Ses publications sont devenues de plus en plus nombreuses. Sa revue *Politique étrangère* publie tous les deux mois des articles d'experts ou de personnalités représentatives des différents pays ou des différents points de vue. Elle représente, en France, le même effort d'éducation impartiale, dans le domaine international, que des périodiques étrangers tels que *Foreign Affairs* aux États-Unis, ou *International Affairs* en Grande-Bretagne. La *Chronologie politique internationale*, qui est également éditée par le Centre, est un instrument de travail indispensable pour tous ceux qui veulent écrire sur les problèmes de politique extérieure.

En outre, depuis trois ans, le Centre a publié un assez grand nombre de volumes. Les uns, d'information, sont le résultat d'enquêtes rapides et ont pour but de mettre un large public au courant des questions de politique internationale. C'est ainsi qu'ont paru une suite de brochures sur l'Allemagne nationale-socialiste : *Le parti national-socialiste et ses rapports avec l'État*, de M. R. PELLOUX ; *L'art dans le III^e Reich*, de M. E. WERNERT ; *Le contrôle des devises dans l'économie du III^e Reich*, par A. PIATIER ; *Le front du travail allemand*, de J. DOUBLET ; et récemment *La nouvelle structure économique du Reich*, par MM. H. LAUFENBURGER et P. PFLIMLIN, qui marque avec une grande netteté comment le programme économique de l'Allemagne actuelle a été conçu et réalisé. Sa lecture montre le caractère empirique de cette politique ; et comment la doctrine du parti, assez sommairement élaborée par des théoriciens dont personne ne parle plus aujourd'hui, avait été essentiellement critique et destructive : ni capitalisme ni socialisme. Le nouvel édifice économique allemand est moins le résultat de concepts longuement préconçus que la conséquence de certaines tendances concrètes et de certaines conditions matérielles bien définies : la pénurie de capitaux, le désir de satisfaire les masses, auxquelles s'adressent les orateurs du parti, en même temps que les capitalistes qui

1. T. CLXXVII, p. 503.

ont contribué à l'arrivée du parti au pouvoir, enfin le désir de préparer pour l'Allemagne des armements puissants et de lui permettre de résister économiquement au cas d'un conflit. Mais c'est dans la mesure où les chefs actuels de l'Allemagne résoudront le problème des prix qu'on pourra parler d'un succès ou d'un échec.

D'autres brochures d'information ont également paru, notamment celle de M. Roger LÉVY : *Relations de la Chine et du Japon* ; sur les États-Unis, celle de M. P. DE LANUX : *La neutralité américaine en 1936* ; sur l'Europe centrale et orientale, celle de M. J. MEUVRET : *Le territoire de Memel*, et celle de M. V.-L. TAPIÉ : *Le pays de Teschen* ; sur les aspects plus généraux de la vie internationale : celle de P.-H. SIRIEUX et P. VAUCHER : *L'opinion britannique, la S. D. N. et le conflit italo-éthiopien*, et celle de A. MESTRE, L. LE FUR et G. SCHELLE : *Les sanctions internationales*.

D'autres publications du Centre sont le résultat de recherches plus longues, et certaines d'entre elles correspondent à un travail de groupes. Les unes ont été faites par plusieurs collaborateurs, les autres n'ont qu'un seul auteur, mais ont été discutées par des spécialistes d'origine les plus diverses.

Plusieurs ont concerné particulièrement l'Empire français : *Les conséquences du développement économique du Japon pour l'empire français*, par Roger LÉVY ; *La question des matières premières et les revendications coloniales*, par Gilbert MAROGER ; *Le Cameroun*, par H. LABOURET.

Les échanges commerciaux entre la France et les pays danubiens ont fait l'objet d'une étude par J. MORINI-COMBY.

De plus, comme chaque année, le Centre fait paraître un volume sur *L'évolution des pays de civilisation arabe*, qui est le compte-rendu de discussions ouvertes au mois de juillet sous ses auspices, et auxquelles prennent part les personnalités les plus compétentes sur les problèmes de l'Islam.

Tout récemment vient de paraître un volume collectif sur *L'Égypte indépendante* ; il est le résultat d'une collaboration de Français résidant en Égypte. On comprend, en le lisant, que cette nouvelle nation exercera sans doute sur les pays arabes moins avancés dans la voie du progrès une influence grandissante, si elle demeure paisible et prospère. C'est bien du sort de l'Égypte que dépend, dans une large mesure, l'avenir de l'« Arabisme ».

Deux autres publications collectives viennent de paraître. La première, sous la direction de M. A. SIEGFRIED, membre de l'Institut, a traité de *L'opinion américaine et la France* : « les auteurs de ce livre se sont attachés à faire une analyse sérieuse, impartiale et susceptible d'éclairer ceux qui sont chargés, à un titre quelconque, d'entretenir des relations avec les États-Unis ». La deuxième, qu'a dirigée M. BOUGLÉ, directeur de l'École normale supérieure, concerne *Les Sciences sociales en France*. Les méthodes de la sociologie, de la géographie humaine, de l'histoire, de la l'ethnologie et de chacune des principales sciences de l'homme ont été traitées chacune par un spécialiste de cette science.

L'accueil fait à ces publications montre qu'elles ont réalisé les buts que s'était assigné le Centre d'études de politique étrangère. Leur impartialité, la documentation solide sur laquelle elles s'appuient, l'étendue des domaines qu'elles abordent, les rendent indispensables à ceux qui cherchent, au delà de la lecture quotidienne des journaux, les éléments d'une opinion mieux établie sur les grands problèmes de la politique internationale actuelle.

LA RÉFORME DE LA LICENCE D'HISTOIRE

Sans bruit, une réforme, qui peut être le point de départ d'une rénovation d'ensemble qui s'impose, vient d'être réalisée dans l'organisation de notre haut enseignement historique.

En dépit des efforts tentés jadis, lors de la création du diplôme d'études supérieures, la plupart des étudiants de nos Facultés des lettres en étaient encore hier à « apprendre » l'histoire dans des manuels et à rester passifs dans des salles de cours où leurs professeurs ne leur demandaient guère que d'écouter pour s'instruire, puis, le jour de l'examen venu, de réciter de leur mieux la leçon plus ou moins bien comprise. Lire un document, l'interpréter, le commenter, en dégager la substance historique : exercice de luxe, auquel bien peu se prêtaient quand un de leurs maîtres se risquait à les y convier ! Aussi le document n'apparaissait-il d'ordinaire dans nos Facultés que subrepticement, sous couleur de paléographie ou d'épigraphie, et encore pour ceux-là seuls qui n'optaient pas pour d'autres types d'« épreuves pratiques » — parfois trop pratiques — aux examens de licence.

Sans doute, le diplôme d'études supérieures était là pour obliger les licenciés qui visent plus haut à prendre — enfin — contact avec les textes. Mais combien d'étudiants, combien de futurs professeurs s'en tiennent au stade de la licence ! Et où donc apprendre jusqu'ici à interpréter un document, si ce n'est à l'École des Hautes-Études, que peu d'étudiants fréquentent et qui s'adresse aux seuls Parisiens, ou dans quelques rares Facultés de province peu chargées d'élèves ?

Cette lacune incroyable de notre enseignement universitaire, sujet d'étonnement et presque de scandale pour tous nos collègues étrangers, va cesser. La réforme discrète et limitée dont la Faculté des lettres de Paris a pris l'initiative et qui, approuvée dans toutes les autres Universités françaises, a reçu en juillet dernier (*Journal officiel* du 26 juillet) la sanction ministérielle, après un débat devant le Conseil supérieur de l'Instruction publique, consiste en l'institution, à l'oral des trois certificats historiques de la licence d'histoire et de géographie, d'une épreuve obligatoire d'explication, avec commentaire historique, « d'un document se rapportant à l'une des questions du programme ». (On sait que, pour chaque Faculté, cette liste de questions est arrêtée tous les deux ans.) Désormais, dans toutes les Facultés des lettres, les enseignements d'histoire ancienne, d'histoire du Moyen Âge, d'histoire moderne et contemporaine seront donc, obligatoirement aussi, accompagnés d'une étude directe de quelques-uns des documents sur lesquels sont fondées les conclusions des historiens : au lieu d'être mis en présence d'une science toute faite, l'étudiant, dès son entrée à la Faculté, sera appelé à remonter régulièrement aux sources, à ne plus considérer l'apprentissage de l'histoire comme un simple exercice mnémotechnique, mais à tirer lui-même des textes les éléments d'une construction historique où devra s'appliquer son intelligence. Le jour de l'examen, il sera invité à prouver que son esprit n'est pas demeuré purement réceptif : aux interrogations du type ancien s'ajoutera l'épreuve décisive que, pour n'importe quelle discipline, constituent l'explication et le commentaire improvisés d'un texte.

Nous disons : improvisés. Car il va de soi que toutes précautions devront être prises pour éviter qu'explication et commentaire ne dégénèrent, à leur tour, en psittacisme. Et, comme les réformateurs tiennent essentiellement à faire de

l'épreuve nouvelle une épreuve de caractère historique, qu'aucune difficulté d'ordre linguistique ne doit venir compliquer ou fausser, ils ont obtenu pour les jurys la possibilité de mettre à la disposition de chaque candidat une traduction du texte choisi.

Réforme modeste, mais capitale, et qui permettra sans doute de modifier peu à peu l'orientation d'un enseignement qui, sous aucun prétexte certes, ne doit tourner à l'érudition stérile, mais qui ne saurait davantage persévérer dans la voie, plus stérile encore, où il était en train de s'enliser.

Au surplus, pour mieux souligner l'esprit de la réforme et la renforcer, l'« épreuve pratique », qui figurait jusqu'alors à l'oral d'un des deux certificats d'histoire ancienne ou d'histoire du Moyen Age au choix du candidat, est transférée à l'écrit : ce qui veut dire que, dès la première partie de l'examen, la mémoire cessera d'être le facteur dominant et que les licenciés d'histoire, parmi lesquels se recrutent nos professeurs de collèges et une fraction de plus en plus nombreuse de nos professeurs de lycées, ne pourront plus désormais ignorer ce qu'est la science historique et comment elle se fait.

Nos arrière-neveux comprendront mal qu'il ait fallu tant attendre pour réaliser une réforme aussi simple et aussi nécessaire.

Louis HALPHEN.

CENTRE D'ÉCHANGES DE PUBLICATIONS

Nous croyons intéressant de signaler à nos lecteurs l'existence, à Dijon (à l'adresse de M. Paul Lebel, 12, rue Pelletier-de-Chambure), d'un centre d'échanges de revues historiques françaises et étrangères. La hausse du cours des changes, d'une part, la difficulté d'exporter des devises en dehors de plusieurs nations européennes, d'autre part, ont rendu nécessaire une sorte de troc des revues et publications d'importance équivalente. Ceux de nos lecteurs qui reculeraient devant l'achat, devenu onéreux, d'une publication étrangère pourront s'adresser à notre collègue en précisant : 1° les titres et les éditeurs des ouvrages demandés ; 2° les titres, formats et nombre de pages des ouvrages offerts (nombre de pages annuel dans le cas d'une revue). Ensuite, suivant l'indication qui leur sera donnée quelques jours plus tard, ils achèteront un ouvrage français qu'ils feront adresser directement par leur libraire à un autre demandeur qui, de son côté, leur enverra l'ouvrage désiré.

France. — Notre collaborateur Paul HENRY, professeur à l'Université de Clermont-Ferrand, et dont les beaux travaux sur l'art et sur l'histoire de la Roumanie sont bien connus, vient d'être élu membre correspondant de l'Académie roumaine sur le rapport de M. le général R. Rosetti (séance du 1^{er} juin 1938).

Allemagne. — Nous avons appris avec tristesse la mort prématurée de M. Walther VOGEL, professeur à l'Université de Berlin, décédé le 22 mai 1938 dans sa cinquante-huitième année. Né à Chemnitz le 19 décembre 1880, le regretté professeur avait attiré dès 1906 l'attention du monde érudit par un excellent ouvrage sur les Normands (*Die Normannen und das fränkisches Reich*), qui fait toujours autorité.

Doué d'une vive curiosité et d'une intelligence pénétrante, il appliqua ensuite son activité à des disciplines diverses, apportant dans ses recherches une méthode

rigoureusement scientifique. On lui doit de nombreux ouvrages sur la géographie historique qu'il enseignait, l'histoire constitutionnelle, l'histoire maritime, le passé de la Hanse. La *Revue historique* a publié en 1937 un article substantiel par lequel le savant allemand avait voulu faire connaître au public français l'état des recherches contemporaines sur la Hanse.

Dans son séminaire universitaire, W. Vogel préparait, en collaboration avec M. R. Kötzschke, la publication d'un « Atlas » historique de l'Allemagne où il s'était réservé les cartes concernant le peuplement urbain, l'histoire économique et sociale, ainsi que la circulation. Nous espérons que, malgré la disparition de l'éminent professeur, cette œuvre utile verra bientôt le jour.

A ses qualités scientifiques, W. Vogel joignait une haute distinction d'esprit. Ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher n'oublieront pas cet historien sympathique qui, sous des dehors volontairement réservés, cachait une âme généreuse.

Robert LATOUCHE.

Danemark. — Nous sommes heureux de signaler à nos lecteurs la publication de *Classica et Mediaevalia*, Revue danoise d'histoire et de philologie, publiée par la Société danoise pour les Études anciennes et médiévales¹. La revue, rédigée en français, allemand ou anglais, paraît en deux fascicules réunissant dix-huit feuilles par an. Le premier fascicule, paru en mars 1938, contient quatre articles : William NORWIN, *Classica et Mediaevalia*, qui esquisse les lignes principales de la vie intellectuelle du Moyen Âge dans ses rapports avec la culture classique. — Adam AFZELIUS, *Zur Definition des römischen Nobilität in der Zeit Ciceros* (55 pages). — L. L. HAMMERICH, *Studies to visiones Georgii* (il s'agit de Georges de Hongrie, 1330-1372). — Henry-A. STEEN, *Les clichés épistolaires dans les lettres sur papyrus grecques*.

Espagne. — M. José RENAULT, directeur général des Beaux-Arts de la République espagnole, a publié dans la revue *Museion* (vol. 39-40, 1937) et en tiré à part (66 p. et illustrations)² une importante étude sur *L'organisation de la défense du patrimoine artistique et historique espagnol pendant la guerre civile*, où il expose minutieusement et illustre au moyen de photographies le difficile et méritoire travail de défense des monuments et des œuvres d'art qui a été fait sous les bombardements.

États-Unis. — La *Division of historical research. Carnegie Institut of Washington* publie une précieuse *List of doctoral dissertations in history now in progress at American Universities December 1937*, préparée par Margaret Willgoose HARRISON (Washington, 1938, 70 p.). Cette liste comporte 1,039 numéros dont 547 se rapportent à l'histoire des États-Unis, 109 à l'histoire de la Grande-Bretagne et 70 à celle de la France. A lire cette liste, on s'aperçoit que c'est principalement l'histoire moderne et même l'histoire la plus contemporaine qui sollicitent le plus la curiosité des historiens américains.

1. Librairie Gyldendal, à Copenhague. Le prix de l'abonnement annuel est de 18 couronnes danoises.

2. Publication de l'Institut international de coopération intellectuelle, 2, rue de Montpensier, Paris. Prix : 12 fr.

— Le catalogue *Trois siècles d'art aux États-Unis*, établi à l'occasion d'une intéressante exposition temporaire installée en mai 1938 au Musée du Jeu de Paume, offre un certain intérêt, en dehors des notices établies par des spécialistes divers en matière de peinture, de sculpture, d'architecture, d'art populaire, de photographie et de cinéma (Paris, Éditions des Musées nationaux, 1938, in-8° carré, xiv-108 p. ; prix : 10 fr.). L'un des collaborateurs y a, en effet, établi de curieuses « tables chronologiques comparatives », qui offrent peut-être aux historiens une matière à réflexion en synchronisant les faits historiques principaux de l'histoire américaine, ceux de la technologie et de la littérature, ceux enfin des diverses branches de l'art.

G. BN.

Grande-Bretagne. — La *Historical association* a publié son *Annual Bulletin of historical literature*, n° XXVI (Londres, Bell et fils, 1937, 70 p. ; prix : 1 s. 6 d.), qui donne une liste commode des publications de l'année 1936, classées par époques et appréciées sobrement par des historiens aussi compétents que R. B. Mowat, H. A. Ormerod, H. St. L. B. Moss, R. R. Darlington, C. H. Williams, R. B. Wernham, Andrew Browning, W. L. Burn, M. C. Mac Laughlin, W. N. Medlicott et G. P. Gooch.

Suisse. — Nous avons appris avec un vif chagrin le décès, survenu en février 1938, à Zurich, dans sa soixante-dix-septième année, de notre collaborateur M. Antoine GUILLAND.

Né à Carouge en 1861, Antoine Guiland fut l'un des premiers professeurs de l'École de commerce, lors de la fondation de cet établissement, en 1888. Deux ans plus tard, Guiland quittait Genève pour Paris, où il collabora à notre *Revue*.

En 1895, Antoine Guiland était nommé professeur de géographie et d'histoire à l'École polytechnique fédérale ; il y traita de grands sujets généraux : la Révolution, Napoléon, Cavour et la formation de l'unité italienne, Bismarck et l'Empire allemand, etc.

En géographie, il étudia particulièrement la colonisation des grands peuples modernes, en premier lieu de la France et de l'Angleterre, ainsi que le développement des pays nouveaux : États-Unis, nouvelles sociétés anglo-saxonnes du Canada, de l'Afrique du Sud, etc.

Parmi les travaux scientifiques menés à bien par M. Guiland pendant sa féconde carrière, nous signalerons que son livre sur *L'Allemagne nouvelle et ses historiens* a eu, dès le début de la guerre, un regain de popularité qui lui valut deux rééditions en langue anglaise, l'une à New-York, l'autre à Édimbourg.

Les occupations officielles d'Antoine Guiland ne l'empêchèrent point de devenir à Zurich le correspondant du *Journal de Genève*, de la *Gazette de Lausanne*, de l'ancienne *Semaine littéraire*, de la *Suisse*, de la *Tribune de Genève*. Pendant près de quarante ans, Antoine Guiland apporta à accomplir sa tâche de publiciste des qualités d'intelligence et de cœur, notamment dans les chroniques de livres allemands qu'il n'a cessé de signer.

Le gérant : R. LISBONNE.

nté-
me,
s en
phie
P. i
pro-
ré-
ine,
art.

n of
qui
es et
I. A.
nam,
I. P.

wrier
An-

s de
ans

ire à
volu-
pire

mo-
ment
a, de

onde
ens a
tions

venir
l'an-
es de
e des
alle-